





## EUROPE

## République d'Irlande

## M. Patrick Hillery devient chef de l'état

## Un humaniste et un Européen

De notre correspondant

Dublin. — M. Hillery, vice-président de la Commission européenne à Bruxelles, a été déclaré, mardi 9 novembre, président élu de la République d'Irlande.

M. Hillery a appris sa désignation au bureau de la C.E.E. à Dublin. Faisant évidemment allusion à la démission de son prédécesseur et lançant un aveu de confiance au gouvernement actuel, il a déclaré : « La position constitutionnelle du président revêt maintenant une nouvelle importance. J'espère que ceci est clair pour le peuple d'Irlande. »

Le nouveau président irlandais a représenté la circonscription rurale de Clare, au sud-ouest du pays, pendant vingt et un ans. Réserve, presque timide, ne buvant pas, parlant, quelle que soit l'importance du sujet, d'une voix mesurée, il ressemble au leader du parti Fianna Fail, M. Jack Lynch. Il est, d'ailleurs, demeuré profondément fidèle à ce dernier pendant la crise qui a éclaté au sein du parti lorsque les troubles ont commencé en Ulster en 1969. M. Hillery détenant, à l'époque, le portefeuille des affaires étrangères avec M. Lynch, il a résisté à l'offre républicaine du parti, qui voulait envoyer l'armée irlandaise en Ulster pour défendre la population catholique.

Médicant comme son père, il a fallu que la Fianna Fail insiste pour qu'il se décide à faire de la politique. Sa profession lui avait permis d'établir des contacts étroits avec la population de la région de Clare qu'avait représentée autrefois le fondateur du Fianna Fail, Eamon de Valera. Le succès de sa candidature était assuré.

Dès son arrivée au Parlement, alors que la Fianna Fail était au gouvernement depuis 1932, à l'exception d'une coupure de six ans, le leader du parti, Sean Lemass, confia à M. Hillery le portefeuille de l'éducation nationale qu'il devait occuper jusqu'en 1965. Cette année-là, il succéda à son collègue et ami M. Jack Lynch (devenu, presque malgré lui, le leader « de compromis » du parti) au poste de ministre de l'Industrie et du Commerce. L'année suivante, il devenait le premier ministre du

travail de la République. En 1969, il abandonna la politique pour se consacrer à sa carrière : il prit la direction des affaires étrangères.

La violence confessionnelle éclata en Ulster en août 1969. La population catholique minoritaire appelée Dublin à son secours. Plusieurs membres du gouvernement n'ont pas voulu être obligés de respecter la Constitution prévoyant la réintégration de l'Irlande et l'instauration de la juridiction de Dublin sur toute l'île. M. Lynch, aidé de M. Hillery, tenait fermement le gouvernement. Le sang-froid des deux hommes et la fermeté de leurs discours contribuaient alors à faire baisser la tension.

M. Hillery a participé à de nombreux entretiens avec le gouvernement de Londres sur les problèmes de l'Ulster et la mise sur pied d'institutions impliquant la participation de la minorité catholique. En août 1970, il s'est adressé au Conseil de sécurité des Nations unies, demandant qu'une unité militaire de l'Organisation soit envoyée en Irlande du Nord. Pour manifester la bonne volonté du gouvernement de Dublin envers la population nationaliste d'Ulster à l'époque, il a visité secrètement le quartier catholique de Falls Road, à Belfast, ce qui fut vivement critiqué par le gouvernement protestant d'Irlande du Nord et par celui de Londres.

M. Hillery fut un des porte-parole les plus enthousiastes du gouvernement en faveur de l'adhésion de l'Irlande à la C.E.E. Avec compétence et brio, il a négocié l'adhésion, réussissant à convaincre les syndicats, les agriculteurs et d'autres groupements professionnels. Européen et humaniste, il a été désigné par M. Lynch comme représentant de l'Irlande à la Commission de Bruxelles, chargée particulièrement des affaires sociales.

C'est au sein des institutions européennes que M. Hillery poursuivait sa carrière, mais se voyant à l'égard de son parti et de M. Lynch l'ont convaincu de servir d'une manière différente.

JOE MULHOLLAND.

## Aux «Dossiers de l'écran»

## LA GUERRE A HUIT ANS

«Les Dossiers de l'écran» nous ont offert, mardi soir 5 novembre, un bon film et un débat nourri et clair. Ce qui n'était pas une mince performance quand il s'agit de l'Irlande du Nord.

Le beau film, qui le réalisateur américain George Schaeffer a tourné en grande partie à Dublin, n'a pu paraître mélodramatique à ceux qui ne connaissent pas Belfast, ses environs idylliques et son «folklore» affreux, ses rues en ruine où flotte la peur, son peuple chaleureux et ses mégères, ses gars et ses assassins adolescents, à peine plus jeunes que les soldats qui leur font face.

Les enfants de la guerre racontent l'histoire tragiquement quotidienne de deux familles amies. L'une est protestante, l'autre catholique. Toutes deux appartiennent à cette petite bourgeoisie de Belfast qui habite de petites maisons de briques, sans apparence, mais confortables et parfois coquettes.

Leur amitié ne résista pas à l'angoisse quotidienne, à la peur des voisins, aux brutalités des soldats britanniques. Le film, habilement entrecoupé de séquences d'actualité, montre avec sensibilité le processus qui mène de la peur et de la violence au fanatisme. La manière dont les femmes et les enfants se laissent peu à peu gagner par la folie meurtrière aura peut-être réveillé de vieux souvenirs chez les téléspectateurs du continent.

Les enfants de la guerre a cependant deux défauts : il date de 1972 et, comme l'a fait remarquer notre correspondant à Belfast, Richard Deutsch, le point de vue protestant n'est pratiquement absent.

La discussion a eu le grand mérite de carner de près les éléments essentiels du problème irlandais, sans se laisser enliser, comme si souvent, dans l'histoire des siècles passés ou les querelles idéologiques contemporaines.

Mme Betty Williams, fondatrice du Mouvement des femmes pour la paix,

était la vedette de la soirée. Elle a montré plus de fougue et de conviction que de sens politique, surtout lorsqu'elle s'est adressée — sans ménagement — à Mme Myriam Daly, professeuse à l'université Queen's de Belfast, porte-parole des thèses traditionnelles de l'IRA.

Ce sont surtout MM. Ciaran McKown, cofondateur du mouvement de «femmes», et Austin Currie, membre du parti catholique modéré S.D.L.P. (travailleuse social-démocrate), qui ont éclairé le débat.

M. McKown a expliqué posément, mais avec une évidente flamme intérieure, que le premier but du Mouvement de la paix était d'abolir la peur qui sépare les deux communautés et de recréer une collectivité au sein de laquelle pourront s'établir des solutions politiques. « Il faut inciter les gens à franchir la ligne qui sépare catholiques et protestants... C'est la méthode qu'ont employée, en d'autres occasions, Martin Luther King et Gandhi. »

Pour M. Austin Currie, « il faut mettre fin à la violence, mais aussi aux vieux mythes qui empoisonnent les analyses de la crise irlandaise ». Et M. Currie, qui a été attaqué à plusieurs reprises à son domicile par les extrémistes des deux bords, a répondu à Mme Daly, avec un humour plus irlandais que britannique, qu'il souhaitait, en vérité, comme elle l'assure, que l'Irlande du Nord présente « une situation coloniale ». Car, alors, dit-il, « il ne resterait plus qu'à chasser l'envahisseur... ».

On a pu regretter l'absence d'un représentant de la République d'Irlande, au moins aussi impliquée que Londres dans le drame de l'Ulster. Et aussi celle du Sinn Féin provisoire et de l'organisation paramilitaire protestante de l'UDA. Mais les deux mouvements extrémistes avaient été récusés par Mme Williams, qui avait menacé de boycotter l'émission s'ils étaient présents. — N. B.

## Les deux tentations de la Grande-Bretagne

(Suite de la première page.)

A peine marxiste — ou même pas marxiste du tout — le mouvement socialiste anglais est, comme ses voisins, une combinaison d'utopie humaniste, de tradition ouvrière et de militantisme syndical. Moins marqué par les ligues chrétiennes que son homologue suédois, moins anti-communiste que son cousin allemand, il est tiraillé entre une gauche et une droite qui s'opposent de plus en plus vivement, sans aller toutefois jusqu'à remettre en question l'unité du parti. Tandis que la première regarde vers un socialisme à la Palme, la seconde reste fidèle à la tradition fabienne, réformiste (1).

En face des travaillistes, un parti conservateur, lui aussi tiraillé entre ses « faucons » et ses « colombes ». La magistrature électorale qui valut à M. Edward Heath de perdre, à la fin de 1973, sa guerre d'usure contre les mineurs en grève, a traumatisé les Tories. Pour reprendre le mot d'un commentateur anglais, les conservateurs n'ont pas « le moral de leur situation présente ». Malgré les sondages qui voient, insensiblement mais régulièrement, remonter leur cote, leur succès inespéré, dans deux élections partielles le 4 novembre, et la mauvaise humeur grandissante de l'électorat devant les mécomptes du gouvernement travailliste, ils restent convaincus que les syndicats n'attendent que leur retour au pouvoir pour leur régler une nouvelle fois leur compte.

Is ne sont guère aidés par leur leader. Mme Thatcher, membre éminent de l'état-major du parti depuis de longues années, s'est surtout fait remarquer, comme chef de l'opposition, par un anti-communisme agressif et des formules à l'emporte-pièce, mais pas toujours bien venues. Surnommée la « femme de fer » par la presse soviétique, elle plait aux « faucons », mais les partisans de M. Heath restent nombreux, surtout dans la jeune génération. Le discours de l'ancien premier ministre au congrès de Brighton — l'un des plus remarquables de sa carrière — lui a sans doute rallié de nouveaux suffrages et éveillé la nostalgie d'une période plus brillante de la politique torie. Les mauvaises relations qu'entretenaient M. Heath et Mme Thatcher ne sont un secours pour personne et elles ne facilitent pas la formation d'une opposition cohérente et efficace.

Les discussions sur les remèdes à porter à la crise économique ont, comme toujours en pareil cas, un aspect quelque peu académique : pour les travaillistes, il faut bloquer les prix, limiter les importations, planifier l'économie, et surtout les investissements, nationaliser les banques et les chantiers navals.

Pour les conservateurs, la réduction de l'inflation, du déficit budgétaire et du chômage, l'expansion des investissements, passent par la diminution des dépenses de l'Etat, le blocage des salaires, la remise en ordre de la sécurité sociale, une réforme fiscale propre à favoriser l'esprit d'entreprise, une stricte réglementation de l'immigration.

En fait, comme le prouvent les mesures prises par d'autres gouvernements européens en proie à l'inflation et au chômage, la marge de manœuvre est très réduite. La politique économique d'un gouvernement conservateur ne différerait sans doute pas beaucoup de celle de M. Healey.

Parallèlement à ces mesures préconisées ci et là, on retrouve un vieux serpent de mer : la réforme électorale et l'adoption de la

représentation proportionnelle. Le système uninominal à un tour qui régit les scrutins nationaux britanniques favorise le bipartisme et brime les petites formations. Le bipartisme étant malade, quel remède prescrire ? A part les libéraux, écartés entre les deux grands partis, on ne voit guère qui voterait la suppression d'une très vieille tradition parlementaire.

Pour nombre d'observateurs, c'est une tempête dans un verre d'eau : l'importance de « sur-vivre jusqu'à 1980 », c'est-à-dire

## Un autre vieux serpent de mer

Le gouvernement de M. Callaghan se trouve, de fait, dans une curieuse situation. Il est harcelé sur sa gauche par le conseil exécutif du parti, appuyé par une fraction grandissante de la base syndicale et politique. Mais il jouit — du moins, pour l'instant — de l'appui quasi inconditionnel des leaders syndicaux. Cette « paix sociale » est l'un de ses meilleurs atouts, du moins tant que la spirale inflationniste ne reprendra pas son élan de l'année dernière, incitant l'état-major du TUC à prêter une oreille plus complaisante aux revendications de salaires de la base. C'est aussi cette paix sociale qui incite les conservateurs à la modération. Les Tories modérés, M. Heath en tête, ont apparemment tiré les leçons de l'échec de 1973. Tout indique qu'ils n'envisagent plus une restriction institutionnelle du droit de grève du type de la « loi sur les relations industrielles » qui précipita leur chute. Aujourd'hui, ils parlent d'approche pragmatique du problème et de négociations périodiques, à l'allemande, avec les syndicats.

## Portugal

## Le parti communiste va tenir son premier congrès ordinaire depuis le 25 avril 1974

Lisbonne (A.F.P.). — M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste portugais, a donné, le mardi 9 novembre, une conférence de presse pour annoncer que le congrès de formation, qui aura lieu du 11 au 14 novembre à Lisbonne.

Ce congrès sera la première réunion de ce genre tenue par le parti dans la légalité depuis la révolution du 25 avril 1974. En effet, celui qui avait eu lieu à la fin de 1974 avait été un congrès extraordinaire et n'avait pas abordé les problèmes de fond. Le dernier congrès ordinaire du P.C.P. avait eu lieu dans la clandestinité, en septembre 1968.

M. Cunhal a confirmé, au cours de sa conférence de presse, que l'actuel comité central allait proposer aux mille deux cents délégués de décider son élargissement. Selon lui, l'actuel comité central, composé de trente-six membres, pour la plupart élus en 1968, pourrait doubler le nombre de ses éléments et s'ouvrir à des militants jeunes, ayant adhéré au parti après la chute du régime salazariste. Le P.C.P. rejoindrait ainsi un comité central dont la moyenne d'âge est assez élevée, et qui s'est peu à peu adapté à une pratique politique différente de celle de la clandestinité.

Le congrès débutera par la lecture d'un rapport de plus de quatre cents pages présenté par M. Alvaro Cunhal. Il portera sur la vie politique portugaise depuis le dernier congrès du parti. Le secrétaire général du P.C.P. a indiqué que certains passages du rapport étaient une autocritique de certaines positions prises par le parti, notamment sur le problème des alliances.

jusqu'au moment où le pétrole de la mer du Nord viendra inverser la balance commerciale. Il est vrai que le prix de l'or noir ne semble pas près de descendre, comme le craignaient les pessimistes (« et les parisiens », disait un journaliste londonien), et que les découvertes d'importants gisements se multiplient.

En attendant l'horizon 80, et une hypothétique réforme électorale, qui ne régèlerait d'ailleurs pas la crise économique, la tentation du Labour est, pour l'instant, de « gouverner au centre ».

Mais bien que le socialisme anglais ne prétende guère être « pur et dur », l'opprobre qui frappe jadis Ramsay MacDonald, « coupable » d'avoir formé, en 1931, un cabinet de coalition, plane encore sur les instances du Labour.

En fait, la Grande-Bretagne est mieux équipée politiquement que ses voisins pour faire face à la crise économique : elle peut compter sur une population dont le sens civique est encore solide et qui sait faire front en cas de péril grave ; ses institutions sont suffisamment souples pour s'adapter à toutes sortes de situations, et, surtout, il n'y a pas trace de la faillie idéologique qui divise si profondément l'opinion française.

C'est ailleurs qu'il faut chercher les raisons de ses difficultés actuelles : la Grande-Bretagne est restée, à certains égards, marquée par le dix-neuvième siècle, par son passé impérial, la gloire victorienne, l'époque des matières premières à bon marché, du capitalisme sauvage triomphant dont les héritiers s'obstinent aujourd'hui à investir à l'étranger plutôt qu'en métropole. Si l'Angleterre des « deux nations », que stigmatisait Disraeli, est en voie de disparition — par la grâce des dures épreuves subies en commun pendant la dernière guerre, et d'une administration fiscale peu portée à l'indulgence, — elle subsiste encore dans un système d'éducation élitiste, un certain dilettantisme des classes dirigeantes, une propension des esprits brillants à s'investir plutôt dans la haute finance, la diplomatie ou la recherche fondamentale que dans l'industrie. Une industrie qui, justement, aurait, plus que n'importe quel autre secteur de l'économie nationale, besoin de nouvelles structures, de nouvelles méthodes et de nouveaux managers.

En dehors des problèmes purement monétaires qui sont directement à l'origine de la crise actuelle (voir l'interview du chancelier de l'Echiquier dans le Monde du 6 novembre, le gouvernement travailliste se trouve aux prises avec une question socio-économique fondamentale : comment concilier une protection sociale presque étendue que celle dont bénéficient les Suédois, avec un attachement de la libre entreprise qui reste très vif dans une grande partie de l'opinion ? Comment ne pas se ruiner entre une médecine gratuite, des allocations de chômage substantielles, des subventions au logement et aux produits alimentaires, et des institutions économiques et financières qui rejettent tout contrôle de l'Etat ? Soutenez de ne s'aligner ni les syndicats, caution traditionnelle du Labour, ni le patronat, soutien économique de la nation, M.M. Healey et Callaghan sont condamnés à naviguer à vue. Ni plus ni moins que la plupart de leurs collègues européens, certes. Mais c'est un mince argument pour l'un des peuples les plus orgueilleux de la terre et qui se console mal d'avoir dû, si souvent faire appel depuis la guerre aux crédits des Etats-Unis ou du Fonds monétaire international (F.M.I.).

La chance de M. Callaghan réside surtout dans l'absence de dogmatisme du travaillisme anglais. Considéré, dès sa formation, comme une coalition de diverses tendances de gauche, le Labour n'a cure des empoignades doctrinales qui minent les partis frères du continent. Il peut traverser les tempêtes en tout genre dans une relative sérénité, fidèle à sa seule « ligne » réelle : un pragmatisme bien compris. Ce n'est peut-être pas suffisant pour dominer une grave crise économique. C'est en tout cas le gage que celle-ci risque moins qu'ailleurs de dégénérer en crise de régime.

NICOLE BERNHEIM.

(1) Société de pensée socialiste fondée en 1933 pour « reconstruire la société selon les plus hautes possibilités de la morale ». George Bernard Shaw figura parmi ses premiers adhérents. Sur le plan de l'économie, le maître à penser des premiers fabiens était John Stuart Mill. La société fabienne a contribué à fonder, en 1900, le Comité de représentation du travail, qui devait devenir, en 1906, le parti travailliste. Aujourd'hui encore, la moitié environ du groupe parlementaire travailliste appartient traditionnellement à la société fabienne.

## Finlande

## LA PARALYSIE DU TRAFIC FERROVIAIRE

## Le gouvernement envisage de limiter le droit de grève

De notre correspondant

Helsinki. — Malgré l'intervention du premier ministre, M. Martti Miettinen, la grève de six cent cinquante-dix cheminots finlandais, qui réclament l'abolissement de l'âge de la retraite de soixante-trois ans à cinquante-huit ans, a repris pour une durée indéterminée. L'ensemble du trafic ferroviaire est paralysé.

Les cheminots, employés de l'Etat, et qui ont un contrat de service public, ont, au regard de la loi, des droits limités en ce qui concerne les conflits du travail. Le recours à la grève pour faire aboutir une revendication, « non négociable » dans le cadre d'un contrat de service public (ce qui est le cas de l'âge de la retraite), est par conséquent « illégal », quatre jours de grève avaient déjà arrêté le trafic ferroviaire la semaine dernière. Le Syndicat

des cheminots avait été condamné à de très lourdes amendes (52 000 marks, soit 65 000 francs environ). Le gouvernement envisage de déposer un projet de loi permettant d'interdire les arrêts de travail et de réquisitionner le personnel.

La proposition du premier ministre d'instaurer un système « à la carte » de départ à la retraite a été repoussée, alors que la dépression économique s'accroît et que le climat social se détériore. Les discussions pour réexaminer les conditions de la convention collective signée en janvier dernier n'ont pas abouti. Les demandes des trois confédérations syndicales ont été toutes repoussées par l'Etat et par le patronat.

GILLES GERMAIN.

michel mercier  
le roman  
féminin  
Mme de Lafayette,  
Virginia Woolf, Colette,  
George Sand, Marguerite Duras,  
Nathalie Sarraute...  
littératures modernes  
puf

مكتبة الأمل



## EUROPE

En visite officielle à Moscou

### M. Gierak compte demander à M. Brejnev un accroissement des livraisons de biens alimentaires à la Pologne

De notre correspondant

Moscou. — Évoquant pour la première fois depuis les élections américaines la situation internationale, M. Brejnev a exprimé l'espoir, mardi 9 novembre, qu'« une action réciproque plus efficace » se manifesterait « dans le règlement des problèmes importants qu'il s'agit de résoudre bilatéralement ou de la vie internationale dans son ensemble ».

Le secrétaire général est intervenu au cours d'un dîner offert au Kremlin en l'honneur de M. Gierak, arrivé le matin même à Moscou, pour sa première visite officielle en Union soviétique. Le premier secrétaire polonais, qui avait fait le trajet de Varsovie en train, a reçu un accueil fort chaleureux en Biélorussie, à la gare où l'attendaient M. Brejnev.

Les problèmes économiques et politiques de la Pologne sont au centre de ces discussions, bien qu'on ne les reconnaisse pas officiellement à Moscou. M. Babikov, le président du Gosplan de l'U.R.S.S., a pris une part active aux échanges, ainsi que M. Lechicko, vice-président du conseil des ministres, spécialement chargé des relations économiques avec les pays étrangers. M. Gierak est accompagné notamment de son premier ministre. Après son séjour à Moscou, la délégation polonaise doit se rendre au Kazakhstan et en Biélorussie.

En privé, certains interlocuteurs soviétiques ne cachent pas la préoccupation que leur inspire la situation en Pologne. Tout en formulant des critiques à l'égard de la direction polonaise, reconnaissable selon eux, de vouloir développer en même temps l'industrie lourde et une société de consommation, ils affirment qu'il n'y a, pour le moment, d'autre solution que d'accorder à M. Gierak « 90 % de ce qu'il demande ». Les demandes polonaises ne sont pas connues avec précision, mais on sait qu'elles concernent notamment le matériel agricole, la dette de Varsovie à l'U.R.S.S., ainsi qu'un accroissement des livraisons de biens alimentaires.

M. Brejnev et Gierak, dans leurs discussions de mardi, ont fait de vagues allusions au problème. Le secrétaire général soviétique a notamment affirmé : « Vous êtes actuellement en train de construire une société socialiste dotée. Nous comprenons combien cette tâche est importante et complexe, quelles tensions des forces créatrices elle implique. Nous comprenons aussi les problèmes complexes que vous avez à ré-

soudre. Mais il n'y a pas de doute qu'en s'appuyant sur la conscience socialiste et patriotique de la classe ouvrière, de la paysannerie et des intellectuels, de concert avec les partis alliés au parti communiste polonais, vous réussirez avec succès vos objectifs. » Quant à M. Gierak, après avoir vanté les mérites personnels de M. Brejnev, il a affirmé, comme s'il prenait un parti sur l'issue des discussions : « Chacune de nos rencontres a confirmé notre attitude amicale à l'égard de la Pologne, votre compréhension de nos problèmes, votre soutien à nos aspirations. »

Dans la partie de son intervention consacrée à la politique étrangère, M. Brejnev — après s'être prononcé une fois de plus en faveur « de mesures concrètes et efficaces pour mettre fin à la course aux armements et assurer la réduction des tensions dans le monde — a réitéré, sans porter préjudice à qui que ce soit — a affirmé qu'il fallait « renforcer notre coopération socialiste, notre alliance, qui est un instrument fiable de la défense des acquis révolutionnaires de nos peuples ». Ce renforcement du bloc socialiste, qui sera au centre de la réunion à la fin du mois à Bucarest du comité politique du pacte de Varsovie, est rendu nécessaire, selon le secrétaire général, par « les puissantes forces bien organisées qui agissent avec insistance dans le monde capitaliste contre la détente, contre l'implantation solide de la coopération pacifique, contre l'entente et l'arrêt de la course aux armements dans le monde capitaliste. Ces forces cherchent, par tous les moyens possibles, à empêcher le développement international par le poison du doute, de la méfiance et de la peur. Elles diffusent les mensonges sur les communistes, les pays du socialisme, les mouvements de libération nationale. Elles voudraient entraver un développement heureux de notre pays, dans la voie du socialisme, de la coopération, de la paix, de l'amitié fraternelle, de l'union des rangs ».

JACQUES AMALRIC.

Le ministre roumain de la défense, le général Ion Coman, est arrivé à Moscou, le mardi 9 novembre. Il est invité par le ministre de la Défense, le maréchal Dimitri Oustinov, — (U.P.I.)

L'affaire du Mig 25

### L'AVION SERA RENDU VENDRE! AUX SOVIÉTIQUES

(De notre correspondant.)

Tokyo. — A la suite d'un accord intervenu, mardi 9 novembre, entre le Japon et l'Union soviétique, le Mig-25 qui avait atterri le 6 septembre à Hakodate sera rendu vendredi aux autorités de Moscou. Il doit être embarqué sur un cargo soviétique dans le port d'Hitachi après avoir été examiné par des experts russes.

L'incident avait provoqué une vive tension entre Moscou et Tokyo. Les Japonais, après quelques hésitations, avaient en effet décidé, vraisemblablement à la suite de demandes pressantes de Washington, d'examiner l'appareil de concert avec des experts américains.

L'accord qui est finalement intervenu, fait-on remarquer ici, laisse sans solution la question des dommages demandés par le Japon en réparation des troubles causés par l'arrivée de l'appareil et du coût du transport jusqu'à Hitachi. Appliquant le règlement à la lettre, la police japonaise avait d'ailleurs dressé un procès-verbal au pilote du Mig quelques heures après son arrivée. Les motifs invoqués étaient les suivants : violation de l'espace aérien, port d'armes, entrée sans visa et détournement de la piste d'Hakodate.

La restitution de l'appareil ne va pas mettre fin à la tension entre Moscou et Tokyo, tension dont la manifestation la plus évidente a été l'annulation « sine die » de la réunion du comité économique nippon-soviétique prévue pour le 6 novembre. Apparemment, les Japonais ne s'attendent pas à une amélioration rapide des relations. L'incident les préoccupe en fait surtout parce qu'il leur a fait prendre conscience de l'insuffisance de leur système de défense.

● L'Association générale des Khmers à l'étranger (187, rue de Valenciennes, Paris 19<sup>e</sup>), sollicite, dans une lettre adressée à M. Walther, secrétaire général des Nations unies, « l'envoi au Cambodge d'une commission d'enquête pour vérifier sur place, en toute impartialité, mais aussi en toute liberté, les faits de la guerre civile, les crimes de guerre, les violations des droits élémentaires de l'homme ».

CINQUANTE ANS DE RÈGNE DE HIROHITO

Japon

### La personne de l'empereur, symbole de la nation est respectée, mais n'est plus un sujet tabou

En présence de neuf mille invités, une cérémonie a eu lieu mercredi 10 novembre à Tokyo pour célébrer le cinquantième anniversaire de l'accession au trône de l'empereur Hirohito. Seize mille policiers gardaient le Nippon Budokan, édifice où avait lieu la cérémonie et qui fut construit pour les Jeux olympiques. L'empereur a lu un bref texte dans lequel il a exprimé sa tristesse des événements du passé. M. Miki, chef du gouvernement, a déclaré que

l'empereur a été « pendant cinquante ans un pilier de l'unité du peuple dont il demeure le symbole ». A l'exception de quelques déportés venus à titre individuel, nous câble notre correspondant, l'opposition a boycotté la cérémonie. Quelques milliers de personnes ont manifesté à Tokyo au cri de : « A bas Hirohito, criminel de guerre ! ». A Osaka, le maire a refusé que soit chômé l'après-midi de mercredi.

De notre correspondant

dant du comité central du P.C. qui avait rejoint en 1940 les communistes chinois. Influencé par la Nouvelle démocratie, publiée en 1940, œuvre dans laquelle Mao développe ses idées sur la collaboration entre les communistes et les bourgeois au cours de la première période de la révolution, M. Nosaka, de retour au Japon, va chercher avant tout à ne pas couper le P.C. à peine reconnue de l'opinion publique.

Fin 1944, au cours d'un entretien avec un des « observateurs » américains qui séjourneront pendant quelques mois à Yenan, il déclarait déjà que la guerre finie, il était vraisemblable que rien ne pourrait être entrepris contre le système impérial aussi longtemps que les Japonais ne seraient pas prêts, idéologiquement, à accepter son abolition. Un sondage, réalisé en mai 1946 par le quotidien *Mainichi*, a montré que 86 % des personnes consultées étaient favorables au maintien de l'institution (trente ans après, les sondages donnent des indications sans doute moins probantes, mais démontrent que l'opinion n'a guère évolué sur ce point). Bien que la thèse de M. Nosaka ait provoqué en 1946 des critiques au sein du P.C., elle fut acceptée. Elle est à l'origine de la position actuelle du parti. A quelques nuances près, c'est également celle des socialistes.

L'ère de la paix éclairée

Cette position des grands partis de gauche paraît réaliste, compte tenu de l'image de Hiro-Hito que l'on présente aujourd'hui au Japonais. La vie du couple impérial paraît, en marge des obligations officielles, marquée de simplicité et dominée par les travaux personnels de l'empereur, dont la grande passion est la biologie. Une ou deux fois par an, Hiro-Hito apparaît à ses sujets dans un pavillon du palais derrière une vitre pare-balles. La télévision le montre parfois, en chemise, herbier dans son jardin. Depuis son

Le statut de l'empereur est une des grandes questions auxquelles sont périodiquement confrontés les partis de gauche et notamment le P.C. (deuxième formation d'opposition après les socialistes), dont les positions sont plus franches. Les communistes affirment qu'ils entendent accéder au pouvoir par des moyens démocratiques et en respectant la Constitution. On peut en déduire qu'ils acceptent le principe du maintien de l'institution impériale. En revanche, ils se sont toujours opposés à ce que l'empereur ait la moindre fonction officielle, fût-elle de représentation. Ils boycottent la séance d'ouverture de la Diète, au cours de laquelle l'empereur prononce un discours.

La position du P.C. a beaucoup évolué depuis la guerre. A l'origine, les communistes étaient les seuls, depuis la création clandestine de leur parti, en 1922, à réclamer l'abolition du système impérial. Le thème est présent dans les deux grandes chartes des communistes nippons (connues sous le nom de « thèses de 1927 » et de « thèses de 1932 »). Dans l'immédiat après-guerre, le P.C., devenu légal, s'est tout d'abord réitéré aux thèmes de 1932 qui portaient l'empreinte du Komintern.

Dans les premiers mois de l'occupation américaine, le sort de l'institution impériale demeura incertain. Une des directives édictées par MacArthur, le 3 novembre 1945, stipulait qu'il n'entrerait pas dans les compétences des forces d'occupation d'imposer au Japon une forme quelconque de gouvernement qui ne répondrait pas à l'expression de la volonté populaire. Il y avait en fait de profondes divergences de vues au sein même de la commission américaine pour l'Extrême-Orient, qui conseillait la Maison Blanche sur l'avenir du système impérial.

Ainsi que les partis conservateurs du parti progressiste), à peine reconnus, se prononçaient en faveur du maintien du trône et que les socialistes, dominés par leur réaction de droite, réclamaient, le P.C. réclamait au départ non seulement la fin du système impérial, mais encore la condamnation de l'empereur comme criminel de guerre.

C'est pourtant une autre stratégie que voit mener les communistes. Elle a été forgée en Chine, à Yenan, et porte l'empreinte des longues discussions entre Mao Tse-tung et M. Seno Nosaka, aujourd'hui pré-

Vietnam

### Les pourparlers entre Washington et Hanoi s'ouvriront vendredi à Paris

Les Etats-Unis et le Vietnam ouvriront des pourparlers vendredi 12 novembre à Paris afin de préparer la normalisation de leurs relations, indique-t-on à Washington. Il s'agit des premiers contacts officiels entre les deux pays depuis la signature de l'accord de Paris en 1973. Les discussions seront menées du côté américain, par M. Gammon, numéro deux de l'ambassade des Etats-Unis.

Rappelons que les Américains désirent obtenir la liste de leurs militaires disparus pendant la guerre. Ils ont fait savoir qu'ils opposeraient leur veto à l'admission du Vietnam à l'ONU si un tel document ne leur était pas remis.

On ne pense pas à Washington que des progrès décisifs seront accomplis dans les négociations avant l'ar-

● Selon un rapport du Pentagone, les communistes vietnamiens ont récupéré, après leur victoire, 1.000 avions et hélicoptères, 340 embarcations navales, 560 chars, 1.200 transports de troupes blindés, 1.300 pièces d'artillerie, 12.000 mortiers, 42.000 canons et 130.000 tonnes de munitions.



(Dessin de KONZ.)

### L'INDUSTRIE LOURDE EST RELÉGUÉE AU TROISIÈME PLAN

Hanoi (A.P.P.). — Le plan quinquennal vietnamien (1976-1980), dont le projet sera soumis, en décembre, à l'approbation du congrès du parti, vise essentiellement deux objectifs : améliorer de façon substantielle le niveau de vie de la population et développer la grande échelle, et dans l'ordre, l'économie rurale, l'indus-

trie légère et l'industrie lourde, ce qui doit permettre de satisfaire les besoins intérieurs élémentaires, de constituer des stocks et d'augmenter le volume des exportations. La population étant composée à 90 % de paysans, les dirigeants ont relégué au troisième plan la « grande industrie lourde ».

## PROCHE-ORIENT

Egypte

### M. Mamdouh Salem a remanié son gouvernement

Le Caire (A.P.P.). — Le premier ministre égyptien, M. Mamdouh Salem, qui avait été reconduit dans ses fonctions par le président Sadate à l'issue des élections du 6 novembre, a annoncé, le mardi 9 novembre, la composition de son nouveau gouvernement.

Le cabinet qui compte trente et un membres, comprend cinq nouveaux venus, tandis que six ministres n'en font plus partie. Un nouveau poste a été créé, celui de vice-premier ministre chargé des affaires économiques, qui a été attribué à M. Abdel Monem Kayssouf.

Les autres nouveaux ministres sont : M. Hamed El Savad, qui remplace M. Mohamed Zak El Chafel au ministère de l'économie et de la coopération économique ; M. Mohamed Salah El-dine Hamed, qui succède à M. Ahmed Abou Ismail au ministère des finances ; le cheikh Mohamed Metwalli, qui devient ministre des waqfs (biens religieux) et de l'université El-Azhar, à la place de M. Mohamed Hussein El Dahabi ; M. Ali Abdel

Maguid, nommé ministre d'Etat aux affaires du conseil des ministres et du développement administratif, en remplacement de M. Fouad Cherif.

Le portefeuille de la reconstruction et de l'habitat n'est pas attribué. Il était détenu par M. Osman Ahmed Osman qui a demandé à se retirer pour des raisons de santé.

Il s'agit du sixième gouvernement depuis l'investiture du président Sadate à la présidence de la République, il y a six ans. M. Mamdouh Salem a été nommé à la tête du cabinet en avril 1975, à la suite de la démission de M. Kayssouf, âgé de soixante ans, ancien président de la Banque arabe internationale. Ancien directeur de la Banque nationale égyptienne de 1950 à 1964, il était ensuite devenu ministre de l'économie, occupant tour à tour jusqu'en 1967 les postes de ministre de l'économie, du commerce et de la planification. En 1969, il fut nommé conseiller du gouvernement pour les questions économiques, avant de revenir en Egypte et de prendre la direction de la nouvelle Banque arabe. Il aura pour tâche d'appliquer la politique d'ouverture du président Sadate dans le domaine économique, tout en redressant une situation critique du fait du déficit croissant du budget, de l'endettement extérieur, de l'inflation et des pénuries, notamment alimentaires.

● Deux exécutions capitales. — Un Palestinien, Salah Abdalla Souraya, et un égyptien, Kareem Anadoli, ont été exécutés par pendaison, mardi 9 novembre, rapportent mercredi 10 novembre les journaux égyptiens. Ils avaient été condamnés à mort pour avoir attenté, en avril 1974, l'école militaire technique du Caire. Cette attaque avait fait onze morts et vingt-sept blessés.

Souraya, Anadoli et leurs complices avaient tenté de s'emparer de l'école, puis de faire mouvement vers le siège de l'Union socialiste arabe, dans le quartier égyptien, pour y proclamer la République arabe, puis le président Sadate devait prononcer un discours. Les conspirateurs auraient eu l'intention d'obliger le président à démissionner. — (Reuters.)

Sur l'initiative de M. Arafat

### LES PRÉSIDENTS SADATE ET KADHAFI AURAIENT ACCEPTÉ DE SE RENCONTRER

Tripoli (A.P.P.). — M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P., a indiqué mardi 9 novembre, à Tripoli, dans une conférence de presse, que les présidents Sadate et Kadhafi avaient accepté le principe d'une rencontre à la suite des efforts qu'il avait entrepris pour rapprocher les deux pays.

M. Arafat a fait la déclaration suivante, rapportée par l'agence Arna : « Comme on le sait, j'ai été à l'origine de la création d'une République d'Egypte et d'une République de Libye dans l'intérêt de la nation arabe et de la cause palestinienne en particulier, j'ai initié une série de contacts permanents au cours de la récente période avec les présidents Sadate et Kadhafi. (...) Les deux présidents ont émis le vœu que la question de la reconnaissance de la République d'Egypte et de la République de Libye, afin de préparer leur rencontre, qui devait avoir lieu dans le dernier tiers du mois de novembre, l'espère que cette rencontre ouvrira des perspectives nouvelles dans les relations entre les deux frères, et augurera bien pour l'ensemble de la nation arabe. »

Les relations entre le Caire et Tripoli étaient au plus bas en août dernier. Les Égyptiens avaient renforcé sensiblement leur dispositif militaire aux frontières. Depuis, le colonel Kadhafi a multiplié les démarches en vue d'apaiser la tension, affirmant qu'il était prêt au dialogue pour régler le contentieux entre les deux pays. Le début de la coopération militaire et psychologique, a comme preuve de sa bonne volonté, il avait dépêché un représentant à la conférence arabe « au sommet » du Caire, en octobre dernier, et obtenu la libération de tous les Égyptiens détenus en Libye.



## AMÉRIQUES

### Argentine

#### La vague de terrorisme vise les dirigeants d'entreprise

Buenos-Aires (A.F.P., A.P.). — Après l'assassinat, le mardi 9 novembre dans la banlieue de Buenos-Aires, de directeur de la firme automobile Zedra, filiale de la société Peugeot, la police argentine est convaincue que des groupes d'extrême gauche ont choisi de déclencher une vague de séquestrations contre des hommes d'affaires afin de déstabiliser les investissements, notamment étrangers, dans le pays. M. Adolfo Vall, un officier en retraite, est en effet le vingt-troisième directeur d'entreprise assassiné

en Argentine depuis le début de cette année. D'autre part, deux bombes de forte puissance ont explosé, le 9 novembre, dans l'immeuble de la direction de la police de la Plata, capitale de la province de Buenos-Aires. L'attentat a fait onze blessés. Parmi eux figure le colonel Ernesto Torres, sous-directeur de la police. Enfin, deux guérilleros ont été tués le 9 novembre dans la région de Buenos-Aires, lors d'un accrochage avec la police. Les cadavres de deux jeunes gens non identifiés ont en outre été découverts, l'un près de la capitale et l'autre à Mar-del-Plata. Depuis le début de novembre, trente-huit personnes, dont vingt-quatre guérilleros, ont péri en Argentine.

**ÇA PEUT RAPPORTER GROS**

**DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO**

Notices à votre disposition chez les dépositaires

Henri Mendras

**éléments de sociologie**

Une bonne introduction à toute étude de sociologie, claire et sans dogmatisme, vivante et facile à lire.

ARMAND COLIN

**Si vous n'avez pas eu de réservation immédiate,**



**vous vous êtes trompé d'hôtel. Dommage.**

Le système Holiday Inn de réservation par ordinateur - Holiday - vous assure une réservation immédiate et confirmée, partout dans le monde. Pour réserver dans n'importe quel Holiday Inn, appelez votre agent de voyages, le bureau de réservations Holiday Inn, ou l'hôtel Holiday Inn de votre région.

Il y a 1700 hôtels Holiday Inn dans le monde, dont plus de 50 en Europe. En France : Avignon, Lille-Lesquin, Lille-Marcq, Lyon, Monte-Carlo, Strasbourg, Paris-Porte de Versailles, Paris-Orly, Guadeloupe. Ouverture prochaine : Paris-Roissy.

**Holiday Inn HOTEL**

Bureau de réservations : Hôtel Holiday Inn - Paris-Orly, 4, avenue Charles-Lindbergh - 94150 Rungis. Téléphone : 686 50 87 - Téléc. 204 696.

## AFRIQUE

### Angola

#### LUANDA DÉMENT QUE DES COMBATS AIENT LIÉU DANS LE SUD DU PAYS

Des informations contradictoires sur la situation dans le sud de l'Angola parviennent de Luanda et des pays voisins sous domination blanche : Namibie et Afrique du Sud. Ainsi, M. Luis de Almeida, directeur de l'information du gouvernement angolais, a démenti mardi 9 novembre que des violents combats se déroulent comme l'assurent les Sud-Africains, faisant même état de « massacres » près de la frontière namibienne (nos dernières éditions du 10 novembre).

Dans une déclaration à la B.H.C. M. de Almeida a démenti la campagne d'« intoxication » menée par l'Afrique du Sud, ajoutant que la diffusion de telles informations n'était guère surprenante « à deux jours du premier anniversaire de l'indépendance de l'Angola ». Selon M. de Almeida, les groupes sud-africains tirent des obus de mortier en direction du territoire angolais, sur la frontière de la Namibie en venant des camps de la S.W.A.P.O. Organisation du peuple du Sud-Ouest africain.

Toutefois, le bureau politique du M.P.L.A. a accusé mardi, dans un message radiodiffusé, le « véritable » de « continuer à nous faire la guerre et d'infiltrer des guérilleros parmi les réfugiés rentrant du Zaïre et de Zambie ». (A.F.P., Reuters.)

#### Les négociations sur la Rhodesie

#### LONDRES NE VEUT PAS SORTIR DE SON RÔLE D'ARBITRE

M. Ivor Richard, président britannique de la conférence de Genève sur la Rhodesie, de retour en Suisse après s'être rendu la veille en consultation à Londres, a exprimé mardi 9 novembre l'espoir que les négociations s'engageront sur un autre sujet que la fixation d'une date pour l'indépendance du pays. Il a précisé qu'il n'était porteur « d'aucune nouvelle initiative » pour débloquer les pourparlers.

Un porte-parole britannique a souligné qu'il serait « erroné de s'attendre à un changement radical de la position de la Grande-Bretagne ». Le gouvernement de Londres, a-t-il précisé, « n'entend toujours pas assumer le contrôle direct de l'administration en Rhodesie ».

Cette nette mise au point ne pourra que mécontenter les délégations africaines présentes à Genève, qui pressent Londres de sortir de son rôle d'arbitre en nommant un gouverneur général. Déjà, M. Rugare Gumbo, membre de la délégation présidée par M. Robert Mugabe, a déclaré mardi soir : « Si les Britanniques n'ont rien de nouveau à offrir, je ne vois pas comment nous progresserons ».

Selon le « Guardian », les responsables de la diplomatie britannique ne cachent pas qu'ils souhaitent voir la Grande-Bretagne assumer plus pleinement les responsabilités qui lui incombent en tant qu'ancienne puissance de tutelle. — (A.F.P., Reuters.)

• LA POLICE SUD-AFRICAINE a arrêté, lundi 8 novembre, plusieurs dizaines de jeunes noirs dans le quartier de Mamelambo à Soweto, principale banlieue de Johannesburg. Les forces de l'ordre ont investi les maisons et contrôlé les identités. On ignore le nombre exact des arrestations.

### Tchad

#### Le Frolinat assure que Mme Claustre sera libérée « si elle est innocente »

De notre correspondant

Alger. — Selon le FROLINAT, M. Habré serait en fuite, avec son trésor de guerre. Il chercherait refuge au Niger ou en Tunisie. Pour ce qui est de l'éventuelle libération de M. et Mme Claustre, les porte-parole nous ont déclaré : « Le FROLINAT est une organisation politico-militaire responsable, qui ne prend pas d'otages. Nous ferons une enquête à son sujet. [de Mme Claustre] et si elle est innocente, elle sera libérée. Le cas du pasteur Paul Morala, qui avait été arrêté puis libéré par notre mouvement, peut servir de précédent ».

Les représentants du Frolinat nous ont expliqué que leur mouvement, qui contrôlait entièrement une des trois provinces du nord du Tchad, l'Ennedi, et en partie les deux autres, Borkou et Tibesti, en a maintenant le contrôle total. Leur communiqué précise que les cadres du mouvement Borkou-Ennedi ont « à l'unanimité prononcé l'exclusion et la mise hors la loi du dénommé Hissène Habré, agent provocateur qui fut cause de dissensions et d'exactions de toutes sortes dans le Tibesti et le Borkou ». Le communiqué ajoute que « le mouvement Borkou-Tibesti, à la suite de cette décision, a rejoint les camarades de lutte pour poursuivre le combat libérateur ».

Les hommes formant ce dernier groupement étaient apparemment des dissidents de « l'ancienne deuxième armée du Frolinat », que Habré aurait réussi à rallier. « Fondée par le martyr Tahir Mohamed Ali, cette deuxième armée avait fusionné en 1971 avec la première, plus ancienne, qui était implantée dans les provinces sud, plus peuplées, de Biltine, Batha, Ouaddai, Falamat, Moyen-Chari et Chari-Barguini », ont précisé nos interlocuteurs. Comment leur mouvement a-t-il alors réussi à renverser la situation en sa faveur dans le Tibesti et le Borkou et à récupérer les dissidents ?

Le Frolinat, qui a toujours



accusé M. Hissène Habré d'être un « agent de la France » et de l'ancien président Tombalbaye, assure que les militaires et les services spéciaux français l'ont mis en valeur pour tenter de créditer leur mouvement. Ils auraient également cherché à l'utiliser pour faire contrepoids à l'actuel chef de l'Etat, le général Malloum, après son accession au pouvoir le 13 avril 1975. Dans cette perspective, des officiers français l'auraient aidé à pré-

parer l'attaque menée en février dernier contre la ville de Faya-Largeau, dans le Borkou. Ces manœuvres n'ont « apparemment » donné les résultats escomptés. En outre, M. Hissène Habré aurait gardé entièrement le butin pour lui et n'aurait pas partagé avec ses hommes. Le FROLINAT après un « travail d'explication » a pris en main le groupement Borkou-Tibesti.

PAUL BALTA.

## Un espoir sérieux

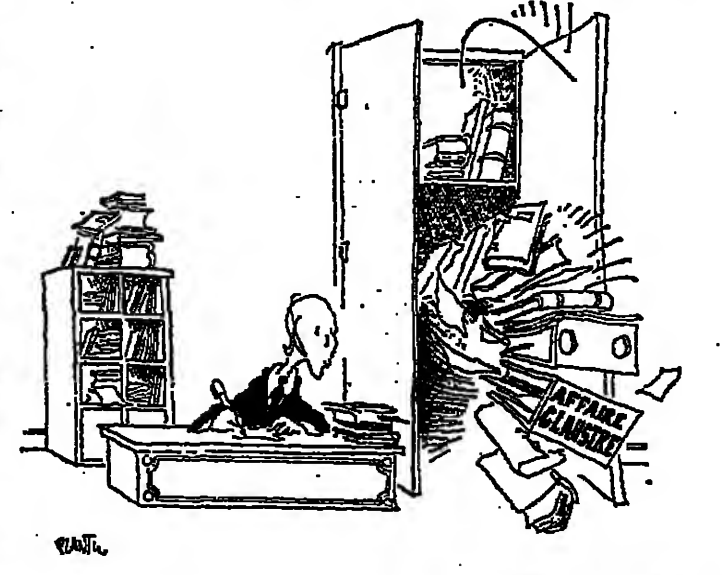
(Suite de la première page.)

Quelques heures avant l'annonce venue d'Alger, le mouvement français, instruit par les mécomptes des mois précédents, pouvait encore considérer, par la voix de M. Robert Galley, ministre de la coopération, que les autorités de N'Djamena étaient seules maîtresses d'un mouvement étroitement subordonné à la réconciliation nationale. Toutefois, Paris va, de nouveau, devoir changer de tactique, les perspectives de solution se dessinant dans une tout autre direction. En effet, le FROLINAT reste pour l'instant irréductiblement opposé au gouvernement du général Malloum, comme il le fut à celui du président Tombalbaye, et rien ne laisse supposer que ses chefs soient disposés à déposer les armes pour engager enfin des négociations avec les actuels dirigeants tchadiens.

L'espérance qu'on peut désormais éprouver se fonde sur le fait que le FROLINAT a toujours condamné les prises d'otages. Méfiant en accord ses propos et ses actes, il a fait rem-

tre en liberté, le 22 novembre 1975, le pasteur Morala, qui était détenu depuis le 10 juin. Sans aucune ambi-

de malades ont été commises au cours de ces deux dernières années, trop d'émoussaires ont été tenus en



(Dessin de PLANTU.)

gué, le porte-parole du Front vient d'invoquer ce « précédent ». Cependant, la prudence s'impose encore dans la mesure où continuent de peser des incertitudes. Trop d'hésitations se sont manifestées, trop

échec, trop de méfiances ont tourné court pour que l'on se hasarde à formuler autre chose que des hypothèses et des espoirs. Ceux-ci, toutefois, sont désormais sérieux.

PHILIPPE DECRANE.

## CERCLES LOUIS RIEL (\*)

Tout ce qui touche à la question de la sauvegarde de l'authenticité, de l'identité culturelle des peuples francophones du monde, devrait nous toucher nous aussi.

Les communautés d'expression française participent à une diversité culturelle, aujourd'hui menacée. Les Cercles Louis Riel se destinent à mieux connaître et faire connaître ces communautés francophones, leur lutte pour l'indépendance économique ou politique, et à organiser des rencontres avec de jeunes militants wallons, québécois, acadiens, africains, jurassiens.

Québécois résident en France, amis du Québec et anciens coopérants, soutenez la campagne du parti québécois : C.C.P. La Source 32.672-95 F, Cercle Louis Riel, 3, cité Bergère, 75009 Paris. Tél. 770-02-80.

(\*) Chef de la révolte méétise du Manitoba (1869), exécuté par les Anglais le 16 novembre 1885.

# L'Allemagne à volonté.

Air France met au service des hommes d'affaires gagnant l'Allemagne, le réseau le plus important au départ de Paris et de la province.

- De Paris, 99 vols hebdomadaires. Chaque semaine, Air France offre au départ de Paris, 25 vols vers Francfort, 6 vers Stuttgart, 18 vers Düsseldorf, 18 vers Berlin, 6 vers Cologne, 13 vers Hambourg et 13 vers Munich.
- Berlin en exclusivité. Seul Air France dessert Berlin au départ de Paris. Trois fois par jour en semaine, 1 fois le samedi et 2 fois le dimanche.
- 5 métropoles à la première heure. Air France propose aux voyageurs soucieux d'être au plus tôt en Allemagne un départ pour Francfort à 7 h 45, et les premiers départs à destination des grands centres économiques : Stuttgart (7 h 50), Berlin (8 h), Düsseldorf (8 h), et Munich (8 h 10).
- Francfort au départ des régions. Air France gagne Francfort au départ des grandes capitales régionales. Chaque jour sauf samedi et dimanche de Lille, Marseille, Toulouse et Bordeaux. 2 fois par jour sauf samedi et dimanche de Lyon.

Pour être toujours présent sur les marchés allemands, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

**EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE**

مسافر الالمان



## AFRIQUE

# UNE ÈRE NOUVELLE AU MAROC ?

### III. - Quand le roi prêche la « paix sociale »

De notre envoyé spécial DANIEL JUNQUA

A une exception près, les principaux partis d'opposition marocains ont décidé de ne pas boycotter les élections municipales du 12 novembre. Ils sortent ainsi d'une réserve qu'ils observaient depuis treize ans. Cette consultation leur permet aussi de tester les intentions du pouvoir, qui multiplie les assurances quant à la « neutralité » de l'administration (le Monde des 9 et 10 novembre).

Rabat. — De loin, la flèche géante de la palatésse évoque la silhouette d'un dinosaure. De près on se sent écrasé par cette masse de 3 000 tonnes de métal, bardée de projecteurs, auprès de laquelle les bulldozers semblent des jouets. Autour, aussi loin que le regard peut porter, une succession de montagnes hautes de 40 mètres : telle une tige monstrueuse, la palatésse s'élève au-dessus des autres mois, nous dit l'ingénieur qui nous accompagne, a manipulé quelques 10 millions de mètres cubes de terre.

« Nous sommes sur le gisement de phosphate de Sidi-Douadi, à une quinzaine de kilomètres de Khourigba. Cette ville, située à l'est de Casablanca, compte soixante-dix mille habitants, dont l'économie est réglée par les activités de l'Office chérifien des phosphates. »

« Un scandale géologique », c'est en ces termes qu'un géographe français a commenté l'incroyable richesse du sous-sol marocain. Avec 54,4 milliards de tonnes recensées, le royaume détient 71 % des réserves mondiales identifiées de phosphates. Si l'on y ajoute les 3,4 milliards de tonnes des gisements de Phos-Bou-Craa, au Sahara occidental, le pourcentage atteint 75 %. Les ressources américaines ne s'élevaient qu'à 5,4 milliards de tonnes (0 % des réserves mondiales) et celles de l'URSS à 2,9 milliards de tonnes (5 % du total mondial).

À la fin de 1970, la conjoncture était favorable, les dirigeants de l'Office chérifien des phosphates décidaient d'augmenter les tarifs qui n'avaient pas été réajustés depuis 1952. Le prix de la tonne passait de 19/16 dollars à 42/48 dollars. Cette hausse, pourtant considérable, n'ayant pas eu sur les acheteurs d'effet dissuasif, une seconde augmentation de 50 % était décidée en juillet 1974, puis une troisième de 8 %, en janvier 1975. Le prix de la tonne atteignait alors 67/68 dollars.

Sur la foi des estimations établies par l'O.C.P., le plan quinquennal marocain était révisé. Le montant des investissements passait de 11 milliards à 20 milliards de dirhams (1). En 1974, 19 millions de tonnes de phosphates étaient exportées, l'O.C.P. décidait d'accroître un ambitieux programme de production d'acide phosphorique.

La chute brutale des ventes, en 1975, devait être durement ressentie : 13,6 millions de tonnes de minéral quittaient les ports marocains au lieu des 21 millions de tonnes prévues. Ce phénomène se conjugua avec une baisse des prix. La consommation d'engrais ayant fortement diminué aux États-Unis, les sociétés américaines mettaient tout en œuvre pour écouler leur surplus sur un marché européen déjà saturé, faisant baisser par contre-coup le cours des phosphates chérifiens. Dès 1975, celui-ci retomba à 50/56 dollars la tonne, pour atteindre au début de 1976 36 dollars.

« Nous espérons vendre cette année 16 millions de tonnes à ce prix », nous a dit M. Guesous, le directeur financier de l'O.C.P., l'un des conseillers les plus écoutés du P.D.G. de l'Office, M. Karim Lamrani. Ces chiffres sont jugés optimistes par les spécialistes, qui notent que certaines ventes se sont faites à 28 dollars la tonne. M. Guesous reconnaît que les prochaines années risquent d'être difficiles. « À terme, cependant, affirme-t-il, nos deux principaux concurrents sont condamnés à devenir eux-mêmes importateurs de phosphate. »

M. Guesous envisage donc l'avenir avec optimisme. En attendant, il faut « tenir » : le programme d'investissement n'est pas abandonné. Au lieu d'être financé par les bénéfices, il le sera

par l'emprunt. L'O.C.P. vient d'en lancer un de 250 millions de dollars. L'endettement de l'Office étant nul, il sera facilement souscrit par les banques étrangères.

#### Un recours massif à l'emprunt

L'emprunt, c'est également la solution choisie par l'État pour faire face à ses obligations et pour exécuter le plan quinquennal qui se termine en 1977.

L'impasse budgétaire globale initialement prévue par la loi de finances pour 1976 était de l'ordre de 346 milliards de dirhams. Ce chiffre sera largement dépassé. Le gouvernement doit engager des dépenses importantes pour faire face à une guerre, grande, dévorante de matériel, de carburant, de munitions. D'importants achats de chars, de véhicules blindés, de camions, de jeeps, d'hélicoptères, ont été réalisés. Il est prévu, aussi, de consacrer, dans un premier temps, quelque 600 millions de dirhams au développement des nouvelles provinces, et notamment à la réalisation d'infrastructures.

Les responsables avaient tablé sur une progression des recettes de l'État de l'ordre de 14 %, grâce notamment à une contribution accrue de l'O.C.P. Celui-ci est incapable de la fournir en raison de la conjoncture internationale. La chute des exportations de minéral a eu aussi des conséquences fâcheuses sur la balance commerciale : le royaume continuait à importer en grandes quantités des biens d'équipement. Le déficit commercial total s'est élevé en 1975 à plus de 4 milliards de dirhams, dont 1,7 avec la France. Le taux de couverture des importations par les exportations était de 80 %. Il ne dépassera sans doute pas 50 % cette année.

« Les recettes du tourisme, grand pourvoyeur de devises, ont également baissé. La capture par le Front Polisario — qui les a libérés démolissant de deux coopérants partis chasser aux alentours de Tarfaya, la disparition dans la même région de six jeunes gens parmi lesquels l'enfant d'un diplomate français en poste à Rabat, la mésaventure survenue à un couple de Strasbourg dont la voiture a sauté sur une mine, ont incité certaines agences de tourisme à éviter le Sud marocain. »

Mais les dirigeants ont aussi quelques motifs de satisfaction : les travailleurs marocains exportés ont accédé dans de notables proportions leurs envois de fonds, ce qui a permis d'équilibrer la balance des paiements en 1975. La hausse des paiements en 1976, 10 000 tonnes de sucre et 30 % de la récolte céréalière a été particulièrement bonne : 54 millions de quintaux contre 35 en 1975. Le Maroc produira, en 1976, 10 000 tonnes de sucre et 30 % de la récolte céréalière.

Il n'en reste pas moins que le gouvernement a dû avoir recours pour la seconde année consécutive, et de façon massive, à l'emprunt. Il s'est procuré 5 milliards de dirhams à l'étranger auprès de banques étrangères. L'Arabie Saoudite et la Koweït, qui apprécient assez peu les options de l'Algérie socialiste, ont ouvert sans trop d'hésitation leur bourse à un prêt à court terme déclaré du président Boumedienne.

#### Une grande marge de sécurité

« Nous avons contracté des prêts, c'est vrai », nous a dit M. Abdelaziz Bellal, ministre du commerce et de l'industrie. Mais il s'agit là d'un phénomène nouveau. En février 1975, notre zone d'endettement (2) était de 8 % l'un des plus faibles du monde. Il atteindra cette année 8,50 %. Cela n'a rien d'excessif et nous avons encore une confortable marge de sécurité. Ces emprunts sont d'autant plus justifiés qu'ils servent à des investissements dans des secteurs voués à l'exportation, et notamment à la valorisation, sous forme d'acide phosphorique, de nos phosphates. »

Selon M. Ghissassi, aucun des projets inscrits au plan, aucune des réalisations prévues, même dans le domaine social, n'ont dû être abandonnés. « Nous avons même lancé de nouvelles opérations en avance sur le prochain plan, nous a-t-il affirmé. C'est ainsi que nous allons construire à Nador une aciérie dont la capacité de production sera de 1 million de tonnes. Nous avons commencé également les travaux du port phosphaté de Jorf-Lasfar, dans la province d'El-Jadida. Ce sera le deuxième port phosphaté du Maroc, après Casablanca. »

De 1973 à 1976, notre taux de croissance annuel moyen a été de l'ordre de 6,5 %. Si les conditions climatiques nous sont favorables en 1977, nous sommes à peu près certains d'atteindre le taux, pour l'année 1977, de 7,5 %, que nous nous étions fixés. Ces résultats sont d'autant plus méritoires que nous avons enregistré deux campagnes agricoles déficitaires et que l'agriculture restreint pour 30 % dans notre P.I.R. »

Le gouvernement de M. Osman se targue d'avoir fait en trois ans dans tous les domaines, plus que toutes les équipes qui se sont succédé en quinze ans. « Vous vous êtes promené au Maroc », nous a dit M. Ghissassi. Vous voyez bien que tout le pays n'est qu'une vaste fête. C'est un fait que l'activité économique est intense. Les grands axes routiers, devenus insuffisants, nous faisons l'entretien au trafic de camions. La route Casablanca-Rabat est devenue, aux heures de pointe, le cauchemar des automobilistes. Ils guettent le prochain feu rouge, au rythme des démolitions, des constructions d'immeubles ou de tours, des travaux incessants d'aménagement et de voirie.

#### « Enrichir les pauvres sans appauvrir les riches ? »

« L'argent circule beaucoup », reconnaît M. Abdelaziz Bellal, l'un des économistes marocains les plus compétents, et qui siège au comité central du P.F.S. Mais les deux principaux moteurs de l'économie restent, depuis l'indépendance, l'industrie textile et l'agriculture. Ce dernier secteur des travaux publics, l'investissement prioritaire demeure faible. Grâce aux textes sur la marocanisation des postes étrangers, la bourgeoisie a maintenu des bases économiques solides, tout en restant dépendant du capital international. Cette oligarchie représentée par les détenteurs du pouvoir, l'autre étant la grande propriété foncière. On constate un certain développement, mais à quel prix ? À une minorité toujours plus riche, qui exploite les ressources nationales à son profit. Le gouvernement prétend « enrichir les pauvres » sans appauvrir les riches. C'est l'inverse qui se produit. Notre système fiscal est profondément injuste. La médiocrité d'un enseignant ou d'un ouvrier industriel fait la fortune des écoles privées, qui profitent. »

Les statistiques sur le chômage sont dans les pays en voie de développement, l'objet de con-

tations sans fin. Le Maroc ne fait pas exception à la règle. Le chiffre officiel le plus récent remontait à 1971. On avait alors dénombré 350 000 personnes n'ayant pas d'emploi depuis six mois. C'est certainement un minimum, même si l'émigration de quelque 400 000 travailleurs a évité, au prix de l'exil, une trop grande détérioration de la situation.

Il suffit de se promener dans la ceinture des bidonvilles qui entourent Casablanca ou dans certains villages du Moyen-Atlas pour mesurer la pauvreté d'une population qui subit de plein fouet, avec les autres fléaux, l'inflation et la spéculation foncière et immobilière. La première a été de 14,4 % en 1974, 8,5 % en 1975 et 7,5 % pour les dix premiers mois de 1976, en dépit des subventions allouées à certains produits de base. La seconde atteint des proportions incroyables en raison des spéculations effectuées par des financiers koweïtiens en mal d'investissements, qui achètent à n'importe quel prix terrains et immeubles.

Dans un discours prononcé le 8 juillet dernier à l'occasion de la fête de la jeunesse marquant son quarante-septième anniversaire, le roi Hassan II a montré qu'il connaissait bien les conditions réelles d'existence de la majorité des Marocains. « Cher peuple, a-t-il déclaré, nous n'ignorons pas que le plat de la charité de la vie ne peut en douter. Depuis janvier jusqu'à ce mois de juillet, nos paiements ont atteint plus de 4,5 milliards de dirhams en ce qui concerne l'équipement. Une bonne partie de ce montant a été destinée au renforcement de notre armée et à la modernisation de nos forces armées royales, de nos forces auxiliaires, de notre gendarmerie royale et de notre sûreté nationale. C'est pour ça que nous ne pouvons pas, cher peuple, pour cette année en particulier, de consacrer la stabilité sociale afin de prouver à tout le monde que tu es conscient. Nous sommes déterminés à promouvoir officiellement qu'à partir de l'année prochaine les salaires seront effectivement révisés. » Le roi reconnaît ce développement, et abouit à des conséquences fâcheuses.

« Toute action contraire à cet appel serait mal placée, et aboutirait à des conséquences fâcheuses. » C'est dans la même allocution que le souverain a annoncé le lancement d'un emprunt initial de 250 millions de dirhams. Commentant cette décision, M. Ahmed Alaoui, ancien ministre, écrivait dans le *Matin du Sahara* : « Le peuple a marché, le Maroc a marché. C'est maintenant au tour des riches de marcher. » A tout ces riches gestes ostentatoires, il semble que ce soit, encore une fois, le peuple qui ait été oublié. Les salaires des fonctionnaires et des salariés du secteur privé ont été « taxés » d'office et ont dû verser un mois de salaire à titre d'impôt, intervenant à la veille du Ramadan, ont suscité de telles protestations que certains ministères ont dû faire machine en arrière et que des fonctionnaires, jugés trop âgés — ou trop maladroits ? — ont été déplacés, nous a-t-on dit. Tous ces faits, selon un avis communément répandu dans les milieux d'opposition, l'emprunt contrairement aux déclarations officielles, n'aurait été couvert qu'à 50 %. Une chose est certaine : cette ponction ne semble pas avoir réduit de façon notable les liquidités, du moins dans les milieux de la moyenne et de la grande bourgeoisie. « Elle n'a, en tout cas, pas entamé les ressources de la famille royale, qui n'a pas soulevé un soupir », nous dit un membre de l'U.S.F.P.

#### Un gadget ?

L'enthousiasme de la « marche verte » retourne à l'état de réalité. Le travail, le logement, la nourriture, l'enseignement, est vite revenu. Et le Sahara occidental, maintenant, c'est surtout un endroit où l'on meurt. Là, encore c'est le peuple qui paie le plus lourd tribut, et c'est à voix basse que l'on parle, dans les familles, de ces cercles plombés qui reviennent du Sud, et qu'il est interdit d'ouvrir. Les élections ne sont-elles alors qu'un « gadget » pour des élites politiques qui rongent depuis trop longtemps leur frein ? Une telle appréciation peut paraître caricaturale, les partis d'opposition n'ayant raisonnablement d'autre choix que la participation. Ils savent aussi que, en dépit de tous les trahis, de tous les blocages, la société marocaine subit une profonde mutation et qu'elle s'ouvrira de plus en plus au monde et aux idées modernes. Et nombreux sont, dans les rangs, ceux qui souscrivent à cette phrase prononcée par Omar Benjelloun, l'un des dirigeants de l'U.S.F.P., quelques mois avant de tomber sous les coups de ses assassins : « De toute façon, nous représenterons l'avenir. L'essentiel est de transmettre notre message. Le peuple, un jour, l'imposera. »

FIN

(1) 1 dirham = 1,35 franc environ.  
(2) Il s'agit du remboursement annuel comparé aux exportations.

## “Ménie Grégoire et son grand homme”

Son père

Cette semaine dans Elle.

## ODOUL Garde-meubles

208 10-30

## La délation organisée à la TV allemande.

Bientôt sur nos écrans ?

Cette semaine dans Elle.

## l'école et la nation

168, Rue du TEMPLE - PARIS 75003 - Tél. 277.35.22

N° 265 - NOVEMBRE 1976 - 68 p. - 8.-frs

• PEDAGOGIE • DELINQUANCE  
JUVENILE ET EDUCATION SURVEILLÉE  
• COMMUNISTES ET CHRETIENS

EN LIBRAIRIES ET KIOSQUES

## L'AVENTURE

Mensuel de voyage et d'informations internationales

Le n° 8 est en vente dans votre kiosque

#### U.S.A.

Par Michel Jobert

L'Égypte aujourd'hui

Par Bernard Pierre et Loftallah Sollman

Mao démystifié

Par Philippe Robrieux

## Les statues grecques inspirent nos stylistes.

Eschermas de robes.

Cette semaine dans Elle.

C'EST PAS CHER  
DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO

Notices à votre disposition chez les dépositaires

## Reportage. Une journaliste de ELLE dans un ghetto noir d'Afrique du Sud.

Elle témoigne.

Cette semaine dans Elle.



## DIPLOMATIE

### Paris n'insiste plus pour vendre une usine nucléaire au Pakistan

(Suite de la première page.)  
Il s'est ensuite entretenu avec M. Yvon Bourges, ministre de la Défense, et M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche. Mercredi 10 novembre, il devait rencontrer M. André Rosel, ministre du Commerce extérieur. Les conversations, précédées d'un déjeuner, ont été essentiellement « à caractère économique », et portent notamment sur l'application par le Pakistan du procédé français Secam de télévision en couleurs, ainsi que sur des contrats d'armement et de construction automobile.

Bien qu'il n'en soit pas officiellement question, il n'y a guère de doute que les sujets nucléaires ne seront pas absents de ces discussions, ce qui est d'ailleurs confirmé de source pakistanaise à Islamabad. Le problème de la livraison par la France au Pakistan d'une usine de retraitement de combustibles nucléaires irradiés, qui avait provoqué durant l'été une violente mise en garde de M. Kissinger, et contre laquelle s'est également élevé, peu avant son départ, M. Carter, n'est toujours pas réglé. Les pressions américaines s'accroissent.

En attendant de savoir quel en sera le résultat, Paris cherche en tout cas, semble-t-il, à vendre à Islamabad une centrale nucléaire de 600 mégawatts pour un prix de 550 000 dollars. Cet achat d'une

centrale par le Pakistan, qui souhaite avoir, à la fin du siècle, une capacité nucléaire de 5 000 mégawatts, avait d'ailleurs été évoqué par M. Ali Bhutto lors de sa visite en France, en octobre 1975.

#### Un avertissement du Canada

Le Canada, qui a fourni au Pakistan la seule centrale nucléaire dont il dispose, d'une capacité de 135 Mw, vient, à son tour, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, de s'élever violemment contre le projet français de vente d'une usine de retraitement. Le Pakistan doit choisir entre une coopération nucléaire avec le Canada destinée à des fins pacifiques, ou une coopération nucléaire avec la France, qui risque d'être utilisée à des fins militaires, a en effet, déclaré, mardi, à Ottawa, M. Don Jamieson.

Le ministre canadien a ajouté que le Canada ne vendrait au Pakistan ses réacteurs à eau pressurisée que si le Pakistan accepte certaines conditions : — Le Canada fournira le combustible nucléaire nécessaire au réacteur Candu pendant dix ans, et le Pakistan s'engage de son côté à ne pas utiliser l'énergie nucléaire fournie à des fins militaires ;

— Si le Pakistan insiste pour avoir une usine de retraitement, le Canada ne fournira le combustible nucléaire que pendant deux ans ;

— Le Canada doit pouvoir surveiller l'utilisation du combustible nucléaire d'une usine de retraitement.

Si le Pakistan n'accepte pas une de ces trois conditions, a conclu M. Don Jamieson, le Canada suspendra toute coopération nucléaire avec le gouvernement de M. Ali Bhutto. Rappelons qu'en 1974 l'Inde procéda, grâce à un réacteur Candu, à une explosion nucléaire, à la suite de laquelle Ottawa suspendit toute coopération nucléaire avec New-Delhi. Ottawa considère que la présence, au Pakistan, d'un de ses réacteurs de type Candu conjuguée avec une usine de retraitement, serait particulièrement dangereuse.

D'autre part, indignés des sources britanniques, une réunion du « club » des pays exportateurs de technologie nucléaire doit avoir lieu d'ici la fin de la semaine. Les représentants des quatre pays membres seront probablement amenés à évoquer le plan formulé le 28 octobre dernier par le président Ford, destiné à réduire encore les risques de prolifération nucléaire.

Enfin, il se confirme de source sûre que, ainsi que l'avait annoncé il y a une dizaine de jours, l'hebdomadaire Tribune, la France va vendre à l'Irak un réacteur nucléaire de recherche du type Osiris, de charge d'environ 12 kilogrammes d'uranium enrichi à 93 %, ainsi que divers matériels d'expérimentation. Le réacteur sera fourni par la société Technicatome filiale du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.). Le matériel sera, conformément aux dispositions du traité de non-prolifération, dont l'Irak est signataire, soumis au contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique dont le siège est à Vienne.

## NATIONS UNIES

### L'Assemblée générale critique la France la Grande-Bretagne et les États-Unis pour leur politique envers Pretoria

De notre correspondant

Nations unies (New-York). L'Assemblée générale a adopté mardi 9 novembre dix projets de résolution sur l'apartheid dont cinq mettent en cause les États-Unis, le Royaume-Uni et la France en raison de leur collaboration économique et militaire avec le régime de Pretoria. Plusieurs d'entre elles ont été adoptées à l'unanimité. Certains pays membres de la C.E.E. ont cependant voté contre certaines de ces résolutions dont le représentant des Pays-Bas a dit qu'elles « manquaient d'objectivité ». (1) Israël a eu droit à une résolution séparée sur la situation en Afrique du Sud. La résolution principale sur la situation en Afrique du Sud a été adoptée par 108 voix contre 22 et 11 abstentions. Le texte sur la collaboration économique avec l'Afrique du Sud a obtenu 110 voix contre 26 et 6 abstentions. Une résolution présentée par la Suède, invitant tous les États à ne pas faire de nouveaux investissements en Afrique du Sud a recueilli 124 voix contre 16, sans abstentions.

(1) Notamment à propos de l'embargo sur les armes, l'Irlande s'est abstenue et le Danemark a voté pour, contrairement aux autres pays membres de la C.E.E. sur l'apartheid dans le domaine sportif, le Danemark, l'Irlande, l'Italie et les Pays-Bas ont voté pour, la Belgique, la Grande-Bretagne, la France, la République fédérale d'Allemagne et le Luxembourg se sont abstenus. Enfin, sur la coopération économique avec l'Afrique du Sud, le Danemark, l'Irlande, l'Italie et les Pays-Bas se sont abstenus, la Belgique, la Grande-Bretagne, la France, la R.F.A. et le Luxembourg ont voté contre.

Dans une autre résolution, l'Assemblée générale « déplore vivement » la « situation de violence » des États-Unis, le Royaume-Uni et la France, « étant facilitée la militarisation de l'Afrique du Sud ». Elle a demandé à tous les États membres d'appliquer intégralement l'embargo sur les armements à destination de l'Afrique du Sud sans exception quant au type d'armes. Une autre résolution « exige la cessation de toute coopération militaire et nucléaire avec Pretoria » et invite les gouvernements des trois pays précités à cesser de mesurer de leur droit de veto au Conseil de sécurité pour protéger le régime de Pretoria.

La délégation française a regretté « qu'un tel problème ait été introduit dans les débats ». Le délégué israélien, M. Herzog, a rappelé, de son côté, que l'Irak, le Koweït, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et d'autres pays encore commercent avec l'Afrique du Sud. D'autre part, trente-cinq pays non alignés, fidèles à une décision prise à Colombo, ont fait circuler mardi un projet de résolution visant à réunir à New-York, en mai-juin 1978, une session spéciale des Nations unies sur le désarmement. Ce projet invite tous les États membres à fournir au secrétaire général leurs points de vue sur l'ordre du jour et autres questions relatives à la convocation de cette session spéciale avant le 15 avril 1978. On pense que ce projet sera adopté en séance plénière à une écrasante majorité, sinon par acclamation.

LOUIS WIZNITZER.

#### Iran

• UNE COMMISSION DE CONTRÔLE, dont la principale tâche sera d'éviter « tout gaspillage des ressources humaines et matérielles », a été créée par le chah d'Iran, ont annoncé le 9 novembre les journaux de Téhéran. Cette commission, qui sera composée des représentants de tous les ministères, du Parti unique et de la presse, ainsi que d'hommes d'affaires et d'industriels, devra en outre étudier les moyens d'améliorer les rendements agricoles et industriels, de réduire l'encombrement des ports transiens et de superviser le réseau d'électricité.

Il y a une semaine, le chah avait déjà donné l'ordre à tous les organismes gouvernementaux de réduire leurs dépenses.

J.A. Lesourd, C. Gérard, P. Guillaume et P. Delfaud

**nouvelle histoire économique**

**t. 1 le XIX<sup>e</sup> siècle**  
**t. 2 le XX<sup>e</sup> siècle**

Du prodigieux essor du capitalisme européen, aux phénomènes actuels de la croissance économique dans le monde.

ARMAND COLIN

#### A travers le monde

de 15 à 25 %, dans le but de réduire le déficit budgétaire de la nation (13 milliards de dollars pour l'année intervenue en cours, du 21 mars 1976 au 21 mars 1977). — (A.F.P.)

#### Pérou

• DES ÉLECTIONS MUNICIPALES seront prochainement organisées au Pérou, a annoncé, le 9 novembre, le chef de l'État. Toutes les consultations populaires avaient été supprimées à la suite du coup d'État militaire d'octobre 1968. Il y a quelques mois, le gouvernement avait fait part de son intention de restituer le pouvoir aux civils avant 1981. — (A.F.P.)

#### R.F.A.

• LES NEGOCIATIONS en vue d'une alliance électorale au gouvernement régional de Basse-Saxe de la C.D.U., dans l'opposition à Bonn, et du parti libéral F.D.P., avec les sociaux-démocrates dans le gouvernement fédéral et dans plusieurs Länder, ont débuté, mardi 9 novembre, à Hanovre. (Le Monde du 2 novembre). Les interlocuteurs, MM. Ernst Albrecht, ministre-président de Basse-Saxe, et Rüdiger Gross, président du F.D.P. du Land, sont convenus de parvenir à une décision d'ici au 4 décembre. — (A.F.P.)

• A L'OCCASION DU TRENTIÈME ANNIVERSAIRE

DU POGROM, connu sous le nom de « Nuit de cristal », M. Heinz Gallinski, président de la communauté juive de Berlin, a mis en garde contre la recrudescence des néo-nazis en Allemagne fédérale. Il a appelé le gouvernement de Bonn et les partis politiques à s'opposer « plus sérieusement et plus méthodiquement » des « activités provocatrices des groupes d'extrême droite ». Il ne faut pas s'y tromper, a-t-il ajouté, en substance, ceux qui n'ont rien appris et qui pleurent encore le III<sup>e</sup> Reich attendent leur heure. Ils considèrent que la ne sont pas les derniers d'Hitler, mais les premiers de demain ». — (Corresp.)

**GEST FACILE**

**DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO**

Notices à votre disposition chez les dépositaires

## POLITIQUE

### L'ÉLECTION DU PARLEMENT DES « NEUF »

#### La machine infernale

(Suite de la première page.)

Il visent à mettre en mouvement une machine infernale qui brisera les cadres du traité et forcerait à étendre les compétences de l'Assemblée par des décisions majoritaires.

La pression sera forte à cet égard. Les nations favorables à l'extension des pouvoirs communautaires et à l'affaiblissement des souverainetés nationales disposeront de la majorité dans une assemblée autotée désormais d'une légitimité qui lui donnera un grand poids. N'oublions pas que nos huit partenaires sont presque toujours d'accord avec Washington sur les questions fondamentales. Nos députés à Strasbourg risquent de se trouver d'autant plus gênés par ce bloc que certains brûleront de le rejoindre. On l'a vu en 1954 quand les adversaires de M. Mendès France n'ont pas hésité à prendre leurs consignes auprès de l'ambassadeur américain à Bruxelles, M. David Bruce, plutôt que des autorités de leur pays.

Certes, les paroles rassurantes vont pleuvoir pendant le débat parlementaire sur la loi électorale destinée à appliquer la décision des Neuf du 20 septembre 1976. Déjà, M. Giscard d'Estaing souligne fortement dans son livre que l'Europe doit être une confédération, terme très précis qui désigne une « union » entre plusieurs États qui s'associent tout en conservant leur souveraineté » (Robert). Cela implique en l'occurrence que les limitations de cette souveraineté ne peuvent relever que de traités librement acceptés par chaque État et modifiés avec son accord exprès. Cela implique aussi que les députés de chaque pays de la Communauté représenteront à Strasbourg le peuple de leur nation, sans que l'ensemble puisse prétendre représenter une « nation européenne » ou un « peuple européen » qui n'existent pas.

Mais les déclarations, promesses, assurances verbales resteront insuffisantes tant qu'elles ne seront pas incluses dans un texte juridique garantissant leur application. Lui seul pourra bloquer dès le départ l'engrenage imaginé par les « eurocrates ». Il appartient à notre Parlement d'inscrire les mesures nécessaires dans la loi relative à l'élection des représentants français à l'Assemblée des Communautés. Elle ne devrait pas seulement organiser le scrutin, mais prendre des dispositions assurant que les élus ne puissent pas outrepasser leur mandat. Au lieu d'attaquer obliquement et maladroitement le traité de Rome, les partisans de l'indépendance française devraient s'en faire les défenseurs intrinsèques, à l'encontre de ceux qui rêvent de la transformer en passoire pour déman-

tibuler les souverainetés nationales.

On ne voit pas comment un président de la République proclamant que l'Europe doit être une confédération s'opposerait à des dispositions du genre suivant, insérées dans la loi électorale appliquant à notre pays la décision du 20 septembre : « Dans l'exercice de leurs fonctions, les représentants français à l'Assemblée des Communautés européennes ne peuvent prendre ni soutenir aucune décision contraire au traité de Rome, notamment quant à l'extension des pouvoirs communautaires au détriment de la souveraineté nationale, à peine d'être déchus de leur mandat. La déchéance sera prononcée par une décision du Conseil constitutionnel saisi par le président de la République, le premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat ou soixante députés ou soixante sénateurs. »

Naturellement, on a proposé ce texte à titre d'exemple. D'autres formulations, d'autres procédures sont concevables. D'autres problèmes importants se posent aussi, notamment celui du système électoral. Ils restent secondaires par rapport à la nécessité d'instituer un mécanisme efficace et rigoureux pour limiter aux termes du traité de Rome l'application de l'acte du 20 septembre, conformément à l'article 55 de la Constitution. La bataille principale doit être livrée sur ce terrain. Elle sera gagnée si les actes sont en accord avec les paroles. Même si elle doit être perdue, elle aura le mérite de faire tomber les masques. On verrait enfin qui dit la vérité et qui ment en matière d'indépendance, de souveraineté nationale, de confédération, de respect des règles communautaires.

MAURICE DUVERGER.

### L'Europe comme présence

(Suite de la première page.)

Il existe deux moyens pour sortir de l'illuminisme. Le premier, c'est de dire qu'en effet tout joue contre l'Europe comme personne, et qu'il faut se contenter de génir dans l'impuissance. Le second, c'est de définir l'Europe comme une France élargie ou comme un ensemble dont la France seule aurait le droit et la capacité de définir la vérité et la voie. Voici quelque temps, un journal allemand publiait une caricature montrant un superbe coq criant : « Moi, moi, moi ! » (en français dans le texte). La légende était : « L'Europe doit parler par une seule voix. En faisant la part à l'outrance, il est permis de dire que c'est bien là l'attitude qui a trop souvent prévalu chez nous. »

Pour quel résultat ? Qu'avons-nous gagné, en matière économique ou technologique, à partir de l'idée que l'appel à la solidarité européenne ne devait être lancé que lorsqu'il s'agissait de soutenir une production française ? En matière de défense, que gagnons-nous à continuer à dire aux Allemands : « Ne vous fiez pas trop aux États-Unis. Vive la solidarité européenne, que nous démontrons en précisant que nous ne défendons que l'hexagone, que nos flottes détruiront l'ennemi une fois qu'il aura occupé vos villes ! » ?

L'élection de l'assemblée européenne au suffrage universel ne résout par elle-même aucun problème économique ou stratégique. Mais elle contribue à créer une présence ou, plus exactement, des présences multiples. Présence dans l'esprit des citoyens de solidarité de fait trop

ignorées. Présence, face aux gouvernements, même réunis en conseil européen, de préoccupations transnationales, notamment en matière sociale : ce n'est pas pour rien que les syndicats cherchent aujourd'hui à se retrouver par-delà les frontières intérieures à l'Europe, pour obtenir des garanties face à des entreprises qui ont cessé souvent d'être nationales.

Présence aussi, aux yeux des pays voisins, de réalités internes jusqu'alors complètes ou mal admises. Alors que le parti communiste français craint une assemblée dans laquelle les communistes seraient relativement beaucoup plus faibles qu'à Paris ou à Rome, M. Berlinguer voit manifestement le formidable pouvoir de légitimation qu'aurait cette assemblée unique née du suffrage universel : face notamment à l'opinion allemande, dirigeants compris, la présence communiste de trouverait comme normalisée, ne serait-ce que par une dédramatisation qui apparaît déjà comme fort redoutable à bien des personnalités chrétiennes-démocrates en République fédérale.

Présence enfin aux yeux d'un monde extérieur qui comprend mal la dispersion européenne, plus mal encore la réduction de la personnalité Europe aux discussions médiocres entre ministres sur la meilleure façon de détruire des richesses agricoles. Une assemblée européenne qui, de par la légitimité du suffrage universel, légitimerait la politique face à d'autres continents tels que le s'est traduite par exemple dans l'accord de Lomé — quel atout pour une présence effective dans le monde !

ALFRED GROSSER.

**Gillette lance les "Prêt-à-raser" jetables...**

DES "PRÊT-À-RASER" JETABLES ?? ON LES ACHÈTE ET ON LES JETTE ALOUX ??

A une lame soignée : le rasage "qualité Gillette"

A deux lames jetables : l'efficacité du rasage à deux lames

MAISON, ON SE RASE AVANT, PLUSIEURS FOIS... ET CA RASE DÉPRIS !

ET VOUS AVEZ LE CHOIX !

C'est différent, c'est efficace, c'est sûr, c'est... Gillette

محلى من الامم



**Gaston  
de Lagrange.  
Le cognac  
qui mérite ses  
trois étoiles.**



# POLITIQUE

## LE DÉBAT BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Coopération : notre politique a pour règle la réciprocité et les avantages mutuels

déclare M. Galley

Mardi matin 9 novembre, sous la présidence de M. Brocard (R.I.), l'Assemblée nationale examine le budget de la coopération. Pour M. VOISIN (app. U.D.R.), rapporteur spécial de la commission des finances, l'aide française aux pays en voie de développement demeure « une impérieuse nécessité », notamment en raison « de la très difficile situation économique des pays africains et malgaches ».

M. BERTINOURT (R.I.), rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, insiste notamment sur « l'effet négatif que peut avoir sur la politique d'aide au développement le fait que les crédits octroyés oscillent constamment entre la progression et la régression ».

M. P. WIEBER (app. R.I.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, dénonce « les campagnes qui se poursuivent en faveur d'un repliement de notre pays sur lui-même ».

Pour M. ROBERT GALLEY, ministre de la coopération, cette fin de la décennie 1970 s'annonce pour la coopération sous un double signe : « L'incertitude, voire l'angoisse de l'Afrique, qui risque de devenir un champ de manœuvre pour des troupes étrangères », et « la nécessité plus impérieuse que jamais de la coopération ».

Après avoir rappelé les objectifs fixés par le président de la République, il constate que « le cap est nettement marqué », mais note que la conjoncture économique intérieure impose un effort de rigueur :

1) Dans les méthodes : « La politique de coopération, dit-il, sera davantage encore marquée par le besoin de dignité (la com-

plaisance et l'hypocrisie portent en germe l'échec de la coopération), le respect des diversités et le souci de l'efficacité. »

« En réalité, affirme M. Galley, nous avons les moyens de nos ambitions pour peu que l'action de la France paraisse cohérente. »

2) Dans les priorités : géographiques d'abord en faveur de l'Afrique (« certaines amitiés se distendent avec le temps ou connaissent des vicissitudes, mais la France est prête à renouer le fil avec tous ceux qui le voudront »), des Seychelles de certains pays d'expression portugaise et de Haïti. Sectorielles ensuite. Trois facteurs essentiels seront privilégiés : la formation des formateurs qui passe par un effort accru pour l'enseignement supérieur et technique, ainsi que pour la recherche ; le développement rural, qui exige que soient multipliés les projets de mise en valeur, telle l'opération « exemplaire » du fleuve Sénégal ; l'aide médicale, qui doit contribuer au développement de la médecine préventive sociale en milieu rural.

M. Galley conclut : « La coopération doit s'insérer dans un nouvel ordre mondial, plus équilibré et plus juste. Mais elle doit aussi devenir, ou redevenir, une cause nationale. Or, dans la période récente, l'opinion française s'est sur ce point démolie. (...) Si nous voulons changer l'image de la coopération dans l'opinion française, il faut renouer avec les valeurs, élargir et parier sur la franchise, c'est-à-dire affirmer que notre politique de coopération a pour règle la réciprocité et les avantages mutuels. (...) »

### M. FORNI (P.S.) : les pays du tiers-monde tirent les conclusions du double jeu français

Pour M. FORNI (P.S., Belfort), premier orateur de la discussion générale, « ce budget s'essouffie à suivre le rythme de l'inflation des pays africains ». Sauf cette occasion pour faire le point sur l'aide au tiers-monde, il déclare : « Quelle extraordinaire surcharge de dépendance dans les discours une France complicité et généreuse, tandis que la réalité est aussi décevante qu'hypocrite. Dans les discussions internationales, la France se situe à l'arrière-pensée des pays industrialisés. Longtemps abusés, les gouvernements du tiers-monde tirent les conclusions du double jeu français. C'est de la France qu'ils attendent le plus et c'est donc elle qui les a déçus le plus. D'où les vives critiques qui nous sont adressées à New-York et à Colombo. » « Mon

groupe, conclut-il, ne votera pas ce budget. »

M. SOURDILLE (U.D.R., Ardennes) se déclare indigné par « l'absence de cohérence » de la politique de coopération. En 1965, plusieurs de nos collègues — parmi lesquels MM. Edouard Bonafant, André Colin, Marcelin, Schumann — demandaient une Constituante européenne, et d'autres en 1967, dont M. Palewski, Triboulet et les membres du groupe R.P.F., déclaraient l'instauration d'une Confédération européenne. Le temps est venu, nous l'espérons, d'avancer dans la voie de l'Europe. »

M. MOINET (Gauche dém.) exprime son inquiétude au sujet de l'emploi. « Quelles garanties d'emploi, demande-t-il, le gouvernement exige-t-il des grands groupes industriels tels que le sidérurgie, auxquels il vient en aide ? La priorité des priorités, pour nous, c'est l'emploi. » Le sénateur de Charente-Maritime déplore aussi que les régions soient si souvent absentes des décisions économiques.

M. MARIE-ANNE (U.D.R.), sénateur de la Guadeloupe, dénonce l'insuffisance du développement économique des départements d'outre-mer. Chaque année, souligne-t-il, « dix mille jeunes restent sans emploi et il en ira ainsi jusqu'à la fin de la politique de limitation des naissances n'aura pas porté ses fruits. »

Mme MARIE-THÉRÈSE GOUT-MANN, présidente du groupe communiste, reproche au premier

● A la suite du rejet par le conseil constitutionnel d'une requête présentée par des parlementaires de la majorité (le 10 novembre) relative à la prévention des accidents du travail, une nouvelle demande a été adressée au conseil mardi 9 novembre par soixante-dix députés appartenant aux trois formations de la majorité. Le conseil avait rejeté la première demande du fait qu'elle avait été présentée alors que la loi litigieuse n'avait pas encore été définitivement adoptée par le Parlement.

## Le débat de politique générale s'est achevé en controverse constitutionnelle

Le large débat de politique générale qui s'est instauré mardi 9 novembre au Sénat a permis au premier ministre de réaffirmer sa détermination : la lutte contre l'inflation demeure pour lui la priorité des priorités malgré les réajustements de ceux qui voudraient que cette priorité fût donnée à l'emploi.

Première des sénateurs dont les questions orales étaient à l'origine du débat, Mme ALEXANDRE-DEBRAY (ind.), estime que la situation est moins préoccupante qu'on ne pouvait le croire, et ceci grâce à la politique suivie depuis le début de la crise. « L'Europe de demain, conclut-elle, doit trouver en France un partenaire intelligent et de son équilibre. »

M. CHAUVIN, président du groupe de l'Union centriste, demande au premier ministre ce qu'il va advenir des propositions de loi votées par le Sénat visant à allonger la durée des sessions parlementaires. Un autre texte adopté par les deux Assemblées est toujours en réajustement : il s'agit de la modification du régime des suppléments. Ces projets devraient être soumis au congrès, estime l'auteur, qui aborde ensuite les questions économiques et souligne les risques de la politique actuelle : risques de ralentissement de l'activité et de chômage. Comment et quand le gouvernement favorisera-t-il la relance des investissements ? Une réforme soulève de vives réactions : celle des taxes locales (taxe d'habitation et taxe professionnelle). Le législateur a prévu une répartition de ces impositions qui provoque l'émotion, « presque la colère », M. Chauvin réclame des correctifs à la nouvelle taxe professionnelle. « Est-elle exacte, demande-t-il, que vous ayez donné instruction aux préfets de faire accorder allégements et reports d'échéance ? Le Parlement sera-t-il saisi d'un nouveau texte ? »

Au sujet de l'Europe, le président des centristes déclare : « Mon groupe soutiendra le gouvernement pour assurer l'avenir et le développement du Parlement européen. En 1965, plusieurs de nos collègues — parmi lesquels MM. Edouard Bonafant, André Colin, Marcelin, Schumann — demandaient une Constituante européenne, et d'autres en 1967, dont M. Palewski, Triboulet et les membres du groupe R.P.F., déclaraient l'instauration d'une Confédération européenne. Le temps est venu, nous l'espérons, d'avancer dans la voie de l'Europe. »

M. MOINET (Gauche dém.) exprime son inquiétude au sujet de l'emploi. « Quelles garanties d'emploi, demande-t-il, le gouvernement exige-t-il des grands groupes industriels tels que le sidérurgie, auxquels il vient en aide ? La priorité des priorités, pour nous, c'est l'emploi. » Le sénateur de Charente-Maritime déplore aussi que les régions soient si souvent absentes des décisions économiques.

M. MARIE-ANNE (U.D.R.), sénateur de la Guadeloupe, dénonce l'insuffisance du développement économique des départements d'outre-mer. Chaque année, souligne-t-il, « dix mille jeunes restent sans emploi et il en ira ainsi jusqu'à la fin de la politique de limitation des naissances n'aura pas porté ses fruits. »

Mme MARIE-THÉRÈSE GOUT-MANN, présidente du groupe communiste, reproche au premier

Ce débat a été aussi, et peut-être surtout, l'occasion pour M. Raymond Barre de s'exprimer dans un domaine où il s'était jusqu'ici peu affirmé : celui de l'interprétation des règles constitutionnelles et de la dualité du pouvoir exécutif. Parmi les sujets abordés par les

orateurs, on notera la question des investissements, celle de l'Europe et de l'avenir du Marché commun. Plusieurs sénateurs ont réagi vivement contre la nouvelle taxe professionnelle. Un autre mal accueilli a été dénoncé par un centriste : « le collectivisme administratif ».

## AU SÉNAT

ministre « de faire plutôt une visite de politesse au Sénat que d'instaurer un véritable débat ». « L'inflation et chômage accablent les travailleurs », déclare-t-elle, tandis qu'une minorité vit dans un luxe scandaleux. L'orateur critique ensuite le « plan Giscard » qui propose des regroupements de communes « malgré l'échec de l'expérience des fusions ». Elle demande enfin l'annulation de l'impôt local des personnes non imposables sur le revenu.

Pour M. MARCEL CHAMPEIX, président du groupe socialiste, un Etat qui n'arrive pas à maîtriser les monopoles, ne saurait fonder sa politique économique sur le libéralisme et la « retour à la concurrence ».

« On cherche, affirme-t-il, à rejeter la responsabilité de l'inflation sur la hausse du pétrole brut ; mais l'Allemagne aussi importe son pétrole et l'inflation y est deux fois moindre. En fait, nous payons la gestion d'un régime qui est la plus réactionnaire d'Europe avec l'Espagne. (...) Nous ne mettons en doute ni votre sincérité ni vos qualités personnelles, mais votre Plan ne peut réussir, car il ne s'attaque pas aux véritables causes du mal, ni aux injustices. »

M. EDMOND BARRE répond à M. Marcel Champeix : « Vous fuyez mon Plan irréalisable parce qu'il adopte les principes de l'économie libérale. Ce n'est pas ainsi que les problèmes se posent : pour les résoudre, il y a des moyens, qui sont les mêmes quel que soit le régime politique. Ce qui est vrai, c'est que je suis convaincu que la solution réside dans la liberté des prix et la stabilité de nos instruments économiques qui la compromettent. (...) Comment voulez-vous maintenir la stabilité des prix et la stabilité du commerce extérieur en distribuant des avantages à tout le monde ? Voyez ce qu'a dit M. Healey, voyez ce qui est en train de se faire en Italie, voyez ce qu'on fait les socialistes allemands. C'est précisément parce que je crains pour la France la situation de la Grande-Bretagne ou de l'Italie que je souhaite que certain programme que vous recommandez ne soit jamais appliqué chez nous. (...) »

Vous me demandez d'instituer l'impôt sur le capital, en même temps, vous vous plaignez du poids de la taxe professionnelle ! La taxe professionnelle, que vous le sachiez ou non, est une des formes de l'impôt sur le capital, comme l'impôt foncier, comme l'impôt sur les successions. (...) Interrompu par M. MOINET, le premier ministre évoque l'« affaire Dassault » : « Il y a eu des vérifications, des redressements, d'autres vérifications sont en cours et toutes les conséquences en seront tirées. Je comprends que l'opinion ait été choquée par certains propos prononcés publiquement par M. Dassault au sujet du vol de 800 000 F, et je partage ce sentiment, mais il s'agit d'un cas particulier et non d'une politique, qui est inspirée par d'autres préoccupations. »

M. Barre précise ensuite, à l'intention de M. CHAUVIN : « Vous avez évoqué la durée des sessions parlementaires : je doute qu'il soit utile et souhaitable de modifier la Constitution sur ce point. Pour d'autres modifications, il est sage de ne les entreprendre que si l'opinion s'y prête. La taxe professionnelle est une affaire difficile. L'importance de certains transferts n'est peut-être pas clairement perçue lors du vote de la loi. Du reste, l'augmentation des recettes n'est pas la règle générale. Je confirme cependant que, dès le 7 septembre, j'ai demandé que fussent données des directives pour que soit organisé avec compréhension le cas des entreprises en péril. »

Le premier ministre poursuit : « La priorité est de lutter contre l'inflation. Je le dis très nettement : la meilleure façon d'obtenir le plein emploi, c'est d'assurer une croissance équilibrée. Ce n'est pas sacrifier l'emploi que de mettre l'accent d'abord sur la lutte contre l'inflation, c'est préparer, pour l'avenir, un emploi stable. »

### M. HOUDET (ind.) : il faut absolument sauver le Marché commun

Pour M. HOUDET (ind.), il faut absolument sauver le Marché commun, grâce auquel l'agriculture est devenue une activité lucrative. L'orateur insiste sur le fait que le Marché commun n'est pas un jeu de hasard, mais une véritable communauté de préférence communautaire plutôt que de songer à élargir le Marché commun. M. RAYMOND GUYON (P.C.) proclame son hostilité irréductible à tout transfert des pouvoirs nationaux au Parlement européen :

« Il demande au premier ministre ce qu'il pense de la chasse aux sorcières pratiquée parmi les fonctionnaires de la C.E.E. »

M. CAROUE, président du groupe U.D.R., exprime son inquiétude au sujet de l'emploi et réclame le rétablissement d'un climat de confiance. « Je ne suis pas de ceux, précise-t-il, qui disent que la confiance est détruite par nos adversaires. »

M. GARGAR (app. P.C.), sénateur de la Guadeloupe, souligne l'ampleur de la crise dans son département.

Dernier orateur, M. DAILLY (Gauche dém.) soulève le problème constitutionnel du pouvoir exécutif dans la V<sup>e</sup> République, et s'adresse au premier ministre, qui avait affirmé la préséance du pouvoir présidentiel. « Contrairement à ce que vous avez affirmé, déclare le sénateur de Seine-et-Marne, vice-président du Sénat, dans la Constitution ne dit que le président de la République a défini les grandes orientations de la politique nationale. Elle dit simplement qu'il a assuré, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics. C'est tout, et personne d'autre, aux termes de l'article 20 et de l'article 21, qui a déterminé et conduit la politique de la nation. La preuve en est d'ailleurs que les actes du président de la République doivent être contresignés par vous. Si le premier ministre, il ne peut mettre fin à ses fonctions qu'en cas de démission ou de censure du gouvernement par l'Assemblée nationale. Si donc, la majorité venait à changer, on changerait le gouvernement. Tandis que si les choses continuent comme elles sont, on risquerait, dans cette hypothèse, de changer de président de la République, et je ne le souhaite pas. (...) Vous dites qu'il n'y aura pas de dyarchie, mais il ne peut y en avoir. C'est vous le patron, et personne d'autre ! »

Le premier ministre répond d'abord à M. DAILLY : « Il y a une lecture de la Constitution à partir de l'élection du président de la République au suffrage universel, et cette lecture a été approuvée par le peuple en 1965, 1969, 1974. Le peuple français n'a entendu aucun des candidats remettre en question cette lecture et il l'a ratifiée. Un président de la République élu au suffrage universel ne peut se borner à inaugurer les chrysanthèmes ni même à exercer un arbitrage, ce qui n'enlève rien, d'ailleurs, aux responsabilités du premier ministre. »

A propos de la « chasse aux sorcières » dans les organismes européens, M. BARRE indique : « Le président de l'Assemblée des Communautés européennes a ramené l'affaire à ses justes proportions. En tout cas, il n'y a eu ni chasse aux sorcières en France, ni pour les Français employés dans les institutions européennes. »

Sur l'emploi, il déclare : « Je reconnais que le problème de l'emploi est préoccupant, que les entreprises doivent faire un effort difficile d'adaptation, mais, après les excès, il y a la cure d'assainissement. Les Français doivent être conscients de la nécessité

En conclusion, M. BARRE traite de la politique étrangère. Il déclare, au sujet de l'Europe : « L'accroissement des pouvoirs du Parlement européen — en matière budgétaire, notamment — est lié à la décision qui a été prise, par les gouvernements, de faire élire ses membres au suffrage universel. Le Parlement français sera naturellement représenté. Rien dans tout cela ne porte atteinte aux intérêts fondamentaux de la France et nul ne saurait mettre en doute l'attachement du gouvernement à l'indépendance de notre pays comme à la construction européenne. »

M. JUNG (Un. cent.), sénateur du Bas-Rhin, souligne qu'il n'a jamais enregistré dans son département tant de manifestations de mécontentement qu'aujourd'hui. « Or la comparaison avec l'étranger sur l'aggravement de la vie tourne à notre avantage. Ce qui fonctionne mal, estime-t-il, c'est la cohabitation du libéralisme et du collectivisme administratif. »

M. EDMOND SAUVAGEOT (ind.) pense « qu'avec des syndicats aussi politiques que les nôtres, le gouvernement ne peut du mal à assainir la situation. »

M. DAILLY, approuvé par M. CHAMPEIX reprend la parole pour constater l'insatisfaction constitutionnelle du premier ministre. « Ce n'est pas, affirme-t-il, parce qu'il y a eu trois élections présidentielles que la Constitution ne doit pas être appliquée. La séance est levée vers 1 h 15. »

ALAIN GUICHARD.

Au cours de la séance du mardi 9 novembre, les sénateurs ont entendu une question de M. Edouard Bonafant (Gauche démocratique) qui protestait contre la condamnation de la France au cinquième « sommet » des pays non alignés à Colombo « sans qu'aucune puissance africaine n'y ait fait obstacle. »

M. Pierre Christian Tuitinger, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, lui a notamment répondu : « En effet, à l'issue de la conférence de Colombo, on a appris soudainement que la France, en même temps qu'Israël, avait été l'objet d'un vote de condamnation en raison de la fourniture d'armes et de matériel d'armement à l'Afrique du Sud. Ce vote résultait d'un amendement introduit quasi clandestinement et adopté par surprise dans la déclaration finale de la conférence. Le gouvernement français a entrepris immédiatement des démarches auprès du secrétariat de la conférence et d'un certain nombre de pays représentés à Colombo, lesquels nous ont fait part de leur surprise et de leur désapprobation à l'égard de telles manœuvres. »

M. Bonafant, reprenant la parole, a ajouté : « Ma question a eu un prolongement : les pays africains nous ont aussi accusés d'agression impérialiste aux Comores, où la répression nous a recueillis par notre généraliste. (...) Il y a encore plus grave : nous avons été à nouveau condamnés à l'ONU à propos de Mayotte. Nous sommes accusés d'impérialisme alors que le peuple de Mayotte a exprimé sa volonté de rester français par trois consultations successives. Comment expliquer que le ministre des affaires étrangères ait pu dire à l'ONU que le gouvernement avait été obligé dans cette affaire de s'incliner devant la volonté du Parlement ? Comment un ministre peut-il regretter publiquement un vote du Parlement français ? »

Au cours de la séance du Sénat, mardi matin 9 novembre, répondant à M. Boucheny (P.C.) qui protestait contre le fait que plusieurs firmes automobiles ont mis en cause, selon lui, les droits des comités d'entreprise en leur refusant la possibilité de satisfaire les services d'un économiste, M. Beullac, ministre du travail, a apporté la réponse suivante :

« L'ordonnance du 23 février 1965 et le décret du 2 novembre 1965 reconnaissent aux comités d'entreprise des attributions d'ordre économique. Dans les sociétés anonymes, certains documents comptables doivent leur être soumis. Si le comité suspecte ces documents, il peut saisir les tribunaux. Mais la rémunération d'un économiste étranger à l'entreprise ne saurait en aucun cas incomber à cette entreprise. Elle ne saurait non plus être prise en compte par le comité d'entreprise dont les fonds fournis par l'entreprise ont une affectation légale précise. Il y aurait alors détournement de fonds. »

## Fuyez l'hiver. Partez à Bali!

JALTOUR vous propose plus de 20 séjours en Extrême-Orient. 20 séjours en Thaïlande, au Laos, à Bali, au Népal, en Inde, aux Philippines, en Corée, au Japon, etc. Pour recevoir une documentation détaillée sur tous ces voyages,

retournez ce bon à Japan Air Lines, 75 av. des Champs-Élysées, 75008 Paris. Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

Jaltour

سلافة الامان



## POLITIQUE

### LE COUT DE LA POLITIQUE DE CONTRACEPTION EST DE 600 MILLIONS déclare M. Beullac

Entendu par la commission sénatoriale des finances, qui était réunie sous la présidence de M. Edouard Bonnefous (Gauche démocratique), M. Christian Beullac, ministre du travail, a souligné, le 9 novembre, que l'instauration d'un « bilan social de l'entreprise » répondait à la volonté de démocratiser les rapports entre le patronat et les ouvriers. Répondant à M. Maurice Schumann (U.D.R.), qui l'interrogeait au sujet de l'équilibre financier de la Sécurité sociale, le ministre a précisé que l'accroissement des dépenses de Sécurité sociale résultant du remboursement des frais de contraception et d'interruption de grossesse coûtait 600 millions de francs par an.

[Ce chiffre a de quoi surprendre : l'avortement n'est pas remboursé par la Sécurité sociale, l'exception des avortements thérapeutiques, qui sont rares. Et si les autres le sont, les services d'inspection de M. Beullac devraient pouvoir liquider cette fraude (avant la loi sur l'avortement, on estimait à cent mille le nombre des interruptions de grossesse remboursées indirectement par la Sécurité sociale). Pour ce qui concerne la contraception, avant l'arrêt du 14 février 1976 autorisant le remboursement des contraceptifs oraux, le versement des analyses, qui servent également au dépistage d'autres maladies, dont le cancer, était déjà abondamment remboursé par la Sécurité sociale, qui n'avait pas le moyen de distinguer leur objet. Quant aux plaquettes de pilules vendues, leur valeur, en 1975, était de 30 millions de francs. A raison de 6 francs en moyenne par plaquette, dont 70 % remboursés par la Sécurité sociale, les caisses aboussaient à un coût d'un peu plus d'une centaine de millions de francs, qui pouvait être imputables à l'application de la nouvelle législation. Les 500 autres millions de francs, dont personne ne conteste l'existence, semblent ne pas être dus directement à cet arrêt. — M. A. R.]

### L'U.D.R. durcit son attitude envers la politique étrangère du chef de l'Etat

Le durcissement de l'attitude de l'U.D.R. envers certaines initiatives de M. Valéry Giscard d'Estaing semble s'accroître. La sensibilité des gaullistes à l'égard de tout ce qui touche à l'indépendance nationale est toujours vive et leur vigilance demeure entière. A l'instar, mardi 9 novembre, le bureau du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale a-t-il voulu donner un véritable coup de semonce au président de la République. A l'initiative de M. Michel Debré, il a décidé d'opposer la question préalable au projet de loi tendant à autoriser la modification des statuts du Fonds monétaire international, projet adopté par le conseil des ministres du 27 octobre. Ce texte, qui concrétise les résultats de la conférence de la Jamaïque de janvier 1976 pour les règles d'un nouveau système monétaire international, réduit le rôle de l'or et accorde de 25 % la participation de la France à ce fonds (le Monde du 29 octobre).

M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R., a précisé que la question préalable devait avoir pour effet de ménager « un temps de réflexion d'au moins un an ». Il a estimé également « dangereux d'accepter un tel amendement à l'organisation du F.M.I. dans la situation présente, au moment où l'administration de M. Carter

se met en place aux Etats-Unis et peut avoir une influence sur les échanges internationaux et monétaires, et du fait que la lutte contre l'inflation ne doit pas être compromise par une spéculation exorbitante ». C'est la première fois, depuis le début de la V<sup>e</sup> République que le groupe U.D.R. utilise, à l'encontre d'un texte d'origine gouvernementale, cette procédure de la question préalable qui, sous couvert du renvoi en commission, aboutit, en fait, si la question est votée, à un report sine die. Cette décision est intervenue le jour même où M. Michel Debré mettait en garde, dans nos colonnes (le Monde du 10 novembre), contre toute « résignation au rôle mineur de la France », contre « l'alignement sur une grande puissance », contre « l'intégration dans un méli-mélo européen » et contre « l'idéologie de la supranationalité ».

La Lettre de la nation, organe officiel de l'U.D.R., avait très vivement réagi à l'adoption du projet relatif au F.M.I. par le conseil des ministres en écrivant, le 28 octobre, qu'il fallait dire « non » à « une capitulation en bonne et due forme apportée sur un plateau » aux Américains, étant donné que cette réforme « nous rayait de la carte du monde ». Des le lendemain, l'organe U.D.R. avait poursuivi son offensive en s'en prenant au projet de réforme des compétences budgétaires de l'Assemblée parlementaire européenne, projet qui doit lui aussi être soumis à l'Assemblée nationale au cours de la présente session. Il écrivait : « A force de manger un par un les carrés d'une tablette de chocolat, il n'y a plus de tablette du tout. L'indépendance nationale, en gros tout le monde, est pour. Mais elle se croque au détail. » La suspicion que nourrissent les gaullistes envers la politique étrangère de M. Giscard d'Estaing est devenue encore plus sournoise depuis que M. Jacques

Chirac s'est démis de ses fonctions de premier ministre. Ils ont rappelé, au cours du dernier bureau exécutif de l'U.D.R., leurs préventions à l'égard de tout renforcement des compétences du Parlement européen. La plupart estiment maintenant que l'élection au suffrage universel de cette assemblée implique une révision préalable de la Constitution. Ils jugent impécable le raisonnement de M. Debré à cet égard, et ils revendiquent comme une victoire le fait que M. Giscard d'Estaing se soit senti obligé de consulter à ce sujet le Conseil constitutionnel. La détermination des gaullistes dans ce domaine s'est accentuée à tel point que M. Maurice Couve de Murville n'a pas hésité, mardi, à braver la bienveillance en déclarant tout de go au ministre des affaires étrangères que son budget était « désastreux » et « l'indigne de la France ». A quelques semaines de sa transformation en rassemblement, quelle souhai- tait vaste et divers, l'U.D.R. met ainsi en relief avec insistance l'un des thèmes fondamentaux de sa plate-forme politique.

A. P.

Monica Charlot

### le système politique britannique

La Grande-Bretagne est-elle « l'homme malade » de l'Europe ?

ARMAND COLIN

### RENCONTRES ET DÉBATS

Bienôt en province, déjà à Paris tous les mercredis de 18 h. 30 à 20 h., boulevard Saint-Michel, à partir du 1-12 : débats animés par Denis CLAIR sur les grands problèmes de ce temps et rendez-vous des créateurs de l'esprit. Avec M. Meyer JAIS, Grand Rabbini de Paris, Mohamed ARKOUN, Professeur à Vincennes, R. LABREGÈRE, Président de la Libre Pensée, les Professeurs Henri BARUS, René DUMONT, J. HANAUER, Henri LABROT, Paul MALLIEZ, Etienne WOLFF, de l'Académie française; Hervé BAZIN, Jean-Louis BORY, Roger GARAUDY, M. ISORNI, Pierre Bertrand POIROT-DELPECQ, l'Amiral SANGUINETTI, Haroun TAZIEFF, VERCOIS, etc. etc. AMNESTY INTERNATIONAL, les GAN, etc. Débats sur : Police et Justice; Presse, Information, Publicité; Défense Nationale et non-violence; Médicins et soignés; la Psychiatrie; Croyants et Athées; Culture et Judaïsme, Culture et Islam; Culture et Christianisme; Culture et Marxisme; Océanie et Minorités; Relations Internationales; Éducation nouvelle et Enseignement; « Bonnes pratiques »; Télévision, etc.

Tous les mois à Paris à 20 h. 30 : rencontres inter-religieuses. Table ronde sur l'actualité, parole artistique et débat. Le 23 novembre, sur LA JUSTICE avec S. J. James BOUABEURE, Recteur de l'Institut Musulman, le Rabbini EISENBERG, le Pasteur MARCHEL, le Lama KUNZANG DORGE et M. PETTIT, Président du Mouvement International des Juristes Catholiques.

Pour assister à l'un ou l'autre cycle de ces manifestations publiques et recevoir conditions et programmes, écrire, en joignant une enveloppe timbrée et libellée pour chaque série aux Grandes Conférences de Paris, 6, rue Jules-Guillaume (7<sup>e</sup> C), St-FIDELIX. Joindre 10 F pour recevoir le journal bénéficiant des plus prestigieuses signatures de toutes tendances.

### Savez-vous que Camino peut vous offrir les Bahamas pour 2250F ?

voire Agent de Voyages le sait, demandez-lui le programme complet Camino: des séjours, dans une sélection d'hôtels et d'îles, pour satisfaire tous les goûts, tous les budgets en toutes saisons.

Camino, 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris, tél. 755.77.90/380.55.58

(\*) comprenant transport Paris/Bahamas et retour, hôtel 1 semaine et transferts.



Cette année, les Bahamas! AIR BAHAMA

### 500F DE PLUS LE M<sup>2</sup> ?

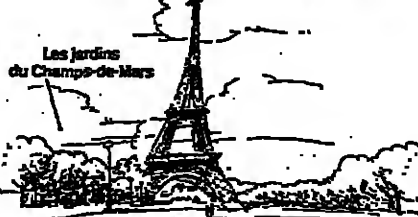
15<sup>e</sup> Avenue : un programme qui n'est pas plus cher par hasard.

QUAND on parle de « bonnes affaires » en immobilier, la plupart des gens restent perplexes. Pourtant, elles existent encore, car en dehors du rendement locatif immédiat, le capital constitué peut augmenter de façon très importante dans certains quartiers. C'était le cas de Neuilly vers les années cinquante, du Marais plus récemment, du XV<sup>e</sup> aujourd'hui. Il suffit d'aller consulter les plans d'aménagement à l'Hôtel-de-Ville pour constater que cet arrondissement, privilégié entre tous, sera considérablement renoué dans les années à venir.

Des lors, le meilleur placement consiste à investir dans une construction de très haute qualité, à l'abri du temps, afin de ne pas perdre en entretien et réparations ce que l'on gagne en plus-value. Ce genre de programme, dont les appartements par définition coûtent cher, est assez rare dans le XV<sup>e</sup> arr. Il en existe toutefois un au 46/62 de la rue Cambroune dont le prix de vente un peu supérieur à celui de ses voisins est, tous comptes faits, son meilleur argument de vente. Le raisonnement financier tout autant que l'originalité de la construction méritent qu'on s'y attarde.

Le programme, dont les appartements par définition coûtent cher, est assez rare dans le XV<sup>e</sup> arr. Il en existe toutefois un au 46/62 de la rue Cambroune dont le prix de vente un peu supérieur à celui de ses voisins est, tous comptes faits, son meilleur argument de vente. Le raisonnement financier tout autant que l'originalité de la construction méritent qu'on s'y attarde.

Le programme, dont les appartements par définition coûtent cher, est assez rare dans le XV<sup>e</sup> arr. Il en existe toutefois un au 46/62 de la rue Cambroune dont le prix de vente un peu supérieur à celui de ses voisins est, tous comptes faits, son meilleur argument de vente. Le raisonnement financier tout autant que l'originalité de la construction méritent qu'on s'y attarde.



Les jardins du Champ de Mars. Avec des façades habillées de cette fameuse pierre de l'Yonne aux teintes feutrées, à laquelle se mêle le vert profond de la quartzite de Norvège, c'est plutôt du genre cosy. Rien de surprenant en cela, il faut l'admettre, quand on songe à la proximité immédiate du VII<sup>e</sup>.

Le choc, le coup de foudre si vous préférez, se produit à l'intérieur, au fur et à mesure que l'on découvre ce luxe et cette qualité qui dominent partout... jusqu'à cette vue qui s'ouvre devant les terrasses de l'autre façade sur un espace dégagé de plus de cent mètres de profondeur — sans la moindre rue. Ce n'est pas tous les jours que l'on découvre dans un immeuble un tel souci de perfection : aussi présent dans la conception même des appartements que dans chaque détail de construction.

La partie réception, entrée, séjour et salle à manger, avec un équipement sanitaire indépendant et un vestiaire pour les invités, est bien séparée de la partie privée des chambres. Dans ces immeubles, personne ne dérange personne... silence. L'isolation phonique est particulièrement soignée. Entre votre plafond et la moquette de l'appartement supérieur, 18 cm de béton, une chape flottante en ciment épaisse de 4 cm posée sur 2 cm d'un isolant laineux.

La voisine du dessus peut faire tomber ses casseroles sur les tomettes de sa cuisine, le choc sera absorbé. Pas plus que vous ne serez dérangés par les robinetteries ou les ascenseurs. Des doubles vitrages, du molleton sous les tissus, des portes palières fermant sur des joints de caoutchouc... la paix règne en ces murs. Conséquence et complément de cette isolation phonique :

l'équilibre thermique. Chaque appartement, isolé aussi bien de l'extérieur que des voisins, est équipé d'un chauffage électrique individuel modulable d'une pièce à l'autre. C'est là encore un exemple parmi d'autres illustrant l'esprit dans lequel a été conçu ce programme : des installations onéreuses au niveau de la construction, mais économiques à l'usage et à l'entretien, et qui restent à l'abri des dégradations courantes.

Investir dans les immeubles de ce programme un peu plus chers que ceux qui se rangent parmi leurs concurrents, c'est finalement investir dans l'avenir. Les années pourront passer, ici rien ne s'altère, rien ne change. Rien si ce n'est le prix du mètre carré dans le quartier en raison de tous les aménagements projetés par la ville de Paris.

A commencer par l'élargissement de la rue Cambroune qui, avec ses rangées d'arbres pourvus d'appels, pourquoi pas, l'Avenue Cambroune. Parfois, il est bon d'avoir du flair.

Bureau de vente et appartement mobile ouvert tous les jours de 10 à 18 h. Samedi et dimanche de 10 à 12 h. 46, 62 rue Cambroune.

De studio au 5 pièces et duplex.

15<sup>e</sup> AVENUE. Renseignements et ventes GERIC ALM 98.98 ou 367.68.73. Réalisation Lamare-Ufic.

● S'associer pour se défendre contre les abus du pouvoir.

● Où rire à Paris.

● L'horaire mobile : un droit pour tous.

cette semaine dans Vivre.

Michel Bernard L'EXPRESSIVITE DU CORPS 99f

Michel Bernard LE CORPS 39,95f

Jean le Du LE CORPS PARLE 35f

jean-pierre delarge



## ALLIER : une majorité sans défenseur

Ce concurrent ne mène pas une campagne très agressive. Parahutés de Paris, n'ayant aucun lien avec la région, M. Jean-Michel Belorgey, jeune homme d'affaires, a convaincu la Commission d'indépendance de M. Jacques Delors et de L. René Lenormand, actuel secrétaire d'Etat à l'action sociale, fait l'Etat des armes politiques, mais est d'avis que le parti considéré comme un « farangue parisien ». Les personnalités locales du parti socialiste, comme le docteur Corniot, maire de Belleville, ont été rassurés par la promesse de rivalités cristallisant au sein de la fédération, le choix est fait par Paris. Mais, de ce fait, M. Belorgey se heurte à des élus locaux qui ne veulent pas se faire amis n'hésitent pas à parler d'un « sabotage » de sa campagne. Ce n'est pas en espérant de bénéficier de la poussée des voix de gauche, qui ont été encouragées par les élections nationales de renverser la majorité au conseil général bien que cette progression ait été moins sensible dans cette circonscription que dans d'autres. Les élus locaux ont des questions locales, usant un langage trop abstrait, soulevant surtout par des responsables nationaux du parti. M. Belorgey a été très efficace à Paris, mais ne peut dépasser les 12,5 % de suffrages exprimés qu'il avait recueillis

Celui qui veut surtout brouiller le jeu est le docteur Axel Guillaumin, adjoint au maire de Vichy, qui se présente comme « gaulliste d'opposition ». Elu municipal actif, sympathique et dévoué, il vient d'être élu de l'U.D.M. dans la 1<sup>re</sup> circonscription de la majorité ont toutes décidé de soutenir officiellement M. Féronnet. C'est précisément ce que le docteur Guillaumin n'accepte pas. Déjà en 1973, ayant recueilli les suffrages au premier tour, il s'était maintenu au second tour malgré les injonctions de l'U.D.M. et avait perdu près de trois mille voix (sur onze mille qu'il avait recueillies). Aujourd'hui, il n'ad-

**ANDRÉ PASSERON**

[illegible][illegible]

Le bureau politique du Front national, que préside M. Jean-Marie Le Pen, a publié, mardi 12 septembre, une déclaration dans laquelle il « demande instamment » aux électeurs et militants du Front national de voter pour son candidat à la présidentielle, M. Jacques Bossi-Gillet, d'assurer l'échec du candidat socialiste à la présidence.

Cette décision est expliquée en ces termes : « Considérant que la majorité s'entête, malgré les overtures de la gauche, à la politique nationale à faire la politique de gauche (...), qu'elle refuse de reconnaître les aspirations légitimes exprimées par le Front national, qu'elle refuse à celui-ci les moyens démocratiques de faire valoir ses revendications (...), nous nous sommes fermement aux communistes (...) le Front national est décidé à donner à la majorité un avertissement sans précédent ».

D'autre part, au cours d'une

difficilement élu en 1968 — avec 473 voix d'avance sur le candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, Joseph Durafour. Mais, à la suite de sa victoire, il implanta d'un manière sectaire, puisqu'il demandait en 1973 de 3 265 suffrages son programme consistant à « promouvoir le développement économique de la région ou des deux mille cinq cents emplois ont été créés entre 1970 et 1973 », et à « promouvoir » du beaujous au cours de ses mêmes années, ont, toute évidence, assuré le succès de l'ancien secrétaire d'Etat. Actuellement, il est élu avec 3 265 voix, trente-quatre ans, assisté d'un député estimé pour ses compétences de technicien vicieux, peut-être le plus compétent de la région, et un an positif. Du reste, il a pris sa campagne sur les questions locales. Il a certes fait appel à Michel Durafour, mais c'est tout. Il n'a même pas demandé à Michel-Etienne qui a accepté lui apporter son soutien de lui faire des propositions de loi. Le candidat est content de déclarer, sur d'immenses affi-

Si le ton de la polémique est, en général, plus mesuré, la gauche n'en a pas moins entrepris d'exploiter avec vigueur le mécontentement d'une partie de la population. Elle se sent, les comités, ailleurs, portée par le courant ; les deux cantons renouvelables, il y a huit mois, ayant été enlevés, elle se sent, elle se sent, elle se sent un radical de gauche; M. Claude Cimetière, l'autre — celui de Villefranche, — par un socialiste, M. André Foudissou, les deux cantons renouvelables, sont l'un et l'autre, candidats contre M. Ducrey.

Les radicaux de gauche sont, en effet, fort amers. Les socialistes, d'autre part, n'ont pas une proportion négligeable. Or si nous

Il serait surprenant qu'il devance M. Pouitissou, dont la campagne, consciencieuse et zélée, suscite de nombreuses sympathies. Son directeur du cabinet d'enseignement, M. Jean Poulin, candidat socialiste, a d'abord la réputation d'un homme droit et honnête. Ses amis opposent cette tige à celle d'« politiciens » qu'est devenu, à les en croire, M. Pouitissou. Mais, comme on parle de ses adversaires, « divers et ininterprétables », M. Pouitissou sera sans doute le seul, avec l'autre secrétaire d'Etat, à avoir parcouru les solitudes du Nord, à se faire une réputation avant la fin de la campagne. Il apparaît, en tout cas, comme son rival le plus dangereux.

\_\_\_\_\_

[N.D.L.R. — M. Mignot est sénateur des Pyrénées.]

M. André Hautot, candidat écologiste, nous précise, de son côté, qu'il défend « une politique de gestion fondée sur un nouveau modèle de société bio-scientifique sans compromission avec la « droite », le « centre » ou la « gauche ».

● **M. Robert Fabre**, président du Mouvement des radicaux de gauche, venu à Versailles apporter son soutien à M. Dominique Vastel, candidat à l'élection législative dans la cinquième circonscription des Yvelines, a déclaré, mardi 9 novembre : « Nous ne sommes pas un quelconque satellite du P.S. mais un parti autonome, avec derrière nous la grande



## POLITIQUE

### LE P.C.F. ET LES «MUNICIPALES»

Le comité central du P.C.F. a adopté, mardi 9 novembre, une résolution concernant la préparation des élections municipales. Ce texte précise : « Le parti communiste continuera à s'en tenir au respect des indications contenues dans l'accord du 28 juin dernier et à ne pas présenter d'exigences particulières, en ce qui concerne la constitution des listes communales de la gauche pour les élections municipales. (...) Ainsi, là où les résultats électoraux depuis 1972 placent l'un de nos partenaires en tête des partis de gauche, nous lui proposons d'occuper la place qui lui revient, ainsi que la direction de la liste. De la même façon, il est conforme à la logique et à la loyauté que là où le suffrage universel a placé le parti communiste en tête, il obtienne la direction des listes et la représentation auxquelles la volonté démocratiquement exprimée par les électeurs lui donne droit. »

Les responsables de l'U.D.R.-Jeunes ont indiqué, mardi 9 novembre au cours d'une conférence de presse qu'ils entendaient être « les gardes rouges de la révolution culturelle engagée par M. Jacques Chirac ». M. Alain Albert, délégué national à ajouté : « Nous voulons chasser les mauvaises habitudes dans le mouvement, rénover le socialisme et pousser au renouvellement des cadres. » Les U.D.R.-Jeunes qui affirment être quatre-vingt mille de quinze à trente-cinq ans ont indiqué qu'en vue des assises nationales du 5 décembre ils allaient distribuer un million de tracts destinés aux jeunes et un million de cartes-réponses. Ils présenteront aux assises « cent propositions ».

### M. Motte (C.N.I.P.) : la confédération des indépendants est morte

M. Bertrand Motte, président du Centre national des indépendants et paysans constate, dans l'éditorial du journal de sa formation (numéro du 8 novembre), l'échec des tentatives successives de regroupement des indépendants et des giscardiens.

Il écrit : « Décidément, la Confédération des indépendants est bien morte ; elle a rendu le dernier soupir un soir de juin dernier, au moment même où son nouveau président s'approchait du bureau. » M. Motte fait ainsi allusion aux difficultés apparues alors qu'il devait succéder à M. Michel Poniatowski à la présidence de la Confédération comme le prévoyaient les accords passés entre

R.I. et indépendants, un an plus tôt. En juin 1976, le chef de file du C.N.I.P. avait remarqué que, si la confédération n'avait pas atteint cette « étape ultime » c'était sans doute parce que « un veto avait été intervenu à un échelon supérieur de la vie politique ».

L'échec de cette confédération, lancée en juin 1975, était prévisible depuis longtemps déjà. A plusieurs reprises les indépendants avaient manifesté leur mécontentement et regretté le peu de cas que faisaient d'eux leurs « alliés ». En juin 1976, le conseil national de leur parti avait été marqué par plusieurs interventions empreintes d'hostilité à l'égard des giscardiens. Par la suite, les amis de M. Motte avaient manifesté leur étonnement de ne pas avoir été invités à la convention nationale organisée par les républicains indépendants, le 19 juin, au Champ-de-Mars.

La première tentative de regroupement de la « famille » des indépendants (dont la division a notamment pour origine un désaccord survenu en 1962 à propos de la politique algérienne du général de Gaulle) avait eu lieu en 1970 à l'initiative de M.M. Camille Laurens et Michel Poniatowski : elle n'avait pas abouti. Une seconde avait été lancée en juillet 1974, au lendemain de l'élection présidentielle. M. Laurens en avait enregistré l'insuccès en mars 1975.

Dans son éditorial, M. Bertrand Motte écrit encore : « Les partis de la majorité, déjà trop forts et trop nombreux sans doute, entendent déborder sur nous. Soit, il reste au C.N.I.P. à prendre sa part — en toute liberté politique — de l'effort de salut public qui s'impose à tous les Français. »

### MEETING du Parti Socialiste POUR L'ELECTION DU 5<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT 10 Novembre à 20 h. 30 à la MUTUALITÉ

avec Marcel AMONT, Evelyn DASSAS, Stéphane REGGIANI, Catherine SAUVAGE

Orateurs : Georges MINGAUD, Pierre GUIDONT et F. MITTERRAND

### PRESSE ACTUALITE

Le mensuel qui vous donne sur l'information des documents que vous ne trouverez pas ailleurs. DANS LE N° DE NOVEMBRE

#### L'ESSOR DU LIMOUSIN

L'hébreu de M. Jacques Chirac.

#### LES QUOTIDIENS DE LORRAINE

de 1944 à 1976.

#### PROPOS SUR L'IMAGE

par A. Pley, P. Almasy, J. Gritti, A.-M. Thibault Laplan.

#### LE READER'S DIGEST 1930-1940 : l'expansion

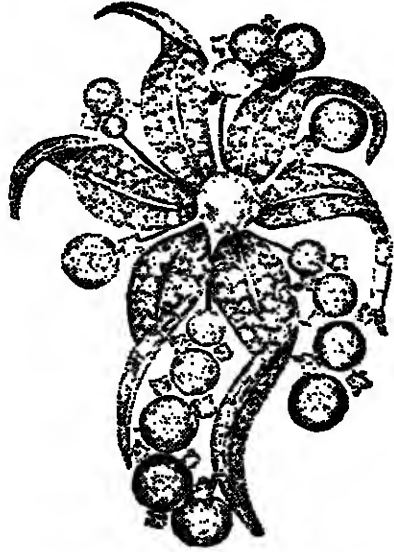
#### LE DROIT DE RÉPONSE

à la radiodiffusion.

'PRESSE ACTUALITE' est introuvable en kiosque. Exclusivement vendu par abonnement. ENVOYEZ 7 F (timbres ou chèques), C.C.P. 16-68 Paris à Presse Actualité, 5, rue Bayard, 75008 Paris, en spécifiant : numéro de novembre.

### GALERIE KOLLER

Rue de la République, 8 - 8001 ZÜRICH. Tél. 01-47.50.40 Téléc. 58.500



### IMPORTANTE VENTE AUX ENCHÈRES DE BIJOUX

Mardi, le 16 novembre

Plus de 400 lots, de 200 francs à 300.000 francs. Beaucoup d'objets que nous adjugerons sans prix de réserve.

La collection peut être vue sur rendez-vous.

# marché immobilier des notaires

## PARIS & ILE de FRANCE

centre des ventes du châtelet

place du châtelet

12, avenue victoria, paris 1<sup>er</sup> - 233.71.06

MARDI 23 NOVEMBRE 1976 A 14 H 30

#### AUX ENCHÈRES SUR MISE A PRIX

##### 4 APPARTEMENTS

PARIS 75011, rue de la Folie-Mégault, 68.

• Appartement 34 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 34 m<sup>2</sup> : 18.500 F.

• Appartement 26 m<sup>2</sup> : 12.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 33 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

#### IMMEUBLE DE RAPPORT

PARIS 75011, rue de la Folie-Mégault, 68.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

• Immeuble à usage d'hôtel meublé à Paris-14.

#### APPARTEMENT - 48 M<sup>2</sup>

PARIS 75003, rue de la Folie-Mégault, 68.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 18.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 12.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Appartement 48 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

#### BOUTIQUE - 30 M<sup>2</sup>

PARIS 75011, rue de la Folie-Mégault, 68.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 18.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 12.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.

• Boutique 30 m<sup>2</sup> : 15.500 F.



## SOCIÉTÉ

### La condition féminine vue de Lyon

#### La modeste ambition de Mme Pasquier

De notre envoyé spécial

Lyon. — Dans le grand salon jaune de la préfecture du Rhône où mourut le président Carnot et où se réunit, le 11 septembre 1974, le conseil des ministres, Mme Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine, s'efforce d'oublier la solennité de son bureau pour se consacrer au sort des Françaises. Après sa nomination pour succéder à Mme Françoise Giroud, qui, elle, était secrétaire d'Etat, Mme Pasquier a repris sans complexe, mais avec une modestie saine et souriante, le dossier de la moitié de la population.

Elle aura sans doute médité comme il convient ce que le président de la République écrit, dans *Démocratie* française : « Les résistances mentales et sociales auxquelles se heurte encore l'amélioration de la condition féminine devront être surmontées et une égalité entière — n'impliquant pas nécessairement dans tous les cas l'identité des rôles — s'établira entre les hommes et les femmes. »

Vaste ambition qu'en deux ans Mme Giroud n'a pu mener à son terme. Parmi les cent pro-

positions que le conseil des ministres a adopté le 28 mai 1976, Mme Pasquier a dû faire un choix : « Le projet de Mme Giroud s'étend sur cinquante ans, pour ma part je me fixe un programme pour quelques mois. »

Installée à Lyon avec une dizaine de personnes, mais disposant à Paris d'une « antenne » chargée des relations avec les ministères et dirigée par Mme Marie-Thérèse Funel, la déléguée à la condition féminine s'attache aux « problèmes concrets » que sont, selon elle, « le travail féminin et la participation aux décisions ». Du premier, elle estime, tout comme Mme Giroud, qu'il s'agit d'une réalité de civilisation qu'il serait vain de combattre. Mais elle sait que cette reconnaissance de la réalité nécessite chez beaucoup d'hommes, y compris des ministres, « un réel effort intellectuel ». Mme Pasquier est indulgente : « Il faut de la persuasion. » Y a-t-il une offensive concertée contre le travail féminin ? « Sincèrement je ne le crois pas ; en tout cas ce n'est pas le point de vue du gouvernement. »

#### « Plus obstinées »

Pour la prise de responsabilité, Mme Pasquier pense, à juste raison, que les décisions politiques et administratives seraient plus favorables aux femmes si celles-ci ne se tenaient pas à l'écart des instances de décision. Son expérience de conseillère municipale de Caluire (Rhône) l'a convaincue, et elle cite des exemples de décisions qu'elle a pu influencer. « Les femmes sont plus obstinées pour lutter contre les sempiternels impérialismes techniques » qui s'opposent à leurs demandes les plus raisonnables.

Pourquoi ne pas profiter des prochaines élections municipales pour faire entrer un nombre accru de femmes dans les conseils ? Alors qu'elles représentaient, en février 1976, 52,8 % du corps électoral, on ne compte actuellement que 20 719 conseillères municipales (4,3 %) et 705 femmes maires pour 35 000

communes métropolitaines. On avait, un moment, envisagé de fixer un quota obligatoire des listes de candidatures à ne pas dépasser un certain pourcentage de personnes du même sexe. On avait parlé de 75 %, puis de 85 %, avant d'abandonner l'idée.

On s'en remettra au bon vouloir des partis politiques. Mme Pasquier a donc pris la plume pour écrire aux secrétaires généraux, ainsi qu'aux femmes les plus en vue de tous les partis, pour leur suggérer de présenter un maximum de femmes et de « s'y engager publiquement ». « Vous montrerez ainsi clairement, écrit-elle, l'importance que vous attachez à la promotion de la femme. »

Mme Pasquier attend impatiemment les réponses, et beaucoup d'autres avec elle...

BRUNO FRAPPAT.

## ÉDUCATION

Deux débats à Paris

### LES UNIVERSITÉS SONT-ELLES RENTABLES ?

L'enseignement supérieur contribue-t-il au développement économique et social ? Si l'on a vu longtemps dans son développement un moteur essentiel de la croissance, cette croyance est de plus en plus mise en doute. Deux débats fort différents l'ont encore montré, chacun à sa manière, durant le dernier week-end, à Paris.

Samedi 6 novembre, au cours des « trente-six heures » organisées par *Optima*, revue des ingénieurs et cadres C.G.T., des universitaires, des économistes et des responsables économiques, s'interrogeant sur la « rentabilité économique et sociale » de l'université et des relations avec l'industrie, ont pour la plupart avoué leurs incertitudes. M. Wyatt, directeur honoraire de l'I.E.D.P., s'est contenté de déclarer : « L'université à l'origine de l'industrie », par le biais de la recherche. M. Jean-Pierre Charles, rédacteur en chef d'*Optima*, a affirmé que la formation des hommes était toujours rentable, puisque le patronat lui-même cherche à l'organiser à son profit.

Mais leurs interlocuteurs ont paru moins assurés. On n'a pas encore évalué si le développement de l'enseignement entraîne une augmentation de la production et de la consommation, a souligné M. Pierre Bize, chargé de mission au ministère de l'économie et des finances. Pour l'individu lui-même le bénéfice est difficile à mesurer, car il faut tenir compte non seulement du coût de l'enseignement, mais aussi des modifications de consommation ou des plaisirs différés.

#### Gâchis et rendement

Pour M. Pierre Merlin, président de l'université Paris-VIII-Vincennes, on doit cependant parvenir à évaluer ce « rendement social », comme on a mesuré celle des transports urbains collectifs, plus « rentables » que la voiture individuelle. Mais la majorité des orateurs, renversant les termes du problème, se sont efforcés de montrer que le refus d'utiliser le potentiel universitaire était un « gâchis », voire un « échec ». La recherche doit prévoir : la formation, le potentiel des hommes. Les difficultés d'emploi constatées pour les diplômés en Grande-Bretagne et aux États-Unis d'un Ph.D. (doctorat) sont

au chômage — sont le résultat de la crise économique et d'un transfert d'investissements au profit de la rentabilité financière et des bénéfices immédiats.

On peut, estime l'orateur, accroître le « rendement » de l'université — même si cette notion est aussi ambiguë que celle des « besoins » de l'industrie. Il faut pour cela étendre ses tâches et modifier son organisation, en luttant contre le « conservatisme universitaire », qui tend à maintenir des « filières tubulaires » de formation, favorisant le brassage des étudiants et la mobilité des chercheurs entre les laboratoires de France et de l'étranger. L'université est l'industrie. Les universités elles-mêmes doivent essayer de pressentir les nouveaux besoins sociaux pour préparer de nouvelles formations.

Le réformisme n'est-il pas une illusion ? L'évolution de l'enseignement supérieur dans le monde a conduit des universitaires à des vues plus pessimistes au cours du vif débat organisé par l'Institut d'études du développement économique et social (I.E.D.E.S.) sur « les universités et le développement international ». M. Debeauvais, professeur associé à l'université de Vincennes, a estimé, lui aussi, que c'est la crise générale de l'emploi qui a amené à se demander si l'université était encore le moteur du développement social. Malgré cette crise, les études universitaires continuent de bénéficier aux individus, même si celui-ci est moindre que par le passé. Mais il n'y a pas de rapport entre la demande sociale d'enseignement et la demande de l'économie, ni entre ce que l'on fait pour former les individus et la façon dont ils se forment. Enfin les innovations ou les mesures destinées à mieux « adapter » l'enseignement à l'économie sans effet sur le fonctionnement du système universitaire.

Pour sa part, M. Alain Tournier, secrétaire d'Etat aux universités, a déclaré que les hautes études en sciences sociales, a corrélaté le constat bien connu de la « reproduction des inégalités sociales » et le système universitaire tend, selon lui, à créer une nouvelle « distance sociale » entre une « élite de technocrates » et une « classe de bureaucrates ». Les universités progressent, a-t-il, mais elles-mêmes entrent dans le système en s'adaptant pour former des cadres subalternes. Parallèlement, l'enseignement supérieur doit reconstruire un « monde éducatif ».

GUY HERZLICH.

### LE BUDGET DES UNIVERSITÉS

#### Les syndicats dénoncent les « truquages » du secrétariat d'Etat

Les responsables de l'inter-syndicale de l'enseignement supérieur (enseignants, chercheurs, personnels administratifs et techniques de la FEN, de la C.G.T. et de la C.F.D.T.) ont exposé à nouveau mardi 9 novembre, au cours d'une conférence de presse, leurs critiques du projet de budget des universités que Mme Alice Saunier-Selès a défendu ce mercredi 10 novembre à l'Assemblée nationale. « Il s'agit, ont-ils affirmé, non seulement d'un budget de pénurie et d'austérité condamnant l'université à réduire ses effectifs, à régresser, mais d'un budget arbitraire et manipulatoire, d'un budget truqué destiné à soustraire à la discussion publique une partie des crédits attribués. Laissons ainsi à la disposition du secrétariat d'Etat pour mener sa politique de redéploiement et de

démantèlement du service public d'enseignement. »

Les responsables syndicaux ont insisté sur le caractère « arbitraire » des dotations de crédits, qui permettent, selon eux, à Mme Saunier-Selès de « les distribuer (...) au coup par coup en opérant des discriminations politiques entre les universités ». Les syndicats devaient envoyer des délégations à l'Assemblée nationale et être reçus par des députés communistes, socialistes et radicaux de gauche, ainsi que par des républicains indépendants.

L'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Regroupement) a, pour sa part, appelé à des rassemblements devant les recteurs de province et devant envoyer des délégations des universités parisiennes à l'Assemblée nationale.

#### Le rapport de Baecque sur la carrière des enseignants est abandonné

Il n'y avait pas été fait mention depuis vingt mois : à l'occasion du débat sur le budget des universités à l'Assemblée nationale, le rapport de Baecque sur les carrières des personnels de l'enseignement supérieur (le *Monde* du 3 octobre 1974) redevient une brève actualité... pour disparaître définitivement.

A l'automne 1974, M. Jean-Pierre Solson, à peine installé au secrétariat d'Etat aux universités, avait rendu public un rapport, qui avait été demandé par M. Joseph Fontanet, à M. Francis de Baecque, conseiller d'Etat. Bien qu'unique destinataire, selon M. Solson, à fournir « une base utile de réflexion », ce document, qui préconisait la simplification des carrières (notamment par la création d'un seul statut des enseignants, répartis en deux corps, les professeurs et les maîtres-assistants) avait relancé le débat parmi les personnels de l'enseignement supérieur.

Or, à deux reprises, d'abord dans les réponses aux questions de M. Louis Le Pen, député socialiste du Finistère, puis lors de l'audition de Mme Saunier-Selès par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, le secrétaire d'Etat aux universités a annoncé que la réforme du statut des enseignants ne pouvait se faire « sur la base du rapport de Baecque ». Le Pen a répondu que la réforme de l'Etat lui a fait la réponse suivante : « La

diversité de certaines règles traditionnelles (par exemple la coexistence au niveau du recrutement du système classique du concours scolaire, procédé propre à l'enseignement supérieur, du choix par les pairs après inscription sur une liste d'aptitude) rendait certaines justifications dans la spécialisation des carrières et l'enracinement dans un passé déjà lointain dont il serait peu réaliste de vouloir faire table rase. Aussi, plutôt que de réinventer un projet de réforme exhaustif comme cela avait d'abord été envisagé, le secrétaire d'Etat aux universités a-t-il décidé de proposer un certain nombre de réformes moins ambitieuses mais d'une importance essentielle. » La réponse au questionnaire de M. Le Pen indique que des propositions ont déjà été arrêtées ou vont être soumises aux autres ministères compétents. »

#### JOURNÉE NATIONALE D'ACTION DU SNES LE 16 NOVEMBRE

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) affirme que la politique d'austérité appliquée à l'éducation nationale « conduit à un gâchis énorme des forces vives du pays ». L'avenir des jeunes est sacrifié par les conditions d'étude qui leur sont faites et par leur exclusion massive et progressive du système scolaire, ajoute le SNES. Les enseignants du second degré, les revendications essentielles sont bloquées, sont contraints d'exercer leur métier dans des conditions plus difficiles, dans le même temps où des milliers de maîtres auxiliaires sont réduits au chômage total ou partiel et privés pour beaucoup d'entre eux de toute allocation pour perte d'emploi. « Pour mettre fin à ce scandale », le SNES demande à rencontrer « de toute urgence » le ministre de l'éducation et invite ses adhérents à prendre le mardi 16 novembre, veille du débat budgétaire sur l'éducation, à l'Assemblée nationale, « toutes initiatives, y compris la grève », pour que soient votés les crédits permettant de satisfaire ses revendications.

● L'exposition « Vitre et Écologie », consacrée par le ministère de l'éducation aux nouvelles constructions scolaires, qui avait été présentée à Paris en avril 1976, devient itinérante. Ses prochaines étapes seront Bordeaux en novembre, Poitiers en décembre, Reims en janvier, Nancy en février, Grenoble en mars, Caen en avril, Evry en mai, Orléans en juin et Rouen en octobre 1977.

## SCIENCES

### M. d'Ornano veut mener une « politique vigoureuse » pour restructurer la recherche industrielle

Répondant à la lettre de M. P.-N. Mayaud, que nous avons publiée dans le *Monde* du 6 novembre, M. Haroun Tazieff nous écrit : M. P.-N. Mayaud répond à son compte l'un des pseudo-arguments qui ont été avancés pour justifier de la décision arbitraire de réorganiser le service volcanologique de l'I.P.P.G.

« L'absence du ministre dans la seconde partie du débat a transformé la plupart des questions des industriels en déclarations. Les uns se sont inquiétés des conséquences de la suppression des taxes parafiscales qui fléteraient l'activité de nombreux centres de recherches techniques. Le représentant du C.N.R.F. a expliqué, pour sa part, que les entreprises gênées par les blocages de prix n'avaient pu mobiliser les sommes souhaitables pour la recherche. Plusieurs invités firent remarquer que, depuis 1970, l'effort privé de recherche avait moins baissé (en pourcentage du P.N.B.) que l'effort public et qu'il était donc injuste d'accuser les entreprises. La proportion du financement privé de la recherche en France n'est-elle pas passée de 30 % à 40 % ? — J.-L. L.

#### La C.G.T. : non au « tout nucléaire »

La C.G.T. condamne le plan gouvernemental du « tout nucléaire », tout en estimant que « le recours raisonnable à l'énergie atomique est nécessaire au pays », a déclaré, mardi 9 novembre, à Paris, au cours d'une conférence de presse, M. Jacques Trullin, secrétaire général de l'union des syndicats C.G.T. de l'énergie atomique. La C.G.T. a indiqué M. Trullin, demande, d'une part, « l'abandon du gaspillage dans le cadre de la politique giscardienne en faveur des trusts de l'atome », et, d'autre part, une accélération du « développement d'une politique nucléaire dans le cadre d'un plan énergétique fait

de l'utilisation étendue de toutes les ressources de notre pays : charbon, hydraulique, gaz, nucléaire, énergies nouvelles. »

M. Trullin a rappelé l'opposition de la C.G.T. au « démantèlement » du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), soulignant que le C.E.A. « s'est transformé en laboratoire et bureau d'études travaillant pour les sociétés multinationales ». Il a notamment déclaré que la C.G.T. souhaitait la signature rapide « d'une convention collective couvrant l'ensemble du C.E.A. de ses filiales et des associations auxquelles il participe. »

#### Une lettre de M. Haroun Tazieff

Répondant à la lettre de M. P.-N. Mayaud, que nous avons publiée dans le *Monde* du 6 novembre, M. Haroun Tazieff nous écrit :

M. P.-N. Mayaud répond à son compte l'un des pseudo-arguments qui ont été avancés pour justifier de la décision arbitraire de réorganiser le service volcanologique de l'I.P.P.G.

« L'absence du ministre dans la seconde partie du débat a transformé la plupart des questions des industriels en déclarations. Les uns se sont inquiétés des conséquences de la suppression des taxes parafiscales qui fléteraient l'activité de nombreux centres de recherches techniques. Le représentant du C.N.R.F. a expliqué, pour sa part, que les entreprises gênées par les blocages de prix n'avaient pu mobiliser les sommes souhaitables pour la recherche. Plusieurs invités firent remarquer que, depuis 1970, l'effort privé de recherche avait moins baissé (en pourcentage du P.N.B.) que l'effort public et qu'il était donc injuste d'accuser les entreprises. La proportion du financement privé de la recherche en France n'est-elle pas passée de 30 % à 40 % ? — J.-L. L.

« L'absence du ministre dans la seconde partie du débat a transformé la plupart des questions des industriels en déclarations. Les uns se sont inquiétés des conséquences de la suppression des taxes parafiscales qui fléteraient l'activité de nombreux centres de recherches techniques. Le représentant du C.N.R.F. a expliqué, pour sa part, que les entreprises gênées par les blocages de prix n'avaient pu mobiliser les sommes souhaitables pour la recherche. Plusieurs invités firent remarquer que, depuis 1970, l'effort privé de recherche avait moins baissé (en pourcentage du P.N.B.) que l'effort public et qu'il était donc injuste d'accuser les entreprises. La proportion du financement privé de la recherche en France n'est-elle pas passée de 30 % à 40 % ? — J.-L. L.

## AÉRONAUTIQUE

### Quand le client essuie les plâtres...

Les responsables de la compagnie aérienne Air Inter ont découvert, en lisant la presse, que le label de leur compagnie était utilisé dans une page publicitaire « la gloire du nouvel avion Mercure conçu par Dassault-Breguet, sans que la raison du constructeur privé ne soit mentionnée. Mieux ! L'argument publicitaire est très exactement le suivant : « Dix avions de pré-série ont donné et donnent toute satisfaction à Air Inter. Pour la série, nous avons attendu de disposer d'un moteur moderne, le M-58 de la Société Nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) et de General Electric. »

Qu'en termes choisis choses-là sont dites ! Le Mercure-100 acheté par Air Inter, le seul client à ce jour, est un appareil de pré-série, alors que le projet Mercure-200, en coopé-

ration transatlantique ou non, donnera naissance à l'avion de série.

Le passager d'Air Inter, qui n'est pas un expert de l'aéronautique, répondra, sans doute, l'idée simple qu'il vole sur un avion qui n'est pas tout à fait au point. Le constructeur avoue qu'il a « attendu » un moteur moderne — les moteurs de l'actuel Mercure-100 ne le seraient-ils pas ? — pour lancer la fabrication industrielle de série. Le passager d'Air Inter ne sera pas éloigné de penser qu'il essuie les plâtres.

Quelle étrange publicité qui risque d'effrayer la clientèle et de porter un préjudice commercial à la compagnie, où l'on ne se cache pas pour dire que « cette publicité est tout à fait malheureuse », avant de conclure : « Nos Mercure de série, le 7 février dernier par le tribunal de Valence (le *Monde* du 12 février), pour avoir perturbé le défilé du 11 novembre 1975 en s'asseyant sur la chaussée d'un boulevard de cette ville au moment où arrivaient des véhicules militaires... » (Corresp.)

## DÉFENSE

### LA FRANCE POURRAIT CRÉER DES INSTALLATIONS PORTUAIRES EN ARABIE SAOUDITE

An cours du voyage, la semaine dernière, à Riyad, de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, l'Arabie Saoudite a demandé l'assistance de la France pour la construction d'installations portuaires dans plusieurs villes côtières saoudiennes. M. Bourges était l'hôte officiel de son homologue saoudien, le prince Sultan Ibn Abdal Aziz.

La visite de M. Bourges a eu également pour objet de préparer le voyage officiel du président de la République française en Arabie Saoudite au début de l'année prochaine. Les entretiens des ministres de la défense des deux pays ont, enfin, porté sur la livraison à l'Arabie Saoudite, notamment d'armements terrestres, l'infanterie saoudienne ayant choisi de s'équiper de blindés

de conception française. Il s'agit, en particulier, de chars AMX-30, de véhicules blindés tout-terrain et d'une défense antiaérienne rapprochée.

● Quarante et un anti-militaristes et objecteurs de conscience ont vu confirmer, par la cour d'appel de Grenoble, récemment la peine de 500 francs d'amende qui leur avait été infligée le 7 février dernier par le tribunal de Valence (le *Monde* du 12 février), pour avoir perturbé le défilé du 11 novembre 1975 en s'asseyant sur la chaussée d'un boulevard de cette ville au moment où arrivaient des véhicules militaires... » (Corresp.)

**Le Monde de l'éducation**

numéro de novembre

**ETUDIANTS : FUTURS CHOMEURS ?**

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Savargat.

Imprimé par S. r. des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5167.

سكولنا لاجل



# Le Monde

## DES ARTS ET DES SPECTACLES

### Les exils de deux aventuriers du théâtre français

**JEAN BOIS**  
**Louksor**  
**Rue Blanche**

ETRANGE PALÉUR, la nouvelle pièce de Jean Bois, est jouée le soir, à 20 h. 30, aux Blancs-Manteaux. Pour dire les choses plus franchement, elle serait jouée... s'il y avait des spectateurs. Mais ils ne viennent pas.

Ce qui est stupide, c'est que la pièce de Jean Bois n'est pas seulement très belle et très forte : elle est passionnante, elle est susceptible de combler un grand nombre de publics. Ce qui est stupide, c'est qu'à force de tourner le dos aux pièces de Jean Bois la critique et le public vont finalement condamner au silence l'un des seuls vrais créateurs dramatiques de notre temps.

Je suis né à Lyon, il y a vingt-neuf ans, à la Croix-Rousse, dit Jean Bois, mais on a tout de suite habillé la banlieue. J'avais deux sœurs. Le matin, à l'école, l'instituteur vérifiait la propriété des oreilles. Il y avait des gènes, des algues, du racisme. Nous, nous, oreilles étaient propres parce que mon père, chef Berliet, était ingénieur.

L'inspection des oreilles n'était pas la seule cérémonie désuète, avec manège implicite. Il y en avait d'autres, tout au long de la journée. J'ai tout de suite aimé le théâtre, parce que l'on s'y étirait du faux-rythme général pour fabriquer, avec son corps et sa bouche, des choses vraies, celles où ça choppe. On avait piqué à gauche et droite des vieilles frusques, on s'était fait avec mes sœurs des uniformes égyptiens, et je jouais tout Ankh Amon — j'avais lu dans le manuel que tout Ankh Amon, à quatorze ans, était marié avec sa sœur qui en avait onze, et justement, moi et ma sœur, c'était là.

On donnait représentation le jeudi et le dimanche en matinée, à la maison, avec musique, mon autre sœur faisait marcher le phonos très fort dans la pièce à côté, et les parents étaient furieux, le public de copains était bruyant aussi, j'avais trouvé des trucs pas mal de mise en scène, plutôt par la force des choses, par exemple je mourais debout, longuement, en mettant mes mains comme ça, il fallait que je meure debout sans ça les autres ne m'auraient pas vu, à cet âge-là je n'étais pas grand et il n'y avait pas d'estrade surélevée, mais surtout je ne suis aperçu que le public devenait impatient s'il ne se passait pas de choses, des accidents. Ils se foutaient de l'Egypte, alors par exemple, tout à coup sous les étoffes je pinçais horriblement une petite fille, elle se mettait à hurler, elle enlevait sa liane en criant : « Puteque c'est comme ça, je ne joue plus », le public s'arrêtait de dormir, on pouvait continuer.

J'avais le théâtre dans la peau. On faisait pourtant tout pour me décourager. Avec des pièces de chez Berliet, mon père me traitait à Villourbanne. J'ai vu toutes les pièces de Planchon, j'y mourais d'ennui, c'était long. Bon, j'ai me rappelle que dans les Trois Mousquetaires il y avait un type qui se faisait cuire un porc, sur la scène, alors l'odeur de l'œuf frit arrivait jusqu'aux fauteuils, ça n'allait pas très loin mais il se passait cela, pour une fois, cette odeur d'œuf. Mais moi dans mon fauteuil j'avais rien à faire, rien que des crampes, je me tournais les doigts, j'aurais mieux aimé faire cuire l'œuf. Alors à quinze ans, pas tout à fait, j'ai quitté l'école et je suis allé travailler dans les coulisses des théâtres, aux Célestins surtout, parce que tant qu'à faire je pensais qu'aux Célestins c'était plus vivant, moins confiné qu'à Villourbanne. Je faisais un peu de figuration.

Un jour Jean Meyer est passé, avec je ne sais plus quelle pièce, il m'a dit : « Tu devrais aller à Paris, rue Blanche, voir ce que ça donne ».

J'aime mieux oublier les premiers temps à Paris, ce que j'ai dû faire pour manger. A l'école de la rue Blanche, je me suis senti, dans de tout. Les cours, les scènes qui se jouaient, et surtout les acteurs : un cauchemar, je ne les comprenais pas.

Et puis un matin, dans une boîte sur le boulevard Saint-Michel, j'ai pris un livre, c'était le Deuxième Sexe de Simone de Beauvoir. Le

choo que j'ai eu, vous n'allez peut-être pas le comprendre. Je n'avais jamais lu quelque chose de bien, j'avais quitté l'école très tôt, j'avais regardé la télé, j'étais foncièrement idiot et je ne m'en doutais pas, et là, le temps de quelques lignes lues debout dans le bruit des voitures, ça m'est tombé d'un coup sur le crâne : moi, j'étais idiot. Les phrases de Simone de Beauvoir — c'était elle, ça aurait pu être quelqu'un d'autre — tenaient sur le vie, les gens, des propos que jamais je n'aurais soupçonnés, ceux de l'intelligence.

Je n'ai pas osé lire le livre jusqu'au bout, parce que cette découverte, faite d'un coup, que j'étais idiot, c'était trop dur. Mais du jour au lendemain je n'ai plus pu prononcer un mot. Je gambaçais, je revais tout, à travers cette ouverture qu'avait faite Simone de Beauvoir, mais je ne pouvais ouvrir la bouche, impossible. C'est peu après que je me suis mis à écrire, et comme j'étais raide, et comme j'étais complètement seul, j'ai pensé à dire des textes, des vieillards et des Arabes, en monologue, seul sur une scène, et comme il fallait « représenter » quelque chose je me suis grisé un peu comme un clown, blanc avec les paupières noires, et un costume qui ne ressemblait à rien, que j'avais fait en cousant des bouts d'épave de tout Ankh Amon.

Un café-théâtre vraiment petit, fauché, m'a laissé faire ça. Je peux bien le dire : le public était bouleversé. J'ai eu un article de Colette Godard, et elle m'a dit qu'il ne fallait pas en rester là, que c'était trop loin, je me suis retrouvé rue Dauphine, au Salérite. Un triomphe. Des articles de Mathieu Galey, de Tesson, rien que des éloges, très forts. Mais au Salérite se passait quelque chose d'effrayant : les acteurs font la queue, après le spectacle. Et je voyais bien que mieux j'avais dit, plus ils avaient été touchés, plus ils mettaient d'argent, et ce n'était pas supportable car bien avec l'argent, j'en arrivais à mal jouer, exprès, c'était idiot.

Et puis, j'ai promené mes numéros de clown, de clown qui disait des vraies choses, un peu partout. Lille, Nice, le sud-est à Avignon, et je commençais à être vraiment connu. Et un soir est venue une spectatrice, je l'ai regardée en jouant, et je n'étais plus seul.

Comme je n'étais plus seul, je n'avais plus de raison de travailler et de jouer seul. J'ai écrit une vraie

pièce, une famille de prolos à la limite du lumpen, ma femme et moi ça ne faisait que deux, j'ai cherché des acteurs qui voulaient bien travailler. Il fallait tout faire, coudre les costumes, faire le ménage, la vaisselle.

A partir de là, en un sens, c'est fini. Famille Dupont : la cassure. Je sais que c'était bien mieux que mes monologues, mais ils ont détesté. C'était pourtant les mêmes choses, les mêmes faits, les mêmes gens du pays.

Ce qui s'était passé, c'est que le monologue, avec le maquillage, le costume, et le fait de passer tout ça par le tamis du réalisme, c'était stylisé malgré moi. Je ne m'en étais pas aperçu. C'était plaisant malgré tout, malgré l'émotion. La pièce complète, non, il n'y avait plus de décalage par où se faufilaient.

Les critiques m'ont lâché tout de suite. Le public aussi.

Il y a encore un café-théâtre, la Pizza, qui veut bien de nous. Ils savent que je n'aime pas ça, le café-théâtre, que ce que nous faisons, à tous points de vue, ce n'est pas du café-théâtre, mais du vrai théâtre, mais les salles de vrai théâtre, elles, nous sont fermées.

Et c'est absurde : nous continuons de travailler plus que dans un vrai théâtre. Chaque jour, au début de l'après-midi, nous arrivons. On rappele les décors, les costumes, parce que dans ce café-théâtre ce n'est pas conçu pour ranger. On dresse les décors, on se maquille et on s'habille, c'est très long parce que c'est très soigné, tout cela, du vrai grand théâtre, et ensuite, chaque jour, nous répétons toute la pièce, *Etrange paléur*.

On est obligés de la répéter parce que c'est un texte très dur, fou, de la réalité crue, atroce, piégée dans l'imaginaire. Nous ne pourrions pas nous lancer là-dedans à froid, on a joué donc une première fois, et quand on a fini, juste avant l'heure du spectacle, vers 20 h. 30, nous sommes prêts, on se remet au départ, le rideau se lève : la salle est vide.

Ainsi, tous, on éclate de rire. C'est sain. C'est génial, le rire. A propos, quand j'avais fait de spectacles et tant de bons articles avant Famille Dupont, les critiques oubliaient de dire à quel point je faisais rire.

Propos recueillis par MICHEL CURNOT.

★ Blanc-Manteaux (ex-Pizza du Marais), 20 h. 30.

**DEMARC**  
**Lisbonne**  
**Aubervilliers**



TOUTE ressemblance avec des personnages existants ne peut être que le fruit d'une pure coïncidence. Pour quel est-ce écrit en exergue de la troisième fable théâtrale sur la révolution portugaise (1), de Richard Demarcy ? C'était une question pour commencer, on peut effectivement commencer comme ça. De toute manière, Richard Demarcy ne répondra pas tout de suite. Il note l'idée dans un coin de journal, et c'est comme les adresses qu'on griffonne à cet endroit-là : il la perd, repart vers d'autres images, et ainsi, des heures, sa conversation ressemble à ce qu'il crée, pour lequel il a un adjectif, substantif, avec majuscule : c'est l'« Hétéroclite ».

Ce sont des gens que l'on rencontre dans le théâtre où ils dirigent les répétitions de leur dernière pièce, s'ils sont metteurs en scène ; il est également riche d'enseignement de les voir chez eux. Richard De-

marcy, qui présente au théâtre d'Aubervilliers, mais c'est le Festival d'Aubervilliers, Quatre soldats et un accordéon, c'est quelqu'un à rencontrer n'importe où, il fait disparaître l'élément du décor, le café, au café, le téléphone, au téléphone. Il aime trouver « l'occasion des choses dont on dream », il dit qu'il dit toujours que c'est un mot, « comme une merveille ». Au Portugal, à son avis, la révolution a duré deux ans. Elle est aujourd'hui congelée, pense-t-il, il y a, présents, des éléments fascistes, mais les acquis sont énormes, et c'est ça le chemin. Au nord, il y a d'après lui des manipulations idéologiques, mais ailleurs ça respire le changement, et il fallait trouver quelque chose qui exporte le changement, à la place de la table rase. Montrer la valeur d'une victoire, « des paysans qui ont gagné toutes les vaches, des ouvriers qui ont gagné leur toit ».

Richard Demarcy a toujours revendiqué « la transculture » dans son groupe — Teresa Motta qui signe les mises en scène avec lui est portugaise — et dans son théâtre : « La Grotte d'Al, rappelle-t-il, c'est une parabole au-dessus des frontières. On s'intéresse à son terrain, mais on prend ailleurs, et on travaille avec plus de liberté. Ce n'est plus le temps de la culture nationale. La transculture — soit l'hétéroclite — brise l'attachement des systèmes — elle est aussi dans la voix des travailleurs immigrés derrière le marbre-piqueur. Et la parabole est inscrite dans des événements « rares, fondamentaux, exemplaires », qui ont lieu au Portugal, parfois dans la rue (parce qu'il est sociologue de formation, Richard Demarcy évoque la « fonction emphatique de la rue »).

Dans la rue, un jour de cette couleur, Les gosses et leur cartable, ou qui jouent à la marotte et arrivent à la case céleste, le ménagère qui étend son linge sur le ciel et dans deux heures le soleil aura tout séché, et les hommes seraient bien de s'y mettre, c'est le plaisir de la malice. Ce qui m'intéresse, c'est la rencontre des gens du quotidien, avec le ciel.

Or, dans le ciel, des événements : Quatre soldats et un accordéon se jouent le 11 mars 1975 (la première fable, c'était la Nuit du 29 septembre). Mais l'événement ne se suffit pas à lui-même, dit Richard Demarcy, on ne le relâche pas, on le théâtralise (pour la reproduction de l'actualité, il y a les médias) il faut

inventer une autre forme, une imagerie esthétique qui ait sa puissance. Les choses s'équilibrent dans une mécanique musicale : la culture de la rue, le coup d'Etat, l'unitarisme de la science-fiction et rien ne doit écraser l'imaginaire. Je ne fais pas un théâtre politique, un théâtre de collages. Je n'arriverais pas à dénoncer le malheur, je n'analyse pas, je préfère dire : ilens ça finit bien.

Chacune des fables portugaises de Richard Demarcy est « une fable anémique ». Le 11 mars, c'est l'histoire d'assassins-associés. Les aristocrates du ciel, protégés des questions, prennent d'assaut une terrasse, et s'engouffrent la cavalerie d'acier. Mais la machine patine : en bas, les petits soldats posent leurs 63 par terre parce que la politique est dans l'armée. Ils se disent : est-ce que je ne suis pas en train de faire un coup d'Etat ? La tragédie vient du ciel.

La pièce a été jouée à Lisbonne au mois d'avril. Après le 25 novembre, après le 1<sup>er</sup> janvier, quand il y eut les mises en scène devant la prison de Custos : « C'était l'éloge de la désobéissance », dit Richard Demarcy, les gens étaient surpris, heureux, ils ne pleuraient pas sur le passé, c'était l'avenir. On les touchait aussi parce que c'était un théâtre occupé, pas un vrai théâtre, et nous, nous avions ce problème d'occupation de l'espace.

Le ciel a son équivalent céleste : c'est l'événement. A Aubervilliers, nous sommes dans une carlingue. Avec la lumière nous avons travaillé sur l'atmosphère. Vous savez, c'est comme parler, la nuit, dans une voiture, il y a le sentiment du cosmos, et la nuit au-dessus. Le soleil, comme il est dans le texte, on ne l'a pas mis dans l'imagerie. Mais il y a les phrases : troupes, chocs lumineux. C'est un coup d'Etat. Le lapin pris dans les phares, et le comédien qui est derrière la lumière, comme aux commandes. Il y a une lampe bleue enterrée dans un grillage : c'est la planète, déjà. Au sol, c'est la terre, rouge, du Portugal. Le texte, l'opération militaire, c'est aussi une partition. Sur le mur est projetée la traduction en français parce que je voulais garder la langue portugaise (c'est mieux qu'entre les marbreux piqueurs). C'est un coup de vent sur les partitions du pupitre et cela ne détruit pas les images.

CLAIRE DEVARIEUX.

★ Théâtre d'Aubervilliers, 20 h. 30 (à partir du 13 novembre).

### JOSEPH VERNET AU MUSÉE DE LA MARINE

## Un peintre de l'eau et des rêves

Il y a des prénoms qui ne portent pas bonheur. Ainsi celui de Joseph : sans parler même du saint patron, toujours victime de la position un peu fautive dans laquelle le mit le Saint-Esprit, Joseph de Maistre, Joseph de Resquidoux, les poètes de Joseph De Maistre, rien de tout cela n'est bien exaltant. C'est peut-être à cause de ce malencontreux prénom qu'il a été peu près tombé dans l'oubli l'œuvre de Joseph Vernet (1754-1789), qui fut pourtant en son temps un artiste célèbre, surchargé de commandes, admiré, admiré de Diderot, préféré même à Claude Lorrain pour la vivacité des petits personnages dont il agrémentait ses marines et ses vues d'Italie.

L'exposition De David à Delacroix (Paris, 1974), celle du Siècle de Louis XV (Ottawa, 1976), qui ont si heureusement remis notre image du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'avaient sorti du purgatoire. Le voici armé de pied en cap pour la réimpression avec une centaine de tableaux et de dessins qui s'abondent à l'œuvre de Vernet (Vernet fut toujours très prisé des amateurs anglais, dont le goût est plus aquatique que le nôtre) sont aujourd'hui présentés dans les salles du Musée de la marine, sur la colline de Chaillot.

### La volonté d'être paysagiste

Vernet n'était pas l'homme des grandes passions : ses premières « Tempêtes » sont des baigns de pieds de Névédes, et il n'a jamais abordé le thème des ruines, déjà fort en vogue au milieu du siècle, peut-être parce que les ruines étaient la spécialité de Pannini et qu'il est toujours imprudent de chasser sur les terres d'un confrère, ou tout simplement parce que la sensibilité mélancoïlique, étiologique, un peu raisonnée, et philosophique que suppose la peinture de ruines ne convenait pas à sa nature. Il ne s'est pas davantage essayé dans la peinture d'histoire, il n'a voulu être que paysagiste, et si l'on, chez Vernet, n'est pas « grande », pour parler comme Corneille, l'œil était le plus attentif, le plus subtil du siècle avant Hubert Robert, le mieux entraîné

à saisir « les différents effets de la lumière » et « les moments les plus singuliers » de la nature.

Les Goncourt, après Diderot et Marivaux, ont bien vu que c'est par là qu'il excellait, et nous savons par Reynolds que Vernet travaillait à partir d'esquisses exécutées directement sur le motif. « Je vous conseille fortement », écrit Reynolds à un jeune peintre, d'apporter votre palette et vos crayons au bord de l'eau. C'est ainsi que procédait Vernet, que j'ai connu à Rome. C'est là qu'il me montra ses études en couleur qui me frappèrent par cet accent de vérité qui n'appartient qu'aux œuvres exécutées sous le coup de l'impression première. Ajoutons que, selon une légende qui n'est peut-être pas une Vernet, tel, plus tard, Turner, se fit un jour de tempête attacher au mât d'un navire pour observer de plus près les effets de la fureur des flots.

Cette fraîcheur d'impression, cette sincérité visuelle font le prix des meilleurs tableaux italiens de Vernet : le Châteaueu et le Pont Saint-Ange, le Pont-Rouge, et depuis lesquels il n'est pas absurde d'évoquer Corot, la Chasse sur la lac de Patria avec son grand bourdonnement de nuages et d'oiseaux, et cette merveille d'élégance, de vivacité urbaine, de foisonnement de foule heureuse que sont les Régates sur le Tibre. En même temps que Diderot, Vernet découvre que le ciel, la lumière et l'eau ne sont nulle part ni jamais les mêmes, qu'il n'est pas de réverses plus prenantes que celles qui naissent du spectacle du quotidien, que la variété doit être le but de l'art comme elle est la loi de la nature.

Deux commandes royales donnèrent l'occasion à Vernet de manifester, sur ce plan, tous ses dons : celle des panneaux des quatre portes du jour destinées à la bibliothèque du Dauphin à Versailles (on nous en montre deux autres versions, qui sont des commandes anglaises) et la série des ports de France. Lors de son fameux voyage en Italie — voyage organisé par sa sœur, Mme de Pompadour, pour le préparer à ses fonctions de directeur des Bâtiments du

roi, — Marigny visita l'atelier de Vernet en compagnie de ses mentors, Soufflot, Cochin et l'abbé Leblanc, tous trois grands administrateurs du peintre, dont ils avaient vu les tableaux au Salon, où il exposait depuis 1744. Marigny commanda à Vernet vingt-quatre tableaux qui devaient représenter les ports de France : commande artistique, mais aussi commande politique puisqu'on était encore dans les belles années du régime et qu'il s'agissait à la fois d'encourager les arts et de donner aux Français la fierté de leur marine, dont la réorganisation était entreprise.

### De ville en ville de port en port...

Vernet quitta l'Italie (il n'y revint jamais), débarqua à Marseille en 1753, prit son bâton de pèlerin, alla de ville en ville et ne déclara forfait qu'en 1762, date à laquelle il s'installa définitivement à Paris, le quatorzième tableau achevé, auquel il faut ajouter une vue du port de Dieppe exécutée en 1768. Quel labeur ! Mais aussi quelle réussite ! Quelle poésie, quelle finesse d'observation (on voudrait les regarder à la loupe), quelle entente de la diversité des lieux, de leur architecture, de leurs activités, de leur climat ! Sans parler même de leur valeur documentaire — et il n'est guère de documents plus parlants sur la France du XVIII<sup>e</sup> siècle, — ces tableaux, où l'industrie est évoquée avec autant de bonheur que la vie quotidienne, véritable tourbillon et comédie humaine en miniature, disent à merveille le plaisir du voyage, de la découverte d'un lieu, d'un usage nouveau et que « le travail de voir divers pays » n'est pas aussi « vain » que le croyait La Fontaine.

Lequel préférer ? On vous laisse le choix. Pour nous, c'est la Deuxième Vue de Bordeaux prise du phare de Toulon, petite, peut-être parce que Bordeaux était (est encore) le plus beau port de France et que Vernet a parfaitement rendu la splendeur de ses quais. Mais les barques de la pêche au thon dans le golfe de Bandol, les jardins du vieux port de Toulon, les quais un peu désolés

de Rochefort, la tempête qui agite le port de Sète et illumine le mont Saint-Claire d'une lumière digne de Turner, sont aussi des morceaux de roi. Et, quelle que soit la profusion des détails, le charme anecdotique est toujours équilibré par l'ampleur de la composition, l'importance accordée aux détails, aux réverses de l'eau et des nuages.

Pant-il être aussi sévère que l'ont été ses contemporains à l'égard des productions des dernières années de Vernet ? Sans doute s'est-il répété et a-t-il abusé des tempêtes, peut-être sous l'influence de Diderot, qui a donné de son œuvre — ainsi dans le Salon de 1767 — une interprétation convulsive, « terrifiante », apocalypique, qui paraît bien étrangère aux intentions du peintre. Et Vernet a peut-être peint aussi trop de baigneuses et de bergers à l'intention de sa clientèle parisienne. Mais voici une Vue de Nogent-sur-Seine qui est d'une sensibilité très moderne, une Mort de Vierge qui ne manque pas d'accent (Vernet fut le premier peintre à illustrer Bernardin de Saint-Pierre), et surtout deux toiles peintes en 1774 pour l'abbé Terray : la Foire de Beauregard et la Construction du Grand Chemin. Ces deux tableaux, si foisonnants — le second surtout — de vie modeste et utile, sont une sorte d'hommage vraisemblablement voulu par le commanditaire à l'activité du commerce, au talent des ingénieurs, et l'on peut y voir un reflet de l'enthousiasme des contemporains de l'Encyclopédie pour les techniques, les métiers, l'activité industrielle à sa naissance.

Mais, enfin, ce sont les vaisseaux, les ports et les tempêtes qui ont fait la gloire de Vernet. A Châteaueu, qui lui écrivait un jour : « Je dois dire à Votre Majesté que la marine opérera le salut du royaume ou sa décadence », Louis XV répondit : « Mon cher Châteaueu, vous êtes aussi fou que vos prédécesseurs : ils m'ont tous dit qu'ils voulaient une marine, il n'y aura jamais en France d'autre marine que celle du peintre Vernet ».

ANDRÉ FERMIGIER.

★ Musée de la marine, jusqu'au 9 janvier.



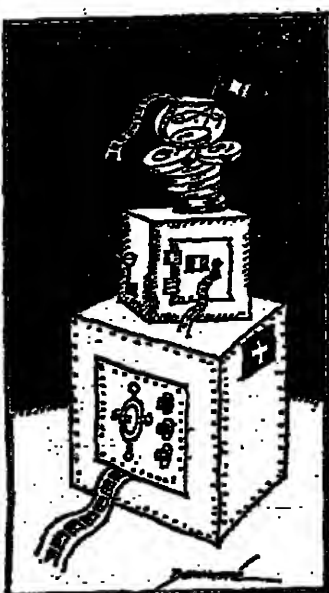
صَدَقْنَا مِنَ الْإِسْلَامِ



# ET L'ARGENT

En marge  
du budget

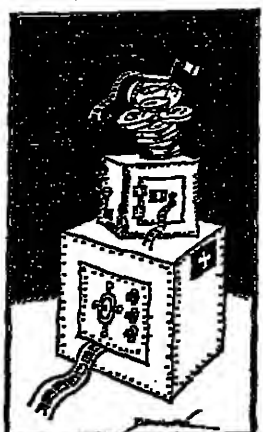
## INQUIETUDES POUR LE CINÉMA FRANÇAIS



« En ce moment, le cinéma n'a qu'une seule inquiétude et ce n'est pas, comme on le dit, de ne pas avoir de budget », nous a déclaré Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, (« le Monde » du 4 novembre). M. Jack Ralite, député communiste de la Seine-Saint-Denis, place son rapport consacré au budget du cinéma à l'Assemblée, sous un exergue de Marcel L'Herbier : « Le cinéma va bien. Mais à condition qu'on le sauve. » Parmi les menaces qui pèsent sur le cinéma national, le rapporteur distingue : la concentration de l'exploitation, le refus du pool bancaire d'aider à la production de films comportant des risques, la soumission des circuits d'art et d'essai à la règle du profit, la concentration — malgré la législation — du secteur pornographique, l'insécurité des exportations, la dégradation du statut des cinéastes. Il y fait également mention du rôle de l'Etat. Tandis que Mme Françoise Giroud affirme qu'« il appartient d'abord aux professionnels d'assumer la situation qui s'est créée (...), le rapporteur souligne l'insuffisance du budget du cinéma (57/100 000 du budget de l'Etat) et des interventions publiques : l'Office de création, créé en 1971, n'a pas été rénové, mais ne crée pas de nouvelles œuvres. Selon M. Ralite, la politique actuelle laisse le champ libre à une emprise de plus en plus importante de la distribution du cinéma américain — par la place favorable que lui accordent les circuits d'exploitation, aussi bien que le petit écran. Le cinéma français produirait trop ? Mme Françoise Giroud rappelle qu'en 1975 la France a produit davantage de films que les Etats-Unis. Or bien son organisation est-elle complètement à revoir ? « Une politique comme celle-ci ne se corrige pas, elle se change », affirmait M. Ralite, jeudi dernier, au cours d'une assemblée-débat organisée par le P.C.F.

Maurice Bessy :  
il n'est pas  
d'échéance  
qui n'arrive

M. Maurice Bessy, délégué général du Festival de Cannes, exprime ses préoccupations pour le cinéma français face à la compétition internationale.



A la mi-octobre de cette année, les « majors » américaines n'avaient entrepris que cinquante-deux films aux Etats-Unis, et les indépendants trente-huit (parmi lesquels des œuvres mineures et pornographiques). Sans doute est-il nécessaire d'ajouter à ces chiffres — les plus faibles enregistrés à ce jour — ceux des films américains tournés à l'étranger : vingt et un pour les « majors » et vingt-huit pour les indépendants ; mais il s'agit là, en grande partie, de films coproduits ou plus simplement financés — tout ou partie — par des capitaux américains, les œuvres de Truffaut voisinant avec les James Bond, et bon nombre de productions du Royaume-Uni se trouvent annexées. Aussi est-il difficile d'en tenir compte avec précision.

Nous serons très près de la réalité en déclarant que la production des Etats-Unis, pour l'année 1976, n'atteindra pas la centaine de films (soit la moitié de la production française), et cette situation peut être considérée comme le détonateur d'une ère nouvelle du cinéma dans le monde.

La concurrence de la télévision, outre-Atlantique, s'est à coup sûr accrue, en raison pour une bonne part de la saturation et plus encore de l'immédiateté scandaleuse de la publicité au cœur des œuvres les plus remarquables. Une autre concurrence s'est fait jour, celle des spectacles sportifs, qui, dans toutes les disciplines, rassemblent des foules de plus en plus nombreuses.

En même temps, là-bas comme ailleurs, les films qui ont le faveur du public publient systématiquement des records de recettes à ce point fabuleux que la tentation reste vive de continuer de produire, principalement dans le domaine de l'hyperspectacle, ou avec le concours de superstars.

Aussi les grandes compagnies ont-elles adopté un rythme de production limité, chacune d'entre elles s'efforçant de disposer chaque année d'un ouvrage capital permettant la rentabilisation de son économie.

Conjointement, l'industrie américaine espère substituer aux spectateurs défilants des télé-spectateurs fidèles et payants grâce au système de la télévision par câble, qui connaît un nombre d'abonnés croissant, ceux-ci pouvant bénéficier de la transmission des films récents. Et ce au grand dam des salles de cinéma dont beaucoup sont appelées à disparaître, certaines faute de spectateurs, d'autres faute de films.

Par ailleurs, la raréfaction de la production mondiale paraît bénéficier aux Américains dont les réseaux d'exportation restent les mieux structurés. En 1975, les compagnies cinématographiques américaines ont encaissé à l'étranger près de 600 millions de dollars, environ la moitié de nos chiffres d'affaires, 53 200 000 au Canada, 58 800 000 au Japon, 56 700 000 en Italie et 52 100 000 dollars en France.

Face à cette politique, notre pays accuse une perte, en quinze ans, du quart de ses salles, de 40 % de ses fauteuils et de près de la moitié de ses spectateurs. Les recettes, si elles sont, ont plus que largement doublé, mais cet accroissement résulte pour une bonne part du phénomène inflationniste. Dans notre production annuelle violentent deux cents films appartenant à deux secteurs bien différents. Le premier est le secteur traditionnel des producteurs indépendants se consacrant à des films de divertissement ou de prestige qui n'échappent pas aux règles spéculatives. Le second peut être considéré comme pré-nationalisé, dans la mesure où les investissements du producteur et les crédits qu'il garantit sont complétés par des avances de l'Etat et des achats ou participations des chaînes de télévision. Ce secteur fait une large place aux espoirs de créativité, à la liberté d'inspiration, à l'engagement personnel, ses perspectives de rentabilité étant plus limitées.

Cette politique a porté à 1 565 le nombre de réalisateurs français autorisés, dont 754 titulaires de la carte professionnelle et 811 bénéficiaires de dérogations. Mais 148 seulement ont été actifs en 1975, dont 37 — soit exactement le quart — réalisant leur premier film.

Tout se passe comme si l'Etat entendait donner leur chance aux nouveaux venus dans la mise en scène, comme certains éditeurs le font aux aspirants écrivains en publiant leur premier roman. Mais, ici et là, l'insuccès commande que l'imprimant se résigne à choisir une autre voie.

Au cours de cette même année 1975, vingt-sept films français et étrangers ont dépassé le million de spectateurs sur le territoire métropolitain, et ce, il faut le souligner, avec une prédominance appréciable de films nationaux.

Quelle a été, toujours en 1975, la recette des salles métropolitaines ? Très exactement 1 565 018 millions dont 519 935 pour les seuls films français, les producteurs desdits films n'encaissant, eux, que 145 438 millions. La production de ces films s'étant élevée à 710 millions de francs, le lecteur le moins averti remarquera vite que la route est longue de 143 à 710, et, malheureusement, nos ventes à l'étranger ne permettant pas, il s'en faut, de franchir ce précipice.

Voilà donc le cinéma français placé brusquement dans une situation particulière ; d'autant plus délicate que, l'inflation aidant, les coûts ont brusquement bondi. La semaine de production peut être évaluée à 500 000 francs pour un

film « moderne » et à un million pour un film d'époque ; la durée moyenne de réalisation étant de huit semaines, le calcul est facile à faire. Et il s'agit là de films ne faisant pas appel à vedettes européennes.

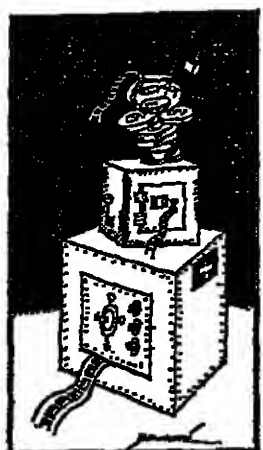
Aussi, nombreux sont les projets retardés, suspendus, abandonnés. Ce moment périlleux peut-il être qualifié de crise ? Pas absolument, puisqu'il s'agit de l'aboutissement d'une politique concertée et que certains n'avaient pas manqué de dénoncer.

Disons plutôt qu'il s'agit d'un instant décisif et qu'il convient probablement de changer de cap. Si les professionnels — les uns et les autres acceptant des sacrifices importants — et les autorités de tutelle le souhaitent, un plan « anti-sécheresse » peut être envisagé, des directions nouvelles adoptées, moins sophistiquées que les actuelles, dont la philosophie, ou plus exactement, l'utilitarisme, est relativement aisée à entrevoir et à définir.

Il n'est pas d'échéance qui n'arrive. On gouverne les hommes avec la tête, on ne joue pas aux échecs avec un bon cœur. Qui pourrait accepter sans trembler une désintégration irréversible ?

Luc Moulet :  
deux poids  
deux mesures

Le cinéaste Luc Moulet, secrétaire de la Société des réalisateurs de films, exprime le point de vue de la S.R.F. sur le budget du cinéma pour 1977.



Le projet de budget cinéma comprend deux volets : l'un s'appelle « fonds de soutien » et atteint une somme coquette (273 millions de francs, l'équivalent du coût moyen de cent trente films). Les commentateurs du cinéma prétendent souvent qu'ils fournissent cet argent, mais, en fait, les seuls à alimenter ce compte sont les spectateurs des salles, au moyen d'une taxe sur leur billet d'entrée et aussi — un peu — les télé-spectateurs avec leur redevance.

L'autre volet s'intitule « budget des affaires culturelles » et son montant est beaucoup plus réduit (23 millions de francs, douze fois moins que le précédent). L'Etat fournit cet argent. Cela signifie que c'est l'ensemble des contribuables, spectateurs ou non, qui paie.

Soyons donc précis, et parlons de financement par les spectateurs d'un côté et, de l'autre, de financement par l'ensemble des Français.

Ce financement par chaque contribuable est plus élevé que par le passé : de 2 millions de francs il n'y a pas si longtemps, il est monté à 14,7 millions de francs en 1976, et atteindra 23 millions de francs en 1977. On peut s'en féliciter. Cela prouve que le cinéma continue à être reconnu, budgétairement, comme une matière d'intérêt public, puisque chaque contribuable aide à sa gestion, qu'il voie des films ou qu'il n'en voie pas.

Voilà pour les principes. La réalité est moins brillante : nos 23 millions de francs ne représentent que 1,2 % du budget des contribuables prévu pour la culture, et un vingt-septième du budget général de la France.

Ne soyons pas masqués, et tenons compte des apports aux lieux de diffusion pluridisciplinaires et aux fonds de tirage d'autres ministères. Au mieux, on atteint un quinze millièmes.

Ces sommes, l'équivalent du coût d'une ou de deux super-productions, sont dérisoires, surtout si l'on songe à l'importance qu'a prise le cinéma aujourd'hui, comparativement aux autres modes d'expression. La quantité de lignes dans la presse, d'assauts publicitaires, d'attentes, parfois décevantes, de tentatives d'autres disciplines vers le film, en sont les preuves les plus objectives. Sans rien vouloir retirer aux illustres voisins, le cinéma de ce que le cinéma ne reçoit pas de contributions, le tiers de ce qui est accordé au livre ou à l'architecture, le dixième des sommes accordées aux arts lyriques.

Des raisons ? Le succès extérieur de l'industrie et du commerce du film a pu faire croire que le cinéma se suffisait à lui-même. Ainsi, tout en permettant la naissance de quelques rares superproductions impérisables (Napoleon, Lola Montès, Play Time, la Marseillaise), l'industrie du cinéma a créé un préjudice considérable au cinéma, quelle a détournée : elle l'a limité à l'expression de quelques privilèges, elle l'a enfoncé sous les principes de la rentabilité, fortifiée et figée avec le temps. C'est pourquoi, par exemple, les ateliers de création cinématographique, ouverts à tous, proposés pour chaque région par la Société des réalisateurs de films, n'ont pas encore eu le feu vert budgétaire. Le gouvernement veut bien que le cinéma soit une discipline populaire, à condition que le peuple consomme, paie, et ne pratique pas. C'est comme si on n'apprenait à écrire qu'aux seuls romanciers capables de gros tirages ou de prix littéraires ; c'est comme si on interdisait la pratique éplatoirale — la type même de l'acte culturel des masses — lorsque les lettres ne sont pas destinées au départ à publication.

Et pourtant, les succès du commerce musical, Hallday ou Mireille Mathieu, n'empêchent pas le contributeur de consacrer — avec raison — pas mal d'argent à des théâtres lyriques déficients où ces stars ne se produisent jamais, à des écoles ou cercles musicaux sans grande ouverture économique. Il y a donc deux poids, deux mesures.

Cherchons donc un autre motif à ce mépris : le cinéma est le petit dernier, le plus fondeur, qui n'a pas encore

réussi à creuser sa place dans tous les budgets, dans tous les esprits.

Les conditions mêmes de la répartition du budget des spectacles, de l'augmentation de celui des contribuables, relèvent du marchandage. C'est d'une part : « Cinéma, tu me donnes un peu de tes recettes et je te les rends détaxées, si tu travailles suivant mes règles », et de l'autre : « Tu me donnes tant d'impôts en plus sur ton « porno » (sic), et je te les redonne — en principe — pour la culture. »

Aberrations d'un gouvernement qui ne donne de subventions à un secteur d'activité qu'autant que ce secteur lui apporte en impôts... A cette aune, que resterait-il pour les armées, l'éducation, les anciens combattants, la justice... ? Toujours deux poids, deux mesures.

A l'égard du cinéma, l'Etat n'est plus un arbitre qui répartit en fonction des besoins publics, mais un champion du troc, un commerçant non déclaré : en effet, sur chaque billet de cinéma, il prend bien plus de T.V.A. qu'il ne rend de subventions. Pour éviter l'embrouille, faisons masse des budgets, et nous voyons que les comptes de l'Etat vont recevoir au moins 12 millions supplémentaires de T.V.A. sur le « porno », à peu près autant des salles X sur le fonds de soutien. Sur ces 24 millions de mieux, il n'en rend que 9 à ce qu'il appelle la création : 7 de plus à l'avance sur recettes, 1 à l'aide à la diffusion, 2 à la Cinéma-thèque, 1 à l'enseignement, très bien tout ça, mais déjà 2 de moins pour la conservation du patrimoine filmé.

Les 15 millions perdus passent à d'autres ministères, aux petites exploitations... qu'achèteront les monopoles, à l'aide automatique, l'alaïa dire aveugle, à chaque film.

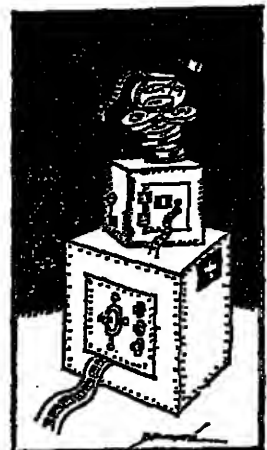
Bref, l'apport des spectacles ira favoriser, à 80 %, l'industrie et le commerce du film et, pour 10 %, cette même industrie liée à la création (avance sur recettes, etc.). Mais pas 1 centime n'en sera consacré à réparer le préjudice créé au cinéma par son détournement au seul profit du système.

Rien dans ces budgets qui permette soit une libre concurrence, soit une intervention d'Etat face aux trois monopoles de diffusion privée (U.G.C./S.F.P. - Gaumont - Parafinco), rien pour les circuits parallèles, pour améliorer la situation du court métrage. Voilà un projet qui se caractérise essentiellement par ses manques, que Jack Ralite a définis de façon exhaustive dans son rapport.

Ne suis-je pas naïf de supposer qu'il pourrait en être autrement dans un système où les buts de l'existence (culture, qualité de la vie) transparaissent à peine à travers le budget, qui doit encore aller, pour la plus grande part, aux moyens, réels ou non, de survie de la société (défense, justice, intérieur, santé, etc.) comme dans tout pays sous-développé ?

Marcel L'Herbier :  
la voie  
de la  
multinationalité

Au lendemain du Festival de Cannes, le cinéaste Marcel L'Herbier s'inquiétait de l'avenir du cinéma français dans une étude dont nous publions un extrait :



L'E Festival International d'art cinématographique (tel est son titre) s'est normalement ouvert, déroulé, refermé, c'est-à-dire dans sa parfaite confusion rituelle. Soudain, pourtant, comme pour rebaisser ce babélisme, M. Favre Le Bret (son président), enfonçant en croupe le cheval de bataille de son ministre (!), a lancé cette vaticination : « L'originalité de Cannes 76, essentielle celle-là, c'est celle — il n'était que temps — la fin des nationalismes en attendant la fin des nationalités. » Il n'y avait pas à attendre. Cette fin, l'avait-il oubliée, était là, sous nos yeux. Ainsi, tandis que le réalisateur hongrois Jancsó voyait son beau film adieu à la représentation (logiquement sa Hongrie natale (bien qu'il ait été le fruit d'une production Italo-yougoslave), en revanche le talentueux Nancéien Eric Rohmer, le plus radicalement français de nos meilleurs (jeunes) réalisateurs, voyait sa *Marquise* d'O, un film tout imprégné des grâces de notre dix-huitième et du moralisme secrètement romantique de notre dix-neuvième, amené (parce que tourné à Berlin) à représenter, non pas la France, dont il est un reflet éclatant, mais, comment le croire, l'Allemagne !

En outre, on le voit, Losse, Polanski (2), Rohmer (les internationaux du coffre-fort) ont ouvert en pléniers la voie présidentielle de la multinationalité. Celle qui va permettre en tout cas à l'hégémonie américaine de s'imposer bientôt, grâce aux eurodollars, à tout le cinéma libre.

Pour ma part — me croit-on, — ce n'est pas de cette victoire que je suis le plus impatient. Et me vante-t-elle, la victoire de celui qui n'a plus d'intérêt à mentir, c'est celle-ci : il faut que notre cinématographie revive. Avec l'ambition de se surpasser. De redevenir ce qu'il fut naguère : digne de nous.

En vue du bien, du bonheur de la communauté des hommes, appelons-le à construire enfin ce « théâtre immensément populaire », dont rêvait Michelet, et dont ont rêvé toujours les plus puissants des cinéastes du monde. Le vœux dire cessé, qui, de Griffith à Eisenstein, de Bergman à Fellini, ont été les plus puissamment ancrés dans la nationalité de leurs rêves.

(1) M. Michel Ouy, alors secrétaire d'Etat à la culture.  
(2) Le *Locataire*, de Polanski, et *Monsieur Klein*, de Losse, représentant la France à Cannes.

**GOERG**  
peintures et dessins  
de 1922 à 1965  
et  
intégrale de l'œuvre  
de bibliophilie  
du 21 octobre  
au 31 décembre 1976  
**ARTCURIAL**

**GALERIE PRINCIPE**  
12, rue de la Peronnelle, Paris-1<sup>er</sup>  
**IBANEZ**  
du 28 oct. au 23 nov., 12-13 h.  
Galerie Transposition  
133, Bd Raspail - 326-73-88  
**SIMON BURGAR**  
1900-1974  
Ses dernières œuvres  
— 10 au 27 novembre 1976

**GAL. de l'Université**  
32, rue Bassano (9<sup>e</sup>)  
**BRESCHAND**  
peintures  
du 9 nov. au 3 déc.  
**GALERIE LA HUNE**  
15, rue de l'Abbaye, 326-59-34  
peintures et dessins de  
**MITHILA**  
jusqu'au 6 décembre 1976

**LA PEINTURE RUSSE CONTEMPORAINE**  
Palais des Congrès - Porte Maillot  
2-21 novembre 1976  
Lundi ou vendredi : de 12 heures à 20 heures  
Samedi et dimanche : de 11 heures à 20 heures

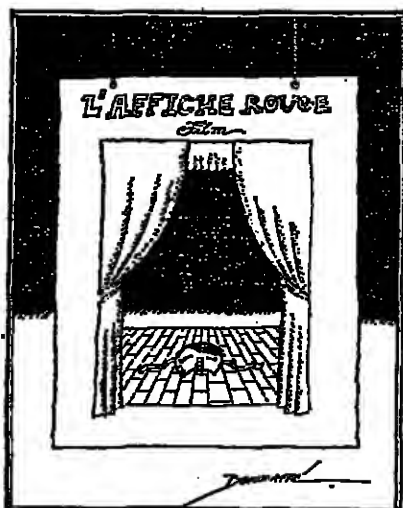
**MUSEE RODIN**  
77, rue de Varenne, PARIS (7<sup>e</sup>)  
**Rodin et les écrivains  
de son temps**  
Sculptures, dessins, lettres  
et livres du fonds Rodin  
Prolongé jusqu'au 15-11

Galerie Vendôme  
12, rue de la Paix, 361-77-81  
**ÉMILIE CHARMY**  
1877-1974  
rétrospective  
4 novembre au  
4 décembre 1976

**GROUPEMENT DES ANTIQUAIRES DU VEXIN - VAL-D'OISE**  
**Les 13, 14, 15 NOVEMBRE**  
**14<sup>e</sup> salon d'ANTIQUITÉS**  
**(95) SAINT-OUEN-L'AUMONE**  
SALLE DES FÊTES De 10 h à 20 h



## Une sélection



L'affiche rouge de Frank Cassenti, vu par Bonnard.

## Cinéma

### L'AFFICHE ROUGE de Frank Cassenti

L'histoire du groupe Manouchian, vingt-trois immigrés dans la Résistance, ne figure pas au sommaire des manuels. Mais Aragon a célébré cette poignée de combattants venus d'Europe et morts pour une certaine idée de la liberté. Dans un film-poème qui met en jeu toutes les formes de la représentation, Frank Cassenti a réuni des comédiens de trente ans ; ils soulèvent ensemble les écaillés de la mémoire collective, aux accents de la musique du Cuarteto Cedron.

### MADO de Claude Sautet

Un film sur l'argent, sur la vénalité, sur la crise économique mais, plus encore, la mise en images d'une dérive morale, le portrait d'un homme qui encoûte tout à coup le dégoût de lui-même, l'angoisse et la lassitude. Michel Piccoli, Romy Schneider, les regards d'Ottavia Piccolo, les silences de Jacques Dutronc, des moments de gravité secrète, d'émotion feutrée. Sur le thème de la difficulté de vivre, un film digne et tendu.

### WINSTANLEY de Kevin Brownlow et Andrew Mollo

Dans le comté de Surrey, en Angleterre, en avril 1649, Gerrard Wins-

tanley brandit le drapeau de la révolte et crée une commune : la terre devient la propriété de tous. Cet événement historique, où certains croient reconnaître une des premières tentatives de communisme appliqué (et Winstanley a aussi écrit plusieurs textes théoriques), a été filmé selon des méthodes de production et de tournage indépendantes. L'anti-Barry Lyndon.

### LE GRAND SOIR de Francis Reusser

L'éducation sentimentale d'une jeune révolutionnaire et d'un « rebelle sans cause », dans un langage inquiétant et radicaux. Le moment de vérité entre deux êtres hypersensibles confrontés à une société qui ne fait pas de cadeau. Une tendresse qui fait mal, un humour corrosif qui corrige l'excès de passion. Deux acteurs remarquables, Jacqueline Parent et Niels Arestrup, au service d'un très grand film.

### MOI, PIERRE RIVIERE... de René Allio

Dossier d'un crime, reconstitution d'un itinéraire, celui d'un assassin adolescent qui dans un mémoire admirable met en scène son acte. Festivité d'un milieu : celui des paysans sous Louis-Philippe. Derrière les images et le langage, l'histoire de la terre et des hommes de la terre.

### SARTRE PAR LUI-MÊME d'Alexandre Astruc et Michel Contat

« J'étais né écrivain, je suis devenu philosophe... ». De sa voix rapide, saccadée, Sartre parle de son éducation, de sa conjonction dans les valeurs et les chances de l'action politique. « La vraie liberté est un échappement à certaines conditions de l'histoire ». Sincérité, humour et simplicité.

— ET AUSSI : La dernière folie, de Mel Brooks (une orgie de tartes à la crème) ; Les naufragés de l'île de la Tortue, de Jacques Rozier (des voyages inorganisés de Pierre Richard).

## Théâtre

### JEAN BOIS aux Blancs-Manteaux

Les chiens sont lâchés et c'est le paroxysme. Les démons de la rancune, de l'impatience, de la haine, s'incarnent dans une santé affreuse autour de l'amour maternel, paternel, passionnel. Il faut accepter la vérité des choses recroquevillées.

— Lire notre article page 13.

### IL CAMPIELLO à l'Odéon

Troisième spectacle 1976 du Piccolo Teatro à Paris. Retour du petit peuple goldonien et de sa fête mélancolique dans Venise sous la neige. Tableaux de maître de Giorgio Strehler.

### OH ! LES BEAUX JOURS au Petit Orsay

L'humour pessimiste de Beckett et la charme éternel de Madeleine Renaud, vaillante, naïve, amoureux de la vie jusqu'à son ultime souffle, toujours admirable. Une reprise nécessaire.

### LES CAPRICES DE MARIANNE à Essalon

Ils sont jeunes et farouches, parvenus et passionnés ; ils défient les lois du monde ; ils se battent au nom de l'écouleur pour leur liberté d'être ; ils sont romantiques et durs, Octave et Marianne : aujourd'hui Stephanos Loik et Alexis Danavanas.

— ET AUSSI : Comme il vous plaira au TEP (analyse pénétrante d'une fausse comédie d'intrigues). Anton au Festival d'automne (dans le silence du vertige noir). Notes et Vierge par le Groupe T.S.E. à Essalon (dans la sublimation de l'art saint-sulpicien, deux chapitres nouveaux à l'histoire du théâtre). Pour cent brèves au « La Bruyère » (Un après-midi de chien à la manière de Didier Kaminka). Lucienne et le boucher au Saint-Georges (trente ans après, Marcel Aymé milite pour les femmes). Histoire d'amour au Marais (et, pourtant, ils s'aiment).

## Expositions

### LA PEINTURE ALLEMANDE A L'EPOQUE DU ROMANTISME à l'Orangerie

Le romantisme allemand, bien connu dans le domaine musical ou littéraire, reste à découvrir à travers la peinture. L'exposition de l'Orangerie en fournit l'occasion en une centaine de toiles et autant de dessins. Elle est dominée par une figure majeure de l'art allemand, celle de Caspar David Friedrich, créateur et meilleur interprète d'un paysage germanique métaphysique et religieux.

### DESSINS FRANÇAIS DE L'ART INSTITUTE DE CHICAGO au Louvre

Un Vieux Foyat de Watteau au Ménotaire de Picasso, quatre-vingt-dix dessins choisis dans l'une des plus anciennes et des plus riches collections d'œuvres graphiques des Etats-Unis. Boucher, Fragonard, Lancret, pour le dix-huitième siècle. Ingres, Germain, Delacroix, Corot, Millet, Rousseau, des impressionnistes. Seu et Redon, pour le dix-neuvième siècle largement représenté dans cette suite française de grande qualité.

### JOSEPH VERNET au Musée de la marine

— Lire notre article page 13.

### LES OISEAUX DE SAINT-JOHN PERSE au musée Jacquemart-André

Le texte d'un poète, les Oiseaux de Braque, et la foule multicolore de ceux que les artistes « naturalistes » des siècles passés ont représentés avec autant de fidélité que de poésie. Une exposition que les amis de la fondation Saint-John Perse envoient à Paris après l'avoir organisée à Aix-en-Provence.

### LA NOUVELLE SUBJECTIVITE à la Fondation Rothchild

Des peintres « réalistes » à contre-courant, à un moment où l'écouleur ne parle que d'anti-peinture.

Cent deux tableaux de jeunes artistes qui travaillent au pinceau et sur chieulet, comme pour reprendre la peinture à ses termes premiers. Certains d'après nature, d'autres d'après photos. Une bonne idée d'exposition, mais un choix parfois contestable.

### HOMMAGE A MAX JACOB au musée de Montmartre

Tout en haut de la Butte, un musée dans une ancienne maison qui appartenait à Rodin, comédien de la troupe de Molière. Et dans ce musée une exposition, pour le centenaire de Max Jacob. Un hommage fondé sur les événements de la vie du poète, sur sa peinture, ses écrits, qui s'accompagnent aussi de témoignages d'amis.

### TOULOUSE-LAUTREC au Salon d'automne

En 1904, le Salon d'automne consacrait la gloire de Lautrec en présentant vingt-quatre toiles du peintre d'Albi. En 1976, ce même Salon prolonge la récente exposition de Marmottan en insistant sur le dessin de Lautrec, et réunit des suites complètes : celles du jeune Rouly, de l'artilleur.

— ET AUSSI : Chefs-d'œuvre des musées américains, à Marmottan ; Cinquantième de l'exposition de 1925, au Musée des arts décoratifs ; Raoul Dufy, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; Evaristo, Pincentin, Ricci et Magritte, à l'Arc ; L'Amérique vue par l'Europe, au Grand Palais ; Piranèse et les Français, à l'hôtel de Sully ; Alsace, fouilles et acquisitions récentes aux Arts et traditions populaires. EN PROVINCE : Inauguration de la Galerie nationale de la tapisserie, à Beauvais ; A la découverte de la collection Pierre Levy, à l'hôtel de ville de Troyes ; « Tour Multiple » (Manessier, Alechinsky, Bram Van Velde, Jerome Wallack, J.), à l'hôtel de ville, au musée, à l'école des beaux-arts, à la bibliothèque municipale de Tours ; Jouets populaires d'autrefois, à la Maison du coiffeur d'Auxerre ; Sarkis, et Centre d'arts plastiques contemporains de Bordeaux ; La galerie Le Soleil dans la tête, à la Maison de la culture et des loisirs de Saint-Etienne ; L'Oiseau et l'Homme, à l'écomusée du Creusot.

## Musique

### L'ORESTIE de Milhaud

Les trois pièces de l'Orestie (Agamemnon, les Choéphores, les Euménides), dans la superbe traduction de Claudel, ont fourni au jeune Doris Milhaud l'occasion de montrer sa force et son lyrisme ; la musique de scène est malheureusement fragmentaire comme un temple mutilé, mais certaines pages sont les plus grandes du musicien. Une excellente distribution sous la baguette d'un chef de talent, peu connu en France, Maurice Abravanel (Radio-France, le 10 novembre).

### LULU de Lyon

Le second chef-d'œuvre lyrique d'Alban Berg, sériel, un spectacle dur et impressionnant. Lulu, c'est la féminité sous tous ses aspects, c'est aussi un certain cynisme de la femme-objet, jusqu'au moment où l'objet est victime à son tour. Avec Carole Farley et

Caroline Dumas, G. Liccioni et P. Gottlieb, sous la direction d'un jeune chef, Sylvain Cambreling (Opéra de Lyon, huit représentations du 13 au 30 novembre).

### LUBEN YORDANOFF, violon seul

Violon solo de l'Orchestre de Paris, Luben Yordanoff donne quatre récitals de violon seul (Bach, Bartok, Hindemith), une performance austère et exaltante (Chopin-Playel, du 14 au 17).

### AVANT-GARDE 1920, 30, 40

Marius Constant et l'Ensemble Ars Nova vont survoler l'avant-garde des années 1920, 30 et 40 au cours de quatre concerts assez exaltants, dont le premier réunit des œuvres de Villa-Lobos, Milhaud (Machines agricoles), Hindemith, Ruggles, Gruenberg et Satie (Théâtre de la Ville, le 15 novembre).

— ET AUSSI : Sonates de Debussy, Fauré, Ravel et R. Casadesu, par Cl. Bernard et G. Casadesu (château de Laval, le 10 novembre) ; Rituel islamique de la mosquée des Cordeliers de Damas (Bouffes du Nord, du 10 au 21) ; le Trompette (Opéra de Paris, les 12 et 17) ; Elektra (Opéra de Paris, les 13) ; Quatuor Alban Berg (Lille, les 13 et 14) ; Bach, Krebs, Haydn, Folia, par H. Dreyfus, C. Lardé, etc. (Palace, le 15 et Palais des Congrès, le 16, à 18 h. 30) ; Bach, par l'English Chamber Orchestra, direction G. Malcolm (Playel, le 15) ; le Freischütz, film de l'Opéra de Hambourg (Goethe-Institut, le 15) ; Mozart, Variété, Mähler, par l'Orchestre philharmonique, direction G. Amy, avec B. Fimmlä (Radio-France, le 16) ; Catherine Collard (Playel, le 16) ; L. Kogan (Champs-Élysées, le 16) ; Wozzeck, film (Goethe-Institut, le 16) ; R. Chaurasia, flûte indienne (Gumet, le 17) ; Mozart et Bruckner, par l'Orchestre national, direction J. Loughran (Champs-Élysées, le 17) ; Beethoven, par l'Orchestre de Strasbourg, direction A. Lombard (Strasbourg, les 17 et 18 novembre).

## Variétés

### CIRQUE DE MOSCOU au Palais des Sports

Le cirque dans la perfection technique, dans l'invention, dans la recherche artistique dans chaque numéro.

### HARRY BELAFONTE

au Théâtre des Champs-Élysées. Retour d'Harry Belafonte dans un répertoire qui marie le reggae, les folk-songs sud-américain, africain, antillais (les 11, 12, 13 novembre).

### PATRICK FONT ET SA COMPAGNIE

au Théâtre de Dix-Heures. Patrick Font, Philippe Val et leurs comparses dans un humour sans aucune retenue, en liberté totale, s'en prenant au pouvoir quel qu'il soit.

## Rock

### LINDA RONSTADT

au Théâtre des Champs-Élysées. Une nouvelle note dans la musique rock qui chante des compositions de Neil Young, James Taylor, Jimmy Cutt.

**GALERIE CLAUDE HENRY**  
2, place du Marché-Saint-Catherine  
(Métro Saint-Paul) - Tél. 272-68-93  
**AVON-CAMPANA**  
Peintures récentes  
Du 4 au 23 novembre

**NANE STERN**  
25, avenue de Tourville  
**Jean LOMBARD**  
peintures  
du 9 nov. au 14 déc.

Fernand DEPAS, 21, r. de Miromenil  
**MAÎTRES CONTEMPORAINS**

**MICHELE BATTUT**  
4 NOVEMBRE  
4 DÉCEMBRE 76  
**ARTCURIAL**  
centre d'art plast. qu'on emprunte  
9, avenue d'Orléans PARIS 8 75008  
du mardi au samedi de 14 à 20 heures

**GALERIE GOROSANE (LES PEINTRES ILLUSTRATEURS)**  
52, rue du Faubourg-Saint-Honoré (8<sup>e</sup>), 265-36-00  
**DER MARKARIAN**  
Jusqu'au 27 novembre

**galerie des orfèvres**  
23 place dauphine 75001 paris-tél: 326.81.30  
**georges yoldjoglou**  
26 octobre 13 novembre 1976

**programme novembre-décembre**  
Fondation Rothchild - 11, rue Berryer 8<sup>e</sup>  
jusqu'au 19 décembre  
**EXPOSITION** **PEINTURE : NOUVELLE-SUBJECTIVITE**  
Théâtre de la Commune/Aubervilliers  
13-20 novembre  
**QUATRO SOLDADOS E UM ACCORDEÃO**  
de RICHARD DEMARCY et TERESA MOTA (Portugal)  
traduction simultanée par projections  
Bouffes du Nord  
30 novembre - 12 décembre  
Compagnie de la Mouche (Lyon)  
**LA NOVIA**  
A la mémoire du général France  
spectacle de BRUNO BOISLIN  
**THEATRE**  
Bouffes du Nord  
10-21 novembre  
**DERVICHES TOURNEURS DE DAMAS**  
Centre Culturel du Marais  
1-11 décembre  
**MUSIQUE**  
**MAURICIO KAGEL**  
**ZWEI - MANN - ORCHESTER**  
FNAC-MONTPARNASSE, AUX THEATRES  
ET PAR TELEPHONE  
280.28.04 (Bouffes du Nord)  
833.16.16 (Théâtre de la Commune)  
**LOCATION** RENSEIGNEMENTS : 278.10.00 et 544.70.50

**THEATRE DU PETIT MONDE**  
Roland Pilaïn  
**MERCREDIS**  
**DIMANCHES**  
à 15 heures  
**CENDRILLON**  
Salle Chapy-Playel, 252, Rue St-Hippolyte  
(M<sup>o</sup> Ternes), Loc. 800, 23-77 et agenc.  
LE THEATRE DES DEUX ANES  
annonce qu'il donnera une nouvelle  
pièce supplémentaire Jeudi 11 novembre  
à 15 h. 30 avec **PIERRE-JEAN VALLARD** dans la  
pièce « MARIANNE »  
VOIS-TU RIEN VENIR ?

**TER**  
comme  
**il vous plaira**  
de William SHAKESPEARE  
m. en s. Benno Besson  
jusqu'au 28 novembre  
**dialogues d'exilés**  
de Bertolt BRECHT  
m. en s. Philippe Van Kessel  
jusqu'au 12 décembre  
17, rue Haute-Brun - 75002 PARIS  
M<sup>o</sup> Gambetta - tél. 636.79.08

صلى الله عليه وسلم



## Un réglage méticuleux

### Le «Barbier» de Metz

DEPUIS quelques années l'activité s'est un peu ralentie au Théâtre de Metz : face au succès croissant des Rencontres Internationales de musique contemporaine on pouvait même s'interroger sur la nécessité de maintenir une saison lyrique un peu routinière. Et puis il y a eu la renaissance de l'orchestre municipal, devenu Philharmonique de Lorraine avec l'arrivée de musiciens de l'ex-O.R.T.F. de Strasbourg. La saison symphonique ayant pris un nouveau souffle avec, au pupitre, Michel Tabachnik, pourquoi pas l'opéra ?

La nomination de Michel Bertay au poste de directeur artistique coïncide avec le premier spectacle de la saison : un Barbier de Séville en italien, utilisant pour les parties d'orchestre, la version originale délaissée ou modifiée au cours du dix-neuvième siècle ; bien qu'il soit exagéré de dire que la version habituelle dénature une partition qui, par ses emprunts à des ouvrages antérieurs, n'est elle-même qu'un arrangement habile.

Voilà un geste qui prouve à la fois la sérieux du travail et la volonté de renouveau. Sur le plan des décors et des costumes, là encore on a bien fait les choses. S'il est vraisemblable que les ordres du théâtre ont été notablement augmentés, cet effort n'a pas été inutile. Avec ses hauteurs de pierre grise, quelques fenêtres dorées, dont certaines ont été bouchées, Giovanni Agostino a réalisé un espace scénique contribuant largement au climat général de la représentation, à ce point que la cage dorée plantée au milieu, dans laquelle on enferme Rosine lorsque Bartholo s'absente, semble superflue : on avait compris. Très beaux costumes de Patrice Cauchetier, suivant l'action au milieu du dix-neuvième siècle sans qu'on sache très bien pourquoi. Pourquoi pas ? Il n'est pas nécessaire de toujours tout comprendre.

La mise en scène de Jean-Marie Simon, toute en finesse, pleine d'intentions intéressantes, est à mille lieues de ce qu'on voit d'habitude en province (ou de ce qu'on pouvait voir à l'Opéra-Comique), et si certaines idées ne convainquent pas tout de suite on peut au moins leur trouver une justification logique, pour peu qu'on y réfléchisse. Mais il y a tout de même un risque : le Barbier de Séville n'étant pas les Noce de Figaro, par exemple, il vaut peut-être mieux le laisser plus souvent percevoir au premier degré que de favoriser une distance à laquelle la musique et son livret n'ont pas toujours à gagner : sans à mettre l'accent exclusivement, comme l'a fait Ronconi, sur l'aspect mécanique d'un ouvrage qui reste, avant tout, une superbe machine à applaudir.

Curieusement, l'intelligence dont témoigne l'ensemble de la réalisation n'évite pas certains pièges : on ne dira jamais assez la platitude d'un geste fait directement sur un accord musical, quand l'un ou l'autre ont déjà un tant soit peu d'importance par eux-mêmes. Ainsi, pour prendre un exemple, on regrette de voir, à la fin du deuxième tableau, Don Basile entrer en basant la même mesure que le chef d'orchestre, puisque c'est, en principe, une autre musique qu'il déchiffre ; à moins que, raffinement suprême, il ne « conduise » symboliquement les personnages qui chantent sur le devant de la scène. S'il y a là une intention, elle est d'ordre littéraire, Pléide musicale c'est de créer un rapport — contradictoire ou complémentaire — entre la musique « ambiante » et le geste isolé d'un individu qui arrive à l'improviste.

Les éclairages ont, comme la direction d'acteurs, fait l'objet d'un réglage méticuleux, mais en fonction seulement des premiers rangs d'orchestre, de sorte que d'un peu plus loin on voit très mal, et la mise en scène perd de cette netteté qui en constitue la qualité dominante.

Musicalement la distribution, sans être exceptionnelle, réserve plutôt d'heureuses surprises : de Fiorillo (François Richart) à Basile (Fidélité Vasser), en passant par Rosine (Maria Casula), Almaviva (Eduardo Gimenez), Figaro (Manuel Gonzalez) et Bartholo (Gianfranco Sotgiu), on ne peut faire que des réserves de détail, compensées par la qualité du jeu dramatique des uns et des autres. D'une façon générale, par contre, on regrettera le côté « vide » des récidivistes, qui voudraient retrouver ainsi les accents d'un dialogue parlé. C'est une idée un peu naïve : compte tenu du fait qu'il s'agit de la nature c'est le chant, le « parlando » — perçu comme un effet — dérange plus qu'autre chose.

Michel Tabachnik, qui conduisait l'orchestre, n'est pas tout à fait encore un chef de théâtre. S'il ne cherche pas à imposer sa batte aux chanteurs, il ne les suit pas toujours non plus. Gageons que cela viendra : rien ne se fait en un jour, la complexité, puisque c'est elle qui manque, moins encore que le reste.

Volé en tout cas un nouveau départ pour le théâtre de Metz, qui annonce, par le même équipe, l'enlèvement au Sérail les 4 et 5 mars. Dans cette saison, qui s'achève avec Wozzeck (6 et 8 mai), relevons également le Docteur Miracle de Bizet (22 et 23 janvier).

GERARD CONDÉ

\* TP 1 a enregistré ce spectacle pour une retransmission télévisuelle.

## TROIS SEMAINES

### A L'OLYMPIC

### Le passé de «Gabin le magnifique»

DEPUIS quinze ans au moins, sexagénaire puis septuagénaire, Jean Gabin, à de rares exceptions près (le Chat, de Pierre Granier-Deferre, l'Affaire Domitri, de Claude Bernard-Aubert), n'a pas cessé d'être un personnage monolithique. Qu'il ait parlé le jargon de Michel Audard, de Pascal Jardin, d'Alphonse Boudard, de José Giovanni ou de Jacques Vilfrid, dialogués, Gabin est resté « Monsieur Gabin », une sorte de patriarche à l'air buté ou sûr de lui, tout d'une pièce, tout d'un bloc, exprimant souvent une sorte de bon sens réaliste qui convient au Français moyen de la France contemporaine. La diversité des rôles, chez Gabin, compte moins que la permanence d'un caractère, d'un archétype. Gabin est toujours prévisible. Son métier, son professionnalisme étant l'évidence même, il est, solide comme un roc, un acteur populaire que le public continue à suivre.

Or ce massif comédien de soixante-quatorze ans, qui a mené sans heurts la carrière de son troisième âge, est riche d'un passé prestigieux et mythique plus ou moins fixé aujourd'hui, dans les souvenirs et qui fait ressortir, de temps à autre, une reprise à la télévision. Profitant du Festival international de Paris, l'Association des amis des cinémas olympique et la cinémathèque de Toulouse vont présenter, à l'Olympie, du 10 au 30 novembre, une rétrospective (21 films) intitulée « Gabin le Magnifique ».

Cette rétrospective est d'un très grand intérêt et on ne saurait trop la recommander. Elle groupe tous les grands films tournés par Gabin de 1935 à 1940 : la Bandera, la Belle Equipe et Pépé le Moko, de Julien Duvivier, Gueule d'amour et Remorques, de Jean Grémillon, les Bas-Fonds, la Grande Illusion et la Bête humaine, de Jean Renoir, Qui des braves et Le jour se lève, de Marcel Carné. Elle retrace, de 1946 à 1959, les grandes lignes de la deuxième carrière de Gabin, les transformations successives qui l'ont conduit à ce qu'il devait être ensuite : le premier notable du cinéma français, avec Martin Roumagnac, de Georges Lacombe. Au-delà des grilles, de René Clément, la Marie du port et l'Air de Paris, de Marcel Carné, Touchez pas au grisbi, de Jacques Becker, la Traversée de Paris et En cas de malheur, de Claude Autant-Lara. On regrettera simplement de ne pas trouver dans ces films l'air du temps des cinéastes, de Julien Duvivier, plutôt que le Port du désir, d'Edmond T. Gréville.

Mais ne chicanons pas. Cet hommage à « Gabin le Magnifique » reconstitue bel et bien dans son ensemble l'histoire d'un mythe qui a dominé tout le cinéma français d'avant-guerre et son évolution dans les années 50.

Avant-guerre, mauvais garçon, déserteur, et



surtout, prolétaire malchanceux, Gabin, qui ne tournait pratiquement qu'avec de grands metteurs en scène, a imposé, dans un univers de faits divers (sublimé, surtout chez Carné, par le « réalisme poétique ») un personnage viril voué aux amours impossibles, aux crimes passionnels, à la mort violente (plaçons à part la Grande Illusion) et, de toute façon, à une fatalité « métaphysique » qui s'accordait bien à une époque de crises politiques, d'instabilité sociale et de montée de la guerre en Europe. Avec sa forte présence physique, sa révolte, ses colères froides et ses accès de sentimentalité, ce personnage est devenu un grand mythe romantique (il était, en fait, créé par Julien Duvivier et poussé à son plus haut point par Carné) ; ce mythe rencontrait la sensibilité populaire.

Après la cassure de la guerre (émigré aux Etats-Unis, Gabin devait servir dans les forces navales françaises libres, puis dans la division Léclerc), et pour des raisons qui tenaient tout autant à un changement historique qu'à l'âge de Gabin (il avait dépassé la quarantaine), on assista progressivement à la transformation du mythe romantique, à son insertion dans le réalisme psychologique et dans l'embourgeoisement. Il est passionnant, aujourd'hui, de voir Gabin reprendre son personnage des années 30 dans Martin Roumagnac, avec Mariéne Dietrich en vamp de sous-préfecture française, puis de voir ce personnage fatigué remis en question dans Au-delà des grilles et la Marie du port, deux films très significatifs, à redécouvrir.

Truand bourgeois sacrifiant tout à l'amitié mais désormais préservé de la mort des « héros », Gabin, dans Touchez pas au grisbi, semble mélancoliquement constater que le temps du romantisme est bien révolu. Et le démon de midi qui ravage l'existence du grand avocat de En cas de malheur ramène en plein terrain naturaliste la dernière passion — pour une garce — de l'homme arrivé qui a laissé loin derrière lui l'univers de sa jeunesse.

Historiquement, tout cela se tient, et très fort. Le goût du « réalisme » n'a rien à voir là-dessus. La longue carrière de Gabin, c'est toute la vie d'un mythe cinématographique qui a radicalement changé de face au tournant des années 60.

JACQUES SICLIER.

\* Olympie, métro Plaisance.

## LA CINÉMATHEQUE

### A NICE

### Un petit musée

IL ne faut pas s'égarer à travers les ruelles odorantes du vieux Nice et bien suivre les flèches pour découvrir la Cinémathèque, blottie au cœur d'une place aux maisons roses et roses. Mais, une fois poussée la porte, on se dit que cela valait bien des détours. Dans la salle rénovée d'un vieux théâtre, depuis le 13 octobre, « l'esprit Cinémathèque » souffle trois jours par semaine.

Odile Chapel, la responsable de cette antenne de la Cinémathèque, fait, chaque trimestre, le voyage de Paris pour rencontrer Langlois, dont la salle du vieux Nice est un peu le dernier strapping. Avec une honnête subvention de départ (60 000 francs), donnée par la ville, cette salle de 276 fauteuils, toute en marbre et blanc, est ainsi devenue, dit Odile Chapel, « un petit musée de province du septième art ». Après un mois, l'expérience paraît bonne. Elle a en tout cas la bénédiction du maire, le secrétaire d'Etat au tourisme, M. Jacques Médecin. Langlois rajoute les programmes et a l'œil sur tout. La Cinémathèque a fait son galop d'essai en juillet sur le thème « Les Etats-Unis et leur histoire ». Aujourd'hui on passe Kauter, Fritz Lang, Grémillon, Sternberg, Abel Gance, Capra, Renoir... Langlois prenant soin de saupoudrer son programme de films tournés à Nice, avant, pendant et après la belle époque des studios de la Victorine.

La petite Cinémathèque doit désormais se faire admettre des Nicols. Quatre cents membres qui ont payé leur abonnement annuel, ce n'est déjà pas si mal. Odile Chapel se refuse à vouloir toucher le seul public des intellectuels, des étudiants et des cinéastes, déjà convaincus, qui bourdonnent le soir sur les marches du théâtre : « Parmi les premiers adhérents, dit-elle, j'ai déjà un charcutier, un soudeur, des fonctionnaires et des commerçants. »

JACQUES GANIE.

### A l'Opéra

### VIOLETTE VERDY ET LE BALLET

QUELQUES semaines avant la rencontre entre Violette Verdy et les délégués syndicaux du corps de ballet de l'Opéra — rencontre fixée aux 8 et 9 novembre, — la situation s'était de nouveau tendue : les danseurs ont défilé, avec Ivan le Terrible, leur contingent horaire mensuel fixé par les conventions collectives. L'administration se refusant, faute d'argent, à payer des heures supplémentaires, la reprise de Giselle, prévue pour le 11 novembre, ne pourra avoir lieu.

Pendant ce temps, Violette Verdy n'est pas demeurée inactive. Elle a étudié ses dossiers, rencontré le président du conseil d'administration de la R.T.N., M. Jean Salusse, et Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture. Convaincue que de nouvelles conditions de travail pourraient être appliquées à l'Opéra, elle a pris contact, comme prévu, lundi matin avec les danseurs. A l'issue de la première journée, elle se disait optimiste : « Tout s'est passé dans un bon climat. Rolf Lieberman est venu ; il m'a présentée et les discussions ont commencé, librement et sans limites. J'ai trouvé en Serge Baudoïn (représentant la Fédération nationale du spectacle, C.G.T.) un interlocuteur très ouvert. »

« Les danseurs se retranchent derrière des questions de décompte horaire, c'est normal : ils monnayent ce qu'ils ont, leur travail, mais ils le monnayent pour pouvoir obtenir autre chose, d'essentiel. Le dialogue s'est placé très vite sur le plan le plus haut. Les problèmes de personnes doivent être remis à leur juste place, et les danseurs ont pu être rassurés. Si Rolf Lieberman m'a demandé d'étudier les conditions d'une réorganisation de la danse et de diriger cette danse à partir de l'été prochain — ce que j'ai accepté, — ce n'est pas pour placer un intermédiaire entre lui et moi. Raymond Franchetti, chez qui je vais moi aussi m'occuper pour ne pas me rouiller, tout à fait, est acquiescé à cette idée. »

(1) Les danseurs s'étaient émus de la nomination de Raymond Franchetti, actuel directeur de la danse, comme conseiller technique et inspecteur de la danse, fonction aussi nouvelle qu'imprécise.

**STUDIO CUJAS**  
L'ENFANT SAUVAGE  
de François Truffaut  
20 RUE CUJAS 3 - 032-89-12

**CHANSONS ET DANSES DU MOYEN AGE**  
par l'ENSEMBLE Guillaume de Machaut

**PETIT ODEON 18h30**  
jusqu'au 7 novembre  
La nuit, les clowns...  
YVES HEURTE

**Théâtre des champs Elysées**  
Directeur Felix Vallouabre  
ALBERT SARFATI présente  
**LE BALLET DE MARSEILLE**  
Iceland Petit

**Casse Noisette**  
dans une nouvelle version de ROLAND PETIT  
Ballet Feerie en Deux Actes  
Musique de TCHAIKOWSKY  
Décors et costumes EZIO FRIGERIO  
LOIPA ARAUJO  
RUDY BRYANS  
DENYS GANIO  
ELISABETTA TERABUST  
Le Corps de Ballet et les enfants  
En co-production avec

**MAISON DES ARTS**  
et de la Culture ANDRÉ MALRAUX  
Place de l'Hôtel-de-Ville  
94000 CRETEIL (métro Créteil-Préfecture)  
Dimanche 14 novembre à 16 h.  
**VIVALDI** « Les 4 Saisons »  
**MOZART** « Petite Musique de Nuit »  
par l'Orchestre de chambre Jean BARTHE  
Prix des places : abonnés 25 F  
Étudiants/Jeanes Travailleurs : 15 F  
Scolaires/2e Age : 10 F - Non abonnés : 20 et 30 F  
Renseignements-Location : 888-94-56 de 12 h à 19 h

Le sommet de qualité  
race  
charme  
musicalité  
Le piano au superlatif  
**Bösendorfer**  
Vienne-Autriche  
RESEAU FRANCE  
VENTE  
SERVICE  
LOCATION CONCERTS  
PARIS: Magne  
BORDEAUX: SILLER  
DIJON: Poirier  
GRENOBLE: Blet-Guillot  
LE MANS: Singeotte  
LILLE: Schille  
LYON: Dupré  
MARSEILLE: Europe Musique  
Piano Général  
METZ: Bouvier  
MONTPELLIER: Bonnevise  
MULHOUSE: Jovon  
NANTES: Deschodry  
NEVERS: Mapié  
TOULON: Angéline Peres  
TOULOUSE: Besson



## CENTRES CULTURELS ÉTRANGERS

**CENTRE CULTUREL SUÉDOIS**  
11 rue Payenne-3°

Mardi 16 novembre, 20 h. 30

CONCERT

**ELEMER LAVOTHA** violoncelle

**KERTIN ABERG** piano

Couperin - Blomdahl - Hindemith

Réservation de places : 272-87-50

EXPOSITION

**BIRGITTA LUNDBERG**

et **GUNMAR SODERSTROM**

Images de l'Internationale de Stockholm

Tous les jours de 14 h. à 18 h.

Jusqu'au 23 novembre

THEATRE

**LA LUTTE DES CERVEAUX**

**STRINDBERG**

La plus forte I, Paris,

la plus forte II

Tous les soirs à 20 h. 30, matinée

dimanche à 15 h. 30 (relâche lundi

et mardi). Tél. 272-87-50

Exposition Ernst Josephson

Jusqu'au 28 novembre

THEATRE D'ORSAY

**Claude Barrauld**

**PETIT ORSAY**

11-21 novembre

20 h. 30 sauf lundi - dimanches 14 et 21 à 16 h.

10

représentations

exceptionnelles

Oh!

les beaux jours

Samuel Beckett

avec

Madeleine Renaud

mise en scène

Roger Blin

tél. 548.38.53 et agences

## Expositions

La plupart des musées nationaux

seront fermés à partir du 11 novembre

(voir le Monde du 10 novembre).

**LA PEINTURE ALLEMANDE A**

**L'EPOQUE DU ROMANTISME**

Orangerie des Tuileries (073-59-48).

Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ; le

mercredi, jusqu'à 22 h. ; Entrée : 5 F.

le samedi 5 F. (gratuite le 22 no-

vembre). Jusqu'au 23 février.

**L'AMERIQUE VUE PAR L'EUROPE**

Grand Palais, entrée Clemenceau

(235-51-54). Sauf mardi, de 10 h. à

20 h. ; le mercredi, jusqu'à 22 h.

Entrée : 5 F. ; le samedi 5 F. Jus-

qu'au 23 novembre.

**SALON D'AUTOMNE** : Toulouse-

Lautrec. Le cinématographe mes-

sur du merveilleux. Grand Palais

(porte D) (235-46-97). Tous les jours

(y compris les 1<sup>er</sup> et 11 novembre),

de 11 h. 30 à 19 h. 30. Entrée : 5 F.

Jusqu'au 28 novembre.

**DESSINS FRANÇAIS DE L'ART**

**INSTITUTE DE CHICAGO, DE**

**WATTEAU A PICASSO**. Musée du

Louvre, entrée porte Faulard (235-

33-35). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h.

Entrée : 5 F. ; le dimanche 3 F. (gra-

tuite le 20 décembre). Jusqu'au

14 novembre.

**ART PORTUGAIS CONTEMPO-**

**RAIN**. Musée d'art moderne de la

Ville de Paris, 11, avenue du Prési-

dent-Villiers (235-11-27). Entrée : 5 F.

(gratuite le dimanche). Sauf lundi

et mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Jus-

qu'au 14 novembre.

**ART IRANIEN CONTEMPORAIN**.

Musée d'art moderne de la Ville

de Paris (voir ci-dessus). Du 13 no-

vembre au 5 décembre.

**RAOUL DUFFY, DANS LES COL-**

**LECTIONS DE LA VILLE DE PARIS**.

Musée d'art moderne de la Ville

de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au

20 novembre.

**LOUIS LE BROCCQUY**, Portraits

imaginaires de l'Europe. Musée d'art

moderne de la Ville de Paris (voir

ci-dessus). Jusqu'au 28 novembre.

**PIERRE BURAGLIO**, rétrospective.

Jean-Pierre Pincus, œuvres

récentes. JUDITH REIGL, Travées.

MAGRITTE, photographies. — ARC 2,

au Musée d'art moderne de la Ville

de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au

5 décembre.

**DES MASQUES ET DES ENFANTS**.

Exposition - atelier. Musée des

enfants au Musée d'art moderne de

la Ville de Paris (voir ci-dessus).

Jusqu'au 14 novembre.

**CINQUANTENAIRE DE L'EXPO-**

**SITION DE 1925**. Musée des arts

décoratifs, 107, rue de Rivoli (235-

32-14). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. ;

le dimanche, de 11 h. à 18 h. En-

trée : 5 F. Jusqu'au 2 février.

**ETIENNE SOTSASS**, De l'objet

à la fin de l'objet. Centre de

création industrielle, 107, rue de

Rivoli (272-23-25). Sauf mardi, de

12 h. à 18 h. ; le dimanche, de 11 h.

à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au

3 janvier.

**CHEFS D'OEUVRES DE MUSEES**

**DES ETATS-UNIS DE GEORGES**

**A PICASSO**. Musée Marmottan, 2,

rue Louis-Bouilly (234-07-62).

Sauf lundi, de 10 h. à 18 h. ; le

mercredi jusqu'à 21 h. Jusqu'au

15 novembre.

**NOUVELLE SUBJECTIVITE**.

11, rue Bermyer (273-10-00). Sauf

mardi. Jusqu'au 19 décembre.

**GERARD ECONOMOS**, peintures.

RENÉ GUERIN, vases. — Musée

Oulliers, 10, avenue Pierre-le-

Berthe (730-83-48). Entrée : 5 F. Jus-

qu'au 20 novembre.

**CAMILLO OTTEO**. — Prix Bourdelle

1975. Musée Bourdelle, 15, rue An-

toine-Bourdelle (248-67-27). Sauf

mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Jusqu'au

12 décembre.

**LES OISEAUX ET L'OEUVRE DE**

**SAINT-JOHN PERRE**. — Musée

Jacquemart-André, 128, boulevard

Hausmann (237-30-44). Sauf lundi,

de 12 h. à 18 h. Jusqu'en janvier.

**HOMMAGE A MAX JACOB (1874-**

**1944)**. — Musée de Montmartre,

17, rue Saint-Vincent (506-61-11).

Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 30 ;

dim. de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 5

F. Jusqu'au 31 janvier.

**ALSACE, POULETTE ET ACQUIS-**

**TIONS RECENTES**. Musée natio-

nal des arts et traditions populaires,

5, route du Manège-Gandhi (725-

97-41). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h.

Entrée : 5 F. ; le dimanche 3 F. (gra-

tuite le 20 décembre). Jusqu'au

15 décembre.

**CERAMIQUE DE TCHANG-CHA**

Quelques pièces des HAN aux T'ANG

de la collection MU-PEI. — Musée

Cernuschi, 7, avenue Voltaire (232-

23-31). Sauf lundi et mardi, de 10 h.

à 17 h. 45. Entrée : 3 F. Jusqu'au

15 janvier.

**DESSINS PARISIENS DES XIX<sup>e</sup>**

**ET XX<sup>e</sup> SIECLES**. — Musée Car-

naulet, 23, rue de Sévigné (272-21-18).

De 10 h. à 17 h. 40. Prolongée jus-

qu'en janvier.

**DESSINS ET TRAVAUX D'AD-**

**AMOUR** des élèves des cours

supérieurs de dessin de la Ville de

Paris. — Hôtel de Sens, 2, rue du

Figural (275-14-60). Sauf dim. et

lundi, de 13 h. à 20 h. Entrée libre.

Jusqu'au 4 décembre.

**POZZLE D'ART DE MICHELE**

**WILSON**. Théâtre de la Cité in-

ternationale, 21, boulevard Jourdan

(238-34-49). Sauf dim. de 8 h. à

23 h. Jusqu'au 18 décembre.

**CENTRES CULTURELS**

**LE ROMANTISME ALLEMAND**.

Centre culturel allemand, 17, avenue

d'Iéna (723-01-21). Sauf sam. et

dim. de 10 h. à 20 h. Entrée libre.

Jusqu'au 15 décembre.

**CLAIRE BRETHER, CHASSE-**

**POT, CLAIRE VILLET**. — Centre

internationale de séjour de Paris,

6, avenue Maurice-Saïer (242-23-25).

De 10 h. à 22 h. ; sam. et dim. de

10 h. à 19 h. Jusqu'au 21 novembre.

**CONTRASTES** : Aman - André-

Pierre Azzi - Bernard Bouillon, etc.

Centre culturel du Marais, 28-29, rue

des Francs-Bourgeois (272-72-52). De

14 h. à 20 h. 30. Entrée libre. Jus-

qu'au 14 novembre.

**ERNST JOSEPHSON (1851-1906)**.

Peintures et dessins 1883-1906. —

Centre culturel suédois, 11, rue

Payenne (272-87-50). Tous les jours,

de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 23 no-

vembre.

**THREE FROM NY / PAPER-**

**WORKS** : Byrnie Rohrer, Stephanie,

Roddy Lofgren, Dotie Aclie. —

ALAN SONFIST, Autobiography of a

time landscape. — Centre culturel

américain, 3, rue du Dragon (222-

22-70). Jusqu'au 19 novembre.

**ERIK ROOS**, dessins. — Institut

néerlandais, 121, rue de Lille (703-

85-89). Sauf lundi, de 13 h. à 19 h.

Entrée libre. Jusqu'au 31 novembre.

**IMAGES DE L'INTERNO DE**

**STRINDBERG**. Gravures, dessins,

photographies de Birgitta Lundberg

et Gunmar Soderstrom. — Centre

culturel suédois, 11, rue Payenne

(272-87-50). Tous les jours de 14 h.

à 18 h. Jusqu'au 23 novembre.

**LOUIS GOSSELIN**, émaillages ré-

centes. Jusqu'au 30 mars. QUEREC,

TELE ET COMPAGNIE. Œuvres

PEINT D'ESTER GENDROW. Jus-

qu'au 12 décembre. Centre culturel

canadien, 5, rue de Constantin

(231-38-75). Tous les jours, de 9 h.

à 19 h. Entrée libre.

**GALERIES**

**LES NOUVEAUX REALISTES** :

Aman, César, Christo, Deschamps,

Drutsky, etc. — Galerie Beaubourg,

21, rue du Bonaparte (267-21-51). Jus-

qu'au 15 novembre.

**L'AFFAIRE**. L'affaire Dreyfus par

l'histoire, le track, le journal, la carte

postale, etc. — Galerie La Galéa,

43, rue de l'Arbre-Sec. De 10 h. à

20 h. Jusqu'au 13 novembre.

**FEDRES**, terres cuites précolom-

biennes, dessins, estampes multiples.

— Galerie La Dérive, 17, rue des

Saints-Pères (230-81-55). Jusqu'au

21 novembre.

**ATELIER DES DIX** : Aubry, Bellay,

Bloom, Caccari, Dague, Ebbesen,

Harold, Paranykh, La Soudière,

S



## Théâtres

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

### Les salles subventionnées

**OPERA, salle Favart (772-95-26).** Les 11, 15, 16 (Abt. D.), 17 (coll. érud.) à 19 h. 30 : Giselle; les 12, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens; les 13, 14 (Abt. D.), 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens; les 13, 14 (Abt. D.), 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**COMEDIE FRANÇAISE, les 10 (salle des Fêtes), 11, 12, 13 (Abt. D.), 14 (Abt. A.), 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens; les 13, 14 (Abt. D.), 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.**

**ODON (325-70-22) à 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. 15 h. : 21 Campiello (d'après Molière).**

**CHAILLOT (737-81-13).** Les 10 à 20 h. 30 : Elisabeth (dernière); les 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1<sup>er</sup> décembre : Elisabeth (dernière).

**TEP (333-70-09) (J. D. soir, L.).** 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. 15 h. : Les Troyens; les 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

### Les salles municipales

**NOUVEAU CARRE (277-82-40) (D. L.).** 20 h. 30 : Parole de femme; 21 h. 30 : Parole de femme; 22 h. 30 : Parole de femme; 23 h. 30 : Parole de femme; 24 h. 30 : Parole de femme; 25 h. 30 : Parole de femme; 26 h. 30 : Parole de femme; 27 h. 30 : Parole de femme; 28 h. 30 : Parole de femme; 29 h. 30 : Parole de femme; 30 h. 30 : Parole de femme; 1<sup>er</sup> décembre : Parole de femme.

**THEATRE DE LA VILLE (387-35-30) (D. L.).** 12 h. 30 : Les Troyens; 13 h. 30 : Les Troyens; 14 h. 30 : Les Troyens; 15 h. 30 : Les Troyens; 16 h. 30 : Les Troyens; 17 h. 30 : Les Troyens; 18 h. 30 : Les Troyens; 19 h. 30 : Les Troyens; 20 h. 30 : Les Troyens; 21 h. 30 : Les Troyens; 22 h. 30 : Les Troyens; 23 h. 30 : Les Troyens; 24 h. 30 : Les Troyens; 25 h. 30 : Les Troyens; 26 h. 30 : Les Troyens; 27 h. 30 : Les Troyens; 28 h. 30 : Les Troyens; 29 h. 30 : Les Troyens; 30 h. 30 : Les Troyens; 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

### Les théâtres de Paris

**ATLANTIS (308-49-24) (D. L.).** 21 h. 30 : Les Troyens; 22 h. 30 : Les Troyens; 23 h. 30 : Les Troyens; 24 h. 30 : Les Troyens; 25 h. 30 : Les Troyens; 26 h. 30 : Les Troyens; 27 h. 30 : Les Troyens; 28 h. 30 : Les Troyens; 29 h. 30 : Les Troyens; 30 h. 30 : Les Troyens; 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**ATTENEE (772-82-20) (D. soir, L.).** 20 h. 30 : Les Troyens; 21 h. 30 : Les Troyens; 22 h. 30 : Les Troyens; 23 h. 30 : Les Troyens; 24 h. 30 : Les Troyens; 25 h. 30 : Les Troyens; 26 h. 30 : Les Troyens; 27 h. 30 : Les Troyens; 28 h. 30 : Les Troyens; 29 h. 30 : Les Troyens; 30 h. 30 : Les Troyens; 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**BROTHERS (281-44-10) (D. soir, L.).** 21 h. 30 : Les Troyens; 22 h. 30 : Les Troyens; 23 h. 30 : Les Troyens; 24 h. 30 : Les Troyens; 25 h. 30 : Les Troyens; 26 h. 30 : Les Troyens; 27 h. 30 : Les Troyens; 28 h. 30 : Les Troyens; 29 h. 30 : Les Troyens; 30 h. 30 : Les Troyens; 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**CARTOUCHE DE VINCENNES, Atelier de l'Esprit de Bois (774-95-26) (Mer. V. et L.).** 21 h. 30 : Les Troyens; 22 h. 30 : Les Troyens; 23 h. 30 : Les Troyens; 24 h. 30 : Les Troyens; 25 h. 30 : Les Troyens; 26 h. 30 : Les Troyens; 27 h. 30 : Les Troyens; 28 h. 30 : Les Troyens; 29 h. 30 : Les Troyens; 30 h. 30 : Les Troyens; 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**CENTRE CULTUREL SUKHOV (272-87-30) (L. Mer.).** 20 h. 30 : Les Troyens; 21 h. 30 : Les Troyens; 22 h. 30 : Les Troyens; 23 h. 30 : Les Troyens; 24 h. 30 : Les Troyens; 25 h. 30 : Les Troyens; 26 h. 30 : Les Troyens; 27 h. 30 : Les Troyens; 28 h. 30 : Les Troyens; 29 h. 30 : Les Troyens; 30 h. 30 : Les Troyens; 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**CONCERTS-CAUMARTIN (772-43-41) (J.).** 21 h. 30 : Les Troyens; 22 h. 30 : Les Troyens; 23 h. 30 : Les Troyens; 24 h. 30 : Les Troyens; 25 h. 30 : Les Troyens; 26 h. 30 : Les Troyens; 27 h. 30 : Les Troyens; 28 h. 30 : Les Troyens; 29 h. 30 : Les Troyens; 30 h. 30 : Les Troyens; 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**CENTRE CULTUREL DU XVII<sup>e</sup> (277-66-61) (Mer. J. V. et S.).** 21 h. 30 : Les Troyens; 22 h. 30 : Les Troyens; 23 h. 30 : Les Troyens; 24 h. 30 : Les Troyens; 25 h. 30 : Les Troyens; 26 h. 30 : Les Troyens; 27 h. 30 : Les Troyens; 28 h. 30 : Les Troyens; 29 h. 30 : Les Troyens; 30 h. 30 : Les Troyens; 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**DAVOUT (281-44-10) (D. soir, L.).** 21 h. 30 : Les Troyens; 22 h. 30 : Les Troyens; 23 h. 30 : Les Troyens; 24 h. 30 : Les Troyens; 25 h. 30 : Les Troyens; 26 h. 30 : Les Troyens; 27 h. 30 : Les Troyens; 28 h. 30 : Les Troyens; 29 h. 30 : Les Troyens; 30 h. 30 : Les Troyens; 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**ECOLE NORMALE SUPERIEURE (333-70-09) (Mer. D. soir, L.).** 21 h. 30 : Les Troyens; 22 h. 30 : Les Troyens; 23 h. 30 : Les Troyens; 24 h. 30 : Les Troyens; 25 h. 30 : Les Troyens; 26 h. 30 : Les Troyens; 27 h. 30 : Les Troyens; 28 h. 30 : Les Troyens; 29 h. 30 : Les Troyens; 30 h. 30 : Les Troyens; 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**EDOUARD-VII (774-95-26) (D. soir, L.).** 21 h. 30 : Les Troyens; 22 h. 30 : Les Troyens; 23 h. 30 : Les Troyens; 24 h. 30 : Les Troyens; 25 h. 30 : Les Troyens; 26 h. 30 : Les Troyens; 27 h. 30 : Les Troyens; 28 h. 30 : Les Troyens; 29 h. 30 : Les Troyens; 30 h. 30 : Les Troyens; 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**ESPACE P-CARDIN (288-17-30) (D.).** 21 h. 30 : Les Troyens; 22 h. 30 : Les Troyens; 23 h. 30 : Les Troyens; 24 h. 30 : Les Troyens; 25 h. 30 : Les Troyens; 26 h. 30 : Les Troyens; 27 h. 30 : Les Troyens; 28 h. 30 : Les Troyens; 29 h. 30 : Les Troyens; 30 h. 30 : Les Troyens; 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**ESSAYON (774-95-26) (D. soir, L.).** 21 h. 30 : Les Troyens; 22 h. 30 : Les Troyens; 23 h. 30 : Les Troyens; 24 h. 30 : Les Troyens; 25 h. 30 : Les Troyens; 26 h. 30 : Les Troyens; 27 h. 30 : Les Troyens; 28 h. 30 : Les Troyens; 29 h. 30 : Les Troyens; 30 h. 30 : Les Troyens; 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**THEATRE DU MANTOU (323-60-12), les 10, 14 et 15 à 20 h. 30 : le Bourgeois; les 11, 12 et 13 à 20 h. 30 : le Bourgeois; les 14, 15 et 16 à 18 h. : la Vierge; les 17, 18 et 19 à 18 h. : la Vierge; les 20, 21 et 22 à 18 h. : la Vierge; les 23, 24 et 25 à 18 h. : la Vierge; les 26, 27 et 28 à 18 h. : la Vierge; les 29, 30 et 1<sup>er</sup> décembre à 18 h. : la Vierge.**

**THEATRE STUDIO 18 (375-00-02) (D. soir, L.).** 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. 15 h. : Les Troyens; les 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**THEATRE SAINT-GEORGES (378-03-47) (L. D. soir, L.).** 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. 15 h. : Les Troyens; les 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**THEATRE SAINT-GEORGES (378-03-47) (L. D. soir, L.).** 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. 15 h. : Les Troyens; les 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**THEATRE SAINT-GEORGES (378-03-47) (L. D. soir, L.).** 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. 15 h. : Les Troyens; les 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**THEATRE SAINT-GEORGES (378-03-47) (L. D. soir, L.).** 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. 15 h. : Les Troyens; les 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**THEATRE SAINT-GEORGES (378-03-47) (L. D. soir, L.).** 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. 15 h. : Les Troyens; les 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**THEATRE SAINT-GEORGES (378-03-47) (L. D. soir, L.).** 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. 15 h. : Les Troyens; les 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**THEATRE SAINT-GEORGES (378-03-47) (L. D. soir, L.).** 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. 15 h. : Les Troyens; les 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**THEATRE SAINT-GEORGES (378-03-47) (L. D. soir, L.).** 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. 15 h. : Les Troyens; les 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

**THEATRE SAINT-GEORGES (378-03-47) (L. D. soir, L.).** 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. 15 h. : Les Troyens; les 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.

### Les théâtres de banlieue

**ANTONY, Théâtre F. Gémier (666-02-74), les 12 et 13 à 20 h. 45 : le 14 et 15 h. : Les Troyens; les 16 et 17 h. : Les Troyens; les 18 et 19 h. : Les Troyens; les 20 et 21 h. : Les Troyens; les 22 et 23 h. : Les Troyens; les 24 et 25 h. : Les Troyens; les 26 et 27 h. : Les Troyens; les 28 et 29 h. : Les Troyens; les 30 et 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.**

**AUBERVILLIERS, Théâtre de la Commune (383-16-16), les 12 et 13 à 20 h. 30 : le 14 et 15 h. : Les Troyens; les 16 et 17 h. : Les Troyens; les 18 et 19 h. : Les Troyens; les 20 et 21 h. : Les Troyens; les 22 et 23 h. : Les Troyens; les 24 et 25 h. : Les Troyens; les 26 et 27 h. : Les Troyens; les 28 et 29 h. : Les Troyens; les 30 et 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.**

**BOULOGNE-BILLANCOURT, Théâtre de la Commune (383-16-16), les 12 et 13 à 20 h. 30 : le 14 et 15 h. : Les Troyens; les 16 et 17 h. : Les Troyens; les 18 et 19 h. : Les Troyens; les 20 et 21 h. : Les Troyens; les 22 et 23 h. : Les Troyens; les 24 et 25 h. : Les Troyens; les 26 et 27 h. : Les Troyens; les 28 et 29 h. : Les Troyens; les 30 et 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.**

**BOULOGNE-BILLANCOURT, Théâtre de la Commune (383-16-16), les 12 et 13 à 20 h. 30 : le 14 et 15 h. : Les Troyens; les 16 et 17 h. : Les Troyens; les 18 et 19 h. : Les Troyens; les 20 et 21 h. : Les Troyens; les 22 et 23 h. : Les Troyens; les 24 et 25 h. : Les Troyens; les 26 et 27 h. : Les Troyens; les 28 et 29 h. : Les Troyens; les 30 et 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.**

**BOULOGNE-BILLANCOURT, Théâtre de la Commune (383-16-16), les 12 et 13 à 20 h. 30 : le 14 et 15 h. : Les Troyens; les 16 et 17 h. : Les Troyens; les 18 et 19 h. : Les Troyens; les 20 et 21 h. : Les Troyens; les 22 et 23 h. : Les Troyens; les 24 et 25 h. : Les Troyens; les 26 et 27 h. : Les Troyens; les 28 et 29 h. : Les Troyens; les 30 et 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.**

**BOULOGNE-BILLANCOURT, Théâtre de la Commune (383-16-16), les 12 et 13 à 20 h. 30 : le 14 et 15 h. : Les Troyens; les 16 et 17 h. : Les Troyens; les 18 et 19 h. : Les Troyens; les 20 et 21 h. : Les Troyens; les 22 et 23 h. : Les Troyens; les 24 et 25 h. : Les Troyens; les 26 et 27 h. : Les Troyens; les 28 et 29 h. : Les Troyens; les 30 et 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.**

**BOULOGNE-BILLANCOURT, Théâtre de la Commune (383-16-16), les 12 et 13 à 20 h. 30 : le 14 et 15 h. : Les Troyens; les 16 et 17 h. : Les Troyens; les 18 et 19 h. : Les Troyens; les 20 et 21 h. : Les Troyens; les 22 et 23 h. : Les Troyens; les 24 et 25 h. : Les Troyens; les 26 et 27 h. : Les Troyens; les 28 et 29 h. : Les Troyens; les 30 et 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.**

**BOULOGNE-BILLANCOURT, Théâtre de la Commune (383-16-16), les 12 et 13 à 20 h. 30 : le 14 et 15 h. : Les Troyens; les 16 et 17 h. : Les Troyens; les 18 et 19 h. : Les Troyens; les 20 et 21 h. : Les Troyens; les 22 et 23 h. : Les Troyens; les 24 et 25 h. : Les Troyens; les 26 et 27 h. : Les Troyens; les 28 et 29 h. : Les Troyens; les 30 et 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.**

**BOULOGNE-BILLANCOURT, Théâtre de la Commune (383-16-16), les 12 et 13 à 20 h. 30 : le 14 et 15 h. : Les Troyens; les 16 et 17 h. : Les Troyens; les 18 et 19 h. : Les Troyens; les 20 et 21 h. : Les Troyens; les 22 et 23 h. : Les Troyens; les 24 et 25 h. : Les Troyens; les 26 et 27 h. : Les Troyens; les 28 et 29 h. : Les Troyens; les 30 et 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.**

**BOULOGNE-BILLANCOURT, Théâtre de la Commune (383-16-16), les 12 et 13 à 20 h. 30 : le 14 et 15 h. : Les Troyens; les 16 et 17 h. : Les Troyens; les 18 et 19 h. : Les Troyens; les 20 et 21 h. : Les Troyens; les 22 et 23 h. : Les Troyens; les 24 et 25 h. : Les Troyens; les 26 et 27 h. : Les Troyens; les 28 et 29 h. : Les Troyens; les 30 et 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.**

**BOULOGNE-BILLANCOURT, Théâtre de la Commune (383-16-16), les 12 et 13 à 20 h. 30 : le 14 et 15 h. : Les Troyens; les 16 et 17 h. : Les Troyens; les 18 et 19 h. : Les Troyens; les 20 et 21 h. : Les Troyens; les 22 et 23 h. : Les Troyens; les 24 et 25 h. : Les Troyens; les 26 et 27 h. : Les Troyens; les 28 et 29 h. : Les Troyens; les 30 et 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.**

**BOULOGNE-BILLANCOURT, Théâtre de la Commune (383-16-16), les 12 et 13 à 20 h. 30 : le 14 et 15 h. : Les Troyens; les 16 et 17 h. : Les Troyens; les 18 et 19 h. : Les Troyens; les 20 et 21 h. : Les Troyens; les 22 et 23 h. : Les Troyens; les 24 et 25 h. : Les Troyens; les 26 et 27 h. : Les Troyens; les 28 et 29 h. : Les Troyens; les 30 et 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.**

**BOULOGNE-BILLANCOURT, Théâtre de la Commune (383-16-16), les 12 et 13 à 20 h. 30 : le 14 et 15 h. : Les Troyens; les 16 et 17 h. : Les Troyens; les 18 et 19 h. : Les Troyens; les 20 et 21 h. : Les Troyens; les 22 et 23 h. : Les Troyens; les 24 et 25 h. : Les Troyens; les 26 et 27 h. : Les Troyens; les 28 et 29 h. : Les Troyens; les 30 et 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.**

**BOULOGNE-BILLANCOURT, Théâtre de la Commune (383-16-16), les 12 et 13 à 20 h. 30 : le 14 et 15 h. : Les Troyens; les 16 et 17 h. : Les Troyens; les 18 et 19 h. : Les Troyens; les 20 et 21 h. : Les Troyens; les 22 et 23 h. : Les Troyens; les 24 et 25 h. : Les Troyens; les 26 et 27 h. : Les Troyens; les 28 et 29 h. : Les Troyens; les 30 et 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.**

**BOULOGNE-BILLANCOURT, Théâtre de la Commune (383-16-16), les 12 et 13 à 20 h. 30 : le 14 et 15 h. : Les Troyens; les 16 et 17 h. : Les Troyens; les 18 et 19 h. : Les Troyens; les 20 et 21 h. : Les Troyens; les 22 et 23 h. : Les Troyens; les 24 et 25 h. : Les Troyens; les 26 et 27 h. : Les Troyens; les 28 et 29 h. : Les Troyens; les 30 et 1<sup>er</sup> décembre : Les Troyens.**

**EVOLUTION MUSICALE DE LA JEUNESSE**

**LES MUSIGRAINS**

2 cycles de concert symphoniques culturels donnés au

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**

avec le concours de nombreux solistes et de l'Orchestre DES CONCERTS LAMOUREUX sous la direction de ROBERT SLOZ

Animation GERMAINE ARBEAU-BONNEFOY

PREPARATOIRE aux Musiciens pour Enfants de 7 à 12 ans à partir du 17 novembre

MUSIGRAINS pour les jeunes à partir de 12 ans et sans limite d'âge à partir du 10 novembre

LOCATION-RESEIGNEMENTS : 11, rue Saint-Louis-en-l'Île, 75003 de 11 heures à 17 heures. - Tél. : 833-10-34 (sauf le dimanche)

**Les cafés-théâtres**

**4 OSCAR**

**BARRY LYNDON**

de Stanley Kubrick

**GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO**

**GAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPERIAL VI**

**GAUMONT SUD VI**

14 h - 17 h 25 - 21 h

**HAUTEFEUILLE I VO**

12 h - 15 h 30 - 18 h - 22 h 30

**HAUTEFEUILLE II VO**

13 h 30 - 17 h 10 - 20 h 30

**JEUDI 11 NOV. - 17 H.**

**THEATRE ANTOINE**

**les frères Jacques**

**ODEON**

**THEATRE NATIONAL**

**PICCOLO TEATRO**

**dernières**

**IL CAMPIELLO**

(La petite place)

**GOLDONI**

Mise en scène de

**STREHLER**

(Spectacle en langue italienne)

Tous les soirs à 20 h. 30 sauf dim. et lundi, mat. dim. à 16 h. Mer. 10, 7, 11, 12, 13, 14, 15, 20 h. 30, et dim. 14 nov. à 16 h.

Renseignements et location : 325-70-32

**7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F**

**9 DERNIERES**

**GUY BEART**

**TRIOMPHE A LA COMEDIE DES CHAMPS ELYSEES JUSQU'AU 20 NOVEMBRE**

NOUVEAU 33 10HRS GB 0016 "CHANGEMENTS DE NOTRE TEMPS ET D'ESPERANCE"

FRANCE ELYSEES - MARIIGNAN - PATHE-BALZAC - GAUMONT OPERA - MAXEVILLE

MONTMARTRE 83 - GAUMONT CONVENTION - CLICHY PATHE - HAUTEFEUILLE - LES NATION

DRAGON - 3 MURAT

et dans les meilleures salles de la périphérie

**Une Femme à sa fenêtre**

ALBINA DU BOISROUVRAY

ROMY SCHNEIDER

PHILIPPE NOIRET

VICTOR LANOUX

UMBERTO ORSINI

Une Femme à sa fenêtre

**GRAND PRIX DES ELECTRICIENS DE L'ILE**

PIERRE DRIEU LA ROCHELLE

JORGE SEMPRIN

GASTONE MOSCHINI

PIERRE GRANIER DEFFERE

**De bouche à oreille**

le monde dit...

**VOIR**

**NU A L'ERE NUE**

**MAYOL**

16 h. 15 - 21 h. 15

RÉSERVATION : 770-95-08

MARIIGNAN - BALZAC - RICHELIEU - MONTMARTRE PATHE - CLICHY PATHE - GAUMONT SUD - CLICHY PATHE - NATION - MADEIRNE - BELLE ÉPINE - VÉLIZY - ARGENTEUIL - CHAMPIGNY - LE BOURGET - ÉVRY - PARLY - ÉPINAY - ARIEL Rueil-Malmaison.

**UN GRAND DESSIN ANIMÉ FRANÇAIS**

**LES 12 TRAVAUX D'ASTERIX**

**UN EVENEMENT**



UGC NORMANDIE - REX - PARAMOUNT OPÉRA - BRETAGNE - MAGIC CONVENTION - UGC GODELINS - UGC ODÉON - PARAMOUNT ORLÉANS - LES 3 MURAT - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MONTMARTRE - LIBERTÉ - LES 3 SÉCRÉTAN - CYRANO Versailles - BUXY BOUSSY Vol-ty - VÉLIZY 2 - CARREFOUR Paris - ARTEL Rosny - ARTEL Nogent - FRANÇAIS Enghien - FLANADES Sarcelles - ARTEL Villeneuve - GAMMA Argenteuil

JEAN PAUL BEL MONDO

# LE CORPS DE MON ENNEMI

BERNARD BLIER  
MARTIN FRANCESCHI - CLAUDE ROSSOT  
DANIEL VERNET - CHARLES GERARD

MICHEL AUDIARD  
MONTY STRAUB - MICHEL MARCEAU  
FRANCIS LAI

U.C.C. BIARRITZ - PUBLICIS MATHISON - U.C.C. OPÉRA (angle rue Daumesnil-Capucines) - CAPRI GRANDS BOULEVARDS - PARAMOUNT MONTMARTRE - U.C.C. ODÉON - BONAPARTE - STUDIO JEAN COCTEAU - PARAMOUNT GALAXIE - LES 3 MURAT - PARAMOUNT MAILLOT - C 2 L Versailles - ARTEL Nogent - ARGENTEUIL - ARCEL Corbeil - STUDIO REX - PARAMOUNT La Varenne - BUXY BOUSSY - ARTEL Rosny

DELON/LOSEY

# Mr Klein

ALAN DONOVAN  
JOSEPH LOSEY

Mr Klein  
JEANNE MOREAU  
JEAN-PIERRE LÉONARD  
JEAN-PIERRE LÉONARD  
JEAN-PIERRE LÉONARD

## FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE INTERNATIONAL DE PARIS

13 AU 20 NOVEMBRE EMPIRE 41 AV. de WAGRAM

INFORMATIONS ET RÉSERVATIONS : L'EMPIRE 766-59-19

### Cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

#### La cinémathèque

MERCREDI 10 NOVEMBRE - 15 h. Deux bons copains, de G. Douglas ; 18 h. 30, L'Amour d'une femme, de J. Grunwald ; 20 h. 30, American Queen, de J. Henson ; 22 h. 30, Manoberta-Mur, de J.-M. Straub. Samedi 14 h. 30, Les 400 coups, de J. Cocteau ; 16 h. 45, Les 400 coups, de J. Cocteau ; 18 h. 30, Les 400 coups, de J. Cocteau ; 20 h. 30, Les 400 coups, de J. Cocteau ; 22 h. 30, Les 400 coups, de J. Cocteau.

CORNER OF THE CIRCLE (A. v.o.) (\*) : Le Marais, 8 (223-47-89). LE CORPS DE MON ENNEMI (Fr.) : REX, 2 (236-83-83), Bretagne, 8 (223-37-87), UGC-Orléans, 8 (223-71-88), Normandie, 8 (223-11-88), Paris-Montparnasse, 8 (223-34-87), Paris-Montparnasse, 14 (223-34-87), Paris-Montparnasse, 14 (223-34-87). LA MARGE (Fr.) (\*) : Quintette, 8 (223-34-87), Montparnasse, 8 (223-34-87), Montparnasse, 14 (223-34-87), Montparnasse, 14 (223-34-87), Montparnasse, 14 (223-34-87).

LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Richelieu, 8 (223-34-87), Champs-Élysées, 8 (223-34-87), Champs-Élysées, 14 (223-34-87), Champs-Élysées, 14 (223-34-87), Champs-Élysées, 14 (223-34-87), Champs-Élysées, 14 (223-34-87).

#### Les films nouveaux

L'AFFICHE ROUGE, film français de Franck Ossant, avec Pierre Clementi, Impérial, 2 (223-34-87), Quintette, 8 (223-34-87), Quintette, 8 (223-34-87).

#### Les exclusivités

LAIT OU LA CUISSE (Fr.) : ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87).

#### Les exclusivités

LAIT OU LA CUISSE (Fr.) : ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87).

#### Les exclusivités

LAIT OU LA CUISSE (Fr.) : ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87).

#### Les exclusivités

LAIT OU LA CUISSE (Fr.) : ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87), ABC, 8 (223-34-87).

#### SEUL A PARIS

Le nouveau film d'ERMANNO OLMI

## Un certain jour...

#### SALLES CLASSÉES

LE STUDIO 2, rue Edouard-Poisson 83-AUBERVILLIERS

THEATRE DE LA COMEDIE - 833-18-16

MERCREDI 10 h. 30, VENDREDI 21 h. 30, SAMEDI 21 h. 30, DIMANCHE 10 h. 30

### ORANGE MÉCANIQUE

de Stanley Kubrick

MERCREDI 21 h. 30, SAMEDI 14 h. 30, SAMEDI 21 h. 30, DIMANCHE 10 h. 30

### UN HOMME QUI BORT

de Bernard Quétout

VENDREDI 10 h. 30, SAMEDI 10 h. 30, DIMANCHE 10 h. 30, MARDI 21 h. 30

### A FILM ABOUT JIMMY HENDRIX

de Joe Boyd

ST. CUIJAS 75005 Paris, 033-89-22

### L'ENFANT SAUVAGE

de François Truffaut

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1 30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18

A 14 h. 17 h. 30 et 21 h. 30

### SARTRE PAR LUI-MÊME

d'Alexandre Astruc et Michel Comtat

A 12 h. et 24 h. 15

### CERTAINS L'AIMENT CHAUD

de William Wyler

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2 30, rue Saint-André-des-Arts - 223-48-18

A 12 h. 15 et toutes les 2 heures

### L'EMPIRE DES SENS

de Nagisa Oshima

(Interdit aux moins de 12 ans.)

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES 10 - PARAMOUNT ODÉON 10  
STUDIO ALPHA 10 - PARAMOUNT OPÉRA 10  
CAPRI 10 Boulevard 10 - PARAMOUNT MONTMARTRE 10  
PARAMOUNT GALAXIE 10 - PARAMOUNT MAILLOT 10  
BUXY 10 Vol-ty 10 - PUBLICIS DÉTOSSÉ

PARAMOUNT City - PARAMOUNT La Varenne  
PARAMOUNT ÉLYSÉES 2 10 rue St-Clément - CARREFOUR Paris

Lorsque  
Eileen Brennan, Truman Capote, James Coco,  
Peter Falk, Alec Guinness, Elsa Lanchester,  
David Niven, Peter Sellers, Maggie Smith,  
Nancy Walker et Estelle Winwood,  
les plus grands détectives  
du monde d'invent ensemble, ils découvrent...

## Un cadavre au dessert



# Cinéma

## Les grandes reprises

**A NOUS LA LIBERTÉ** (Fr.) : Studio Bérard (71) (75-84-85) à 21 h. 45, perm. S. D.  
**AUTANT EN EMPORTE LE VENT** (A.V.) : Renaissance (9) (770-47-50).  
**LE BAL DES VAMPIRES** (A.V.) : Cluj-Roubaix (9) (228-40-12), Marseilles (9) (225-41-13), (v.l.) : UGC Opéra (9) (261-50-52), Blagnac-Montparnasse (19) (344-25-02).  
**CITIZEN KANE** (A.V.) : Actus Champs (9) (225-44-44).  
**LE CUIRASSÉ POTEMKINE** (Sov.) : Le Seine (9) (325-95-99).  
**ODYSSEE DE L'ESPACE** (A.V.) : Studio de la Contrepartie (9) (225-78-37), Elysees Point-Show (9) (225-67-29).  
**LE DROIT DU PLUS FORT** (AIL) : André Babin (13) (327-74-30).  
**FANTASIA** (A.V.) : Gaumont-Théâtre (2) (231-32-16), Panthéon (9) (225-14-04), Elysees Point-Show (9) (225-67-29), Madeleine (9) (072-56-02), Faubourg (13) (331-50-50), Diderot (13) (343-18-20), Calypso (17) (154-10-00), Cluj-Roubaix (9) (225-41-13).  
**HALUCINATIONS** (Fr.) : Le Seine (9) (325-95-99) en soirée.  
**HA VACHE ET MOI** (A.V.) : Le Marais (9) (378-41-68).  
**LE LAUREAT** (A.V.) : Marbeuf (9) (225-41-13), UGC Opéra (9) (261-50-52).  
**NASHVILLE** (A.V.) : Luxembourg (9) (333-97-77).  
**ORFÈRE** (Fr.) : Le Seine (9) (325-95-99), Studio Mado (9) (225-20-74).  
**LA PÊCHE AU KESROH** (A.V.) : Actus Champs (9) (225-44-44).  
**LE SÉRIUS EST EN PRISON** (A.V.) : Luxembourg (9) (333-97-77).  
**SOLKE VEST** (A.V.) : New-York (9) (770-40-10) en soirée.  
**TAKE ME OUT THE BALL GAME** (A.V.) : Action République (11) (335-10-33).  
**TOURNE LES FILLES ET FAIS-TOI** (A.V.) : Studio de l'Étoile (17) (380-19-49).  
**2000 LOBES SOUS LES NEIGES** (A.V.) : Le Seine (9) (325-95-99), Rex (2) (228-43-62), Rotonde (9) (335-08-20), UGC Opéra (9) (261-50-52), UGC Colonne (13) (331-02-19), Magic-Convulsion (13) (325-20-64), Noddy (17) (330-41-00).  
**LA TOUR INTERNALE** (A.V.) : Kinopanorama (15) (306-50-50).

## Les séances spéciales

**CARABET** (A.V.) : Châtelet-Victoria, 1<sup>re</sup> (308-94-14), à 20 h.  
**CERTAINS L'AMOUR CHAUD** (A.V.) : Saint-André-des-Arts (1) (325-45-13), à 13 h. et 24 h.

**Henri Michaux**  
 Les films de ce grand peintre sont présentés en deux versions : la version originale et la version restaurée. Les films sont présentés en deux versions : la version originale et la version restaurée.  
**MAX ERNST**  
 Les films de ce grand peintre sont présentés en deux versions : la version originale et la version restaurée. Les films sont présentés en deux versions : la version originale et la version restaurée.

**HALUCINATIONS**  
 FILMS RÉALISÉS PAR ERIC ROUVIER  
 EN BOÎTIER 16 h. 45 et 22 h. 30

**MULTI CINE**  
**L'AFFICHE ROUGE**  
 MONTE-CARLO QUINTEITE  
**MADO**  
 QUINTEITE  
 SAINT-GERMAIN VILLAGE/MAYFAIR  
**SILENT MOVIE**  
 ELYSEES LINCOLN/QUINTEITE  
 QUARTIER LATIN/NATION  
**BARRY LYNDON**  
 de Stanley Kubrick  
 MAUTEPVILLE  
**CRIA CUERVOS**  
 ELYSEES LINCOLN  
 SAINT-GERMAIN VILLAGE  
 SAINT-LAZARE PASQUIER  
**UNE FEMME À SA FENÊTRE**  
 MAUTEPVILLE/DRAGON/NATION  
**L'ATLE OU LA CUISSE**  
 QUINTEITE

# Festivals

## Autisme à Paris

**THÉÂTRE DES BOUFFES-DU-NORD** (230-26-00) (O. sdr. 14), 20 h. 30, mat. dim., à 16 h. : Derviches tourneurs de Dargaz (musique).  
**AVENIR-VALENTIN** : Théâtre de la Commune (333-15-16), les 13 et 14, 20 h. 30 ; 15 et 16, 21 h. : Quatre Soldats et un accordéon de Richard Demary et Teresa Mota (Portugal, traduction simultanée par projection).  
**THÉÂTRE IMMIGRÉ**  
 Jusqu'en 15 novembre, à Paris, en banlieue et en province. (Renel-)

## Concerts

**MERCREDI 10 NOVEMBRE**  
 Eglise de la Trinité, à 20 h. 30 : Chœur et orchestre «Promusica» de Paris, dir. : P. Popov, sol. : J. Fournier (Mozart) : Requiem.  
**Radio-France** (234-33-61), 19 h. 45 : 20 h. 30 : Nouvel Orchestre Phil. et chœur de R. F. dir. : M. Abravanel (Darius Milhaud) : «Vivente».  
**Chopin-Feyel** (227-29-73), 20 h. 30 : Quatuor Polonais (Lull, Copland, Cartier, à 20 h. 30 : Ensemble instrumental de Roumanie, dir. : A. Siranescu, sol. : C. Gortomian, D. Neacsiu (Bach, Tartini, Krumpholtz, Jullien).  
**Théâtre des Champs-Élysées** (225-44-30), à 20 h. 30 : Robert Brown (P. Gluck, R. Krieger, R. Parris, S. Cyrano, M. Segre).

**JEUDI 11 NOVEMBRE**  
 Eglise Allemande, 30 h. 30 : Keith Lewis, Pryor Dodge, Arthur Hase et Martin McGowan (Schubert, Brahms, Haydn, Puccini, Tchaïkovski).  
**VENDREDI 12 NOVEMBRE**  
 Eglise Saint-Germain-des-Prés, à 21 h. : C. Crenna, K. Chastain, C. Girard, J. Poullet (Bach, Haendel, Mozart).  
**Sorbonne**, à 13 h. 30 : La Camerata de Paris (Des troubadours à Montefred).  
**Théâtre des Champs-Élysées**, à 20 h. 30 : Vladimir Ashkenazy (Bach).

**SAMEDI 13 NOVEMBRE**  
 Gaveau (225-38-14), à 17 h. 30 : Orchestre de chambre de Paris, dir. : A. Lagoy (Bach, Tchaïkovski, Schumann).  
**Salle Pleyel** (770-27-05), à 17 h. : Quatuor Lœwenstam (Bach, Beethoven, Chopin-Feyel, à 20 h. 30 : L. Yonacoff (Bach, Bartok).  
**Eglise Saint-Thomas d'Aquin**, à 17 h. 45 : Michèle Guyard (Bach, Fuchs, Brahms).  
**Théâtre d'Orsay** (344-50-00), à 11 h. : Max von Eggmont, Ton Koopman, Richte van der Meer (Schöta, Haydn, Puccini, Cézanne, Bach, Haendel).  
**Radio-France**, grand aud., à 20 h. 30 : Orchestre philharmonique, dir. : G. Amy, sol. : R. Finnis (Mozart, Mahler, Varèse).  
**Palais des Congrès**, salle bleue, à 18 h. 30 : voir le 13 au Palais.  
**Théâtre des Arts (ex-Hébertot)** (387-22-22), à 20 h. 45 : Martha Argerich et Ivry Gitlis.  
**Cercle Interallié**, 33, Faubourg-Saint-Hippolyte, à 21 h. : M. Bourgeois, C. Kling et Y. Le Gallier.

gements : Maison des travailleurs immigrés, Fataux, tél. 306-08-94).

## Film d'opéra

**PALAIS DES CONGRÈS** (758-23-00) (salle bleue), Le 10, à 20 h. : M. M. Lescout, à 22 h. : La Fanciulla del West, Le 11, à 20 h. : Il Barbiere di Siviglia, à 22 h. : Faust, Le 12, à 20 h. : L'Elisir d'amore, à 22 h. : Il Trovatore, Le 13, à 20 h. : La Sonnambula, à 22 h. : Aida, Le 14, à 20 h. : La Favorita, à 22 h. : La Traviata, à 20 h. : Andrea Chénier, Le 15, à 20 h. : La Forza del Destino, à 22 h. : Un Ballo in Maschera.

UGC BIARRITZ VO • CINÉMONDE OPÉRA VF • MIRAMAR VF  
 STUDIO MÉDICIS VO  
 PIO ANGELETTI et ADRIANO DE MICHEL  
 2<sup>e</sup> présentation

le nouveau film de DINO RISI

## la CARRIÈRE d'une FEMME de CHAMBRE

AGOSTINA BELLI  
 VITTORIO GASSMAN UGO TOGNAZZI



après "PARFUM de FEMME"

COCHI PONZONI

ÉLYSÉES-LINCOLN • ST-LAZARE PASQUIER • STUDIO RASPAIL  
 STUDIO de LA HARPE • OLYMPIC-ENTREPOT

Michel SEYDOUX présente

## DU CÔTÉ des tennnis

C'est du grand cinéma d'une personnalité rare et exemplaire  
 Guy Bourdieu  
 LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

avec Marie-Christine BARRAULT  
 un film de Madeleine HARTMANN



LUXEMBOURG - STUDIO GIT-LE-CŒUR  
 UGC OPÉRA (boulevard des Capucines, rue Daunou)

"moi, pierre riviére, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère..."

un film de rené allio

d'après le dossier publié par michel foucault



RACINE 14 JUILLET BASTILLE 14 JUILLET PARNASSE

## LE GRAND SOIR

un film de Francis Reusser

ST-ANDRÉ-DES-ARTS 14 JUILLET BASTILLE 14 JUILLET PARNASSE

## SARTRE

par lui-même

un film réalisé par alexandre astruc et michel contat

MONTE-CARLO - QUINTETTE - IMPERIAL PATHE - MONT-PARNASSE 83  
 GAUMONT SUD - 14 JUILLET BASTILLE - CYRANO Versailles - GAUMONT Evry

JEAN-SERGE BRETON présente

## LA RÉVÉLATION DU FESTIVAL DE CANNES

avec **Observateur**

C'est admirable d'intelligence et d'émotion. Je n'ai rien vu d'aussi poignant, d'aussi exaltant qu'on ait tourné sur la Résistance.

J.L. BORY

**Le Monde**  
 La bonne réputation de ce film n'ôte pas de grand, aussi pourquoi n'a-t-il pas été choisi pour la sélection française du Festival?

J. SCLIER

# L'AFFICHE ROUGE

un film de FRANK CASSENTI

PRIX JEAN VIGO 76

avec  
 PIERRE CLEMENTI • MAYA WODESKA • LASZLO SZABO • ANICEE ALVINA  
 ROGELIO IBANEZ • JULIAN NEGULESCO • MALKA RIBOWSKA  
 MARIO GONZALES • JEAN LESCOT • SILVIA BADESCO • ALAIN SALOMON

Une coproduction : 2 PRODUCTIONS/INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL/AVIA. Distribution : PLANFILM.









# Variétés

## Le music-hall

BOBINO (033-30-49) (D. soir, L.). 20 h. 30. Mat. dim. à 14 h. 30 et 18 h. 30 : Georges Brassens.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (339-37-03) (D. soir, L.). 20 h. 45. Mat. dim. à 17 h. 30 : Guy Béart.

COUR DES MIRACLES (548-52-60) (D.). 20 h. 30 : Henri Tesson.

THEATRE ANTOINE (208-77-71) (D. soir, L.). 11 h. 15. 20 h. 30. Mat. le 11 et dim. à 17 h. : Les Frères Jacques.

THEATRE DE LA RENAISSANCE (183-18-30), à partir du 18 à 21 h. : Guy Béart.

THEATRE FONTAINE (574-82-34). Jusqu'au 13 à 21 h. : Brigitte Fontaine et Arel.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (252-44-30). Les 11, 12 et 13, à 21 h. : 19 h. et 22 h. : Barry Delafont.

SALLE PLEYEL (227-06-30). Les 10, 11 et 12, à 21 h. : Georges Chakiris et Jessy Green.

THEATRE MOUFFETARD (333-12-07). Le 15 à 20 h. 30 : Musique Polyphonique.

OLYMPIA (742-25-49) (L.). 21 h. 30 : M. Sardou.

STADIUM (583-11-00). Le 16 à 21 h. : Félix Leterrier, Pauline Julien et Raymond Lavigne.

## Les opérettes

BOUFFES-PARISIENS (073-79-54) (D. soir, L.). 20 h. 45. Mat. et dim. à 15 h. : La Belle Eschère.

BOUFFES-MONTMARTRE (066-38-79) (D. soir, L.). 20 h. 30. Mat. dim. à 15 h. 30 : Ginette Macquerie.

HENRI VARENA-MOGADOR (283-38-50). Mar. V. R. Mat. à 20 h. 30. Mat. sam. à 15 h. : Bête de vaudeville.

THEATRE MARIGNY (256-04-41) (D. soir, L.). 21 h. Mat. dim. à 14 h. 45 et 18 h. 30 : Nini la Chance.

## Les chansonniers

CAYRAU DE LA REPUBLIQUE (218-44-40). 21 h. Mat. le 11 et dim. à 15 h. 30 : Sous sans provisions.

DEUX-ANES (506-10-50) (D.). 21 h. Mat. le 11 et dim. à 15 h. 30 : Maitandine, les vols-tu rien venir ?

DIX-HEURES (606-07-48) (D.). 22 h. 15 : Tu crois que c'est mieux ailleurs ?

## Le jazz

PAVILLON DE PARIS, le 13 à 20 h. Nazareth, Heath.

FIAP, le 13 à 20 h. 30 : Chance Evans et ses quintettes.

EMPIRE, le 13 à 20 h. et 22 h. : Dione Warwick.

AMERICAN CENTER, le 10 à 21 h. : Red Herring ; le 11 à 21 h. : Samory.

CENTRE CULTUREL DU MARAIS, le 11 à 21 h. : Richard Landry.

THEATRE FONTAINE (574-82-34). Jusqu'au 15 à 18 h. : Cobalme.

Ensemble à partir du 15 à 18 h. : West African Commes.

## La danse

CENTRE CULTUREL DU MARAIS, les 12 et 13 à 21 h. : Douglas Dunn ; le 10 à 21 h. : Richard Fock et Nancy Lewis.

PALAIS DES CONGRES (758-27-79) (D. soir), 20 h. 45. Mat. sam. à 16 h. 30 et dim. à 17 h. : Les Ballets Molodtsov.

AMERICAN CENTER, le 15 à 19 h. : Richard Fock et Nancy Lewis.

## Le cirque

PALAIS DES SPORTS (250-78-80). Mar. à 20 h. 45 ; jeu. 11 à 14 h. 15 et 20 h. 45 ; ven. sam. et dim. à 20 h. 45 ; mat. sam. à 17 h. 30 ; dim. à 14 h. 15 et 17 h. 30 : Le Cirque de Moscou.

CIRQUE D'HYVER BOULEVARD (100-12-25). Mar. 10 à 15 h. ; jeu. 11 à 14 h. et 17 h. ; ven. 12 à 15 h. et 21 h. ; dim. 14 à 14 h. et 17 h. : nouveau spectacle.

## LA PATINE DU TEMPS

Les gens, les événements, les gens qui font l'événement, à quel point, à quel instant de leur trajectoire peut-on les cerner, les juger vraiment ? Au fond, ce n'est jamais l'endroit ni le moment. Vu de près, leur contour se brouille, vu de loin, il s'estompe. Contrairement à ce qu'on croit, la distance est flatteuse. Elle incline moins à la lucidité qu'à l'indulgence. Le temps, cette gomme, cette brosse, dépose sur les dures et les choses la patine attendrie du souvenir ou de l'oubli. Et aux assises de l'histoire, si l'on condamne parfois par contumace, on prie, le plus souvent, la plaidoirie au réquisitoire.

C'est encore plus sensible à l'écran, où le commentaire repose, s'appuie, se fonde, sur des documents officiels ou privés, donc superficiels ou flatteurs. Que pouvons-nous montrer Henri de Turanne de Louis Ronsard et d'André Citroën à l'avant-dernier chapitre de sa série ? Des autos et des hommes ? Elle est excellente, la question n'est pas là, elle ouvre rétrospectivement notre horizon, elle jette des ponts, elle ouvre des voiles de grande communication entre les continents. Qui, que nous fait, nous faire voir, nous donner à entendre ? Les bandes d'actualité, les films tournés à l'occasion des croisades noires et jaunes à travers l'Afrique et l'Asie, les photos de famille, les témoignages des enfants du « Barnum de Javel » ou des employés du « Gorille de Billancourt ».

C'est ainsi qu'on a vu se dessiner les silhouettes et les trajectoires attendues, idéales, du petit ouvrier parti de rien, prudent, près de ses sous, tel à du brillant polytechnicien assoupli de publicité et casse-cou, qui se sont livrés, de 1919 à 1934, une lutte sans pitié, une concurrence acharnée. Ils avaient, de surcroît, masque grave et buriné pour l'un, visage rond et poulpin pour l'autre, la tête de l'emploi. Et ils sont morts l'un et l'autre « tragiquement ». C'est trop tôt, à deux doigts de la suite et de la gloire qu'il leur fallait. Rensu, trop tard, en prison où le conduisit à la Libération le fait que ses usines avaient travaillé pour les Allemands.

Soit de l'épargne ou sans de l'épargne, solidité ou insouciance, ces deux géants de l'industrie automobile nous sont apparus, c'est normal, et en images ou plutôt en clichés, et en statues, mommies figées pour l'éternité dans des bandes-lettres de pellicule.

CLAUDE SARRAUTE

## TROIS NOUVELLES MISSIONS POUR LE HAUT CONSEIL DE L'AUDIO-VISUEL

Le Haut Conseil de l'audiovisuel, réuni mardi à l'hôtel Maitland, s'est vu confier trois nouvelles missions par M. Raymond Barre, premier ministre. Traditionnellement chargé d'étudier l'orientation et le développement des techniques audiovisuelles, de déceler les dérogations au monopole, le Haut Conseil va désormais se pencher sur l'étude « des problèmes de toutes sortes — politiques, techniques, financières, juridiques — que pose l'utilisation des satellites dans le cadre du monopole », a déclaré en premier lieu M. Barre. D'autre part, le premier ministre souhaite qu'un groupe de travail s'attache à résoudre certains problèmes de déontologie de l'audiovisuel, que ce soit la publicité indirecte ou les rapports des sociétés de programme avec les producteurs et les réalisateurs. Enfin, il a demandé que soient étudiées « les conditions d'utilisation de la télévision scolaire et universitaire, compte tenu des techniques les plus modernes ».

C'est M. Gérard Montassier, ancien directeur du cabinet de M. Michel Guy, quand celui-ci était secrétaire d'Etat à la culture, qui remplace M. Jean-Pierre Hadenegre (décédé) au secrétariat général de nouveau Haut Conseil de l'audiovisuel, composé désormais de quarante membres au lieu de trente-quatre. Le gouvernement a décidé en effet d'y faire élire les présidents des organismes issus de l'ex-O.R.T.F. Ils n'auront cependant pas le droit de vote sur les résolutions du conseil concernant leur société.

Le nouveau bureau a été élu mardi. Il est composé de M. Jean d'Arny, président des vidéo-sociétés ; Robert Salmon, ancien secrétaire général de la Fédération nationale de la presse française ; Jean-Loup Tournier, directeur général de la SACEM ; Claude Merder, directeur général de la SOFRATEV ; et Jean Antin, président de Télédiffusion de France.

PUBLICIS ELYSEES • UGC BIARRITZ • MAX LINDER • PUBLICIS ST-GERMAIN • BOULMICH • MOULIN ROUGE • PARAMOUNT OPERA • UGC OPERA 23 • PARAMOUNT MONTMARTRE • PARAMOUNT GALAXIE • PARAMOUNT MARLLOT • PARAMOUNT ORLANS • PARAMOUNT COCULUS • PARAMOUNT BASTILLE • PASSY • PARAMOUNT ELYSEES • LA CELLE ST-CLOUD • PARAMOUNT LA VARENNE • PARAMOUNT ORLY • PUBLICIS DEFESE • BIKY VAL-D'YERRES • CYRANO VERSAILLES • LES FLANDES SARCCELLES • URSUS ORSY • MELLES MONTREUIL • ANTEL ROSNY • GAMMA ARGENTEUIL • ANTEL PORT NOGENT • UGC POISSY • CARREFOUR PANTIN • DOMINO MANTES

Film parfait à tous points de vue.  
**Robert CHAZAL (FRANCE SOIR)**

Un film de la même famille que "Un Homme et une Femme".  
**Jean de BARONCELLI (Le MONDE)**

Laissez-vous emporter... sans condition, sans réflexion.  
**Remo FORLANI (R.T.L.)**

LELOUCH des plus grands jours, quelle fête !  
**SORTIR**

Boire d'oxygène, de vitamines, de globules rouges...  
**Michel FLACON (Le POINT)**

On sort avec l'œil allègre et le cœur léger.  
**José BESCOS (PARISCOP)**

On ressentait l'attente nostalgique du cinéma de "Happy End".  
**Henri CHAPIER (QUOTIDIEN DE PARIS)**

deux actrices merveilleuses. LELOUCH se divertit, et nous aussi.  
**Michel MOHRT (Le FIGARO)**

Vous avez de la chance vous qui n'avez pas encore vu "Si c'était à refaire" : vous allez le voir...  
**François CHALAIS (EUROPE N° 1)**

CATHERINE DENEUVE  
ANOUK AIMEE

LE NOUVEAU LELOUCH



FRANÇOIS MUYTER • JEAN-JACQUES BROT • MELIS ARESTRUP

Fuse également au VILLAGE NEUILLY.

# RADIO-TÉLÉVISION

## MERCREDI 10 NOVEMBRE

### CHAINE I : TF 1

20 h. 30. Téléfilm : « Le Milliardaire », de M. de Saint-Pierre avec R. Marv. O. Versois. C. Titre.

22 h. 30. Essai sociologique : L'opinion publique, de J. Mousseau, réal. B. Guilloz ; 22 h. 55. Journal.

20 h. 30. Série : Kojak ; 21 h. 25. Magazine : C'est à dire ; 23 h. Variétés : Pour adultes.

### CHAINE II : A 2

20 h. 30. Série : Kojak ; 21 h. 25. Magazine : C'est à dire ; 23 h. Variétés : Pour adultes.

### CHAINE III : FR 3

20 h. 30. Un film, un auteur : « Le Jour le plus long », de D. F. Zaruck, K. Annakin, A. Martin, B. Wicki (1962), avec J. Demick, Bourvil, H. Barraut, Arianny, J. Wavre, R. Mitchum, H. Fonda, C. Jurgens (N.).

22 h. 20. Journal.

### FRANCE-CULTURE

20 h. La musique et les hommes : musique et arts plastiques, avec F. Miroglio ; 22 h. 30 (R.). Entretiens avec R. Queneau ; 23 h. Java ; 23 h. 50. Poésie.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. En direct de l'auditorium 104 : « l'Orestie » (Escarot, adaptation Claudet, Mithaud), par le Nouvel Orchestre philharmonique, chœurs et maîtrise de Radio-France, direction M. Abravanel, avec C. Herzog, L. Guillot, L. Dourson, D. Barraud ; 23 h. 50. Hommages ; 0 h. 5. Europe de l'Est.

Pour améliorer la qualité de l'endroit où vous vivez, la CAEL lance des emprunts.

Actuellement Emprunt Antenne 1976 taux de rendement actuariel brut 11%

Vous souscrivez dans les Banques, les Bureaux de poste, les Caisses d'épargne et chez les Comptables du Trésor.

## JEUDI 11 NOVEMBRE

### CHAINE I : TF 1

De 10 h. 45 à 20 h. Programme ininterrompu (à 10 h. 45. Cérémonie militaire à l'Arc de triomphe ; à 15 h. 50 (R.). Au théâtre ce soir : « Interdit au public », de J. Marsan et R. Dornes, avec J. Le Poulain.

20 h. 30. Série : La pêche miraculeuse, d'après G. de Fourtales, réal. G. Matzou, 21 h. 20. Magazine : L'événement (Dossier Proche-Orient).

22 h. 20. Allons au cinéma ; 22 h. 50. Journal.

### CHAINE II : A 2

De 14 h. à 20 h. Programme ininterrompu (à 10 h. 45. Cérémonie militaire à l'Arc de triomphe ; à 17 h. 20. Film : « Les Casse-pieds », de J. Dreyville (1948), avec Noël-Noël, J. Tissier, B. Blier, E. Lamphol).

20 h. 30. Dramatique : Crépuscule à Venise, de J. Mistral, réal. J. Dayan, avec M. Vitold, M. Ribowski, C. Dauphin.

22 h. 20. Journal.

### CHAINE III : FR 3

De 10 h. 45 à 20 h. Programme ininterrompu (à 10 h. 45. Cérémonie militaire à l'Arc de triomphe ; à 15 h. 50 (R.). Au théâtre ce soir : « Interdit au public », de J. Marsan et R. Dornes, avec J. Le Poulain.

20 h. 30. Série : La pêche miraculeuse, d'après G. de Fourtales, réal. G. Matzou, 21 h. 20. Magazine : L'événement (Dossier Proche-Orient).

22 h. 20. Allons au cinéma ; 22 h. 50. Journal.

### CHAINE II : A 2

20 h. 30. Feuilleton : Le cœur au ventre, réal. R. Mazoyer ; 21 h. 30. Littéraire : Apos-trophes (l'émancipation de la femme).

22 h. 20. Journal.

### MERCREDI 10 NOVEMBRE

Le parti communiste s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, est invité du magazine C'est à dire sur Antenne 2, à 21 h. 20.

### TRIBUNES ET DEBATS

JEUDI 11 NOVEMBRE : Les associations d'anciens combattants s'expriment à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

**E. LECLERC**  
CENTRE OFFICIEL VETEMENTS  
15, boulevard MAGENTA-PARIS X<sup>e</sup> Angle rue de Landry  
M<sup>o</sup> BONSENGOT DE REPUBLIQUE - PARKING GRATUIT DU PARC METRE  
Ouvert de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h - Fermé Dimanche et Lundi matin

OUVERT JEUDI 11 NOVEMBRE

Un nouveau Meccarillos  
**MECCARILLOS BRASIL**  
Regardez sa couleur. Du vrai Brasil

Pour elle  
COSTUME avec 2 pantalons  
WOOLMARK  
Tergalaine 5 couleurs  
580  
PRIX-COUPÉ-QUALITÉ  
INBATTABLES

Pour lui

Le roi Hussein de Jordanie et le général Moshe Dayan sont interviewés au cours du reportage sur le Proche-Orient du magazine « L'événement », qui comprend également un débat sur le volcan de la Soufrière avec M. Zéaroun Tazieff et le professeur Allégret, sur TF 1, à 21 h. 20.



# LETTRES

## Les « Mémoires du roi David »

(Suite de la première page.)

Dans sa personne nulle contention. Il est vif, jovial, chaleureux, poétique. Si on lui demande pourquoi David et pourquoi ces Mémoires, il répond : « C'est à cause des psaumes. J'avais des ennuis, je les ai relus. Il n'est pas de chagrin auquel les psaumes n'apportent remède, même pour la mort d'un chien. » Et sa voix tremble encore quand il évoque la mort du sien. Il y eut aussi les inondations de Florence, où il passa toujours une maison. Quand le cataclysme se produisit, il résistait dans la ville, que domine la

statue de Michel-Ange, comme celle d'un saint patron. David le cernait de toutes parts. Depuis qu'une exigence de neutralité tient, d'une façon discutable l'histoire biblique comme l'histoire de l'Eglise à l'écart de l'enseignement laïque, que savons-nous de David ? Sa victoire sur Goliath, quand il est jeune ? Sa passion pour Bathschéba quand il est roi ? Ce que la sculpture et la peinture, du Moyen Age à Rembrandt, ont illustré. C'est à peine la dixième de ce qu'apportent les Livres Saints, le quart du livre

qu'écrivit Coccioni. Le reste constitue le plus beau des romans.

La royauté est toute neuve en Israël quand David y accède sous un droit légitime. Il n'est pas le fils de Saül, le premier roi à succéder aux Juges. Il est même de la tribu rivale : Juda contre Benjamin. Mais le prophète Samuel l'a oint en secret quand il avait quinze ans. Berger alors et poète accompagnant son chant à la cithare. C'est par l'art qu'il entre d'abord dans l'intimité du roi vieillissant. Saül souffre d'angoisses devant la mort, que seule la musique apaise. David devient son troubadour et Jonathan, fils de Saül, s'en éprend. Puis sa vaillance guerrière fait de lui un héros et il épouse la fille de Saül.

Les desseins de Dieu se réalisent souvent par des voies tortueuses. Ils passent ici par la jalousie du roi, son désir de mettre à mort un rival en jeunesse, en beauté, en promesse de gloire ; par l'amour de Jonathan qui trahit son père pour sauver son ami. Ils passent aussi par le service de l'ennemi : David traqué, en fuite dans le désert, les préceptes de son courage aux Philistins. Jusqu'à ce que la tribu de Juda le proclame roi, en attendant qu'il unifie Israël sous son sceptre.

Stôt la gloire acquise, les épreuves fondent, nées d'un crime. David, qui ne manque pourtant pas d'épouses, ni de concubines, envoie Uri à la mort sur le champ de bataille pour épouser Bathschéba. C'est le riche qui rovi au pauvre sa brebis. Toute la fin de son règne sera déchirée par les scandales de sa descendance, les querelles de sa succession : l'inceste d'Amnon avec Tamar sa sœur, la révolte d'Absalon... Cor Bathschéba veille aux intérêts de son fils Salomon contre les prétentions des autres princes.

Tout cela, dira-t-on, est raconté par la Bible. Mais qui la lit ? Or Coccioni, en la suivant de près, nous initie à elle. Elle ne l'enrênerait pas pour recréer de l'intérieur son personnage moqueur et moines autres figures, pleines de vie, hommes ou femmes, prophètes ou chefs militaires.

Sacrifice oudeux ? Tout appartient ici à une histoire sacrée. La séduction de cette geste sur le profane est indéniable, mais qu'en pense le croyant, le savant versé dans les Ecritures ? Arnold Mandel nous apporte ci-dessous la réaction d'un écrivain du judaïsme.

JACQUELINE PIATIER.

Le litige autour de Why not the best ? — M. Camille Bernard, vice-président du tribunal de Paris, s'est déclaré incompétent, vendredi 5 novembre, pour statuer sur la demande de modification du titre d'un livre de M. Jimmy Carter dont la version française est intitulée *Le Meilleur de nous-mêmes* (le Monde du 4 novembre). La modification était demandée par Mlle Aurélie Brice, auteur d'un livre portant le même titre paru en septembre 1975 aux éditions Albin Michel.

## UN « JUIF AUX PSAUMES »

Le David de l'histoire, de la légende et de la rhapsodie du peuple juif n'est pas celui de Michel-Ange, relief sculpté de la jeunesse, de la vaillance et de la fierté, mais un être tourmenté, poète du cri de souffrance, auteur que de l'Aléluia d'allégresse, interieur et proie de Dieu, géniteur du Messie de la rédemption d'Israël. Et le David du Toscan Carlo Coccioni est bien davantage l'oint du Seigneur, archaïquement hébreu d'Hébron et de Jérusalem que la figure de la statuaire florentine.

Et c'est bien le Carlo Coccioni du Tourment de Dieu qui, ici, dans la lumière et les ténèbres des ravisements et des angosisses de sa héros, prolonge et approfondit sa quête. Seule et avant tout importe la présence de Dieu, quel qu'il soit ou, plus exactement, quel qu'il en soit : « Oh ! rappelle-moi, interieur, que je puis et que je dois me contenter d'un Dieu enveloppé de brumes, en dépit de tant de paroles, pourvu qu'il ne déçoive pas sa face. »

Dans cette dimension dramatique d'une appréhension, la mort ignominieuse d'Absalon dans les branches du Liban, la nudité flamboyante de Bathschéba, la sombre folie de Saül, l'ardente amitié de Jonathan, les razzias philistines et les guerres d'extermination, les mésaventures de l'Arche d'alliance et les amères remontrances des prophètes Samuel et Nathan sont les indices d'un mystère encore rassurant au-delà de son angosse. Un Dieu qui se fait manifeste, donc accessible.

Carlo Coccioni nous transmet cette vision dans la transmission de sa réalité et de sa vérité. Mémoires du roi David est un très beau livre, autre chose et bien plus que ce que l'on connaît, dans la routine d'un certain vocabulaire, de « message ». C'est la représentation fervente et tendue d'une présence parmi nous, d'une présence en nous.

Le roi David, septuagenaire, en

perdition de vigueur et trépass, couché auprès de la jeune Absalon, dont le corps le réchauffe, mais avec laquelle il n'a pas de commerce charnel, dit sa vie alternativement, splendide et misérable, dit ses épreuves, ses péchés, ses ravissements, ses doutes, dans la proximité de l'amour de Dieu ou dans la grâce de son abandon et de ses dérobades. C'est un long monologue récitatif, assorti ou sarti — mais non pas — orné — de méditations sur les rapports entre l'homme et Dieu, sur le mystère de la création.

Et c'est bien le Carlo Coccioni du Tourment de Dieu qui, ici, dans la lumière et les ténèbres des ravisements et des angosisses de sa héros, prolonge et approfondit sa quête. Seule et avant tout importe la présence de Dieu, quel qu'il soit ou, plus exactement, quel qu'il en soit : « Oh ! rappelle-moi, interieur, que je puis et que je dois me contenter d'un Dieu enveloppé de brumes, en dépit de tant de paroles, pourvu qu'il ne déçoive pas sa face. »

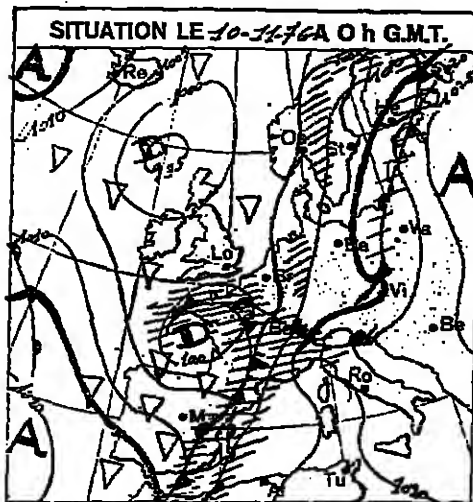
Dans cette dimension dramatique d'une appréhension, la mort ignominieuse d'Absalon dans les branches du Liban, la nudité flamboyante de Bathschéba, la sombre folie de Saül, l'ardente amitié de Jonathan, les razzias philistines et les guerres d'extermination, les mésaventures de l'Arche d'alliance et les amères remontrances des prophètes Samuel et Nathan sont les indices d'un mystère encore rassurant au-delà de son angosse. Un Dieu qui se fait manifeste, donc accessible.

Carlo Coccioni nous transmet cette vision dans la transmission de sa réalité et de sa vérité. Mémoires du roi David est un très beau livre, autre chose et bien plus que ce que l'on connaît, dans la routine d'un certain vocabulaire, de « message ». C'est la représentation fervente et tendue d'une présence parmi nous, d'une présence en nous.

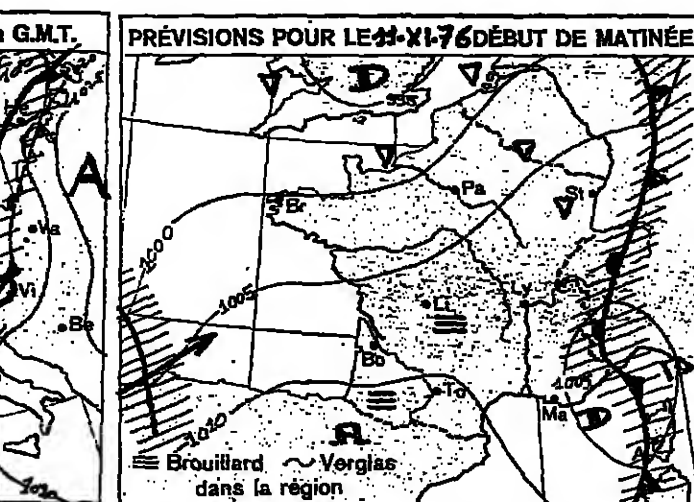
ARNOLD MANDEL

## AUJOURD'HUI

### MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 10 novembre à 0 heure et le jeudi 11 novembre à 21 heures : Un courant perturbé continuera à circuler autour de la dépression du nord-ouest de l'Europe — de l'Atlantique à l'Europe occidentale. La perturbation de ce courant, qui affectait la France mercredi matin, s'éloignera vers le nord-est, mais laissera des pluies sur les régions orientales. Une autre perturbation s'approchera du golfe de Gascogne le soir.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 10 novembre à 0 heure et le jeudi 11 novembre à 21 heures : Un courant perturbé continuera à circuler autour de la dépression du nord-ouest de l'Europe — de l'Atlantique à l'Europe occidentale. La perturbation de ce courant, qui affectait la France mercredi matin, s'éloignera vers le nord-est, mais laissera des pluies sur les régions orientales. Une autre perturbation s'approchera du golfe de Gascogne le soir.

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 10 novembre à 0 heure et le jeudi 11 novembre à 21 heures : Un courant perturbé continuera à circuler autour de la dépression du nord-ouest de l'Europe — de l'Atlantique à l'Europe occidentale. La perturbation de ce courant, qui affectait la France mercredi matin, s'éloignera vers le nord-est, mais laissera des pluies sur les régions orientales. Une autre perturbation s'approchera du golfe de Gascogne le soir.

# CARNET

## Naissances

— M. Manuel Cane et Mme, née Marie-Hélène Charrel, ont la joie d'annoncer la naissance de **Julie**, le 16 octobre 1976.

— M. Bernard Denis et Mme, née Claude Léger, ont la joie d'annoncer la naissance de **Mathieu**, le 6 novembre 1976.

— M. Charles Jeory et Mme, née Ariane Gervoy-Dechaume, laissent à **Raïssa** la joie d'annoncer la naissance de **Simon-James**, le 18 octobre.

— Emille, Daniel et Serge Louveau ont la joie d'annoncer la naissance de **Pierre-Adrien**, le 15, rue de Douai, 75016 Paris.

— M. Philippe Nicolas et Mme, née Isabelle Chausson, ont la joie d'annoncer la naissance de **Léa**, le 10, rue Froidevaux, 75014 Paris.

— Yves et Marie-Laure Robineau laissent à **Mathieu** la joie d'annoncer la naissance de **François-Mathieu**, le 28 octobre 1976.

— Le colonel et Mme François Pinasseau, 31 et Mme Daniel Dugé, ont la joie d'annoncer la naissance de **Danielle et Marc**, 98, rue Bordeaux, 92350 Sceaux.

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de **Nathalie Heidsieck**, fille de M. Bernard Heidsieck et de Mme, née Françoise Janicot, avec **Philippe de Saint-Phaël**, fils du comte Jacques de Saint-Phaël et de la comtesse de Saint-Phaël, née Marie-Thérèse de Lacharrière.

— Nos érudits, bénéficiant d'une réduction sur les intentions de *« Carnet de Monds »*, sont priés de joindre à leur envoi de *« Carnet de Monds »* pour justifier de cette qualité.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. Louis Goussé, El sa famille, ont la douleur de faire part du décès de **Mme Françoise GOUSSÉ**, née Gauvin, survenue subitement le 3 novembre 1976, à Nice.

— L'inhumation a eu lieu à Varazze, le 2 novembre 1976, dans la plus stricte intimité.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Pour le neuvième anniversaire du décès du **docteur François BACLESSE**, une pensée est demandée à ceux qui conservent fidèlement son souvenir.

— En ce 11 novembre 1976, centenaire de la naissance de **Bernard NAUDIN**, peintre-décorateur-peintre, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918.

— son fils demande une pensée à ceux qui se souviennent de cet artiste et de son œuvre.

— M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

## Pierre DUPUCH

Mme Pierre Dupuch, M. et Mme Robert Dupuch, Les familles Babou, Dandé, Champagnat, Pichot, Courtois de Vico, Dumont-Léob, de Lapierre et Obayon, ont la douleur de faire part du décès de **M. Pierre DUPUCH**, conseiller d'Etat, en service extraordinaire, ancien préfet.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, rue Corot, Paris-16, le vendredi 12 novembre 1976, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part. 67, boulevard Suchet, 75016 Paris.

(Né en 1911 à Poitiers, docteur en droit et docteur de Sciences-Pol, M. Pierre Dupuch entra en 1936 dans la carrière préfectorale et appartint en 1940 au cabinet d'Edouard Delaunay, président du conseil. Après avoir occupé divers postes territoriaux, il est, en 1944, chargé de mission au cabinet de M. Le Troquer, ministre de l'intérieur, et est nommé préfet de l'Aveyron en 1951. Directeur adjoint du cabinet de M. René Mayer, président du conseil en 1953, puis conseiller technique auprès de M. Volard, ministre de l'Intérieur, M. Dupuch fut préfet de Constantine, où il se trouva chargé des fonctions de super-préfet des départements de l'Est algérien avant d'occuper les postes de préfet de la Vienne, de Meurthe-et-Moselle, puis de conseiller au cabinet de M. Bourgeois-Maunoury, ministre de l'intérieur en 1957.

— M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

## Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de **Alain LE BORNNEC** et de ses filles.

— M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

## Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de **Alain LE BORNNEC** et de ses filles.

— M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-deux ans.

— L'inhumation a eu lieu le 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel de Kisch, M. et Mme Yves de Kisch et leurs filles Isabelle et Nathalie, Mlle Nelly de Kisch, M. et Mme Bernard Jarblum, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, **Mme Antoinette de Kisch**, survenue le 5 novembre, à quatre-vingt-de









**Opel EuroKadett**

René PETIT S.A.  
81, rue de Meaux  
PARIS 19<sup>e</sup>  
Tél. 607.93.92

Max Derruau

**géographie humaine**

Des préoccupations très actuelles : les rapports entre l'homme et la nature, l'organisation de l'espace et le contrôle des paysages, ruraux ou urbains.

ARMAND COLIN

## PRESSE

# Les projets de M. Hersant et la crise de « Paris-Normandie »

Non-lieu dans l'affaire du Livre noir

Le comité d'entreprise de « Paris-Normandie », réuni le mardi 9 novembre, a entendu M. Daniel Georges, directeur général, fournir des précisions sur les projets de restructuration des quotidiens régionaux du groupe Hersant autour du

« Figaro ». Déclarant que M. Hersant n'avait pas d'idée extrêmement nette sur la réalisation concrète de ces projets, M. Georges a minimisé la perspective d'une véritable fusion avec le quotidien rouennais (« le Monde » du 6 novembre). On apprend d'autre part que M. Lombard, doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Rouen, a rendu une ordonnance de non-lieu concernant le chef d'accusation de vol de documents comptables à la suite de la plainte déposée en août 1975 par MM. Robert

Hersant et Raoul Lepetier, président-directeur général de la société éditrice de « Paris-Normandie », contre MM. Jean-François Bandu, président de la société des rédacteurs, et Claude Virlovet, secrétaire général de la section S.N.J. du journal, après la publication du « Livre noir » des journalistes de « Paris-Normandie » le 20 juin 1975.

M. Lombard a renvoyé devant le tribunal correctionnel la plainte pour injure et diffamation publiques contre particulier.

TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE EN BOUTEILLES AU CHATEAU

En provenance directe du Château, André BOUVIER vous propose

Pour vos dîners Pour un cadeau  
Pour cadeaux d'entreprise personnalisés

**CHATEAU de BARBE-BLANCHE**

Appellation LUSSAC-SAINT-EMILION CONTRÔLÉE

(Hors commerce)

	6 bott.	12 bott.	25 bott.
	Frs	Frs	Frs
1974 ..	112	190	364
1975 ..	115	205	395
1976 ..	120	219	415
1977 ..	135	256	484
1978 ..	155	275	535

Château de Barbe-Blanche  
33570 LUSSAC  
Tél. (56) 84-00-54

## ROUEN : des « rumeurs malveillantes » ?

Rouen. — Peu avant 8 heures du matin, le hall de la gare de Rouen. Près du kiosque à journaux, l'animation habituelle des « lève-tôt » du week-end. Un retraité vient d'acheter son paquet de cigarettes et « Paris-Normandie ». En première page, une immense photo sur cinq colonnes : « Cent huit ans ! A Dieppe, le doyenne des Normands n'en revient pas. » Le regard s'attarde un peu sur le portrait de la centenaire puis est attiré par un encadré : « A nos lecteurs : Des bruits ont circulé dans la journée d'hier tendant à faire croire à la disparition de Paris-Normandie ou à des compressions d'effectifs. La direction tient à assurer que toutes ces rumeurs malveillantes sont dénuées de tout fondement. Elles sont une interprétation volontairement erronée et tendancieuse de projets visant à rapprocher notre journal d'un grand quotidien national, dans le but d'accroître leur qualité et leur rayonnement. »

De notre envoyé spécial

trace de ce communiqué dans Paris-Normandie. L'air désabusé, un journaliste C.G.T. explique : « Maintenant, pour passer le moindre communiqué, il faudrait déclencher une grève de la rédaction. » Puis, plus ironique, il poursuit : « On s'habitue. Ainsi, tous les jours la meilleure place en haut et à gauche de la une est réservée à Giscard ou à Chirac. M. Hersant a jeté bas son masque lors de l'élection législative de 1975, qui devait désigner le successeur du Dr Georges au Havre. Jusqu'ici, sous couvert d'indépendance, Paris-Normandie s'attachait à accorder la même place dans ses colonnes à tous les candidats lors des élections. Même si la teneur des papiers permettait en fait d'en avantager certains. »

moins touchés. Il est vrai qu'ils restent fidèles à leur ligne de conduite : « Nous sommes, respectent leurs délégués, dans un type de société où on ne choisit pas son patron. Dans nos actions, nous accorderons donc toujours la priorité à la sauvegarde des emplois. » Sur plus de deux cent quatre-vingt-dix ouvriers du Livre présents à l'arrivée de M. Robert Hersant, une trentaine ont quitté l'entreprise en bénéficiant de la pré-retraite et d'une diminution de leurs revenus limitée à 3 %. Soucieux — du moins pour l'instant — de ne pas enflammer la bataille sur ce front, M. Robert Hersant a même signé avec le syndicat du Livre C.G.T. un accord qui lui garantit le monopole de l'emploi pour tous ses quotidiens provinciaux alors que ce monopole n'existe en fait jusqu'à ce jour que pour les quotidiens parisiens.

« Cette fois, poursuit-il, Ballestre (1) est venu orchestrer la campagne de Rufenacht (U.D.R.). Chirac a tenu une réunion publique largement représentée dans le journal. Lendemains, à peine a-t-on fait écho du débat avec Roland Leroy venu soutenir le candidat communiste. Par contre, on a passé le même jour un long communiqué de Rufenacht, et Bernard Wolf a repris le rôle d'éditorialiste de son père afin d'expliquer aux Rouennais qu'il était bon pour la démocratie qu'une ville dont la municipalité est communiste ait un député U.D.R. »

M. Robert Hersant a pour la première fois clairement ses intentions pour tout son groupe de presse, le jeudi 4 novembre dans un grand hôtel parisien. « Le temps de l'humilité est achevé, ne suis-je pas payé plus longtemps mon entrée au « Figaro ». (...) Bien sûr, certains journalistes ne se sentent pas à l'aise. Il faudra donc se séparer. Par contre, cela se fait à Paris-Normandie. Car nous n'accepterons plus les discussions internes, les critiques, les peurs de dévotion qui font les délices des rédactions. Je veux de l'unité et de la compréhension. Nous devons partir ensemble d'un bon pied vers des lendemains qui chanteront. » Des propos qui prennent à Rouen une curieuse résonance.

Le plus exaltante des ouvertures proposées par M. Robert Hersant suscite ici la réclamation. Depuis l'arrivée de M. Robert Hersant à Paris-Normandie le 5 juin 1972, quarante-sept journalistes sur cent douze sont partis.

Alors, capitulation générale devant la tentative de M. Robert Hersant de constituer un empire de presse au service de la majorité ?

« Sûrement pas, estime un journaliste de l'opposition, mais pour quel continuer à se battre dans une entreprise où on ne peut plus exercer normalement son métier ? Et puis M. Hersant reste engagé dans trois procès. On espère faire valoir nos droits à la défense et demander une expertise financière de la gestion de l'entreprise pour dénoncer les fautes commises par M. Robert Hersant. Dans les deux autres (2), nous attendons toujours la tenue de son immunité parlementaire par l'Assemblée nationale pour l'assigner devant les tribunaux. Ce n'est pas une capitulation, insiste-t-il. D'ailleurs, nous nous préparons déjà à d'autres formes de lutte. Hors de l'entreprise... »

Éliminer l'opposition

Le dernier chef de service mis en place par M. Pierre-René Wolf, M. Jean-Paul Dero, rédacteur en chef depuis 1968, a quitté le journal le 30 septembre dernier. Déjà dix journalistes ont signé leur intention de le suivre en faisant jouer la clause de conscience. D'autres pourraient s'associer à ce mouvement d'ici le 31 décembre. Le successeur de M. Jean-Paul Dero, M. Jean Molot, ne fait pas en effet l'unanimité au sein de la rédaction. Comme directeur du Havre Presse, autre quotidien de M. Hersant, il avait signé à l'occasion des événements du Chili un éditorial remarqué intitulé : « L'armée a fait son devoir ».

La politique du coup par coup instaurée par M. Robert Hersant semble réussir. L'opposition s'élimine progressivement. Diviser pour mieux régner. Déjà, l'édition du Calvados est pratiquement autonome. La première page est faite à Paris. L'AGPI fournit les informations générales, les sports, les pages télévisées. Le journal est imprimé à Caen. Les titres Paris-Mantes et Paris-Poissy ont été cédés à M. Michel Hersant, fils de M. Robert Hersant, pour dix mille francs. Le dernier foyer de l'opposition pour Paris-Normandie subsiste à Evreux.

À la Société nationale des entreprises de presse (SNEP), trois nouveaux membres du conseil d'administration ont été élus : M. Guy Sabatier — vient d'être nommé par décret pour une durée de trois ans ; Au titre des représentants du premier ministre : M. Georges Ordonnaud, chef du service juridique et technique de l'information, et M. Robert Blanc, chef du service d'information et de diffusion.

**MSL**

**INGENIEUR DE VENTE**

100/120.000 F. + Voiture Alliances à haute performance

Le groupe américain CABOT CORPORATION recherche pour sa division STELLITE spécialisée dans la fabrication d'alliages à base de nickel et de cobalt destinés à l'industrie chimique et pétrochimique, un émetteur expérimenté. Dépendant du directeur de marketing européen résident à Bruxelles, il sera chargé de développer sur toute la France et en liaison avec un distributeur exclusif, la vente d'alliages anti-corrosion à travers un réseau de concessionnaires et de vendre directement à la clientèle intéressée des alliages résistants aux hautes températures. Il établira les prévisions de vente à court et moyen termes, assistera techniquement les concessionnaires et la clientèle, informera la direction des besoins et débouchés nouveaux, promouvra l'ensemble des produits. Agé d'au moins 30 ans, parlant bien anglais, ingénieur métallurgiste de préférence il aura l'expérience de la vente d'alliages et la connaissance de l'industrie chimique et pétrochimique ou de fabricants de matériaux destinés à ces industries. Écrire à Y. Blanchon, Réf. B.9.230.

**REDACTEUR**

100.000 F. + Revue professionnelle des plastiques et caoutchoucs PARIS

Une société française spécialisée dans le secteur de la chimie et éditant plusieurs publications de chimie et de parachimie ainsi que des catalogues, monographies et brochures technico-économiques cherche un rédacteur dont les activités s'exerceront principalement, mais non à 100% dans le secteur des plastiques et des caoutchoucs. Intégré dans une équipe de rédaction, il rédigera des articles techniques, technologiques ou économiques et recherchera, tant auprès des sociétés que des grands organismes de recherche ou d'études, les informations ou articles susceptibles d'être publiés. Il participera à des interviews, participera à des réunions, conférences et congrès de la profession et se tiendra informé de l'évolution de celle-ci. Le candidat retenu, ingénieur chimiste âgé de 30 ans au moins et ayant une bonne connaissance de l'ensemble de la chimie, aura acquis par une expérience de 4 ou 5 ans, une compétence particulière dans le secteur des plastiques et des caoutchoucs. La pratique de la rédaction d'articles, de rapports ou de compte-rendus est vivement souhaitée. La connaissance de l'anglais est impérative ; celle de l'allemand serait très appréciée. Écrire à P. Violet, Réf. B.3.788.

Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant.

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS. Tél. 265-37-00  
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78) 62-08-33

**Montréal et Toronto. En français.**

Un vol direct quotidien de Paris à Montréal en 747, en collaboration avec Air France.

Et, dans les mêmes conditions, Toronto 5 jours par semaine.

C'est ce que vous propose Air Canada, la seule compagnie à desservir autant de villes au Canada et aux États-Unis : 41 exactement.

Et en exclusivité, le service Western Arrow vers l'Ouest du Canada (Winnipeg, Edmonton, Calgary, Vancouver) via Londres avec correspondance entre Paris et Londres.

Tous les vols Air Canada assurent le transport de votre fret.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.

**AIR CANADA**

Paris-9<sup>e</sup> : 24, bd des Capucines - Tél. 273.84.00  
Lyon-2<sup>e</sup> : 63, rue du P.E. - Herriot - Tél. 42.43.17

**L'ALLIANCE EUROPÉENNE DE L'AIR**

**VOLS SPÉCIAUX**

DÉPART DE PARIS TOUTE L'ANNÉE

DJERBA : 910 F.A.R. avec 7 nuits d'hôtel

NEW-YORK : 1.450 F.A.R.

BANGKOK : 2.250 F.A.R.

BOMBAY : 2.350 F.A.R.

CALCUTTA : 2.400 F.A.R.

1.580 F.A.R. aller simple

COLOMBO : 2.400 F.A.R.

1.580 F.A.R. aller simple

TOKYO : 4.200 F.A.R.

2.450 F.A.R. aller simple

TOUR DU MONDE : 7.300 F. valable un an

**bon**

pour recevoir gratuitement notre brochure 78

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

150 000 000



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	45,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## Cadre de Marketing Direction

La filiale commerciale récemment constituée d'un important groupe américain recherche un Cadre de Marketing (Direction).  
La société va entreprendre prochainement le lancement partout en Europe de matières premières chimiques et plastiques. Le candidat élu sera chargé du lancement de ces produits en France et du développement de ses marchés.  
Ce poste demande l'expérience de négociations au niveau le plus élevé et celle du marketing en grand des matières premières chimiques et plastiques. Le candidat retenu devra être diplômé d'études supérieures (gestion commerciale ou sciences économiques).  
Il sera âgé de 25 ans minimum. Il devra parler couramment l'anglais, ne pas craindre le travail et être prêt à se déplacer fréquemment.  
Rémunération généreuse et avantages considérables à la mesure d'un poste difficile et de l'expérience et des qualifications demandées.  
Ecrire - discrétion assurée -  
Peter Masson & Partners Ltd, Recruitment Dept., 40-43 Fleet Street, London EC4Y 1PD.

## Important Bureau d'Etudes

recherche URGENT  
**INGÉNIEUR GÉOMÈTRE-TOPOGRAPHE**  
Formation E.T.P., E.S.O.T., E.N.S.I. ou similaire.  
Pour assurer la coordination des études topographiques d'un important projet de chemin de fer à l'étranger.  
Expérience confirmée. Anglais courant. Qualités de négociation et d'organisation. Déplacements fréquents.  
Env. lettre manuscrite + C.V. sous le n° 84.418 à : CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

## Recherches POUR IRAN

**ACHETEUR**  
pièces détachées, matériel  
(CAT, MAGIRUS, POCLAIN, C.R.C., etc.)  
Anglais indispensable.  
Ecrire avec C.V., photo et prêt. à réf. 7250 à : P. LICHOU S.A., 10 rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ REGION PARISIENNE

recherche

### 1 CHEF DE SERVICE RECHERCHE APPLIQUÉE

Age minimum : 30 ans  
INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE CHIMIE ENSIC ou équivalent

### 1 CHEF DE SERVICE APPLICATIONS

Age minimum : 30 ans  
INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE ECP - Mines ou équivalent

### 1 INGÉNIEUR CHEF DE GROUPE

Age minimum : 25 ans  
SERVICE APPLICATION  
ÉCOLE DE CHIMIE LYON - PARIS ou équivalent

Ecrire avec C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à No 84.577 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

### 1 INGÉNIEUR CHEF DE GROUPE

Age minimum : 25 ans  
T.P. ou équivalent

### 1 CHEF DE LABORATOIRE DE CONTRÔLE FABRICATIONS

Age minimum : 25 ans  
INGÉNIEUR ENSIC de PARIS, TOULOUSE, CAEN, LYON ou MONTPELLIER.

### 2 CHEFS PRODUIT

Age minimum : 25 ans  
ESC ou équivalent  
Expérience Service Marketing  
Anglais ou allemand

## SIDÉRURGIE

## INGÉNIEURS

toutes spécialités  
études et chantiers  
pour mission à l'étranger  
Nombreux avantages liés à l'expatriation.  
Adresser lettre manuscrite avec C.V. à n° 84.678, CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS - CEDEX 01, qui transmettra.

## Important fabricant français

de réducteurs, moto-réducteurs  
recherche pour ses bureaux de Paris

## INGÉNIEUR

Formation Ingénieur mécanique  
Age minimum : 30 ans  
si possible bien initié de l'industrie, vocation dynamique  
Rémunération : fixe + participation + indemnités kilométriques  
Discrétion totale assurée.  
Ecrire avec curriculum vitae détaillé et photo à : REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2<sup>e</sup>), qui transmettra.

## BUREAU D'ETUDES

ARCHITECTURE URBANISME  
Paris - province, recherche

## ARCHITECTE URBANISTE

expérience POS appréciée

## PAYSAGISTE URBANISTE

expérience chantier appréciée

Envoyer C.V. et prétentions, à :  
n° 1 04.511 M. Régis-Pressé,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## AFRIQUE NOIRE

## UN CONSEIL

JURIDIQUE  
en droit des sociétés  
Disposant d'une solide  
expérience de cabinet  
juridique. Adr. C.V.  
et photo, à : R.P.P.A.,  
65, rue de la Victoire, Paris 8<sup>e</sup>.  
Organisme public Paris rech.

## EMPLOYES

Passant voiture pour vérifica-  
tion dans établissements  
de réductions. Bac exigé.  
Nationalité française obligatoire.  
Région parisienne. Ecrire sous  
réf. 1.433.  
INTER. 20, av. de l'Opéra, 75004  
PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

## URGENT, recherche professeur

certifié maître de cours de soir  
dans les trois heures hebdom.  
Tél. 724-34-90 (11 nov. inclus).

## Société produits chimiques

dem. comptable expérimenté  
correspondance, etc. Place stable.  
5 X 8, sortie 17 h. 30. - Ecrire  
avec C.V. et photo à : S.C.I.,  
16, r. de Ménilmontant, Paris (19<sup>e</sup>).

## SOCIÉTÉ INFORMATIQUE

D'UN IMPORTANT GROUPE  
BANCAIRE  
(I.S.M. 370-145, 05/VS 1)

recherche

## PROGRAMMEURS

COBOL  
EXPERIMENTES

Envoyer C.V. + prétentions à  
SOVATEL, 10, rue Clément-  
Beyard, 9200 LEVALLOIS  
(M<sup>e</sup> Pont de Levallois).

Sis études mécanique  
généraliste et mécanique  
recherche

1) Pour Paris  
CONFIRMES

PROJCTEURS 1 et 2

2) Pour Aix-en-Provence  
CONFIRMES

PROJCTEUR 2

Tél. pour R.V.S. SOPEMEC  
24, rue St-Lambert, Paris (13<sup>e</sup>)  
250-45-42 ou 47-41

## SOCIÉTÉ FABRICATION

CAOUTCHOUC  
C.A. 30 M.P. - 300 personnes

recherche pour alimenter  
réseau commercial et suivre  
clientèle importante

## INGÉNIEUR

TECHNICO-  
COMMERCIAL  
5 ans d'expérience minimum

Envoyer C.V. avec photo et  
prétentions n° 84.665 CONTEXTE  
PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra,  
PARIS (10<sup>e</sup>), qui transmettra.  
Discrétion assurée  
et réponse à toute candidature.

## ESSONNE 27 km de Lyon

PROGRAMMEUR  
ASSEMBLEUR  
Conn. CICS et DLI S/DOS  
54, rue de Provence - 7<sup>e</sup>  
08 étage (groupe)

## S.E.F.T.

(ORGANISME D'ETAT)

## INGÉNIEUR

INFORMATIEN  
recherche

formation Ecole supérieure tech-  
nique. Connaissances approfondies  
des mathématiques, de la physique,  
des sciences de l'ingénieur, des  
techniques de calcul, des techniques  
de programmation, des techniques  
de développement.  
Bonne connaissance de base  
en matière de logiciel.  
Ecrire avec C.V. et prétentions  
au Service du personnel  
Fort 2159,  
12, rue du Docteur Armand  
75211 SEVIGNY-LEZ-MONTEAUX.

# AUCHAN

17 HYPERMARCHÉS - C.A. en 1976 : 4 MILLIARDS - PROGRESSION  
ANNUELLE : 40 % DEPUIS 10 ANS - PRÉPARE L'OUVERTURE DE  
NOUVELLES UNITÉS EN FRANCE ET RECHERCHE

## 10 RESPONSABLES COMMERCIAUX

### LA FONCTION :

- Assumer la responsabilité d'une partie du magasin ou d'un service du magasin ;
- Définir et appliquer une politique commerciale ;
- Action directe sur une gamme de produits, sur le personnel, sur la clientèle.

### L'HOMME :

- Une intelligence au service du concret ;
- Une capacité à fournir des efforts physiques, le goût des contacts humains et une aptitude à mener un groupe ;
- Une formation Grande Ecole ou Universitaire est souhaitable, mais peut être compensée par l'expérience professionnelle ;
- La formation au métier est garantie par la société. Chaque poste est évolutif ;
- La promotion est liée à l'efficacité individuelle et à la réalisation des objectifs.

Cette proposition vous intéresse ?

Ecrivez-moi en joignant C.V., photo et prétentions : F. LECLERCQ,  
Hypermarché AUCHAN - Rue de la Mouchetière,  
45140 SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE

## emplois régionaux

## IMPT. USINE MÉTALLURGIQUE

(850 personnes) RÉGION NORD

recherche

## UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Niveau ESSEC ;  
30 ans minimum ;  
expérience antérieure de gestion administrative d'une usine.  
Adresser C.V., photo et prétentions à n° 84.771, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ ELECTROMECANIQUE

recherche pour  
usine en BASSE-NORMANDIE

## ADJOINT du CHEF COMPTABILITÉ USINE

30 ans minimum - DECS ou équivalent.  
possédant 5 à 10 ans d'expérience dans Société Industrielle ; connaissances approfondies en matière de comptabilité analytique et si possible informatique.  
Adresser C.V. et prétentions sous réf. L.389 à : Syntex, 12, rue Jean-Jaures, 92087 Puteaux.

## SOCIÉTÉ EN FORTUNE EXPANSION

FABRIQUANT DES JANTES AUTOMOBILES  
EN ALUMINIUM  
EXPORTATION SUR LES CINQ CONTINENTS  
recherche son

## ADJOINT

## AU DIRECTEUR TECHNIQUE

Cette personne aura de solides connaissances en mécanique.  
Langue allemande, souhaitée.  
Env. C.V. et lettre manuscrite + photo, précisant prétentions et, éventuellement, durée du préavis.  
SURO - ALUMINIUM  
Z.I. - Rue Alamy - 37500 SAINT-AVOUD.

## FILIALE GROUPE AMERICAIN

500 personnes, industrie mécanique

recherche pour son usine en

NORMANDIE

## CONTROLEUR DE GESTION

(Plant Controller)

Le poste comporte la supervision des services comptables, la préparation des états mensuels, l'élaboration de rapports français et anglais.  
Convientrait à un candidat ayant une bonne formation comptable et une expérience de plusieurs années dans une société américaine.  
Adr. C.V. et prétentions sous la réf. 8031 à :  
O.P. Organisation et publicité  
2, rue MARTEAU - 92000 PARIS CEDEX 10

## DOCUMENTALISTE

et diplômé Sciences économiques  
ou Journalisme  
Connaissances dactylo

Indispensable : parfaite connaissance  
française ; expérience minimum  
5 ans ; âge minimum 25 ans.  
Tr. apprécié : anglais et basco.  
Lieu de travail :  
Castelnau (Pays Basque)  
Ecr. au Journal (t. r.) av. C.V.  
manus. n° 7897 "Le Monde" - P.  
S. rue des Nations, 75007 PARIS.  
Imp. 516 - 150 km de Paris  
recherche pr sce informatique

## SETEC

recherche

## INGÉNIEUR

GRANDE ÉCOLE

ayant 2 ou 3 ans d'expérience  
EN TRAVAUX PUBLICS  
pour participer au management  
d'un très grand projet  
de développement  
de l'infrastructure  
de la région  
PROVINCE (SUD-EST)

Il sera responsable de :  
- CONTRÔLE DES COÛTS  
SUR LE SITE ;  
- Établissement des situations  
d'urgence ;  
- Contrôle budgétaire ;  
- Prévisions de trésorerie, etc.

Adr. C.V., photo, prêt. à :  
SETEC ORGANISATION  
Tour Garance D  
58, quai de la Rapée,  
75003 Paris Cedex 12

## ANNONCES CLASSEES

TELEPHONES

233-44-21

## Nouvelle industrie

grande entreprise  
(société créée en 1965)  
offre emplois à personnes  
intelligentes, dynamiques  
et enthousiastes.  
Dunols, 8200 Châteaufort.

## BRUYNZEEL

continuant son expansion  
cherche

## VENDEUR

pour sa Division "Portes"  
secteurs : PARIS - REGION PARISIENNE -  
PROCHE PROVINCE.  
Ecrire avec C.V. et photo à  
BRUYNZEEL B.P. 72  
78170 LA CELLE-SAINT-CLOUD  
à l'attention de M. G. COHEN

# MATRA

recherche

## NEGOCIATEUR

IMPORTANTS CONTRATS D'ACHATS  
(300 MILLIONS C.A.)

Quelques années d'expérience négociation contrats  
au sein d'une administration technique ou militaire  
ou d'une grande entreprise électronique ou aéronau-  
tique.  
- Si possible Ingénieur de formation.  
Adresser CV et prétentions en précisant  
la référence NK 169.

## MATRA

Monsieur KORFAN  
BP n°1 78140 VELIZY

## IMPORTANT LABORATOIRE

DE COSMETOLOGIE, PARIS

recherche

## INGÉNIEUR CHIMISTE

30 ans environ

- Aimer les contacts humains.
- Pour Bureau d'Etudes : Nouveaux produits  
Législation  
Brevets  
Relation avec le Marketing
- Déplacements fréquents France et Etranger.

Adresser C.V., photo et prétentions à  
STYLIS PUBLICITE, 11, rue Leroux 75116 PARIS.

## ARGENTEUIL

STE DE RECRUTEMENT

recherche

## PSYCHOLOGUE

VACATAIRE

pour sélectionner candidats  
Diplôme d'études supérieures  
de psychologie exigé  
Libre de suite

Ecr. av. C.V., photo et prêt. à  
BLEU 25 n° 84.510 B. 17, rue  
Label, 93000 VINCENNES

## ASSISTANTE DE PUBLICITE

Méthodique, organisée, bonne  
présentation. Ecrire à n° 500,  
P.A. 37, 37, rue du Général-  
Foy - 75008 PARIS

## Ecole Catholique

Saint-Charles  
Saint-Pierre (Réunion)

Cherche

PROFESSEUR

Mathématiques Secondaire

Organisme Formation Permanente  
cherche Enseignants vacataires  
- Gestion financière  
- Commercial-Vente  
- Organisation  
- Relations humaines  
Ecr. C.V., photo, MARSEN,  
11, r. Béchameil, 75002 Paris

Recherches HISTOLOGISTE-  
CYTOLOGISTE - BIOCHIMISTE  
pour recherches extra-mat.  
Ecrire IRCA, 42, rue Scheffer,  
PARIS-16

## L'ECOLE POLYTECHNIQUE

FEDERALE DE LAUSANNE

(Suisse) cherche pour

sa chaire de polymères :  
JNE INGENIEUR EN SCIENC.

des MATIERES  
en MECANIQUE  
ou en PHYSIQUE  
pour activité de recherche  
liée à l'enseignement.

Entrée en fonction : à convenir.  
Les offres de services accom-  
pagnées d'un C.V. détaillé, co-  
pié de certifi. doit, être adressé  
à : Service du Personnel de  
l'E.P.F.L., 23, av. de Cour,  
1007 LAUSANNE (Suisse)

## ELECTRO- MENAGER

Marque de renommée nationale,  
filiale groupe international  
recherche pour base proche  
basilides Ouest Paris

## Chef Service

après-vente

capable assurer  
TRANSFORMATION de T.V. ;  
constitution puis contrôle  
et animation d'un réseau  
de stations-service A.V.  
en lettres

## HOMME DE L'A.V.

Expérience indispensable de  
la technique de référence et  
matériels comparables (élec-  
tronique, T.V., Hi-Fi) ;  
- Avoir GESTIONNAIRE que  
DAMERCA ;  
- Disponible pour déplacements  
réguliers (3-4 jrs par sem.).

DISCRETION ABSOLUE.  
Lettre manuscrite, C.V., détail,  
résumé et photo à réf. 3.53 à  
SC Sélection conseil  
12, rue de la République, 92000 PARIS

## Recherche pour révision

fin d'exercice

## COMPTABLE

très qualifié (e) fournisseurs et  
clients. Adresser C.V. à M. G.  
TRANSPORTS, Mme Boergois,  
B.P. 8, 93010 St-Ouen-Aumône.

## secrétaires

AGENCE IMMOBILIERE

recherche SECRÉTAIRE  
excellentes connaissances juridi-  
ques. Se présenter sur rendez-  
vous 100, Bd JEAN-ALEAUME,  
ARGENTEUIL, 901-33-35.

## SECRÉTAIRE

Indispensable : parfaite connais-  
sance de l'espagnol, expérience minm.  
5 ans, âge minimum 25 ans.  
Très apprécié : angl. et basque.  
Lieu de travail : Sud-Ouest  
(Pays basque)  
Ecr. n° 7896, "Le Monde" Pub.,  
5, r. des Italiens, 75007 Paris-P.  
avec C.V. manuscrite, qui transmettra.



## ANNONCES CLASSES

**REPRODUCTION INTERDITE**

# L'immobilier

**appartements vente**

**Paris**  
**Rive droite**

**PLACE DES VOSES**  
 (Prov.) Dans bel immeuble au 1<sup>er</sup> de CARACTÈRE - Rayonnage 20 m<sup>2</sup> - 4 APPTS de 2 à 3 P. CHAÎNE VERDURE - SOLEIL - 275-45-43.

**Etranger**

Situations et 2 pièces  
**BRUXELLES**  
 (en Louis)  
 rendement

**17<sup>e</sup> - DAUMESNIL**  
**4, RUE BRÈCHE-AUX-LOUPS**  
**STUDIO, 2 PCHS, DUPLEX de CARACTÈRE - TOL. 30-40-42**  
 Permanence le 11 novembre



**PLACE VICTOR-HUGO (n°18)**  
Imm. P. de 1. grande classe,  
E.T. IMPECCABLE, 100 m.  
**P.° P.° PROFESSION LIBERALE**  
**AUTOURISÉE.** Tél. 72-00-00.  
**HATTON** (cassini)  
neuf. Deux agréments p. pisc.  
calt. aménag. salle de bains,  
chauffage électrique.  
**DIRECTEMENT PAR PROPRIÉ-**  
**TAIRES** 102000 RF.  
Tél. 69-01-00 (2 x 2 h. - 15-19 h.)  
Paris. vend. tous jours 10h-18h  
54 m., rénovation grand étage,  
côté 1. de b. de m. et de p.  
Viz. s/pisc. 4. rue de la

**MONTMARTRE** Grand STUDIO  
tout confort  
style chalet. 85.000 F. 285-85-56.

**M<sup>e</sup> NATION** Bel imm. récent  
Liv. + 2 chbres,  
balcon, vue dégagée, parking.

**SCARLETT**  
**SQUARE MONTGOMERY**  
 120 M<sup>2</sup> • 5 P. + chère  
 250 000 F. • 254-8545  
 Possibilité profession libérale  
 300 000 F. • 254-8545

**MARAI**  
 45 m<sup>2</sup>  
 3 P. + petite pièce, s. de baln.,  
 cuisine, grenier, terrasse  
 Tél. 278-0220 (12 h à 22 h)

**Paris**  
**Rive gauche**

**RUE MONGE - GRENIER**  
 60m<sup>2</sup>, 3/2 m. 70, 4 rebouvoi, w.c.  
 Nuis. petit, 150000, 254-6172

**727-89-39**  
**RECH. APPARTS STANDARDS**  
 16 P. P. NEUILLY  
**EXPERTISE GRATUITE.**

**DISPOSE PAIEMENT COMPTANT**  
 100 000 F. • 254-8545  
**CHIEF NOTAIER**  
 200 000 F. • 254-8545

**RECH. PARIS-15, 7<sup>e</sup> arrdt.**  
 beau ch. apparts très confort.  
 150 000 F. • 254-8545  
**JEAN FEUILLEADE, 54, av. de la**  
**Neuve-Pologne (15<sup>e</sup>), T. 564-0675.**

**constructions**  
**neuves**

dans immeuble rénové

**STUDIO**

Cuisine, w.c., possibilité bains, J. et A. 5, s. Alphonse-de-Neuville 1791. Tél. 622-66-66, p. 26.

**OCCUPÉS PRIS CONVENTION**

IMMEUBLE REMOVE  
sur rue et Jean-Jacques

**APPARTEMENTS** 2 et 3 p.ces.  
Tél. 622-76-64, poste 26.

**15° - M<sup>me</sup> MATHIEU-PIQUET**

Partic. avec 100 m<sup>2</sup> DUPUIS, tout ch. et 1<sup>er</sup> dernier étage, cuisine, soléil, garage. Prix 200.000 F.

**CENSIER. Jardin des Plaines.**  
Part. vd. ds immeuble p. v. 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> soléil, appart. 90 m<sup>2</sup>. 2 ch. cuisine, 100 m<sup>2</sup> terrain 2 ch. cuisine, 50 m<sup>2</sup> bain, w.c.

Tél. : 535-43-58.

**65, BD DU CHATEAU**

**2 PIÈCES 40 m<sup>2</sup>**

Ts les jours, de 14 h. 30 à 19 h.  
HABITABLE DE SUITE.  
PRIS FERME ET DÉFINITIF.

**P. DOUX, - Télés. 53-16-42.**

**Saint-Maur-des-Fossés - R.E.R.**  
Maison de 100 m<sup>2</sup>, 3 ch., cuisine, séjour, réolr. prs de la Mairie  
P. 19 m<sup>2</sup> m<sup>2</sup> + bacs. 14 m<sup>2</sup> 279.000 F.

**P. DOUX, - Tél. 53-16-42.**

avec cave et bois fermés com.  
L. Livraisons et installations.  
Gd confort, chauffage individuel.

**Larges possibilités de crédit.**  
Visite sur place - Les Terrasses  
de St Maurice, 41, h. 11 h. à 19 h.  
samedi 724-63-94.

en semaine 724-63-94.

**Immobilier** | **propriétés**

[illegible]

**3 STUDIOS, 2 APPARTS**  
DISPONIBLES — 285-65-56

**MALESHERBES.** Grand atelier d'artiste + loggia sur jard. Ceint. Cr. Tél. 120 m<sup>2</sup>. 1.400 F ch comp. Import. reprise lust. Tél. 755-96-64, matin.

**JARDIN DES PLANTES** *studio*

**Pror. vd gd liv, chbre, bains, cuis. Jard. privatif. Pl. soleil. Calme. - Tél. 637-49-54 la matin.**

**Propriétaire vd LEVALLOIS**  
près Neuilly, 4 P. enssoleillées,  
tout confort. 255.000 F.

**R.E.R. SAINT-GERMAIN**  
Duplex grand standing 125 m²,  
2 chbres, 2 gdes terrasses. Vue  
exceptionnelle. Paris bord Seine.  
950.000 F à débattre. 954-63-00,  
matin, après 20 h. : 979-18-62.

45 km, neuf lamais habite  
54 P., 11 ch. Park. Mme Gossel  
17 bis, rue Baudin, 76200 BOIS-  
D'ARCY. Tél. 460-02-83 (soir).

**SAINT-MANDÉ**  
Proximité bois.  
4 pièces tout confort.  
Prix exceptionnel 89.000 F.  
Tél. : 871-11-03.

**Province**

**CANNES**

Un studio au 4 p., bords, prix

**locations meublées**

**PARIS**

**INTERNATIONAL HOUSE**  
CH. STUDIOS, 2 9 8 PIECES

S'adresser à l'Agence GAETAN, MEDECINS, DIPLOMATES,  
197, esplanade de la Mer. LOYER GARANTI. 556-17-49.

**Immobilier** | **propriétés**

**(information)**

**LOCATIONS SANS AGENCE  
OFFRES DES LOCATAIRES**

18, r. de la Michodière, 14<sup>e</sup> arr. Paris.  
Sévis frsbs 300 F. 742-70-72.

**bureaux**

**ALMA - MARCEAU**  
A louer 110m<sup>2</sup> burex cloisonnés,  
2<sup>e</sup> étage immeuble neuf,  
T<sup>1</sup> F<sup>1</sup> C<sup>1</sup> CLIMATISE

Standard téléphonique  
Métresse d'accueil  
Gardiennage assuré  
Parkings en sous-sol  
Téléph. 723-54-10, poste 354.

**A LOUER**  
pour le 1<sup>er</sup> janvier 1977  
**TOTALITÉ**  
d'un immeuble de standing  
sur QUATRE ETAGES.  
Au total : 3,720 m<sup>2</sup> utiles,  
A 300 mètres R-E.R.

**LA PERSÉVÉRANTE**  
**IMMOBILIÈRE**  
97 ter, rue de Bellevue, ...

1 à 20 BURX. Tous quartiers  
LOCATION au pas-de-porte.  
AGENCE MAILLOT. ST-LAZARE  
293-45-53 - 522-19-18.

**locaux commerciaux**  
 bruxelles, bureau d'ingén. 30 a. exist. loué bail usou'en 1964.

**ROY. TÉ. 537-90-64, Bruxelles**  
**ALESIA** LOCAL 180 m<sup>2</sup> +  
 Pavill. 5-6 places, chr.  
 té., etc. Droit au bail  
 770.000 F.oyer 5.800 F mensuels  
 Tél.: POR. 03-82.  
 sur propriété 25 ha  
 en schvile, parcellé état.  
 Bâtimnts élevée 2-700  
 Bâtimnts annexes, silos,  
 matériel d'exploitation, matériel  
 d'habitation.  
 S.C.A.D.L.M., 10, r. des Pyrénées

**Boutiques**

**N° MAUBERT** près rue  
11 818 DU SOMBRAUD des Carmes

MURS PLEINE PTE - Tous commerces. A rénover. Boutique 30 m2 + sous-sol atteignant 30 m2.  
PRIX INTERESSANT  
Mercredi-Jeudi, de 13 à 17 h.  
20 ha et plus, 150 km Montreuil  
Paris 7 h., paradis chasse  
pêche, prix incorporels, 0,3  
la ml,abri contre dévaluts  
monétaires. - Cabinet HIN  
1985 d'Auteuil. Montréal.

**pavillons** **terrains**

**CHATOU** Exclusivité. Pavillon en cours de finition /400 m2 environ, entrée, séjour, cuis., 4 chambres, s. de bains, s. eau, 2 WC, ch. ext. rent. 607.000.

**Part. vd FLASSANS** (VA) beau terrain boisé 3 hectares, 200 m. route, T. chasser, hautes. Mireux. 275.000.

**VERSAILLES (prox.)** sur 550 m  
beau pavillon, construct. 71,  
comp. sous-sol complet, 2,65 m  
de haut, entrée, pendierie, cave,

voit, au r.-de-ch. surlevé,  
m. s. équip. hns., w.c., 2 ch.  
él. 36 m, à l'étape comble  
ménagerables à peu de frais  
2 chères et s. hns.). Visites  
soignées le 11 novembre de  
à 18 h., M. Duthiljeul, 32, r.

**FORET SURE**  
48 ha., 520.000 F. ou 50  
+ bungalows, 250.000 F.  
RACO. Tél. : 225-71-18.

**villas**

1/4 p. + petite maison 3 p. en  
pend., s/500 m<sup>2</sup> terrain, par-  
état. 484.000 F. - 440-31-22.

**LE VESINET** Résidentiel  
Calme  
VILLA RECENTE en rez-de-ch.

**Beau JARDIN 750 M2**  
**AGENCE de la TERRASSE**  
**La Vésine - 77-05-90 - Orpi**

**Préfecture de la Mayenne**  
Préfecture de la Mayenne, MAISON camp  
3 P. Lépend, B état  
Sur 3.000 m2 environ  
Clamecy, GRANGE tr. b. et  
Sur 1.000 m2 environ, 40.000  
Tél.: (06) 52-76-15

**Trois-Pignons.**  
Const. récente 5 P. princia.  
Vue panoramique except.  
Prix \$45.000 F. LANGLOIS,  
13, rue de France,  
FONTAINEBLEAU.

**viagers**

LAUNDRY, Exception, 1460  
 Jardin privatif 290 m<sup>2</sup> service,  
 parking, 800.000 cpts + 6.200/M  
 L. 78/73. FONCIAL, 266-32-35.

**LIBRE - M<sup>re</sup> BELAIR**  
 mm. 1968, stand. living dble,  
 ckt. 41 M<sup>2</sup> balc., box, 9 ét  
 200.000 F. - Téléph. 604-10-10.

Affaire unique, 15 km. Nard,  
 8 km. du Pont-du-Gard,  
 vend JOLI PETIT MAS av  
 2.000 m<sup>2</sup> terrain attenant, car  
 prenant: séjour, cuis., 3 ch  
 200.000 F. - Téléph. 604-10-10.

1° 1 litre 65 ans  
 264-32-35

**NONCIAL**  
 5/64 ans. Gd 5 places et confort  
 1° ORTF - 350.000 F + 1.580 F  
 occupé. Valeur libre 800.000 F.  
 264-13-98

**CRUZ**  
 264-13-98

les annonces classées du  
**Monde**

sont reçues par téléphone

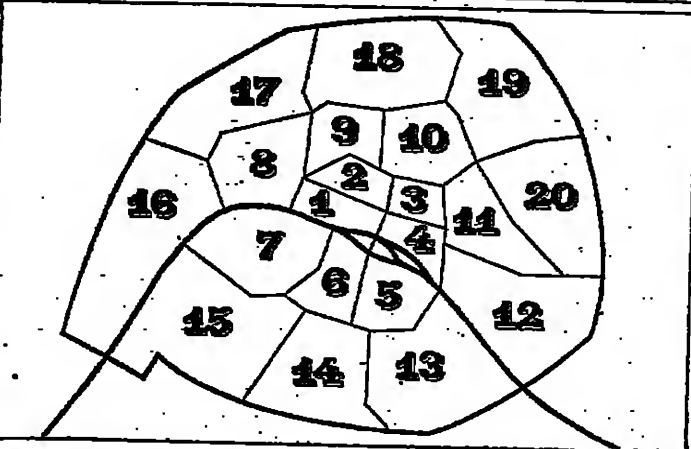
233-44-21  
postes 392 et 364

صبرنا من الازل



# LE MONDE IMMOBILIER PARIS.

**12** **2500** **2000** **90%** **CF**  
 N° Ag. Prix moyen du m². Prix moyen du m². Pénalité des prêts communs et durée. Prêt de Crédit Foncier.  
**1973** **24** **15** **M** **REER** **Autogare**  
 année de livraison et trimestre. Nombre d'app. Parkings en surface. Garages en sous-sol ou box. Métro. Autobus. R.E.R. Station. Autogare ou périphérique.



**5** **7950** **80%** **20** **1977** **15** **DIR**  
 REVISABLE. CEMEN. DUREXION. MONNE.  
**LES JARDINS DU PANTHÉON N° 2** - 8, rue de l'Arboret. Des appartements pas comme les autres, différence de niveau. Studios, 2, 3 et 4 pièces. Terrasses et jardins. Bureau de vente : 57, rue Lhomond, Paris (5<sup>e</sup>). Tél. : 707-02-30, tous les jours sauf samedi et dimanche.

**7** **9.300** **80%** **20** **1978** **15** **DIR**  
 SPECIAL. HABITABLE IMMEDIATEMENT. DISPON 13.  
**LE BRODEVAL** - 76, rue Vaneau - Une élégante réalisation autour d'un jardin : 2 petits immeubles en pierre de taille. Studios, 2 et 4 pièces. Sur place, jeudi à 11 h, à 13 h, et de 14 h, 30 à 19 h. ou Mme Deville 266-34-56. 21-23, rue d'Assolvi, Paris-8<sup>e</sup>.

**LA HENIN**  
 crédits immobiliers  
 16, rue de la Ville l'Evêque  
 75008 Paris - tél. : 260-35-15  
**COGEFIMO**

**7** **6.000** **80%** **20** **1977** **15** **DIR**  
 PERSONNALISE. INVALIDES LA TOUR MAUBOURG.  
**131, RUE DE L'UNIVERSITÉ** - Belle demeure parisienne. Tr. ht niv. de prestat. De la centre noble de la ville. De la chambre ou 5 p. et 2 splendides duplex, plein ciel, gdes terrasses sur toit, vastes balcons. Bar, vte sur pl., lundi et jeudi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Tél. 280-34-40, 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

**7** **9.800** **80%** **20** **1978** **15** **DIR**  
 EGLE. MILITAIRE.  
**LES AMBASSADES ST-DOMINIQUE** - 96-98, rue St-Dominique - Réalisation à la fois luxueuse et discrète avec prestations de grande classe (dans les séjours, parquet chêne massif au point de Hongrie). St. ou 6 p., duplex et oppts terrasses. Bar. vente sur place à partir du 19 oct. ou sur rendez-vous : 766-51-03. Réalisation SOFAP.

**12** **5.900** **80%** **20** **1978** **15** **DIR**  
 LIVRAISON IMMEDIATE. CITE DE LYON.  
**BECCARIA 7** - 7, rue Beccaria, 109, rue de Charanton 2 Immeubles de Classe proposant des appart. Studios à 6 pces tant pour l'habitation que pour l'investissement. Appt témoin tous les jours de 14 h. à 19 h. (sauf mercredi).  
**SERCO** 14, rue Magellan PARIS (8<sup>e</sup>) 723-72-00

**12** **6.000** **80%** **20** **1977** **15** **DIR**  
 CITE-UNIVERSITAIRE.  
**RÉSIDENCE PIERRE BOURDAN** - 1-3, rue Pierre-Bourdan - A quelques mètres de la Nation, mais remarqu. isol. du bruit des gr. artères, une réid. de classe aux prestat. raffin. S. pl. ts l. jrs sf mar. et mer., 13 à 19 h. 346-51-74. LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

**13** **5.420** **80%** **20** **1978** **15** **DIR**  
 LIVRAISON IMMEDIATE. CITE-UNIVERSITAIRE.  
**KELLERMANN 102** - 102, bd Kellermann - A 300 m. Parc Montsouris, 3 petits immeubl. à l'architecture élégante, jardins intérieurs agréablement aménagés, Studios, 3, 4 et 5 pièces avec Balcons. Appartement témoin ouvert tous les jours de 14 h. à 19 h.  
**SERCO** 14, rue Magellan PARIS (8<sup>e</sup>) 723-72-00

**13** **5.050** **80%** **20** **1978** **15** **DIR**  
 1.200 m². Antenne de Sud.  
**« CAP SUD »** - Place de Rungis - A proximité du Parc Montsouris, une gamme d'appart. bien conçus, du studio ou 6 pièces. Sur place lundi, jeudi, vendredi de 14 h. à 20 h., sam., dim., de 10 à 12 h. et de 14 à 20 h. Tél. 589-71-21.  
**LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

**13** **5.700** **80%** **20** **1977** **15** **DIR**  
 PL. ITALIE 3 LIGES. A 800 m.  
**GALAXIE** - 20, pl. d'Italie, « AGATE » - Un tout neuf immeuble au calme, sur une dalle jardin, avec gds balcons loggia. Studio à 5 pces et chambres. Centre commercial avec gds magasins. Jeux d'enfants. Sur pl., tous les jours, de 10 h à 12 h, 30 et de 14 h à 19 h, sauf mer., et la ven. matin 580-32-92 ou 14, av. F. Roosevelt, Paris-8<sup>e</sup>, 256-55-11. Réalisation S.E.I.I.

**15** **6.200** **80%** **20** **1978** **15** **DIR**  
 Pénalisation. SEVERE-LECOURE.  
**RÉSIDENCE BUFFON** - 18-24, rue Lecourbe. — Du studio ou 6 pièces. Très haut niveau de prestations. Grands espaces verts. Balcons et terrasses. Bureau de vente sur place : mardi et vendredi de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Renseignements et vente : 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS, Tél. 280-34-40.

**15** **5.900** **80%** **20** **1978** **15** **DIR**  
 LIVRAISON IMMEDIATE. CONVENTION PLAISANCE.  
**VOUILLÉ-PLAISANCE** - 3<sup>e</sup> tranche, 56, rue Labrouste quelques appart. de 5 pièces, 107 m², + Balcon, double exposition s/rue et sur jardin intérieur. Appart. témoin ts les jours de 14 h. à 19 h. (sauf mardi et mercredi).  
**SERCO** 14, rue Magellan PARIS (8<sup>e</sup>) 723-72-00

**16** **8.200** **80%** **20** **1976** **15** **DIR**  
 PERSONNALISE. ERLISE AUTREUIL JASMIN. QUARTIER A 1.500 m.  
**LES JARDINS DE POLYMNIE** - 37-39, av. Théophile-Gautier - Imm. de tr. grand stand. autour d'un jardin de 3.000 m². Du stud. 34 m², ou 6 p. 180 m², S. pl. t.l.j. sf dim. lun. et le vend. mat. 10 h. à 12 h. 30, 14 h. à 19 h., tél. 224-66-26 ou S.P.E.I., 14, av. F. Roosevelt, Paris-8<sup>e</sup>, 256-55-11. Réalisation : MAZET & VALLETTE.

**17** **7.700** **80%** **20** **1976** **15** **DIR**  
 PERSONNALISE. PEREIRE WAGRAM.  
**141, AVENUE DE WAGRAM** - Résidence de classe. Du studio ou 5 pièces, un duplex exceptionnel, terrasse. Bar. vente sur place, lundi, mercredi, de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h.  
**COMEGI** 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS, Tél. 280-34-40.

**19** **4.400** **80%** **20** **1978** **15** **DIR**  
 LIVRAISON IMMEDIATE. LAZARINE.  
**LOIRE-DEHAYNIN** - 20, rue E.-Dehaynin - Situé à deux pas des Buttes-Chaumont, 2 immeubles élanés aux vastes loggias en bordure du quai de la Loire. 4 et 5 pièces. Appartement témoin tous les jours de 14 heures à 19 heures (sauf mardi et mercredi).  
**SERCO** 14, rue Magellan PARIS (8<sup>e</sup>) 723-72-00

**« Le Monde Immobilier »**  
 est une rubrique de publicité ouverte à tous les constructeurs-promoteurs.  
 Elle est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier.

... et un prêt CDE financera votre achat :  
**cde**  
 Comptoir des Entrepreneurs  
 6 rue Volney Paris 2<sup>e</sup> - Tél. : 260.35.36.  
 Tous les financements immobiliers depuis 1848.



## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## QUALITÉ DE LA VIE

## Pechiney-Ugine-Kuhlmann s'engage à dépenser 250 millions de francs en deux ans pour dépolluer ses usines

« Les ministres changent, mais l'action gouvernementale garde sa continuité. » C'est ainsi que M. Vincent Auzanet, ministre de la Qualité de la vie, a présenté le mardi 9 novembre, le nouveau contrat antipollution qu'il venait de signer avec M. Philippe Thomas, président-directeur général du groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann. En effet, en juillet 1975, c'était M. André Jarrot qui avait donné le coup d'envoi de cette politique en apposant sa signature au bas du premier contrat, prévoyant la dépollution en sept ans, des dix-huit usines PUK productrices d'alumine et d'alliages spéciaux pour une somme de 200 millions de francs.

Cette fois, ce sont huit usines d'aluminium, vingt-deux fabriques de produits chimiques et seize ateliers de transformation de cuivre pour lesquels PUK s'engage à dépenser 250 millions de francs d'équipements antipollution d'ici à 1979. Cette promesse n'est assortie en contrepartie d'aucune aide particulière de l'Etat. « Ce n'est qu'une première étape », ont précisé à la fois les fonctionnaires de l'environnement et les dirigeants du groupe privé. Elle permettra déjà de réaménager l'usine d'aluminium de Lannemezan dont les émanations de fluor causent de gros dégâts aux exploitations agricoles. Les quantités de fluor lâchées dans l'atmosphère devraient tomber de 800 à 400 tonnes par an en 1978. Le plus gros effort d'antipollution de PUK porte sur les fabriques d'aluminium puisques celles-ci vont absorber 180 des 250 millions du contrat. Ces dépenses consistent pour l'essen-

tiel à changer les vieilles cuves d'électrolyse, qui laissent échapper leurs gaz à l'air libre, par des cuves modernes qui en retiennent 60 %. Elles constitueront donc un rajeunissement de l'équipement productif qui renforcera les positions de la firme vis-à-vis de la concurrence internationale. « Si nous avons signé ce contrat, a expliqué M. Thomas, le P.D.G. de PUK, c'est que notre intérêt rejoignait l'intérêt général. En effet, nous préférons que l'Etat fixe les priorités de l'antipollution plutôt que d'être soumis au coup par coup des autorités locales ».

Pourquoi d'autres grandes sociétés n'ont-elles pas pris le même chemin ? M. Jean-François Seglio,

directeur du service des pollutions, a annoncé que des négociations étaient en cours avec Saint-Gobain et Creusot-Loire. « Elles devraient aboutir dans les deux mois », a-t-il précisé. Par contre, celles qui sont engagées avec Rhône-Poulenc semblent se heurter à de grosses difficultés. D'un autre côté, des contrats collectifs dits de « branche » — autre volet de la politique industrielle de l'environnement — vont être conclus avec les industriels particulièrement polluants, comme les métallurgies, les défilés et les laveries de laine. Ces contrats sont assortis de prêts à bon marché.

MARC AMBROISE-RENDU.

## Fidèle à la Savoie

De notre correspondant régional

Chambéry. — Les inquiétudes des Savoyards à propos de l'avenir de leur économie — et donc de l'emploi — auront-elles été dissipées par les assurances que M. Jacques Desazars, directeur général du groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK), a données, notamment aux élus, au cours d'une récente visite dans ce département ? En Savoie et en Haute-Savoie, le groupe PUK est solidement implanté : cinquante-huit usines et onze mille employés (soit 13 % des effectifs nationaux). Le directeur général de PUK a rappelé que le sonet du groupe avait été d'éviter des licenciements malgré

la mauvaise conjoncture aux aciéries d'Ugine (trois mille quatre cent vingt-sept salariés), où pourtant les carnets de commandes ne manquent pas. Mais il a aussi annoncé que le travail qu'a une personne sur deux.

En revanche, des mesures de « chômage économique » ont dû être appliquées dans cet établissement, et la direction a été amenée à constituer des « équipes de réserve » pour des travaux d'entretien internes ou pour des missions extérieures (plantation d'arbres pour améliorer l'environnement). Aujourd'hui, grâce à la reprise, le chômage technique a, selon la direction, disparu des aciéries d'Ugine.

Pour ce qui concerne la réorganisation de la branche « métaux, acier », les installations de Fos ne couvriront pas de leur ombre les aciéries d'Ugine. Ainsi, cent cinquante personnes ont été déplacées vers les rives de l'étang de Berre. Le considérable investissement fait à Fos (1 300 millions de francs) ne conduira pas PUK à abandonner les vallées savoyardes dans lesquelles s'est forgée la richesse du groupe.

Comment se traduira cette fidélité à la Savoie ? Par la création d'activités industrielles nouvelles, a dit M. Desazars. Mais les seuls investissements qualifiés d'« importants » qui ont été annoncés concernent l'usine de La Balme, et sont liés à la construction des complexes d'enrichissement d'uranium d'Eure et de Coreid. L'extension de cette usine devrait entraîner la création de cent à deux cents emplois. C'est finalement dans le contenu du programme antipollution signé le 9 novembre avec le ministère de la Qualité de la vie qu'apparaît le mieux la volonté de PUK de se maintenir en Savoie, et particulièrement en Maurienne. Pour l'ensemble de cette vallée, le programme de réduction des nuisances se chiffrera en 1978 et 1979 à 88 millions de francs et à 250 millions en cinq ans pour l'ensemble de la région Rhône-Alpes.

Les trois usines de fabrication d'aluminium — dont la plus importante est située à Saint-Jeulien-de-Maurienne — bénéficieront, d'ici à 1978, d'une somme de 50 millions de francs pour poursuivre la réduction des émissions de produits fluorés.

GEORGES SUEUR.

BERNARD ELIE.

## TRANSPORTS

## CONCORDE A NEW-YORK : DÉCISION RETARDÉE ?

Il est fort possible qu'aucune décision ne soit prise sur la mise en service éventuelle de Concorde sur New-York avant le début de l'an prochain, a estimé le mardi 9 novembre, un porte-parole du Port of New York and New Jersey Authority, gestionnaire de l'aéroport Kennedy. Cet organisme avait interdit l'atterrissage de l'avion supersonique pendant au moins six mois pour étudier le comportement de l'appareil et ses effets sur l'environnement à compter de son entrée en service sur l'aéroport de Washington-Dulles, le 24 mai dernier. Cette interdiction doit donc, théoriquement, venir à échéance le 24 novembre prochain.

Interrogé à ce propos, le porte-parole du Port of New York a précisé que « cette étude n'était pas encore tout à fait terminée » et que le conseil d'administration pourrait demander un réexamen de certains points.

Cette éventualité a été accueillie avec surprise au siège d'Air France à New-York. — (A.F.F.)

## Partout dans le monde

## LES COMPAGNIES AÉRIENNES MANQUENT DE CAPITAUX

Les compagnies aériennes manquent de capitaux, a déclaré, à Singapour, M. Knut Hammarshjöld, directeur général de l'Association du transport aérien international (IATA) à l'ouverture de la 32<sup>e</sup> assemblée générale de cette association qui rassemble cent dix transporteurs réguliers. « Le déficit des recettes nécessaires pour financer les nouveaux équipements et payer les intérêts des emprunts s'est accru depuis la fin des années 60 : plus de 7 millions de dollars ont manqué aux membres de l'IATA depuis 1972 seulement, a-t-il expliqué. Pendant les dix années à venir, 45 milliards de dollars leur seront nécessaires ».

L'IATA escompte 430 millions de profits en 1977 en raison d'une récente reprise du trafic des passagers et du fret. Mais cette amélioration ne suffira pas à combler ce manque de recettes, a ajouté M. Hammarshjöld, qui a, d'autre part, fait l'éloge de Concorde. « Concorde semble s'être très bien adapté au système de contrôle aérien international et paraît avoir été très bien accueilli par les passagers », a-t-il dit.

L'assemblée générale a, d'autre part, adopté à l'unanimité une résolution qui prévoit la création d'une « force d'intervention » (task force), qui conseillera les gouvernements et les compagnies pour lutter contre les détournements d'avions. En 1975, soixante-quatre actes « criminels » ont été officiellement commis à bord d'avions et sur des aéroports : ils ont entraîné la mort de quatre-vingt-huit personnes.

D'autre part, M. Knut Hammarshjöld a précisé que la Chine s'apprête à adhérer à l'IATA et qu'une rencontre aura lieu à Singapour entre des membres de l'association et des responsables de l'administration de l'aviation civile de Chine (C.C.A.C.).

L'IATA a, enfin, décidé d'utiliser désormais le dollar comme seule monnaie de base pour ses taux de change. Elle utilisait, depuis 1946, le livre sterling comme devise d'échange.

## A PROPOS DE...

## LES ARMATEURS A L'ÉLYSÉE

## Fermeté pour les pêches

MM. Jacques Hurst, président de l'Union des armateurs à la pêche de France, Bernard Dubreuil, président du Comité central des pêcheurs maritimes, et Alain Paré, secrétaire général de l'Union des armateurs, ont été reçus en audience, mardi 9 novembre, par le président de la République pendant cinquante minutes. Sujet de l'entretien : les problèmes posés par l'extension à 200 milles des limites de pêche des pays au large desquels vont traditionnellement travailler les chalutiers français.

Le moment était bien choisi pour exposer au chef de l'Etat les préoccupations des pêcheurs : les responsables de la Commission européenne se réunissent ces jours prochains pour définir, en matière de zones de pêche, l'attitude de la Communauté et donc de chaque Etat membre. Des négociations sur les droits de capture sont engagées actuellement à Bruxelles entre la C.E.E. et les Etats-Unis.

Le président de l'Union des armateurs a fait un large tour d'horizon sur les conséquences de la politique des 200 milles pour chacune des grandes catégories professionnelles de la pêche française : grande pêche (morue) au large du Canada et de la Norvège, pêche au thon dans les eaux des Etats africains, pêche fraîche (industrielle et artisanale), dans la zone des 200 milles de la C.E.E. et des Iles Féroé.

Les professionnels ont constaté, après leur visite à l'Élysée, que « les vues du président de la République étaient parfaitement concordantes avec les conceptions de la profession ». M. Giscard d'Estaing leur a déclaré sans ambiguïté que « le règlement des problèmes devait

consister en un partage des ressources marines et non un partage de la mer ». Il a constaté que « cette conception, fondée sur les traités, était de surcroît la seule équitable ». Les professionnels ont aussi noté l'attitude de fermeté du président de la République qui les a rassurés en déclarant que la France n'accepterait aucune prétention d'un de ses partenaires qui serait de nature à compromettre l'avenir des pêches françaises, et cela tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la C.E.E.

Sursumement donc, toutes les familles politiques s'adressent de près à la pêche. Avant M. Giscard d'Estaing, ce sont les partis communiste et socialiste qui ont organisé ces dernières semaines des journées d'étude et mis au point des propositions de loi-sénats. Il est vrai qu'à Boulogne, à Fécamp, en Carnouville, à Saint-Jean-de-Luz ou à Sète par exemple, la situation des pêcheurs n'est pas sans influence sur la conjoncture politique et électorale. Mais à long terme, c'est l'avenir de près de deux mille familles et de l'économie de plusieurs régions qui, directement ou indirectement, est en cause. — F. Gr.

## Corse

## APRÈS LE SUCCÈS DE LA JOURNÉE « ILE MORTE »

## Les autonomistes continuent de réclamer la libération des détenus de Lyon

La journée « Ile morte » organisée mardi 9 novembre, en Corse, pour protester contre l'emprisonnement de cinq des inculpés dans l'affaire du Boeing d'Ajaccio a été largement suivie. D'autre part, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon examine ce mercredi 10 novembre, la demande de mise en liberté de ces cinq détenus : quatre font la grève de la faim depuis vingt jours et ont été transférés de la prison Saint-Paul à Lyon à l'hôpital de l'Antiquaille.

Les dirigeants de l'ensemble des mouvements autonomistes corses ont annoncé qu'ils dureraient leur action, si les détenus ne sont pas libérés.

D'autre part, la destruction de deux cars de télévision revendiqués par le Front de libération nationale (F.L.N.), à Bastia, dans la nuit du lundi 9 au mardi 10 novembre, n'entraînera pas, comme nous l'avions indiqué mardi, l'arrêt des émissions de TF1 à partir de la Corse, annonce la direction de la chaîne à Paris.

## Libres opinions

## SI JE MEURS...

par CHARLES SANTONI (\*)

DOMINIQUE ALFONSI, président du Partitu di u Populu Corsu per l'Autonomia (Parti du peuple corse pour l'autonomie), et ses trois coadjuvants de la prison Saint-Paul de Lyon, Armani, Capretti et Pantaloni, sont en train d'égayer, à leur dix-huitième jour de grève de la faim et de la soif, d'être transférés de force à l'hôpital de l'Antiquaille. Ils sont dans un état alarmant.

A tout instant, on peut craindre un décès total. On peut imaginer leur martyre d'après une relation qu'en fit en 1821 leur devancier, détenu politique corse lui aussi, Antoine Viorbi. Celui-ci, refusant de boire et de s'alimenter, avait dénoté son état, heures par heures. On y relève : « Soit prodigieuse... intolérable... chaleur fébrile par tout le corps, pouls agité... insomnie constante, langue universelle et incapable de supporter la lumière... » Il mourut le dix-huitième jour.

Des hommes capables d'endurer, avec constance, de telles tortures portent témoignage de l'élevation de leur idéal.

Dominique Alfonsi, dont je suis le défenseur, vient de nous faire parvenir un bref message au peuple corse. J'en extrais ces lignes : « J'ai demandé la visite d'un prêtre, car, si je meurs, je veux mourir en bon Corse, en bon chrétien, en bon socialiste, pour le peuple auquel j'appartiens, pour la liberté et pour la justice. »

Les emprisonnés corses de Lyon sont poursuivis sur le fondement de la loi anticasseurs pour avoir organisé, début septembre, une manifestation qui se termina par le dynamitage d'un Boeing sur l'aéroport d'Ajaccio.

Les détenus sont étrangers à cet attentat, et aucune charge sérieuse n'est retenue contre eux à ce sujet.

« Sous prétexte de faire payer les casseurs », écrivait M. Maurice Duverger dans le Monde du 22 mai 1970, on se donne les moyens de faire payer ceux qui n'ont rien cassé, et de les faire emprisonner, même s'ils peuvent prouver d'une façon indiscutable qu'ils sont innocents des violences. »

Ce commentaire de la loi anticasseurs s'applique à la lettre au cas présent.

Militants autonomistes corses, Dominique Alfonsi et ses compagnons sont victimes d'une répression politique qui les a fait transférer, dans des conditions scandaleuses, d'Ajaccio à Marseille, puis à Lyon. (Remarquons que cette pratique de la déportation est exclusivement réservée dans les annales judiciaires françaises, aux syndicalistes et militants politiques corses). Il faut les sauver. Chaque heure compte ils front jusqu'au bout s'ils n'obtiennent pas leur juste libération.

Le peuple corse se mobilise à leurs côtés. Mais le soutien de tous les Français épris de liberté leur est nécessaire.

En France aussi, aujourd'hui, des hommes peuvent mourir dans les cachots pour leurs idées, en disant ton nom, Liberté !

(\*) Avocat à la cour.

Les pays nordiques.  
En direct. Tous les jours.

## • En exclusivité : les 4 capitales en direct.

Air France est la seule compagnie à offrir des liaisons directes et quotidiennes avec Stockholm, Helsinki, Oslo et Copenhague, les quatre capitales des pays nordiques.

## • Stockholm, Helsinki : les premiers chaque matin.

Air France met au service des hommes actifs le premier vol de la journée à destination de la Suède et de la Finlande. Sept jours sur sept, départ de Roissy à 10 h, arrivée à Stockholm à 12 h 50, à Helsinki à 15 h 20.

## • Oslo quotidien.

Chaque matin, Air France prend la route de la Norvège en passant par Copenhague. Départ Paris 10 h, arrivée Oslo 13 h 35.

## • Copenhague : 20 fois par semaine.

Air France dessert la capitale danoise chaque matin (départ 10 h, arrivée 12 h), chaque après-midi sauf samedi (départ 15 h 35, arrivée 17 h 35) et chaque soir (départ 19 h 20, arrivée 21 h 20).

## • A bord, la France.

A bord d'Air France, le personnel parle français. Le service est à la française. Et les journaux, français ou étrangers, sont ceux que l'on trouve chaque jour sur son bureau.

Pour être les premiers dans les pays nordiques, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

150 000 000



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONJONCTURE

### La croissance va se ralentir dans les pays occidentaux annonce l'O.C.D.E., qui révisé en baisse ses pronostics

L'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) vient de réviser, en baisse, ses pronostics. Elle a réduit de 1 % le taux de croissance qu'elle avait prévu en juillet dernier, ainsi bien pour le semestre en cours que pour les six premiers mois de 1977.

La reprise de 1976 (après le recul moyen de 1,3 % enregistré en 1975) ne serait donc plus que de 5 % ; l'an prochain, l'expansion tomberait à moins de 4 %, soit une moyenne de 2 % seulement par an pour la quadriennale 1974-1977, au lieu des 5,5 % de naguère. Vu les gains de

productivité attendus dans les pays occidentaux, ces cadences ne permettraient pas de réduire le chômage pendant les quatorze prochains mois. Aussi est-il probable que plusieurs pays vont s'orienter — à l'instar du Japon et des États-Unis — vers des mesures de relance.

Finie l'euphorie. La gestion d'une économie demande désormais plus de rigueur politique et de justice sociale, plus d'imaginaire aussi. Dans l'immédiat, les responsables politiques vont être tentés non de prolonger le procès de la croissance antérieure — qui n'avait pourtant pas été sans tache — mais de prendre des mesures de relance, au risque de stimuler la hausse des prix, qui pourrait les conduire ultérieurement à souhaiter une nouvelle pause. Ils trouveront pour ce faire des cautions intellectuelles multiples. A Washington, une quinzaine d'éco-

nomistes internationaux, réunis par le Brookings Institution, viennent, par exemple, de demander aux États-Unis, à l'Allemagne fédérale et au Japon d'abandonner leur politique d'expansion tendue. Outre-Atlantique, le président élu, M. Carter, pourrait d'ailleurs envisager, afin de stimuler l'économie, de réduire les impôts, dès son entrée en fonctions, le 20 janvier, bien que le président de la commission des votes et moyens de la Chambre des représentants souhaite que toute proposition de ce genre soit examinée avec prudence. Au Japon, où la pro-

duction industrielle a diminué de 1,7 % en août et de 1 % en septembre, les autorités font dès à présent étudier un plan de diminution de la fiscalité visant au même résultat. En France, le premier ministre n'exclut pas de stimuler les investissements en recourant à « de nouvelles mesures » qui pourraient compléter l'ultra-sécheresse en 1977 des crédits du Fonds d'action conjoncturelle. Aussi chacun cherche-t-il dans l'arsenal du passé de quoi construire un avenir moins austère.

MICHEL BOYER.

## ÉNERGIE

### La campagne de forage en mer d'Iroise pour 1977 pourrait être remise en cause

La campagne de forage de printemps 1977 dans la mer d'Iroise pourrait être remise en cause. La S.N.P.A., opérateur travaillant pour le compte d'Elf-Aquitaine (66,5 %), de Total (28,5 %), de R.P. (15 %), de Shell (6 %) et d'Esso (6 %), doit en effet décider avant décembre si elle fera ou non un puits à partir de mars 1977. Or elle se heurte à deux problèmes. D'une part, les résultats de la campagne 1975-1976 ont été très décevants. Deux des forages ont été « secs » — c'est-à-dire qu'ils n'ont fourni aucun indice d'hydrocarbures — et le troisième, au large de l'île Vieille, à 70 kilomètres de Brest, a simplement fait apparaître des « traces » à la profondeur de 1 788 mètres. D'autre part, ce n'est qu'en juin 1977 que la Cour de La Haye a prononcé sur la délimitation des zones française et anglaise de la mer d'Iroise. Il est donc peu probable que le gouvernement français accorde avant cette date un permis dans les zones contestées (qui se-

raient aussi les plus prometteuses). A l'enthousiasme de découvrir une nouvelle mer du Nord succède maintenant un certain désenchantement de la part de compagnies qui ont déjà investi 300 millions de francs dans cette prospection et qui hésitent désormais à financer des recherches dans la seule zone française.

Dans un communiqué, intitulé « La campagne de la réflexion », publié le 9 novembre, Elf-Aquitaine tient cependant à préciser :

« Les résultats géologiques des trois forages effectués en mer d'Iroise au cours de la campagne 1975-1976 ont été très décevants. L'exploration 1977 de cette zone, programme dont le contenu tiendra compte des résultats de ces études et des contraintes découlant du litige franco-britannique en matière frontalière, soumis à un arbitrage international en cours, a

(PUBLICITÉ)

# à propos de l'amiante

A la suite d'informations graves alertant l'opinion publique sur les dangers pouvant résulter de l'inhalation ou de l'absorption des fibres d'amiante,

## la Chambre Syndicale de l'amiante et le Syndicat de l'amiante-ciment

estiment nécessaire de réaffirmer et de rendre public leur point de vue, au nom de 40 entreprises transformatrices de l'amiante employant 14500 travailleurs en France :

1/ L'asbestose est une maladie professionnelle des travailleurs de l'amiante, de même nature que la silicose des mineurs ; elle est connue et depuis fort longtemps. En dépit des mesures de prévention prises et qui n'ont pas encore produit leur plein effet, sa régression est encore très insuffisante, en raison notamment des complications cancéreuses possibles.

2/ Le mésothéliome, cancer primitif de la plèvre ou du péritoine est une affection relativement rare (0,24 % sur 70 000 autopsies portant sur 5 pays) que des travaux scientifiques récents permettent de relier, dans beaucoup de cas, à l'exposition aux poussières d'amiante en milieu professionnel. Ces données récentes font et doivent faire l'objet de recherches approfondies.

3/ La direction d'Amisol à Clermont-Ferrand a fait montre depuis plusieurs années, d'une attitude scandaleuse. La profession la condamne, et rejette avec indignation la suspicion qu'elle fait peser sur l'ensemble de ses membres. Elle souhaite examiner avec les Pouvoirs Publics les mesures prises ou à prendre pour résoudre les problèmes des ouvriers concernés.

4/ Certains procédés d'application de l'amiante tels que le « flocage » sont utilisés dans des conditions de sécurité inacceptables pour les travailleurs qui les mettent en œuvre, alors que l'évolution technologique permet de les éviter. Ces fautes soulignent la nécessité d'édicter et de faire respecter une réglementation stricte de l'emploi de l'amiante.

## Devant cette situation, les industries transformatrices de l'amiante, pleinement conscientes de leurs responsabilités, ont pris les décisions suivantes :

- Entamer ou poursuivre sans délai une information complète et objective des travailleurs de l'amiante sur la nature des risques encourus et sur les précautions à prendre pour les éviter.

- Ouvrir ou approfondir avec les comités d'hygiène et de sécurité et les délégués syndicaux des entreprises, en collaboration avec les médecins du travail, la concertation nécessaire pour définir et mettre en application les mesures d'une meilleure hygiène du travail et de son contrôle permanent.

- Proposer aux partenaires sociaux, à l'échelon national, la création d'une table ronde paritaire sur les problèmes spécifiques de l'amiante.

D'autre part, les industries utilisatrices de l'amiante rappellent :

- que l'amiante est une roche naturelle dont les fibres peuvent être présentes partout (dans l'eau, la terre et l'air depuis que la terre existe) et que l'homme emploie depuis des millénaires ;

- qu'il est donc évident qu'on peut en déceler partout, au jai-

lissement même des sources comme dans l'air le moins pollué de nos montagnes ;

- qu'il est faux et diffamatoire de prétendre que les boissons alimentaires, (en particulier le vin) filtrées sur amiante comportent plus de fibres d'amiante que les

autres. Paradoxalement, c'est le contraire qui est vrai ;

- que l'amiante est, dans l'essentiel, de ses emplois, un produit irremplaçable qui sauve des milliers de vies chaque année grâce à ses qualités d'incombustibilité et d'isolation thermique ;

- que jusqu'ici, en tout cas, l'Organisation Mondiale de la Santé et les plus hautes instances scientifiques mondiales se sont accordées pour souligner qu'il n'existe aucune preuve d'un risque particulier encouru par la population générale du fait de l'amiante.

## Dans ces conditions :

les industries transformatrices de l'amiante, en assumant pleinement leurs responsabilités, s'estiment en droit d'attendre de la communauté nationale une attitude juste, prudente et exempte de passion.

La Chambre Syndicale de l'Amiante  
Le Syndicat de l'Amiante-Ciment

## LA HAUSSE DU COUT DE LA VIE EN R.F.A.

La hausse du coût de la vie en Allemagne fédérale a été de 1,5 % EN UN AN (et non en septembre comme nous l'indiquions par erreur dans notre numéro du 10 novembre).

## AFFAIRES

### LA SITUATION DE RHONE-POULENC SE REDRESSE LENTEMENT

Les actionnaires de Rhône-Poulenc se réuniront, pour l'exercice 1976, au dividende net de 6 F (9 F avec l'aveur fiscal), identique au précédent, à 11 heures, mardi 9 novembre, au cours d'une conférence de presse. M. Renaud Gillet, P.-D.G. du premier groupe chimique français, au cours de cette réunion, M. Gillet et ses directeurs de division ont dressé un bilan de la situation du groupe. Elle s'améliore lentement grâce aux mesures d'assainissement prises depuis le début de l'année.

Rapportée au chiffre d'affaires, la marge d'exploitation s'est élevée de 14,5 % en 1975 à 14,4 % au 31 août dernier. Pour l'exercice entier, elle devrait atteindre 12,2 %. Il se confirme que les amortissements (1 300 millions de francs) seront couverts, et d'après les dernières estimations, le chiffre d'affaires totaliserait 21 370 millions de francs, marquant ainsi une progression de 10,5 % d'une année sur l'autre et de 5 % par rapport à 1974 (année record). L'augmentation des prix n'intervient que pour 2 % à 3 % dans cette progression. En revanche, l'accroissement en volume sera de 17 %.

Toutes les séquelles de la crise n'ont cependant pas été effacées. La situation demeure très préoccupante dans les secteurs chimiques. Cette division est toujours déficitaire. La faute — selon les responsables du groupe — en incombe en particulier aux importations massives en provenance des pays en voie de développement. Pour sortir de cette crise dont souffrent tous les producteurs, M. Gillet estime qu'une restructuration de cette industrie est indispensable dans un cadre européen.



## Interview de Claude Duneton.

*"Les professeurs qui tiennent sont admirables."*

Cette semaine dans Elle.

(PUBLICITE)

### RECHERCHE

#### ACHETEUR POUR ENTREPRISE MÉCANIQUE

REPRISSE D'UNE FABRIQUE DE MACHINES-OUTILS (SOCIÉTÉ ANONYME) RENOMMÉE DE MOYENNE IMPORTANCE EN SUISSE ROMANDE, AVEC PARTICIPATION MAJORITAIRE OU EXCLUSIVE

L'entreprise est introduite sur le marché depuis des décennies, et ses produits jouissent d'une excellente réputation dans le monde entier. Les prévisions commerciales sont favorables à court et à moyen terme. Le capital liquide nécessaire est de l'ordre de 10-15 millions de francs suisses.

Les intéressés sont priés de prendre contact avec le Directeur de l'Institut d'Organisation Industrielle de l'E.P.F.L., Zürichbergstrasse 18 - 8028 Zürich, tél. 01-47.98.99

## Décoration: flanelle, sangles et passepoil.

Cette semaine dans Elle.

(PUBLICITE)

### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

#### MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

### «SN SEMPAC»

6, BOULEVARD ZIROUT YOCHEF - ALGER

#### AVIS DE PRÉCONSULTATION INTERNATIONAL

Dans le cadre d'opérations d'importation de farines et semoules envisagées par la Société Nationale des Semouleries, Meuneries, Fabriques de Pâtes Alimentaires et Couscous, les entreprises susceptibles de fournir ces produits sont priées de se faire connaître auprès de la S.N. SEMPAC, 6, boulevard Zirout-Youcef, ALGER, avant le 10 décembre 1976.

Il est instamment recommandé de fournir les éléments d'information suivants :

- nom et raison sociale, numéro de téléc ;
- siège social et références de la société ;
- nature de l'activité.

## Vacances de rêve en Algérie du Sud.

Cette semaine dans Elle.

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## COMMERCE INTERNATIONAL

### Le Japon semble se montrer plus conciliant dans ses négociations avec l'Europe

Le groupe de contacts Japon-CECA se réunit les 11 et 12 novembre, à Bruxelles. Une mission de hauts fonctionnaires de la Commission européenne s'était rendue, voici quinze jours, à Tokyo, pour préparer cette rencontre. Les autorités communautaires ont bon espoir de conclure pour 1977 un arrangement informel du type de celui qui avait été signé pour 1976 : les Japonais donneraient l'assurance aux Neuf de modérer leurs exportations de produits sidérurgiques vers la C.E.E. et, afin d'obtenir cette fois de meilleurs résultats que dans le passé, s'en-

gageraient à interdire auprès des entreprises « indépendantes » (autres que les soixante-trois groupes sidérurgiques japonais) pour qu'elles aussi disciplinent leurs ventes sur le marché des Neuf.

Les 15 et 16 novembre auront lieu les consultations « à haut niveau » qui se déroulent deux fois par an entre le Japon et la Communauté. Ce sera l'occasion de passer en revue, secteur par secteur, les difficultés que rencontre la C.E.E. dans ses relations commerciales avec Tokyo. Il semble que les

Japonais, soucieux d'écartier toute menace sur le développement de leurs propres ventes en Europe, acceptent de consentir un effort supplémentaire pour éliminer les entraves administratives qui, aujourd'hui, freinent encore les exportations des Neuf vers le Japon. Un accord en ce sens a été arrêté le 9 novembre, à Tokyo, par M. Komoto, ministre de l'Industrie et du Commerce International (MITI) et M. Doko, président de la Fédération des organisations économiques (Keidanren).

#### De notre envoyé spécial

Tokyo. — En ces temps difficiles où la reprise marque le pas, alors que les taux d'inflation et de chômage demeurent préoccupants, le Japon, aux succès provocants, est mis en accusation par ses partenaires industriels.

Chaque semaine le ton monte. Européens et Américains lui reprochent tout à la fois son agresseur commercial, sa politique monétaire et son attitude protectionniste.

Les contacts, qui se succèdent à un rythme de plus en plus fréquent pour essayer de faire clair et de rétablir, si possible, des relations plus harmonieuses, ont donné jusqu'à présent des résultats plutôt décevants. Et pour cause : les Japonais, apparemment unanimes sur ce plan, estiment infondés les griefs qui leur sont adressés. Ils s'affirment ouverts à la discussion, prêts à coopérer ; mais, refusant de jouer les bous émissaires, ils entendent

ne pas faire les frais des erreurs et des échecs de l'Occident.

Leur démonstration, d'obéissance à l'égard des partenaires américains et européens est toujours sous-jacente, mérite d'être prise en considération. Elle vise à éliminer ce qu'ils considèrent comme des malentendus plus ou moins délibérément entretenus par les gouvernements occidentaux.

Il reste à savoir ce qui se passe si cette campagne d'explication échoue. S'il est certain que les menaces de représailles régulièrement agitées à Washington, Londres ou Bruxelles préoccupent les dirigeants japonais, il est vrai aussi qu'ils sont de plus en plus irrités par l'agitation et les protestations de partenaires considérés comme moins doués ou pour le moins comme négligents.

#### Des géants de l'exportation ?

Sait-on que le commerce extérieur du Japon et celui de la France se situent à peu de chose près au même niveau ? Les exportations de chacun des deux pays atteignent, grosso modo, entre 5 et 6 milliards de dollars par mois.

La population du Japon étant le double de celle de la France, chaque Français vend à l'extérieur deux fois plus que chaque Japonais. La part des exportations dans le P.N.B. du Japon est plus faible que dans n'importe quel pays européen.

Ainsi l'image répandue du Japonais super-champion de l'exportation doit être accueillie avec nuance. En fait, les succès extérieurs des industriels nippons sont d'autant plus remarquables qu'ils se concentrent sur un nombre limité de produits : l'acier, l'automobile, les navires, l'électronique et grand public et, domaine nouveau, qui fait l'objet d'un boom sensationnel, la vente d'usines clés en main.

« Accroître l'idée que le Japon est en train d'accumuler des excédents commerciaux considérables n'a aucun sens », souligne, avec force, M. Fujiooka, le directeur général des affaires internationales au ministère des Finances. M. Fujiooka ne conteste pas l'essor que connaissent les exportations de son pays depuis le début de l'année. Pour les dix premiers mois de 1976, la balance commerciale a enregistré un solde positif de 6,6 milliards de dollars. Toutefois, observe M. Fujiooka, ces résultats n'ont rien de particulièrement spectaculaires.

M. Fujiooka considère comme tout aussi injustifiées, voire suspectes, les critiques adressées par Washington à la politique monétaire de son pays. « Il est faux que depuis le début de l'année nous maintenions, grâce à des achats de dollars, le yen à un niveau artificiellement bas pour préserver la compétitivité de nos entreprises. Conformément aux accords de Rambouillet conclus à Porto-Rico, nous n'intervenons sur le marché des changes que pour corriger les fluctuations erratiques. D'ailleurs, depuis la conférence de Rambouillet, le yen s'est apprécié de 4,5 % par rapport au dollar, alors que le mark ne progressait que de 2,4 % ».

#### La revalorisation du yen

M. Fujiooka explique que les interventions de la Banque du Japon demeurent limitées. « Pour soutenir le yen, nous avons vendu pour 3 milliards de dollars au second semestre de 1975. Pour empêcher la réévaluation excessive de notre monnaie, nous avons acheté environ 3 milliards de dollars au cours du premier semestre de 1976. Nous avons l'intention de poursuivre ces interventions de stabilisation qui sont d'autant plus nécessaires que pour 80 % notre commerce est exécuté en devises étrangères ».

Les réserves détenues par la Banque du Japon ont certes augmenté en 1976, mais sont inférieures de moitié à celles de

l'Allemagne fédérale, alors que l'endettement extérieur des banques japonaises est considérable.

« En fait, tout cela est parfaitement normal à Washington », ajoute M. Fujiooka, et quand M. Yeo, le sous-secrétaire au Trésor, est venu nous voir au mois d'août, il s'est abstenu de nous critiquer ».

Il reste que la pression exercée par les États-Unis sur les Japonais pour qu'ils laissent monter le yen est considérable : en janvier, le dollar valait 305 yens, en juin 300 yens ; depuis, en dépit des interventions de la Banque centrale, la revalorisation de la monnaie nipponne continue ; le taux était de 285 yens pour 1 dollar en novembre.

Comment croire que l'administration Carter puisse faire preuve de plus de compréhension ? Cela signifierait qu'elle renonce à la politique menée avec constance depuis le coup de force de Nixon en août 1971 (que les Japonais appellent « Nixon choc ») aux termes de laquelle il n'est pas question de laisser aux pays partenaires la possibilité de mener une politique monétaire autonome qui pourrait avoir comme résultat d'influer le cours international du dollar.

Les Japonais récusent également les reproches de dumping adressés à leurs exportateurs. « En Europe, les gens éprouvent une sorte de méfiance instinctive à l'égard du Japon et de ses industries », constate-t-on avec méfiance au ministère des affaires étrangères. « Tout cela relève d'un procès d'intention ».

Même écho au siège de Keidanren, les puissantes fédérations patronales, où M. Miyoshi, le directeur des affaires économiques internationales, nous fait remarquer que bien souvent les Japonais sont incapables de saisir leurs griefs. Il donne cet exemple : les Japonais, à la recherche de nouveaux débouchés, accomplissent un effort considérable pour développer leurs ventes d'usines vendues clés en main au Proche-Orient, en Amérique latine, et même dans des pays industrialisés rivaux du Japon, comme le Canada ou l'Australie. Ces exportations, qui s'élevaient à 6 milliards de dollars en 1975-1976 (année fiscale d'avril à mars), devraient atteindre 12 milliards de dollars en 1976-1977, et bien plus encore l'année suivante.

En juillet dernier, lors de la visite de M. Chirac à Tokyo, M. Raymond Barre, alors ministre du Commerce extérieur, indiquait avoir recensé vingt quatre cas où les entreprises françaises cherchant elles aussi à vendre des usines clés en main avaient dû s'incliner devant leurs concurrents japonais, car les prix de celles-ci étaient de 20 à 30 % inférieurs.

« Nous avons demandé alors l'ambassade de France des journaux des détails pour nous expliquer ce qu'il en était, mais nous n'avons toujours rien reçu », explique en souriant M. Miyoshi.

#### La docilité des travailleurs

Pour exporter, le Japon connaît-il à protéger plus ou moins soigneusement son propre marché contre les importations de produits américains ou européens ? Ce grief, lui aussi, est écarté comme peu sérieux. « Vos industries n'ont pas consenti suffisamment d'efforts pour accroître leurs ventes sur le marché japonais ; il existe des barrières, mais elles sont culturelles et linguistiques. Les franchir n'est évidemment pas commode. En 1974, vingt mille hommes d'affaires japonais sont allés au Royaume-Uni, mais seulement deux mille Britanniques sont venus au Japon ».

« Il est bien évident, par exemple, que nous n'avons aucun intérêt à faire obstruction à l'importation de vos voitures. Nous venons ainsi d'acquiescer notre réglementation vos difficultés ; nos contraires techniques pour nous rendre la tâche plus facile. Mais qu'y pouvons-nous si Mercedes, Fiat ou Citroën ne consentent pas elles-mêmes des efforts comparables à ceux très considérables accomplis par nos constructeurs ».

Aux Keidanren, au MITI (ministère du Commerce extérieur), au siège de la Nippon Steel, partout on tient le même langage qui peut être résumé ainsi : « Nous acceptons de prendre en considération vos difficultés ; nos exportateurs sont prêts à faire preuve de discipline. Ils l'ont déjà montré par une série d'arrangements d'auto-limitation et le feront encore, mais dans des limites raisonnables. Si depuis le début de l'année les exportateurs japonais ont renoué avec le succès, ce n'est pas par une politique commerciale ou monétaire agressive, ni en raison de bas salaires, mais essentiellement parce que le

gouvernement est parvenu à maîtriser l'inflation et à affirmer ainsi la compétitivité de l'industrie ».

L'argumentation, même sans prendre au pied de la lettre, ne manque pas de force. À-t-elle pu autant valoir d'exemple ? On peut en douter, tant il est évident que le succès de la lutte contre l'inflation s'explique, en large part, par la docilité des travailleurs inimaginable ailleurs. Ceux-ci sans rechigner le moins du monde — il n'y a pas eu de grève chez Toyota depuis vingt-quatre ans — ont accepté que la progression des salaires marque une pause (0,8 % d'augmentation en 1976 contre 2,3 % en 1974) et ont toléré également la politique de restriction des crédits imposée par le gouvernement. Dans le même temps, le niveau d'épargne est resté un des plus élevés du monde.

L'explication donnée par M. Miyoshi à une telle sagesse, qui permet, et permet encore, au gouvernement de manœuvrer toute quêtude pour contrer la crise née du dérèglement monétaire et de l'appât des pays pétroliers, est déconcertante. « La vérité, prononce-t-il, sans apparemment la moindre ironie, c'est que nous ne dépensons guère, car notre pays est en train de se prendre goût à une vie plus frugale ». Elle pourrait presque convaincre si, au même moment, les dirigeants du parti libéral — qui détiennent le pouvoir avec l'appui du patronat — n'étaient en train de se débiter dans un lit d'une rare ardeur à la suite d'un scandale — l'affaire Lockheed — qui a peu de chose à voir avec la frugalité et la rigueur.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Publicité)

### « EXPOTUR »

#### LE TOURISME ESPAGNOL AU SALON DE L'ENFANCE

(PALAIS DE LA DÉFENSE - C.N.I.T. - 27 OCT. / 11 NOV. 1976)

Le Ministère Espagnol de l'Information et du Tourisme présente au Salon de l'Enfance son exposition de prestige, déjà saluée dans de nombreux pays.

« EXPOTUR », le pavillon du Tourisme espagnol, regroupe sur 2.000 m<sup>2</sup> plusieurs secteurs, chacun donnant de l'Espagne une image différente.

Le grand salon de l'entrée est dédié à l'Espagne traditionnelle. L'Espagne touristique est, quant à elle, représentée dans plusieurs stands consacrés à la Costa Brava, la Costa del Sol, les Baïas, Tenerife et les Baléares.

Une autre section est tournée vers le folklore, les fêtes et l'art populaires.

Par ailleurs, une petite place espagnole, reconstituée se transformera plusieurs fois par jour en théâtre de 250 personnes où se produira un groupe de flamenco d'une douzaine d'artistes.

Enfin, chaque jour pendant toute la durée du Salon, il sera offert un séjour d'une semaine pour deux personnes dans les hôtels des différentes régions touristiques représentées à « EXPOTUR ».

OFFICE NATIONAL ESPAGNOL DU TOURISME  
43 ter, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie, 75008 PARIS.  
Tél. : 225-14-61, 62, 63, 64.

## Robes à fleurs pour petites filles modèles.

4 modèles pour petites filles.

Cette semaine dans Elle.

سلا من الامل



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## SYNDICATS

### La C.F.D.T. propose à la C.G.T. et à la FEN un plan de réforme de la fiscalité

Les dirigeants de la C.F.D.T. ont présenté, mardi 9 novembre, un plan de réforme de la fiscalité. M. Rolant, secrétaire confédéral, a rappelé que la C.F.D.T. avait proposé à la C.G.T. et à la FEN de rechercher — comme pour la Sécurité sociale — une plateforme commune sur la fiscalité. Deux rencontres ont déjà eu lieu, une troisième doit prochainement se tenir et les deux dernières estiment que « les discussions en cours ont de bonnes chances d'aboutir ».

Le document de la C.F.D.T. dresse tout d'abord un bilan très sévère, exemples à l'appui, de la fiscalité actuelle. En raison du poids important des impôts indirects, la « progressivité de l'impôt est beaucoup plus faible en France que dans la plupart des pays à revenu élevé » ; tous les impôts confondus, la charge totale est de 35 % pour un revenu mensuel de 2 500 F et de 35 % pour 30 000 F ; pour les entreprises non-sociétés, l'extension abusive du forfait pour la T.V.A. et pour l'impôt sur le revenu permet à de nombreux propriétaires de réduire considérablement leur contribution ; les « grandes entreprises » peuvent faire le profit fiscal de leurs dépenses d'investissement, alors que depuis 1969 les salariés doivent, chaque année, consacrer en moyenne une journée de travail supplémentaire pour verser l'impôt.

La C.F.D.T. présente trois revendications immédiates : le relèvement des tranches du barème de l'impôt sur le revenu en fonction de l'évolution réelle du coût de la vie, sur la base des indices de prix généraux ; la fixation au taux zéro de la T.V.A. pour des articles de première nécessité ; une aide aux familles populaires par un relèvement des allocations familiales. Quant au plan de réforme de la fiscalité, il comporte une vingtaine de propositions qui soulignent l'objectif d'aboutir à une fiscalité plus juste et à une redistribution des revenus.

● **IMPOT SUR LE CAPITAL.** — La C.F.D.T. réclame la création de deux impôts distincts. Le premier, sur les biens réels possédés par les entreprises, tiendrait compte des rapports entre capitaux immobilisés et valeur ajoutée afin de favoriser les investissements créateurs d'emplois, alors que « le système fiscal actuel a un effet inverse, le coût du capital étant inférieur de 25 % à celui observé dans d'autres pays ». Le second porterait sur les fortunes des particuliers, au-delà de 1 million de francs, avec un taux faible mais progressif.

● **IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS.** — La C.F.D.T. sans exiger une modification du taux (50 %), demande une révision des règles sur les frais généraux, les amortissements, les provisions, etc.

● **LA MODIFICATION DE LA T.V.A.** — Le projet confédéral comporte quatre réformes : la création d'une T.V.A. au taux zéro « applicable aux biens et services » à caractère social : produits de large consommation (alimentation, habillement, médicaments, transports, logements sociaux, presse) ; le relèvement du taux pour certains produits de luxe et de la publicité à l'exception de celle qui paraît dans la presse d'information ; la disparition des systèmes de franchise et de décade pour les commerçants et artisans, cette suppression étant compensée par des allocations sociales en cas de nécessité ; la création d'un impôt léger sur le chiffre d'affaires pour alimenter la Sécurité sociale.

● **IMPOT SUR LE REVENU.** — La C.F.D.T. présente une longue liste de bouleversements importants. Outre la publicité totale des revenus et impôts et la révision de barème, elle réclame : l'imposition à 100 % des revenus au-delà de 240 000 F par an ; la suppression du quotient familial et son remplacement par une déduction forfaitaire ; l'induction de toutes les ressources, c'est-à-dire aussi des allocations familiales et autres dans le revenu imposable ; le plafonnement des frais professionnels à 10 % ; la modulation de l'abattement de 20 % selon les revenus (plus de 20 %) en dessous de 4 000 F par mois, moins de 20 % au-delà de 20 000 F) et la suppression des « faveurs exceptionnelles », telles que l'avoir fiscal, etc.

Combien tout cela coûterait-il ? La C.F.D.T. qui n'a pas encore terminé ses travaux, estime que « les réductions de recettes seraient largement compensées par l'accroissement ou la création d'autres recettes ». « Nous sommes pour une légère augmentation de la ponction fiscale », reconnaît M. Rolant, en précisant que la C.F.D.T. préconise une meilleure gestion des dépenses publiques et une relance des équipements collectifs.

### LA C.G.C. : M. Barre ne croit pas à la politique contractuelle.

La C.G.C. organise le 15 novembre dans toutes les villes de France une journée d'action. Des délégations se rendront auprès des préfets pour remettre une motion exprimant la position du personnel d'encadrement à l'égard du plan anti-inflation.

D'une manière plus large, a déclaré le 9 novembre devant la presse, M. de Santis, secrétaire général adjoint, la C.G.C. refuse une politique fiscale et sociale qui aurait pour conséquence le découragement et le renoncement d'une catégorie socio-professionnelle dont l'importance ne cesse de grandir et qui est appelée à jouer un rôle fondamental dans l'évolution de notre société. Ce n'est pas en dressant les catégories sociales les unes contre les autres, en déplaçant le fardeau de la démagogie, en ne cédant qu'à la force et en méprisant ceux qui n'aspirent qu'à construire, que l'on bâtit une société plus juste.

M. Barre se fâche des syndicats. Si nous continuons à nous heurter à l'encadrement gouvernemental, nous emploierons des méthodes plus musclées. M. Yvan Charpentier, président de la C.G.C., a lui aussi, le soir même, à France-Dotier, déclaré avoir l'impression que M. Barre « entend pointer par-dessus la tête des syndicats et que, par conséquent, il ne croit pas à la politique contractuelle. C'est son droit, mais dans une démocratie économique et sociale moderne, nous ne pensons pas qu'un gouvernement puisse faire abstraction de ce qui représente les organisations syndicales ».

## BILLET

### Les professionnels de l'habillement affûtent leurs armes

Les professionnels des industries de l'habillement changent leur jeu d'attaque. On ne crie plus haut sur les pays du tiers-monde, mais sur les fonctionnaires du Marché commun et les grandes sociétés d'import-export européennes, jugées responsables de l'anarchie commerciale qui règne sur les marchés du textile. C'est que l'accord multilatéral conclu en décembre 1973, dans le cadre du GATT, entre la C.E.E. et trente-neuf pays du tiers-monde, en vue de régulariser les échanges, tire à sa fin.

Les parties signataires se retrouveront au début de décembre à Genève. Aussi les industries de l'habillement affûtent-elles leurs armes, et pour présenter un dossier plus convaincant se gardent bien d'attaquer la partie adverse. Bien au contraire.

Au cours de la conférence de presse tenue le 9 novembre par l'Union des industries de l'habillement, on n'a cessé de prendre la défense des pays en voie de développement, à qui non seulement la redistribution internationale des activités « ne laisse que les industries à faible valeur ajoutée », mais qui, de surcroît, ne sont pas les vrais bénéficiaires des transferts, ceux-ci étant « en grande majorité des investisseurs

des pays industrialisés ». Ceci afin de montrer que l'accord multilatéral n'est satisfaisant pour personne et doit être sérieusement remanié. Il est vrai que pour les industriels français le bilan est loin d'être rose.

**Les importations :**  
+ 92 % en trois ans

Les importations ont augmenté de 92,2 % en valeur depuis 1973 et le taux de couverture (exportation-importation) du secteur s'est dégradé, passant de 2,18 en 1973 à 1,42 en 1975. Pour certains produits « sensibles » (pantalons de coton, chemises, robes, chemisiers notamment) la progression des importations a été telle qu'elle met réellement en cause la survie de certains secteurs de l'habillement, qui, au total, compte quatre mille deux cents entreprises employant trois cent mille salariés.

« Il faut savoir qu'actuellement une chemise, un chemisier ou un pantalon de coton sur deux vendus en France sont d'origine étrangère », a déclaré M. Weinberg, président de l'union.

Les causes de l'aggravation

de la situation sont, selon les professionnels, de trois ordres : l'application trop « molle » de l'accord multilatéral par les autorités européennes et les carences de cet accord n'ont pas permis de limiter les importations « anormales » de produits sensibles ; une partie importante de produits importés provient de pays non signataires de l'accord multilatéral mais qui ont conclu avec la C.E.E. des accords préférentiels (pays de l'Est) ; enfin les dédouanements de produits intra-communautaires « dans lesquels semblent se spécialiser notamment des sociétés d'import-export allemandes et néerlandaises » ; ces firmes importent des vêtements fabriqués à Macao, les débaptisent, leur apposent une étiquette « made in R.F.A. » et les ré-exportent sans problème vers un autre pays, « au mépris des réglementations communautaires nationales ».

Les industriels français semblent décidés à contre-attaquer fermement. D'un côté, ils essaieront d'obtenir une renégociation de l'accord multilatéral, qui fixerait notamment des volumes globaux d'importation par produits, compte tenu des capacités des marchés européens ; de l'autre

ils interviendront auprès du gouvernement et des douanes françaises pour que la surveillance des importations soit renforcée ; enfin ils ont conclu un accord avec les fédérations nationales membres de l'Association européenne des industries de l'habillement pour une distinction commune de l'origine des produits et le principe d'un marquage obligatoire afin de limiter les détournements de trafic.

### Un programme ambitieux

Programme ambitieux. Il sera difficile aux professionnels de faire admettre à Genève la conception d'une « libéralisation des échanges » aussi soigneusement encadrée. D'autant qu'ils se gardent bien de tenir compte, autant qu'il le faudrait, qu'une partie importante des importations « anormales » est le fait des grands groupes de textile français eux-mêmes. Le gouvernement français prendra-t-il fait et cause pour un programme dont l'une des conséquences serait de limiter l'entrée de produits bon marché et donc de faire grimper l'indice des prix ?

VERONIQUE MAURIS.



### Croisière Queen Elizabeth 2 autour du monde. Avant le départ, vous apprécierez déjà le raffinement Cunard.

Si vous avez toujours souhaité partir en croisière autour du monde, c'est l'occasion qui jamais d'en profiter. Quelques jours avant que le Queen Elizabeth 2 n'appareille pour cette prestigieuse croisière autour du monde, nous conviendrons chez vous une voiture particulière avec chauffeur pour vous emmener à l'aéroport international le plus proche.

De là, vous prendrez un vol en 1<sup>re</sup> classe pour New York où une chambre vous sera réservée, soit au Waldorf, soit dans un hôtel de classe identique. Vous aurez alors trois jours devant vous pour visiter la ville, découvrir ses magasins et apprécier ses spectacles.

Puis, le 15 janvier, nous reviendrons vous

chercher à votre hôtel pour vous conduire au Queen Elizabeth 2 à quai dans le port de New York.

Cette croisière va vous permettre de découvrir toutes ces destinations qui font rêver : la Floride, Rio, Acapulco, le Cap, les Seychelles, les Indes, Bali, Yokohama et Hong Kong. Nous avons même réussi à organiser une visite en République Populaire de Chine, avant le retour à Southampton le 12 avril. Comme le raffinement du service, la cuisine et les spectacles d'abord seront inoubliables.

Le premier tarif est de 7 000 dollars U.S. y compris les transferts en voiture particulière avec chauffeur, le vol en 1<sup>re</sup> classe pour New York et

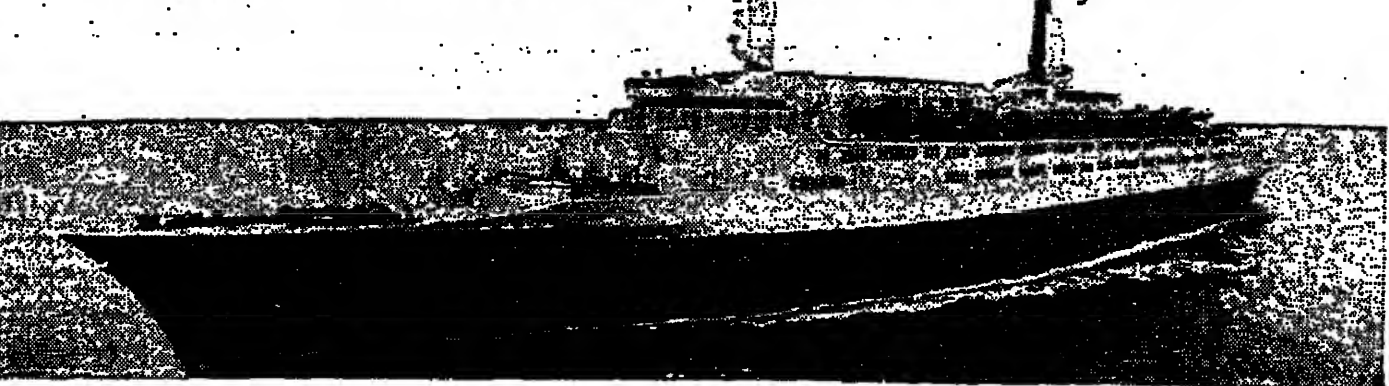
le séjour de 3 jours à l'hôtel.

Vous pouvez obtenir tous les renseignements que vous désirez sur cette croisière prestigieuse en téléphonant à votre agent de voyages habituel ou à l'American Express, 11, rue Scribe 75440 Paris - Tél. : 075.42.90. Pourquoi ne pas le faire dès aujourd'hui ?

Si votre emploi du temps ne vous permet pas d'effectuer d'autres croisières autour du monde, ne venez pas mieux choisir celle-ci ?

### CUNARD QE2

CROISIÈRE AUTOUR DU MONDE 1977  
15 janvier - 12 avril



### « Les futurs Cadres de Gestion face à leur avenir »

Sur ce thème, une enquête a été menée par l'Association Inter-Syndicale des Sciences Économiques et Commerciales (AISESC) auprès de ses 9 000 membres. 5 000 réponses ont été recueillies, ce qui a permis une étude approfondie des aspirations des futurs cadres face à leur premier emploi.

Une journée d'étude est organisée pour faire connaître ces aspirations et recueillir les réactions des responsables de l'emploi et du recrutement. À partir de l'image des entreprises, l'AISESC veut montrer que la politique de recrutement est une composante essentielle de la stratégie de communication.

Cette manifestation, animée par M. Yvan LEVY, se déroulera le 23 novembre 1976, dans l'après-midi.

**1<sup>er</sup> Débat : « Le recrutement d'un cadre de gestion débute-t-il avec la participation de... »**

M. GHAMELLO, Chef du Service Recrutement et Développement à la SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES PÉTROLES, S.F.P.

M. MOURET, Délégué Général du Centre d'Enseignement Supérieur DES AFFAIRES (CESA).

M. ALBERT, Directeur Adjoint à la Direction des Affaires Sociales CEMENTS LAFARGE FRANCE.

M. LAGNY, Directeur du Département Formation et Perfectionnement à la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

M. GIBARD, Intérieur Principal au Département du Personnel, S.N.C.F.

M. A. TIO, Président-Directeur Général du Cabinet de Recrutement ALEXANDRE TIO MERVIN HUGHES S.A.

**2<sup>e</sup> Débat : « L'image sociale de l'entreprise »**

Avec la participation de :

M. L. GORRE, Chef du Service Recrutement et Emploi, Direction du Personnel de l'É.D.F.-G.D.F.

M. LEROUX, Directeur du Personnel de l'AFOM, membre du comité directeur de l'Association Nationale des Directeurs et Chefs du Personnel (A.N.D.C.P.).

M. DABAN, Attaché à la présidence de HAVAS CONTACT, Directeur du Marketing et du Développement.

M. JULIET, Président-Directeur Général de BERNARD JULIET CONSEILS, Membre de la section organisation formation de la Chambre Syndicale des Sociétés d'Etudes et de Conseils (SYNTEC).

M. ROQUES, Directeur de l'Éducation COMPAGNIE I.R.M. FRANCE.

M. HARLE, Directeur du Recrutement à la SHELL FRANÇAISE. Un représentant du Secrétariat d'État aux Universités.

Pour tout renseignement concernant cette manifestation, s'adresser à : L'AISESC, FRANCE, 75, avenue de la République, 75011 PARIS. Tél. : 333-29-91 - 235-34-51.



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## Agriculture

● M. BERNARD GINESTET, propriétaire de Château-Margaux, premier grand cru classé de Médoc, a fait savoir que les 60 millions de francs offerts par le Crédit agricole pour cette propriété — 260 hectares, dont 70 de vignes — 250 000 bouteilles produites annuellement — sont insuffisants. M. Ginestet, qui doit se séparer de Château-Margaux pour apurer la situation financière de sa maison de commerce, a assuré qu'il a de nombreuses propositions, notamment d'un groupe établi dans le Marais poitevin, au quel le gouvernement français ne pourrait pas opposer de veto (le Monde du 9 novembre).

● LE GROUPE CERALIMENT-LU-BRUN, filiale de l'Aliment Essentiel, a fait des propositions à la firme américaine Pillsbury-Mills pour la reprise de Gringolre-Bressard. L'opération se ferait, à l'instigation des pouvoirs publics, en liaison avec C.M. Industries, groupe pharmaceutique à l'origine, qui s'est diversifié dans l'industrie alimentaire (Banania, Razoud-Masset, Apollon). Si elle est conclue, elle permettrait de « réfranchiser » une partie de la biscuiterie autour de l'Aliment Essentiel.

● LES PRODUCTEURS ARDECHOIS DE CHATAIGNES ont déversé des quantités importantes de bogues de châtaignes devant la sous-préfecture de Largentière et les établissements des grossistes. « La châtigneraie ardéchoise se meurt depuis cinquante ans », assure le syndicat des producteurs qui demande un prix garanti à la production de 140 franc le kilo contre 0,65 franc le kilo actuellement.

● LA PRODUCTION DE BETTERAVES À SUCRE sera « un peu moins mauvaise que prévu », a déclaré M. Jean Bailly, vice-président des planteurs (C.G.B.), au cours de la visite

## Faits et chiffres

d'une sucrerie dans la Somme. Le rendement moyen serait de 35 tonnes à l'hectare, et la récolte devrait atteindre 2,6 millions de tonnes. Selon les responsables du CEDUS (Centre d'études et de documentation du sucre), la consommation de sucre des ménages pourrait diminuer sensiblement en 1977, à cause des stockages importants effectués cet été.

## Conflits et revendications

● LE TRAVAIL A REPRISES DANS L'ENTREPRISE CO-PAZ (produits chimiques), à Pierrefitte (Hautes-Pyrénées) après cinq mois de conflit. L'accord conclu, le 8 novembre, entre la direction et les huit cents salariés prévoit notamment une augmentation de 2,5 % des salaires, et divers avantages pour les employés mis en chômage technique.

● METRO : TRAFIC NORMAL SUR LA LIGNE 13. La grève de vingt-quatre heures des conducteurs sur les lignes 13 et 14, déclenchée le 8 novembre pour protester contre les modifications de conditions de travail résultant de la création d'une nouvelle ligne nord-sud Saint-Denis-Basilique - Châtillon-Montrouge, est terminée.

● GREVE DANS LES WAGONS-LITS. — Les personnels de la Compagnie internationale des wagons-lits ont grévés depuis le mardi 9 novembre, à l'appel des organisations syndicales C.G.T., C.F.T.C. et F.O. Leurs revendications portent sur la dégradation des conditions de travail due, selon les grévistes, aux nouvelles mesures de la direction concernant le roulement des trains (le Monde du 14 octobre). Une assemblée générale réu-

née mercredi à 16 heures doit se prononcer sur la poursuite éventuelle de l'action. Aucun wagon-lit ne partira dans la soirée de ce même jour, mais comme la veille, les voyageurs seront « hébergés » par la S.N.C.F. dans des couchettes de première classe.

● EN GUADELOUPE, les services du fret aérien, d'entretien et de maintenance de l'aéroport du Raizet, à Pointe-à-Pitre, sont paralysés, depuis douze jours, par une grève des employés adhérents du syndicat U.G.T.C. (Union générale des travailleurs guadeloupéens), qui réclament une augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et la levée d'une sanction prise à l'encontre d'un membre du personnel. Toutes les parties intéressées ont demandé au préfet d'intervenir pour résoudre ce conflit. Les compagnies aériennes, ayant insisté, le 5 novembre, sur les conséquences de cette grève.

## Énergie

● LES ÉMIRATS ARABES UNIS sont favorables à une hausse de 10 % du prix du pétrole. M. Al Otaiba, ministre du pétrole des Émirats arabes unis, a déclaré, le 9 novembre à Tokyo, qu'un relèvement du prix du pétrole brut s'imposait. Il a toutefois assuré que cette hausse serait limitée de façon à ne pas nuire à la reprise économique mondiale, et il a annoncé que son pays s'opposerait à une hausse supérieure à 10 %. — (U.P.I.)

● LES ÉTATS MEMBRES DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ont confirmé, mardi 9 novembre à Paris, « leur volonté politique de prendre des mesures individuelles ou multilatérales pour que soit assuré un meilleur équilibre de l'offre et de la demande de pétrole ». Ils sont donc convenus « d'identifier et de surmonter les limitations de toutes natures qui entravent pour développer leurs programmes dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie et leur politique concernant le développement de toutes les sources d'énergie : pétrole, charbon, gaz naturel, énergie nucléaire et hydro-électricité ».

## A l'étranger

● L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE vient d'accorder à LA GRECE une aide financière de 60 millions de deutschemarks (124 millions de francs). Ce crédit constitue la troisième et dernière tranche d'un programme d'un montant total de 180 millions de DM qui avait fait l'objet d'un accord entre les gouvernements grec et ouest-allemand en septembre 1974. — (A.F.P.)

## Immigrés

● LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS MAURICIENS proteste, dans un communiqué, contre l'expulsion du territoire, le 23 octobre dernier, d'une quinzaine d'immigrés d'origine mauricienne. Ces travailleurs, affirme le M.T.M., avaient un emploi depuis plusieurs mois à Paris et bien qu'ils aient fourni la preuve de leur régularisation, ils ont été refoulés. C'est là, selon le M.T.M., « la solution la plus expéditive : on feint de croire qu'il s'agit de gens qui viennent d'arriver ». Une délégation du M.T.M. s'est rendue le mardi 9 novembre au ministère de la coopération.

## Pian

● AU COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN, M. Bernard Brunhes, administrateur de l'INSEE, qui était le directeur du cabinet de M. Jean Ripert, commissaire général au Plan, sera chargé du service des affaires sociales. Il succédera à ce poste à M. Jean Daney de Marillac, qui vient d'être désigné comme rapporteur général du Centre d'études des revenus et des coûts.

[Né en mars 1940, ancien élève de l'École polytechnique, M. Brunhes crée la division Étude des entreprises à l'INSEE avant d'être, de 1971 à 1973, chef de cabinet de M. Jean Ripert, alors directeur général de l'Institut des statistiques. Nommé en septembre 1973 au bureau des statistiques des Nations unies, il a été en 1975 nommé chargé de mission au Commissariat général du Plan. Il est l'auteur de l'ouvrage « Présentation de la comptabilité nationale française ».]

## Prix

● LES PRIX DE DÉTAIL ONT AUGMENTÉ DE 1,1 % EN OCTOBRE, selon l'indice des prix de C.G.I. En un an (octobre 1976 comparé à octobre 1975) la hausse du coût de la vie a atteint 12,9 %, selon le même indice. En octobre, les secteurs ayant subi les plus fortes majorations sont les transports et les télécommunications (+1,8 %), la culture (+1,7 %) et l'habitation (+1,4 %).

● AU CENTRE D'ÉTUDES DES REVENUS ET DES COÛTS (CERC), M. Jean Daney de Marillac, administrateur de l'INSEE, vient d'être nommé rapporteur général en remplacement de M. Jacques Méraud, nommé membre du conseil du CERC.

Agé de quarante et un ans, M. de Marillac a été notamment chargé de mission au cabinet du ministre de l'économie et des finances sous l'autorité de M. Giscard d'Estaing (mai 1965-janvier 1968), puis de M. Michel Debré (mai 1967-juin 1968). Chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République sous Georges Pompidou, de juin 1969 à octobre 1972, il était depuis quatre ans chef du service des affaires sociales au Commissariat au Plan.]

## Colloques

● LES ATELIERS GÉNÉRAUX DES CONSOMMATEURS, organisés par l'Union fédérale de consommateurs, association éditrice de la revue *Que choisir*?, se tiendront à Paris les 12 et 13 novembre. 35, rue de Sévres (8<sup>e</sup>). Un débat est prévu entre MM. Stoleru et Rocard.

**COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRE**  
FABRICANT - VENTE DIRECTE  
**FRANOR 70, RUE AMELOT**  
FRANOR 70, RUE AMELOT  
FRANOR 70, RUE AMELOT  
FRANOR 70, RUE AMELOT

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



**COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ**

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe pour les neuf premiers mois de 1976 s'élève à 13 518 millions de francs, toutes taxes comprises, et à 13 742 millions de francs hors taxes. Pour la même période de l'exercice précédent, les montants correspondants étaient de 13 447 millions de francs, toutes taxes comprises, et de 13 683 millions de francs hors taxes. L'augmentation du chiffre d'affaires hors taxes par rapport à la période correspondante de 1975, est de 10 %.

Ces chiffres ont été établis, comme pour les publications trimestrielles précédentes, dans la structure du groupe antérieurement à la fusion d'Alsthom et des Chantiers de l'Atlantique.

**ALSACIENNE DE SUPERMARCHÉS (S.A.S.M.)**

Il est porté à la connaissance des actionnaires que la Société alsacienne de supermarchés envisage de procéder à l'absorption de la Société Grands Magasins Jung S.A., société qui exploite cinq magasins à Strasbourg dans une zone où la S.A.S.M. n'est implantée que par son hypermarché Bagel Nord. L'avant-projet de fusion élaboré par les directeurs respectifs des deux sociétés a été approuvé par leurs conseils de surveillance le 8 novembre 1976.

La fusion envisagée serait réalisée sur la base d'un rapport d'échange de 3 actions S.A.S.M. pour 13 actions Grands Magasins Jung S.A.

Les actions nouvelles ne porteront jouissance qu'à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1977. La fusion aura un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> juillet 1976 et le projet sera soumis à l'assemblée générale extraordinaire dont la tenue aura été fixée au 27 décembre 1976.

**I.R.I.C.A.S.E.**

**Compte rendu de l'assemblée générale du 4 novembre 1976**

L'institution de retraite interprofessionnelle des cadres supérieurs d'entreprises (IRICASE) a été créée, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1975, à l'initiative de plusieurs caisses de retraite, qui ont mis leur expérience en commun pour réaliser un régime de retraite complémentaire à l'intention des cadres supérieurs sur la fraction de leur salaire dépassant le régime des cadres.

À l'issue de son premier exercice de fonctionnement, l'institution a tenu une assemblée générale ordinaire, le 4 novembre 1976, à l'Hôtel Hilton, 18 avenue de Suffren, Paris. Le compte rendu du conseil d'administration provisoire a permis de rappeler les circonstances de la création de l'IRICASE et de retracer les divers aspects de son activité. Au 31 décembre 1975, on recensait :

Après le vote de l'assemblée générale, la composition du conseil d'administration est la suivante :

Président : M. Dédre Goddyn  
Vice-président : M. Olivier Bernard  
Secrétaire : M. Louis Costet  
Trésorier : M. Michel Roux

MM. Jean-Pierre Badier, Philippe Bourles, Robert Dietrichs, Daniel Durca, Emmanuel Marty, Daniel Monier, Jacques Polton, Marcel Ventura.

Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès des deux unités administratives de l'IRICASE : U.A. ANEP, 25, rue de Paradis, 75010 Paris Cedex 10. U.A. RESURCA, 13, rue Bachaumont, 75001 Paris Cedex 02.

**Groupe Paluel-Marmont**

**SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS - SOBI**  
26, boulevard d'Italie, Monte-Carlo

La situation comptable, arrêtée au 30 septembre 1976, fait ressortir les éléments suivants :

— Total du bilan : F 549 100 267,13  
— Total du portefeuille (effets et primes en t.s.) : F 534 083 438,17  
— Dépôts à terme de la clientèle y compris les intérêts réinvestis des comptes d'épargne SOBI : F 243 818 270,22

Le prochain avis financier paraîtra dans le courant du mois de février 1977.

**SEFIMEG**

Les recettes de la société ont atteint, au 30 septembre 1976, 60 598 000 F, contre 50 095 000 F pour la période correspondante de 1975. Les recettes de l'exercice en cours devraient, dans ces conditions, atteindre 81 millions de francs.

**LOCATEL**

Le conseil d'administration, réuni le 3 novembre 1976, a pris connaissance des comptes de l'exercice 1975-1976, qui s'est clôturé le 31 août 1976. Le bilan au 31 août 1976 totalise 145 224 000 F (contre 106 864 000 F au 31 août 1975). Les immobilisations nettes atteignent 134 811 000 F après amortissements : les téléviseurs sont inclus dans ces immobilisations pour une valeur nette de 108 710 000 F après 114 193 000 F d'amortissements pris dans leur ensemble se sont élevés pour l'exercice 1975-1976 à 85 386 000 F (contre 77 215 000 F pour l'exercice précédent).

Les calculs réalisés à court terme au 31 août 1976 ont permis d'établir que la contribution exceptionnelle inscrite par la loi du 23 octobre 1974 et divers compléments de provisions, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 7 963 183 F (contre 6 233 207 F pour l'exercice précédent). Durant cet exercice, le chiffre d'affaires des ventes a progressé de 23,4 %, le parc des téléviseurs en location s'est accru de 34,3 %, tandis que le parc noir et blanc a régressé de 5,5 %.

Au vu de ces résultats, le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 10 décembre 1976, d'autoriser le conseil à distribuer 367 200 actions de 50 F nominal au revenu global de 10 500 F, ce montant correspondant au dividende distribué de 7 F, et le droit à rachat de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) soit une contribution globale de 3 833 000 F (contre 3 029 400 F au titre de l'exercice précédent).

Pourquoi faut-il visiter le



## 22<sup>e</sup> Salon international de l'Emballage, du Conditionnement et de la Présentation ?

parce que : ● toute entreprise a besoin aujourd'hui de réduire au minimum ses coûts de fabrication dont l'emballage constitue une part non négligeable, ● l'évolution des techniques dans ce domaine est permanente.

Ce 22<sup>e</sup> Salon vous offre une gamme exceptionnelle de matériaux, d'emballages, d'accessoires et surtout de machines en provenance de tous pays.

**Vous y trouverez des idées, des conseils et des produits qui vous permettront d'abaisser vos prix de revient.**

Un Congrès organisé par l'Institut Français de l'Emballage et du Conditionnement aura lieu dans le cadre du Salon sur le thème : « Conditionnement des produits alimentaires, problèmes actuels, techniques de pointe ».

Aux mêmes dates également aura lieu :

EURO-PLV, l'Exposition spécialisée du matériel de présentation et de publicité sur le lieu de vente.

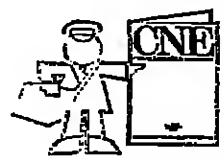
**Ne manquez pas de visiter ces 2 manifestations du 15 au 20 Novembre 1976**

Porte de Versailles • PARIS • de 9 h à 18 h.

**1.600 firmes groupées en 655 stands vous y attendent**

Renseignements : SEPIC-Emballage - 40, rue du Colisée - 75008 PARIS - Tél. : 256.38.94

## POUR VOTRE ÉPARGNE



quotidiennement votre

**LA POSTE**

1501 11 11







## LA MISE EN PLACE DE LA FORCE ARABE AU LIBAN

## Les « casques verts » syriens ont rouvert la route Beyrouth-Damas

- 
- et un cognac  
 n'il n'est pas  
 Champagne :  
 de la région  
 de Champagne.
- Les caves de vie issues de ces deux régions sont  
 les plus subtiles et les plus riches.  
 Il n'est donc pas étonnant que tout le monde,  
 des mélomanes aux amateurs, se laisse ravir  
 si facilement. Que faire ? Servir magnifiquement
- serait déplacé. Revenir à un cognac ordinaire serait  
 triste. Restez plutôt sages.  
 Admettez que la vie est parfois loin d'être simple.  
 Ou bien songez qu'elle est relativement courte et  
 profitez de ses bonheurs. A commencer par Rémy Martin.
- Rémy Martin. Fine Champagne Cognac.**